ISSN 0381-2375

comptes publics 1985-1986

volume 1 — états financiers

ONTARIO

PUBLIÉ PAR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1986

À L'HONORABLE LINCOLN MACCAULEY ALEXANDER, P.C., Q.C., C.St.J., B.A.
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

VOTRE HONNEUR,

J'ai l'honneur de vous soumettre les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1986, conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie.

Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'expression de ma haute considération.

L'HONORABLE ROBERT F. NIXON
Trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

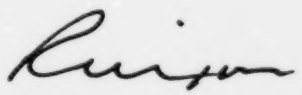
TORONTO, le 1er août 1986

RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1986.

Vous trouverez en page viii du présent volume un Guide d'interprétation des comptes publics exposant la structure et la composition de ces comptes.

Vos questions et commentaires seront les bienvenus. Veuillez les adresser à la direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, Bureau du Trésor, ministère du Trésor et de l'Économie.



L'HONORABLE ROBERT F. NIXON
Trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

TORONTO, le 1er août 1986

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	viii
Sources de renseignements supplémentaires	x
Section 1 — États financiers	
Résumé des pratiques comptables adoptées	1-2
État de la situation financière	1-4
État des opérations du Fonds de recettes consolidées	1-5
État des recettes budgétaires	1-6
État des dépenses budgétaires	1-7
État des opérations non budgétaires	1-8
État des opérations de la dette	1-9
Annexe des redressements extraordinaires	1-10
Notes complémentaires	1-11
Opinion du vérificateur provincial	1-16
Section 2 — Annexes aux états financiers	
État des recettes budgétaires	
Détail des recettes budgétaires	2-3
Sommaire des recettes budgétaires par ministère et selon les principales rubriques de la classification comptable	2-10
État des dépenses budgétaires	
Détail des dépenses budgétaires	2-12
Sommaire des dépenses budgétaires par ministère et selon la classification comptable type	2-18
État des opérations non budgétaires	
Remboursements des prêts, avances et dotations en capital	2-20
Prêts, avances et dotations en capital	2-22
Dépôts dans des fonds de pension et fonds connexes, comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	2-23
Paiements provenant de fonds de pension et fonds connexes, comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	2-26
État des opérations de la dette	
Produit de l'émission d'emprunts	2-28
Remboursements des emprunts	2-29
État des opérations d'Ontario Hydro	2-30
Annexe des redressements extraordinaires	2-31
État de la situation financière	
Encaisse et placements temporaires	2-32
Avances et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions	2-32
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	2-33
Prêts aux administrations locales	2-33
Autres prêts	2-34
Avances à Hydro Ontario	2-35
Déficit accumulé	2-35
Fonds de pension et fonds connexes	2-36
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	2-36
Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	2-37
Sommaire des dettes contractées	2-39
Encours de la dette contractée	2-41
Passif éventuel	2-47
Demandes de règlement présentées à la Couronne	2-53
Aperçu des dix dernières années	
Opérations du Fonds de recettes consolidées	2-54
Situation financière	2-55

TABLE DES MATIÈRES — Fin

Section 3 — États divers

Page

Caisse de retraite des fonctionnaires 3-3
Comptes d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative 3-5
Fonds de rajustement des pensions 3-6
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale 3-11
Caisse d'épargne de l'Ontario 3-13
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles 3-15
Loi sur l'administration financière — Pertes 3-17
Loi sur le ministère du Revenu — Remissions 3-17
Comptes à payer 3-18
Comptes à recevoir 3-19

Section 4 — États des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles 4-3
Affaires civiques et culturelles 4-5
Affaires intergouvernementales 4-21
Affaires municipales 4-29
Agriculture et Alimentation 4-43
Bureau de l'Assemblée législative 4-61
Bureau du conseil des ministres 4-69
Bureau du directeur général des élections 4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-83
Bureau de l'ombudsman 4-89
Bureau du vérificateur provincial 4-95
Cabinet du premier ministre 4-101
Collèges et Universités 4-107
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario 4-119
Consommation et Commerce 4-133
Développement du Nord et des Mines 4-151
Éducation 4-163
Énergie 4-179
Environnement 4-193
Formation professionnelle 4-211
Industrie, Commerce et Technologie 4-217
Logement 4-231
Office de la Condition féminine 4-251
Procureur général 4-257
Revenu 4-277
Richesses naturelles 4-293
Santé 4-311
Secrétariat à l'administration de la justice 4-331
Secrétariat aux affaires sociales 4-337
Secrétariat au développement des ressources 4-343
Services correctionnels 4-349
Services gouvernementaux 4-359
Services sociaux et communautaires 4-379
Solliciteur général 4-391
Tourisme et Loisirs 4-403
Transports et Communications 4-417
Travail 4-441
Trésor et Économie 4-463
Index des dépenses 4-487

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les comptes publics de la province de l'Ontario pour 1985-1986 sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les états financiers de la province, ainsi que les annexes détaillées qui les accompagnent.

Le volume 2 est un document complémentaire qui reprend les états financiers des sociétés de la Couronne, conseils et commissions dans lesquels la province détient des intérêts, auxquels elle a consenti des prêts ou pour lesquels elle a garanti des emprunts contractés auprès d'établissements de crédit. On trouvera dans ce même volume les états financiers de certains organismes importants qui s'autofinancent, en totalité ou en partie, grâce à leurs activités d'exploitation, et de divers autres organismes de moindre envergure.

Quant au volume 3, qui est également un document complémentaire, il fournit le détail des dépenses engagées, tel qu'exigé par le Comité permanent des comptes publics.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des comptes publics

(1) États financiers

Cette première section regroupe les différents états financiers de la province. Les données, exprimées en millions de dollars, sont arrondies et sont présentées sous forme de tableau comparatif. Les états financiers et les notes complémentaires permettent de retracer les principales opérations financières de la province pendant la période comptable, et ils donnent un aperçu global de la situation financière à la clôture de l'exercice. Dans cette section, on trouve en outre un résumé des pratiques comptables adoptées par la province.

(2) Annexes aux états financiers

Les annexes développent les divers états financiers sur la base, cette fois, de chiffres non arrondis. On trouve aussi une analyse complémentaire des recettes et des dépenses budgétaires, une ventilation détaillée du passif éventuel et des engagements directs constatés à la clôture de l'exercice, ainsi qu'une présentation des flux du Fonds de recettes consolidées établie sur dix exercices et le bilan.

(3) États divers

Les Etats divers reprennent les états financiers de quelques comptes créés à des fins spéciales, un certain nombre de données financières complémentaires, ainsi que l'état de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une direction du ministère du Revenu.

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-3, un Sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-5 à 4-485, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chaque cas, les six états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) "État des dépenses par programme"

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits budgétaires alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses budgétaires et non budgétaires engagées par chaque ministère.

(b) "État des dépenses par programme et activité"

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le Budget des dépenses, d'une part, et avec ceux octroyés par le Conseil de gestion, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) "Détail des dépenses par activité et selon la Classification comptable type"

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des rubriques de la Classification comptable type, d'autre part. Les crédits législatifs et les dépenses non budgétaires n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de rubriques distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la Classification comptable type :

Traitements et salaires
Ce poste comprend tous les traitements et salaires versés, la rétribution des heures supplémentaires et les autres montants faisant partie de la rémunération du personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre), les frais de personnel temporaire, les allocations du ministère aux membres de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux
Ce poste comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Ce poste répertorie les dépenses engagées par le ministère à différents titres: voyages des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et enfin, communications diverses (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services
Ce poste comprend toutes les dépenses effectuées au titre de l'information et de la publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par le ministère. Sont également inclus dans cet article de dépense les frais de location, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres frais encourus pour différents services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Ce poste comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/Construction de biens matériels
Ce poste inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par le ministère en vue d'accroître son parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert
Il s'agit des subventions, des subsides et des différents versements effectués par le ministère pour venir en aide aux particuliers, aux entreprises, aux organismes à but non lucratif et aux organismes gouvernementaux.

Autres opérations
Ce dernier poste inclut certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties), les impôts locaux levés par le gouvernement dans le cadre de l'ARDA, sur les biens fonciers qui lui appartiennent, et enfin les subventions remboursables.

(d) "État des recettes budgétaires"

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes budgétaires perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les treize différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation plus détaillée, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Fonds de recettes consolidées. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) "État des remboursements des prêts, avances et dotations en capital"

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts, avances et dotations en capital financés par le Fonds de recettes consolidées.

(f) "État des dépôts effectués dans les fonds de pension et fonds connexes, dans les comptes en fiducie et dans les comptes créés à des fins spéciales"

Cet état comprend une liste des différents dépôts effectués par le ministère dans chacun des comptes envisagés et permet de suivre l'évolution de la situation d'une année à l'autre. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Les raisons d'être et la portée de chaque nouvelle proposition en matière de fiscalité figurent dans les documents budgétaires, qui comprennent l'exposé budgétaire, les mesures budgétaires, le plan financier et d'autres renseignements. On peut en obtenir des exemplaires gratuits à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880 de la rue Bay, à Toronto ou en écrivant au Centre des publications, 5e étage, 880, rue Bay, Toronto, Ontario, M7A 1N8.

The Estimates of the Province of Ontario

Le trésorier de l'Ontario soumet le budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril aux députés à l'Assemblée législative après avoir présenté son budget. Le budget des dépenses donne les grandes lignes du plan des dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est invitée à approuver par la Loi sur les subsides de la Couronne et diverses autres formes de loi de crédits. Un budget des dépenses supplémentaire est déposé, tel que prescrit, au cours de l'exercice. On peut obtenir des exemplaires gratuits des budgets des dépenses à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880 de la rue Bay, à Toronto ou en écrivant au Centre des publications, 5e étage, 880, rue Bay, Toronto, Ontario, M7A 1N8.

Le Rapport financier de la province de l'Ontario

Le Rapport financier est publié une fois par an, au terme de l'exercice clos le 31 mars. En règle générale, il est mis à la disposition des membres de l'Assemblée législative, des milieux financiers et du public à la fin de juillet ou au début d'août. Il expose les principaux aspects des finances de la province et les états financiers relatifs à l'exercice écoulé. On peut obtenir un exemplaire de ce rapport à la librairie du gouvernement de l'Ontario, 880, rue Bay, Toronto, Ontario, M7A 1N8.

Finances de l'Ontario

"Finances de l'Ontario" est un rapport trimestriel portant sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il couvre l'évolution qui se produit au cours de l'exercice et présente une nouvelle perspective pour le reste de l'année. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère du Trésor et de l'Économie, 5e étage, édifice Frost sud, 7, Queen's Park Crescent, Toronto, Ontario, M7A 1Y7.

Statistiques de l'Ontario

Publié tous les deux ans, ce rapport fournit des données dans quatre domaines : le territoire, la population, l'économie et le gouvernement. La prochaine édition sera publiée en 1986. Pour la somme de 15$, on peut en obtenir des exemplaires à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880 de la rue Bay, à Toronto ou en écrivant au Centre des publications, 5e étage, 880, rue Bay, Toronto, Ontario, M7A 1N8.

Ontario Economic Accounts

Ce rapport trimestriel contient des données sur les changements survenus dans la croissance économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère du Trésor et de l'Économie, 5e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto, Ontario, M7A 1Z1.

Demographic Bulletin

Publié à intervalles irréguliers au cours de l'année, ce bulletin contient des statistiques sur les changements survenus dans les composantes de la population de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880 de la rue Bay, à Toronto ou en écrivant au Centre des publications, 5e étage, 880, rue Bay, Toronto, Ontario, M7A 1N8.

section 1

états financiers

RÉSUMÉ DES PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES

SYSTÈME COMPTABLE

Les états financiers, préparés selon le concept du Fonds de recettes consolidées, ont été principalement conçus afin de présenter une comptabilité des ressources financières allouées par l'Assemblée législative de l'Ontario. Les principes et méthodes adoptés par la province en vertu desquels les opérations financières des ministères du gouvernement sont enregistrées et décrites comme des mouvements de trésorerie dans le Fonds de recettes consolidées conviennent mieux au rapport fait à l'Assemblée législative.

La comptabilité de caisse utilisée par la province est modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour le paiement des dettes encourues pendant l'exercice qui vient de se terminer. D'autre part, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue et des fonds en transit.

À dater de l'exercice 1985-1986, les prêts et avances consentis aux sociétés de la Couronne, aux conseils et aux commissions sont inscrits comme avoirs financiers, s'ils sont censés être remboursés et s'ils font l'objet de modalités spécifiques. Les valeurs de l'actif sont périodiquement redressées, lorsqu'on peut raisonnablement établir que la valeur des titres cédés en garantie des prêts et avances a diminué et lorsque l'avoir de la province a peu de chances d'être entièrement recouvré. On a donné à l'avoir dans les sociétés de la Couronne une valeur symbolique de 1 $.

Avant 1985-1986, les prêts et avances consentis aux sociétés de la Couronne, aux conseils et aux commissions et les dotations en capital dont ils bénéficiaient étaient inscrits comme avoirs financiers. Dans certains cas, les fonds destinés à rembourser les avances et les prêts étaient effectivement prélevés sur les affectations budgétaires de la province. Tel qu'annoncé dans le budget de l'Ontario du 24 octobre 1985, certains prêts, avances et dotations en capital consentis à des sociétés, conseils et commissions ont été supprimés des livres de comptes ou ont fait l'objet d'une remise de dette. Ces radiations ou ces remises de dette sont classées dans la catégorie des redressements extraordinaires, du fait qu'elles ne sont pas typiques des activités normales du gouvernement et qu'elles ne sont pas considérées comme des facteurs récurrents dans toute évaluation des opérations normales de la province. Les redressements extraordinaires sont inscrits à l'Annexe des redressements extraordinaires et les explications pertinentes figurent dans les Notes complémentaires.

La comptabilité des opérations de la province est divisée en trois catégories.

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires sont les activités liées aux recettes et aux dépenses du gouvernement.

Recettes

Les recettes comprennent les sommes obtenues sous forme d'impôts, taxes, primes, droits, permis, paiements reçus du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes fiscaux et des programmes à frais partagés et revenus de placements.

Dépenses

Les dépenses relatives aux programmes gouvernementaux comprennent les paiements pour les biens et services, les intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, les salaires, les paiements de transfert versés aux particuliers, aux administrations locales et aux établissements, les subventions et subsides ainsi que les additions aux immobilisations.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Les opérations non budgétaires sont les prêts, dotations en capital et opérations administratives des fonds en fiducie du gouvernement, ce qui comprend les prêts, les avances et les dotations en capital, les fonds de pension et les fonds connexes et les autres fonds en fiducie et comptes créés à des fins spéciales. Ces opérations affectent seulement les comptes de l'actif et du passif.

Prêts, avances et dotations en capital

Cette catégorie couvre les prêts et les dotations en capital effectués par le gouvernement dans différents organismes, sociétés de la Couronne et administrations locales.

Fonds de pension et fonds connexes

Les fonds de pension et les fonds connexes sont constitués des cotisations des employés et des contributions de l'employeur ainsi que des intérêts réalisés sur les fonds destinés principalement aux employés du gouvernement, aux membres de l'Assemblée législative, aux juges de la Cour provinciale ainsi que sur le Fonds de rajustement des pensions, moins les paiements effectués par ces caisses.

Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales

Les comptes en fiducie et les comptes crées à des fins spéciales découlent des opérations administratives des fonds en fiducie de la province qui sont maintenus pour les ministères et les organismes gouvernementaux, ainsi que pour le secteur privé.

RÉSUMÉ DES PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES — Fin

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Les opérations financières comprennent l'émission et le remboursement de titres.

Opérations de la dette

Les opérations aux fins de la province regroupent les emprunts effectués et les emprunts remboursés par le gouvernement.

Opérations effectuées pour le compte d'Ontario Hydro

Les opérations effectuées pour le compte d'Ontario Hydro décrivent les montants empruntés par la province au moyen d'émissions de titres, montants qu'elle avance à Ontario Hydro en échange d'obligations comportant des modalités identiques. Ces opérations et les frais qui s'ensuivent pour le rachat et le service de la dette sont le résultat d'une alternative de financement et ne font pas partie du propre plan budgétaire de la province.

ACTIF FINANCIER, DÉFICIT ACCUMULÉ ET PASSIF

Actif financier

Les avances à Ontario Hydro représentent la valeur nominale des fonds avancés à Ontario Hydro exprimée en dollars canadiens, d'après le taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Le reste de l'actif financier représente les sommes dues par des tiers au Fonds de recettes consolidées et a été créé par des transactions en espèces. Comme les dépenses en immobilisations ne correspondent pas à des sommes dues par des tiers et qu'elles ne sont pas considérées comme une catégorie différente des autres services offerts au public, elles ne sont pas comptabilisées comme actif financier, mais elles sont plutôt imputées au résultat, à titre de poste budgétaire, l'année même de l'acquisition des immobilisations.

Déficit accumulé

Le déficit accumulé par la province correspond à l'excédent du passif sur l'actif financier et représente l'accumulation de tous les déficits budgétaires et des surplus depuis la Confédération. Le changement du déficit accumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses budgétaires.

Passif

Le passif correspond aux sommes demandées par des tiers au Fonds de recettes consolidées.

La dette contractée aux fins de la province comprend les débentures, les billets et les bons du Trésor qui sont inscrits à la valeur nominale du titre de créance ou, dans le cas de la dette libellée en devises étrangères, à la valeur équivalente en dollars canadiens. Les frais d'escompte, de prime et de commission sont comptabilisés comme des opérations budgétaires de l'exercice en cours. On a recours aux ressources générales de la province pour effectuer le remboursement continu et régulier de la dette et aucun fonds d'amortissement n'a été créé à cet effet.

L'autre passif inclut les fonds de pension et les fonds connexes, les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autres fonds en fiducie et comptes créés à des fins spéciales décrits sous la rubrique des opérations non budgétaires.

Passif éventuel

Le passif éventuel de la province correspond aux garanties consenties par le Trésorier de l'Ontario et aux importantes demandes de règlements présentées à la Couronne.

CONVERSION DES DEVISES ÉTRANGÈRES

Les produits des émissions et des rachats d'emprunts libellés en devises étrangères sont inscrits comme opérations de financement sous l'équivalent en dollars canadiens, en utilisant le taux de change en vigueur le jour de l'opération. La dette exigible et le passif éventuel sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Dans le cas de la dette en suspens contractée pour le compte d'Ontario Hydro, les avances de compensation consenties à Ontario Hydro sont, de la même manière, converties selon les taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice et il n'y a, par conséquent, aucun profit ni perte à inscrire au titre des opérations de change. Dans le cas de la dette en suspens contractée aux fins de la province, les profits réalisés ou les pertes subies à la suite des opérations de change sont inscrits comme opérations budgétaires.

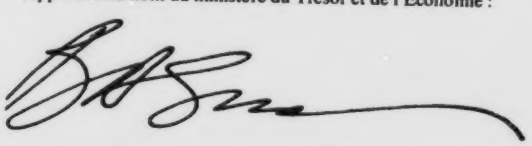
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	1986	1985
Actif financier		
Encaisse et placements temporaires (note 2)	2 118	2 126
Avances aux sociétés, conseils et commissions (note 3)	715	3 482
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets (au coût moins les recouvrements) (note 4)	510	1 028
Prêts aux administrations locales	588	626
Autres prêts (note 5)	54	145
	3 985	7 407
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations (note 6)	8 189	8 206
Total de l'actif financier	12 174	15 613
Déficit accumulé	29 249	22 848
	41 423	38 461
Passif		
Dette contractée aux fins de la province (note 7)	26 695	24 593
Fonds de pension et fonds connexes (note 8)	5 397	4 708
Dépôts à la Caisse d'épargne de la province de l'Ontario	717	655
Fonds en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	425	299
Total du passif aux fins de la province	33 234	30 255
Dette contractée pour Ontario Hydro (note 7)	8 189	8 206
	41 423	38 461
Passif éventuel (note 9)	15 963	14 220

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé au nom du ministère du Trésor et de l'Économie :



B. A. SMITH, Trésorier adjoint de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie

D.S. McCOLL, Sous-ministre adjoint, Bureau du Trésor

ÉTAT DES OPÉRATIONS DU FONDS DE RECETTES CONSOLIDÉES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Budget 1986		Réel 1986		Réel 1985	
Opérations budgétaires						
Recettes	25 696		26 059		23 765	
Dépenses	28 496		28 789		26 431	
Déficit budgétaire — avant les redressements extraordinaires		2 800		2 730		2 666
Redressements extraordinaires (note 1 et annexe)		3 699		3 671		—
Déficit budgétaire		6 499		6 401		2 666
Opérations non budgétaires (montants nets)						
Fonds de pension et fonds connexes	695		689		615	
Prêts, avances et dotations en capital	273		248		259	
Fonds en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	137		188		90	
Contribution non budgétaire (montants nets) — avant les redressements extraordinaires		1 105		1 125		964
Redressements extraordinaires		3 181		3 166		—
Total de la contribution non budgétaire		4 286		4 291		964
Besoins nets de trésorerie		2 213		2 110		1 702
Financement						
Opérations de la dette						
Produit de l'émission d'emprunts nets des rachats		1 996		2 102		2 090
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires		(217)		(8)		388
Financement total		2 213		2 110		1 702
Besoins nets de trésorerie — avant les redressements extraordinaires		1 695		1 605		1 702

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Budget 1986	Réel 1986	Réel 1985
Imposition			
Impôt sur le revenu des particuliers	6 777	7 249	6 253
Taxe de vente au détail	5 019	5 025	4 426
Impôts des compagnies	2 641	2 575	2 248
Taxe sur l'essence	1 020	977	961
Taxe sur le tabac	561	603	583
Taxe sur les carburants	242	242	225
Droit de mutation immobilière	162	205	139
Taxe sur le pari mutuel	64	64	61
Impôt sur le revenu des services d'utilité publique	75	56	51
Impôt sur les bénéfices miniers	55	55	65
Droits de succession	7	6	6
Autres	5	5	5
	16 628	17 062	15 023
Autres recettes			
Primes du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	1 638	1 622	1 586
Profits des commissions et sociétés de la Couronne			
Régie des alcools de l'Ontario	682	638	602
Société de loterie de l'Ontario	132	136	122
Droits d'immatriculation des véhicules	349	356	329
Recettes de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	268	275	253
Autres frais et droits	235	252	223
Redevances	152	164	136
Frais des services publics	111	126	111
Amendes	90	87	85
Ventes et locations	71	73	80
Autres	132	131	132
	3 860	3 860	3 659
Gouvernement du Canada			
Financement des programmes établis			
Contribution en espèces	2 850	2 752	2 772
Assurance-maladie complémentaire	384	385	359
Régime d'assistance publique du Canada	1 000	1 045	938
Entente nationale sur la formation professionnelle	162	171	168
Autres	327	329	341
	4 723	4 682	4 578
Intérêts sur les prêts, avances et dotations en capital	485	455	505
Total des recettes budgétaires	25 696	26 059	23 765

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

MINISTÈRE	Budget 1986	Réel 1986	Réel 1985
Affaires civiques et culturelles	214	215	183
Affaires intergouvernementales	7	8	9
Affaires municipales	859	848	810
Agriculture et Alimentation	374	387	304
Bureaux de l'Assemblée législative et de l'exécutif	8	8	6
Collèges et Universités	2 053	2 063	1 934
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario	18	20	17
Consommation et Commerce	122	124	114
Développement du Nord et des Mines	163	175	176
Éducation	3 385	3 380	3 217
Énergie	82	83	80
Environnement	334	315	282
Formation professionnelle	418	392	305
Industrie, Commerce et Technologie	82	82	79
Logement	251	234	218
Office de la Condition féminine	10	10	4
Procureur général	286	287	279
Revenu	688	684	652
Richesses naturelles	455	444	416
Santé	8 945	9 214	8 340
Services correctionnels	271	283	245
Services gouvernementaux	438	436	380
Services sociaux et communautaires	2 768	2 863	2 604
Solliciteur général	336	340	309
Tourisme et Loisirs	146	145	159
Transports et Communications	1 553	1 602	1 587
Travail	75	76	72
Trésor et Économie	713	735	672
Autres	82	86	56
	25 136	25 539	23 509
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province	3 278	3 250	2 922
Fonds de prévoyance	132		
Prévision des épargnes en fin d'exercice (note 11)	(50)		
Total des dépenses budgétaires avant les redressements extraordinaires	28 496	28 789	26 431
Redressements extraordinaires (note 1 et annexe)	3 699	3 671	
Total des dépenses budgétaires	32 195	32 460	26 431

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Budget 1986	Réel 1986	Réel 1985
Fonds de pension et fonds connexes			
DÉPÔTS :			
Caisse de retraite des fonctionnaires	663	641	565
Fonds de rajustement des pensions	280	283	248
Autres	22	22	31
	965	946	844
PAIEMENTS :			
Caisse de retraite des fonctionnaires	168	164	164
Fonds de rajustement des pensions	89	82	63
Autres	13	11	2
	270	257	229
Dépôts dans les fonds de pension et les fonds connexes, net	695	689	615
Prêts, avances et dotations en capital			
REMBOURSEMENTS :			
Sociétés, conseils et commissions			
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario		13	24
Sociétés de développement	32	57	41
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires	104	79	89
Société foncière de l'Ontario	75	86	75
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités	38	26	23
Autres	59	20	28
Administrations locales	22	74	52
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	85	46	68
Autres prêts et dotations en capital	15	23	29
	430	424	429
VERSEMENTS :			
Sociétés, conseils et commissions			
Sociétés de développement	28	77	51
Société de l'énergie de l'Ontario	30	16	28
Autres	40	13	10
Administrations locales	24	36	25
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	35	34	56
	157	176	170
Remboursements des prêts, avances et dotations en capital, net	273	248	259
Fonds en fiducie et comptes créés à des fins spéciales			
DÉPÔTS :			
Fonds en fiducie de la loterie interprovinciale	143	181	128
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	11	10	11
Caisse d'épargne de l'Ontario	31	62	(32)
Autres	26	10	19
	211	263	126

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Budget 1986	Réel 1986	Réel 1985
Fonds en fiducie et comptes crées à des fins spéciales — Suite			
PAIEMENTS :			
Fonds en fiducie de la loterie interprovinciale	66	65	21
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	4	6	9
Autres	4	4	6
	74	75	36
Dépôts dans les fonds en fiducie et les comptes créés à des fins spéciales, net	137	188	90
Total de la contribution non budgétaire (net) — avant les redressements extraordinaires	1 105	1 125	964
Redressements extraordinaires — radiations (note 1)			
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités	969	969	
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	527	506	
Société foncière de l'Ontario	490	468	
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires	437	464	
Société de l'énergie de l'Ontario	426	423	
Société de logement de l'Ontario	184	184	
Prêts aux hôpitaux publics : remise de dette	69	80	
Société de développement du transport urbain	37	37	
Régie des alcools de l'Ontario	25	25	
Sociétés de développement	17	10	
Total des redressements extraordinaires	3 181	3 166	
Total de la contribution non budgétaire	4 286	4 291	964

ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Budget 1986	Réel 1986	Réel 1985
Emprunts effectués			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 150	1 214	1 134
Caisse de retraite des enseignants	1 200	1 235	1 065
Total des emprunts effectués	2 350	2 449	2 199
Emprunts remboursés			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	20	20	
Autres débentures et billets	334	327	109
Total des emprunts remboursés	354	347	109
Opérations de la dette (net)	1 996	2 102	2 090

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE DES REDRESSEMENTS EXTRAORDINAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986
(en millions de dollars)

	Budget 1986	Réel 1986
Société de l'énergie de l'Ontario : Suncor		
Radiation des avances	325	325
Remboursement du billet de la Sun	305	294
Société foncière de l'Ontario		
Dépréciation des hypothèques	37	40
Dépréciation des biens-fonds et transfert aux ministères	453	428
Suppression des obligations à la province		
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités : remise de dette	969	969
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires : remise de dette	437	464
Société de logement de l'Ontario : remise de dette	184	184
Prêts aux hôpitaux publics : remise de dette	69	80
Dotation en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets : dépréciation	527	506
Réduction des intérêts de la province dans les sociétés de la Couronne		
Société de développement de l'Ontario	7	7
Société de développement du transport urbain	37	37
Société de l'énergie de l'Ontario	101	98
Régie des alcools de l'Ontario	25	25
Autres redressements		
Transports urbains municipaux : engagements non provisionnés	90	90
Hôpitaux : engagements non provisionnés	15	13
Sociétés de développement de l'Ontario : dettes non recouvrables	10	3
Conseils scolaires : rétablissement des avances de fonds	108	108
	3 699	3 671

Voir le résumé des pratiques comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
(Tous les chiffres sont en millions de dollars.)

1. Redressements extraordinaires

Tel qu'annoncé dans le budget de l'Ontario de 1985 déposé le 24 octobre, des mesures ont été prises pour améliorer la présentation des finances de la province. La nouvelle politique en ce qui a trait au traitement comptable reflétant ces mesures est décrite dans le Résumé des pratiques comptables adoptées. Les redressements faits au cours de l'exercice n'ont pas été appliqués rétroactivement. Les voici :

- La suppression d'avoirs financiers des livres de la province lorsque les fonds requis pour rembourser les avances et les prêts provenaient des crédits de la province affectés aux dépenses;
- Le redressement des avoirs financiers lorsqu'il a été déterminé que la valeur des titres cédés en garantie des avances avait diminué et que l'avoir de la province avait peu de chances d'être entièrement recouvré;
- La réduction à une valeur symbolique de 1 $ de l'avoir dans les sociétés de la Couronne.

Les redressements suivants sont comptabilisés comme des redressements extraordinaires :

(a) Suppression des obligations à la province

(1) Les débentures détenues par la Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités ont été transférées à la province après dissolution de la Société le 20 décembre 1985. La débenture en cours au 31 mars 1986 a été radiée, sauf 5 millions de dollars en obligations municipales directes liées à la construction de bibliothèques qui ont été inclus dans les prêts aux administrations locales. Au total, un montant de 969 millions de dollars a été radié.

(2) Les débentures détenues par la Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires ont été transférées à la province après la dissolution de la Société le 20 décembre 1985. La valeur de ces débentures a été réduite de 464 millions de dollars, montant de la partie assumée par les subventions de la province. Les autres débentures, qui atteignent le total de 293 millions de dollars, ont été incluses dans les prêts aux administrations locales.

(3) Les avances de la province à la Société de logement de l'Ontario, qui totalisent 184 millions de dollars, ont été radiées.

(4) La valeur des prêts consentis par la province aux hôpitaux publics a été réduite de la portion financée par la province, qui atteint 80 millions de dollars.

(5) La dotation en capital de 506 millions de dollars des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets, qui a été considérée comme irrécouvrable auprès des municipalités, a été radiée.

(b) Redressements à l'actif financier

(1) Les avances de 325 millions de dollars faites par la province à la Société de l'énergie de l'Ontario pour l'achat d'actions de Suncor Inc. ont été radiées.

(2) Les avances de 428 millions de dollars faites par la province à la Société foncière de l'Ontario pour l'acquisition et l'aménagement de terrains ont été radiées. En outre, on a estimé que la province ne serait pas en mesure de recouvrer entièrement toutes les hypothèques. La valeur des avances pour les opérations hypothécaires a donc été réduite de 40 millions de dollars.

(c) Réduction de l'avoir de la province dans les sociétés de la Couronne

(1)	Société de développement de l'Ontario	7 millions de dollars
(2)	Société de développement du transport urbain	37 millions de dollars
(3)	Société de l'énergie de l'Ontario	98 millions de dollars
(4)	Régie des alcools de l'Ontario	25 millions de dollars

(d) Autres redressements

(1) Versement de 294 millions de dollars à la Société de l'énergie de l'Ontario pour lui permettre de finir de rembourser ses dettes envers la Sun Note Company découlant de l'achat de 25 pour 100 des actions de Suncor Inc. en 1981.

(2) Versement de 90 millions de dollars aux réseaux municipaux de transport en commun pour honorer des engagements qui n'étaient pas provisionnés.

(3) Versement de 13 millions de dollars aux hôpitaux pour honorer des engagements qui n'étaient pas provisionnés.

(4) Versement de 108 millions de dollars aux conseils scolaires pour le rétablissement des avances de fonds au taux précédent de 7 %.

(5) Radiation des avances de 3 millions de dollars aux Sociétés de développement pour leurs programmes de prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES — Suite

2. Encaisse et placements temporaires

Les placements temporaires, constitués principalement de titres à court terme négociables émis par les banques à charte canadiennes et les gouvernements provincial et fédéral, sont comptabilisés au coût. Ces placements comprennent également 22 millions de dollars (28 millions de dollars en 1985) de débentures et d'obligations émises ou garanties par la province qui, au 31 mars 1986, avaient une valeur marchande de 22 millions de dollars (24 millions de dollars en 1985).

3. Avances aux sociétés, conseils et commissions

	1986	1985
Société foncière de l'Ontario	323 $	872 $
Sociétés de développement	285	273
Autres	107	197
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités		1 007
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires		543
Société de l'énergie de l'Ontario		407
Société de logement de l'Ontario		183
	715 $	3 482 $

Les avances faites à la Société foncière de l'Ontario, qui s'élevaient à 323 millions de dollars au 31 mars 1986, représentent la valeur marchande estimative des hypothèques et reflètent une réduction de 40 millions de dollars apportée au cours de l'exercice, tel qu'expliqué à la note 1. Les avances de 428 millions de dollars consenties à la Société pour l'acquisition et l'aménagement de terrains ont également été radiées et la Société cédera son portefeuille de terrains à la province et ne remboursera donc pas les avances correspondantes.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des prêts et s'occupent des arrangements requis pour assurer la garantie de la province à certains prêts bancaires accordés aux entreprises admissibles. La province avance des fonds pour les programmes de prêts des Sociétés. Elle les défraie également du coût de tous les frais d'administration, des prêts consentis à des taux d'intérêt peu élevés et des frais encourus pour honorer les garanties, qui s'est élevé à la somme totale de 15 millions de dollars en 1986 (17 millions de dollars en 1985). Les avances consenties à ces sociétés sont réduites du montant des remises de dettes et du montant des radiations, soit au total 9 millions de dollars en 1986 (9 millions de dollars en 1985). Tel qu'expliqué à la note 1, l'intérêt de 7 millions de dollars que détient la province dans la Société de développement de l'Ontario a été réduit à la valeur symbolique de 1 $.

Les avances consenties à la Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités, à la Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires, à la Société de l'énergie de l'Ontario et à la Société de logement de l'Ontario ont été radiées tel qu'expliqué à la note 1.

4. Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets

Le ministère de l'Environnement octroie un nombre considérable de contrats pour la construction des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts desservant les municipalités. Ces dotations en capital sont recouvrées au cours de la durée des ententes intervenues avec les municipalités. Tel qu'expliqué à la note 1, le montant des dotations en capital a été réduit de 506 millions de dollars.

Une tranche de 429 millions de dollars du total de ces apports est attribuable à des accords pour des projets appartenant à la province, laquelle facture directement les usagers de ces services. Le produit de ces facturations sert à amortir l'apport en capital au cours de périodes pouvant atteindre quarante ans, à payer les frais d'exploitation et à fournir un rendement sur le capital investi.

D'autres accords prévoient l'accumulation dans un fonds d'amortissement de la principale tranche des paiements annuels d'amortissement. Le solde accumulé dans ces fonds, qui s'élevait à 45 millions de dollars au 31 mars 1986 (47 millions de dollars en 1985), a servi à réduire le compte des dotations en capital. Les années précédentes, le passif du fonds d'amortissement était comptabilisé comme faisant partie des fonds en fiducie et des comptes créés à des fins spéciales.

5. Autres prêts

Ces autres prêts comprennent des prêts de 42 millions de dollars (132 millions de dollars en 1985) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations des hôpitaux publics. Pendant l'exercice en cours, la province a mis fin à la pratique qui consiste à comptabiliser les subventions consenties aux hôpitaux pour financer le remboursement d'une partie de certains prêts, tel qu'expliqué à la note 1. Par conséquent, la valeur des prêts de la province a été réduite de la portion financée par la province, qui atteint 80 millions de dollars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES — Suite

6. Avances à Ontario Hydro

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations ayant les mêmes modalités que les titres qu'elle a émis pour le compte de cette société. Le produit des obligations atteint 5 145 millions de dollars américains (5 272 millions de dollars américains en 1985) et 1 000 millions de dollars canadiens (1 000 millions de dollars canadiens en 1985) en ce qui concerne le Régime de pensions du Canada. Au 31 mars 1986, l'équivalent en dollars canadiens des obligations libellées en dollars américains s'élevait à 7 189 millions de dollars (7 206 millions de dollars en 1985), calculés d'aprés le taux de change en vigueur à cette date. Voici les opérations effectuées au cours de l'exercice :

	1986	1985
	$	$
Produit de l'émission d'emprunts		319
Emprunts remboursés	(175)	(80)
Produit net	(175)	239
Différentiel de change	158	480
Augmentation (diminution) nette de la dette contractée pour Ontario Hydro	(17)	719
Avances, intérêts et recouvrements connexes		
Avances à Ontario Hydro		319
Intérêts	916	874
Recouvrement d'intérêts et emprunts remboursés	(1 091)	(954)
Avances, net	(175)	239
Différentiel de change	158	480
Avances, intérêts, différentiel de change et recouvrements connexes, net	(17)	719

7. Dette contractée

Les débentures, billets et bons du Trésor émis pour les besoins de la province et pour Ontario Hydro, exprimés en dollars canadiens, sont condensés par années d'échéance/remboursement dans les tableaux suivants.

AUX FINS DE LA PROVINCE

Échéance/Remboursement le 31 mars	1986	1985
	$	$
1986		865
1987	998	346
1988	775	776
1989	919	919
1990	453	453
1991	484	
1-5 ans	3 629	3 359
6-10 ans	4 478	3 790
11-15 ans	6 646	6 780
16-20 ans	9 733	8 611
21-25 ans	2 086	1 917
26-30 ans	72	69
31-35 ans	51	64
36-40 ans		3
	26 695 $	24 593 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES — Suite

POUR ONTARIO HYDRO

Échéance/ Remboursement le 31 mars	1986 émis au Canada	1986 émis au États-Unis	1985 Total	Total
	$	$	$	136 $
1986				
1987		279	279	273
1988				
1989		279	279	274
1990		62	62	
1991		620	620	683
1-5 ans		1 171	1 171	1 208
6-10 ans	500	627	1 127	542
11-15 ans	500	1 420	1 920	2 067
16-20 ans		2 265	2 265	2 630
21-25 ans		1 086	1 086	1 076
26-30 ans	1 000 $	7 189 $	8 189 $	8 206 $

Le passif correspondant aux débentures en dollars américains a été réévalué selon le taux de change qui était en vigueur le 31 mars. Le différentiel de change se chiffre à 158 millions de dollars (480 millions de dollars en 1985).

Comme l'explique la note 6, la province détient un avoir de compensation constitué d'obligations d'Ontario Hydro comportant des modalités identiques à celles des titres de la province.

8. Fonds de pension et fonds connexes

La province conserve des comptes dans le Fonds de recettes consolidées pour toutes les contributions et tous les revenus d'intérêts moins les paiements relatifs aux fonds de pension et fonds connexes et aux comptes mentionnés ci-dessous. Les montants comptabilisés par la province sont essentiellement les seuls actifs de ces caisses de retraite.

	1986	1985
Caisse de retraite des fonctionnaires	4 030 $	3 554 $
Fonds de rajustement de la caisse de retraite	1 300	1 099
Compte d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative	32	29
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	31	25
Autres	4	1
	5 397 $	4 708 $

D'après le plus récent rapport actuariel en date du 31 décember 1982, le passif non couvert de la Caisse de retraite des fonctionnaires se répartit comme suit :

1. Un passif initial non couvert de 83 millions de dollars pour lequel une contribution de 7 millions de dollars à titre d'intérêt doit être créditée annuellement, conformément à la Loi sur les régimes de retraite.
2. Un passif résiduel non couvert de 38 millions de dollars qui doit être amorti par des paiements annuels de 7 millions de dollars jusqu'au 1er janvier 1992.

Au 31 mars 1986, la province avait effectué tous les paiements prévus.

Une étude actuarielle du Compte d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative datée du 31 mars 1985 a révélé l'existence d'un surplus de 1 millions de dollars.

NOTES COMPLÉMENTAIRES — Fin

9. Passif éventuel

Titres de dette garantis par la province :	1986	1985
Débentures, obligations et billets		
Ontario Hydro	15 093 $	13 388 $
Prêts bancaires garantis		
Compagnies et particuliers par le biais des différents programmes gouvernementaux	319	293
Autres garanties		
Sociétés	551	534
Organismes provinciaux de la Couronne		5
	15 963 $	14 220 $

Demandes de règlement présentées à la Couronne :

Il y a des demandes de règlement impayées présentées à la Couronne, dont cinq s'élèvent à plus de 50 millions de dollars chacune et découlent de poursuites légales en cours ou éventuelles relatives à des inexécutions de contrats, à des dommages faits à des personnes ou à des biens et à des raisons semblables. L'aboutissement de ces poursuites étant incertain, on ne peut déterminer le coût que la province devra assumer, le cas échéant.

10. Caisse de retraite des enseignants

Par le biais des dépenses budgétaires, la province verse annuellement dans la Caisse de retraite des enseignants des contributions équivalentes à celles des membres. La Caisse est administrée par la Commission du régime de retraite des enseignants. De plus, la province s'est engagée à payer toute insuffisance enregistrée par cette Caisse de retraite. D'après le plus récent rapport actuariel en date du 31 décembre 1981, 39 millions de dollars ont été versés au cours de l'exercice 1985-1986 à titre de passif non couvert.

Par la suite, au cours de l'exercice 1986-1987, le rapport actuariel en date du 31 décembre 1984 a été déposé et, comme il révélait un surplus de 693 millions de dollars, la Commission du régime de retraite des enseignants a remboursé la somme de 39 millions de dollars.

11. Chiffres tirés du budget

Les chiffres comparatifs tirés du budget et figurant dans les présents états financiers proviennent du budget de l'Ontario de 1985 présenté à l'Assemblée législative par le Trésorier de l'Ontario le 24 octobre 1985.

Les données du budget relativement au Fonds de prévoyance et figurant dans l'État des dépenses budgétaires représentent une provision constituée afin de couvrir le coût de certaines révisions des salaires et des avantages sociaux pour les employés, qui seront probablement approuvés au cours du présent exercice. Cependant, lorsque les sommes correspondant à ces révisions seront payées, les montants seront imputés aux crédits alloués à chaque ministère.

Le chiffre relatif à la prévision des épargnes en fin d'exercice qui figure dans l'État des dépenses budgétaires représente les économies qu'on prévoit réaliser au cours de l'exercice et qui n'ont pas été identifiées de façon précise par les ministères.

12. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de l'exercice 1985 ont été reclassifiés au besoin pour correspondre à la présentation des états financiers de 1986.

OPINION DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la province de l'Ontario pour l'exercice terminé le 31 mars 1986, l'état des opérations du fonds de recettes consolidées, l'état des recettes budgétaires, l'état des dépenses budgétaires, l'état des opérations non budgétaires et l'état des opérations de la dette. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la province au 31 mars 1986, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière au cours de l'exercice financier terminé à cette date selon le système comptable dont il est fait mention au Résumé des pratiques comptables adoptées. En outre, à mon avis, ces pratiques comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, à l'exception toutefois des modifications apportées à la comptabilisation des éléments d'actif financiers effectivement remboursés par les affectations budgétaires de la province et celle de la participation de la province dans des sociétés de la Couronne (voir la note complémentaire 1 jointe aux états financiers).

Conformément à l'article 12 de la Loi sur la vérification des comptes, un rapport sera présenté au Président de l'Assemblée législative.

D. F. Archer

Toronto, Ontario,
Le 1er août 1986.

D. F. Archer, F.C.A.,
Vérificateur provincial.

section 2

annexes aux états financiers

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe établit la synthèse des différentes ressources budgétaires de la province, regroupées d'après les principales rubriques de la classification comptable. Chacune de ces rubriques est suivie du détail des différents postes de recettes budgétaires qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque source de financement.

	1986 $	1985 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	7 248 689 747	6 252 917 573
Taxe de vente au détail	5 024 515 416	4 426 038 578
Impôt des compagnies	2 575 331 990	2 247 893 724
Taxe sur l'essence	977 248 151	961 375 854
Taxe sur le tabac	602 814 936	582 858 951
Taxe sur les carburants	242 281 344	225 194 597
Droits de mutation immobilière	204 449 549	139 003 194
Taxe sur le pari mutuel	63 903 992	60 516 678
Proportion de l'impôt sur le revenu perçu de sociétés fermées exploitant des services publics	55 691 582	50 953 422
Impôt sur les bénéfices provenant de l'exploitation minière	54 961 062	65 093 544
Droits de succession	6 349 871	6 428 464
	17 056 237 640	15 018 274 579
Autres		
Impôt foncier provincial	4 972 288	4 846 557
Prises de participation croisées et compagnies d'assurance non titulaires d'un permis	333 854	268 378
Taxe sur la spéculation foncière	7 495	148 421
Impôt sur les dons	1 738	5 734
	5 315 375	5 269 090
TOTAL DES RECETTES FISCALES	17 061 553 015	15 023 543 669

La proportion de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province représente 50% de l'impôt fédéral de base. Aux montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 272 137 815 $ en 1986 et à 289 338 640 $ en 1985 et, d'autre part, les redevances versées aux services fédéraux de perception au titre de la gestion de ces crédits d'impôts (2 862 185 $ en 1986 et 2 893 386 $ en 1985).

La taxe de vente au détail équivaut à 7% du prix d'achat des biens meubles corporels ou des services achetés en Ontario. Le taux de cette taxe est de 10% pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 dollars, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12% pour les boissons vendues dans les points de vente en magasin. La loi sur la taxe de vente au détail prévoit toutefois un certain nombre d'exonérations et de remises. Ce sont les commerçants qui perçoivent la taxe de vente au détail pour le compte de la province.

L'enveloppe d'imposition des sociétés comprend: un impôt sur les bénéfices, qui peut varier entre 10% et 15 1/2% des sommes imposables; un impôt sur le capital, qui peut aller d'un minimum de 50 $ à un maximum de 3/10e de 1% des sommes imposables, pour la plupart des sociétés; un impôt sur le capital, qui peut représenter jusqu'à 4/5e de 1% des sommes imposables pour certains établissements financiers; un impôt de 2% à 3% sur le montant brut des primes, pour la plupart des catégories d'assurance; et un impôt de 0,5% sur les primes d'assurance des immobilisations. Les recettes perçues par la province au titre de l'imposition des compagnies comprennent le paiement de transfert effectué par le gouvermenent fédéral (6 346 $ en 1986 et 107 824 $ en 1985), lequel correspond à l'impôt versé par les sociétés conformément à la Partie IX de la loi fédérale de l'impôt sur le revenu. À la suite de l'amendement de l'article 33 de la Loi sur l'imposition des compagnies, les sociétes répondant aux critères suivants ne pourront plus bénéficier de l'exonération fiscale temporaire:

— les sociétés dont l'année d'imposition s'est terminée entre le 1er janvier 1985 et le 13 mai 1985 et qui ont accumulé, au cours de leur exercice financier précédent, un montant total de sommes déductibles supérieur à un million de dollars; et

— les entreprises non admissibles, conformément à la définition qu'en donne l'article 33a de la Loi.

La taxe spécifique pour toutes les catégories d'essence est de 8,8 cents par litre, et de 1,88 cents par litre pour le carburant aviation. Certains matériels agricoles et autres matériels roulants n'empruntant pas le réseau routier pour lesquels aucun permis de circulation n'est exigé peuvent faire l'objet d'un remboursement de taxe par la province. Ce sont principalement les compagnies pétrolières qui perçoivent cette taxe pour le compte du gouvernement provincial.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Tous les produits du tabac sont grevés d'une taxe, qui représente 2,7 cents par cigarette pour la taxe spécifique, et 1,5 cents par gramme ou fraction de gramme pour le tabac coupé ou pour tout autre produit du tabac. La seule exception à cette règle concerne les cigares, qui font l'objet d'une taxe de 45%.

La taxe sur les carburants ne s'applique qu'au carburant diesel servant à l'alimentation des véhicules automobiles et des locomotives. La taxe spécifique sur le carburant diesel est de 9,9 cents par litre pour les véhicules automobiles, et de 3,1 cents par litre pour les locomotives. En règle générale, la perception de cette taxe est assurée par les grossistes ou par les compagnies pétrolières agissant pour le compte de la province, mais il peut arriver qu'elle soit versée directement par les usagers au gouvernement.

Les droits de mutation immobilière sont perçus par les registrateurs fonciers de l'Ontario. Jusqu'à concurrence de 55 000 dollars, la valeur d'achat d'un terrain est grevée d'une taxe de 0,5%; au delà de ce montant, la taxe est de 1%. Si la vente porte sur une parcelle unique de terrain sur laquelle il n'y a qu'une ou deux résidences unifamiliales, la portion du prix d'achat qui dépasse 250 000 $ fait l'objet d'une taxe supplémentaire de 0,5%. Les non-résidents acquéreurs de terrains assujettis à certaines restrictions doivent acquitter une taxe équivalant à 20% du coût de cession.

La taxe sur les paris mutuels est perçue par les exploitants des pistes de courses. Elle est de 9% pour les paris Trifecta et de 7% pour tous les autres types de paris.

L'impôt sur le revenu des services d'utilité publique appartenant à des intérêts privés est perçu par le gouvernement fédéral, qui en remet une partie à la province. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la Loi fédérale sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

L'impôt sur les bénéfices miniers est prélevé directement par le gouvernement provincial. Il s'applique à la tranche des bénéfices qui dépasse 250 000 $, selon un taux d'imposition déterminé d'après une échelle mobile. Le taux d'imposition minimal est de 15% pour les bénéfices allant de 250 000 $ à 1 million de dollars, et le taux maximal est de 30% pour les bénéfices de plus de 20 millions de dollars.

La Loi sur les droits successoraux ayant été abrogée le 10 avril 1979, les sommes figurant sous cette rubrique correspondent en fait aux impôts perçus pendant l'exercice, mais s'appliquant à des biens légués par des individus décédés avant cette date.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5% de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5% des recettes brutes des compagnies de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, enoncés dans la Loi sur l'évaluation.

La province a en outre perçu en 1985-1986 certaines sommes provenant d'impôts qui n'existent plus, comme celui sur les plus-values et celui sur les donations, ainsi que des montants versés au titre de l'impôt sur les prises de participation croisées et de la taxe sur les compagnies d'assurances non titulaires d'un permis délivré par l'Ontario.

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 044 926 067	937 798 833
Entente nationale sur la formation professionnelle	171 483 945	167 560 161
Expansion du bilinguisme	47 847 394	77 323 125
Accord sur les jeunes contrevenants	33 414 629	
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	32 219 069	41 674 366
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	27 935 516	18 660 082
Aide juridique	21 839 809	25 960 518
Accord sur le développement économique régional	17 235 624	
Subventionnement des primes de l'assurance-récolte	14 498 263	24 984 576
Expansion économique et régionale	9 932 253	13 862 812
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs	4 554 653	2 050 137
Autres	31 198 392	61 524 674
	1 457 085 614	1 371 399 284
Autres		
Financement des programmes établis		
Contributions en espèces	2 752 096 500	2 771 862 000
Assurance-maladie complémentaire	384 753 000	358 609 000
Entente sur l'imposition réciproque		
Paiements tenant lieu de taxe de vente au détail	81 173 791	67 993 292
Paiements tenant lieu de droits d'immatriculation de véhicules automobiles	1 154 738	1 200 433
Autres	6 134 141	6 234 141
	3 225 312 170	3 205 898 866
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	4 682 397 784	4 577 298 150

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Dans le cadre du Régime d'Assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse à la province 50% du coût des programmes d'assistance sociale et de bien-être s'adressant aux personnes les plus démunies.

En vertu de l'Entente nationale sur la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue au financement de programmes provinciaux de formation en établissements d'enseignement et en milieux d'emploi destinés à améliorer notamment les compétences professionnelles des travailleurs et à accroître ainsi leurs chances de trouver un emploi.

Afin de promouvoir l'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais encourus pour assurer des services au public dans les deux langues officielles, pour offrir un enseignement dans la "langue de la minorité officielle", et pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue; enfin, le gouvernement fédéral contribue au financement des programmes provinciaux de promotion du bilinguisme qui nécessitent un soutien particulier.

En vertu des Ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse 50% des frais engagés par la province pour financer les services d'aide juridique prévus aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants.

En vertu de l'Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés, le gouvernement fédéral verse à la province sa quote-part des dépenses qu'elle a engagées pour offrir à ces personnes des programmes et des services généraux de réadaptation.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'assistance judiciaire dans le cas des affaires criminelles. La contribution fédérale sera équivalente au plus petit des deux montants suivants: 90% des dépenses engagées par la province pendant l'exercice au titre de l'aide juridique, ou la somme versée l'année précédente, indexée en fonction des taux de croissance de l'économie et de la population.

En vertu des ententes de développement économique et régional, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des dépenses encourues (autorisées par affectation) pour financer des programmes de gestion forestière, de recherche, de transfert de technologies et d'information du public.

Conformément à des accords de partage des coûts, le gouvernement fédéral paie une partie du coût du programme d'assurance-récolte auquel cotisent les agriculteurs. Ce programme d'aide, administré par la Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario, est destiné à garantir aux agriculteurs une certaine stabilité de revenu, indépendamment des pertes de récolte qu'ils pourraient subir.

Les montants figurant à la rubrique "Expansion économique régionale" représentent la contribution du gouvernement fédéral - telle qu'elle a été définie dans l'entente-cadre de développement signée en 1974 - aux programmes de création d'emplois dans des régions particulièrement défavorisées.

En vertu de l'Entente Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, le gouvernement fédéral rembourse une partie des dépenses engagées par la province pour financer des projets destinés à préserver ou à améliorer la qualité de l'eau de ces lacs.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral en vertu de la Loi de 1977 sur le financement des programmes établis remplacent les contributions faites jadis au titre des anciens accords de partage des coûts, relatifs au financement de l'assurance-hospitalisation et des services diagnostiques, de l'assurance-maladie et de l'enseignement postsecondaire. Le versement en espèces équivaut à la moitié de la contribution nationale moyenne par habitant, établie pour l'année de base 1975-1976, au titre des programmes à frais partagés. La contribution du gouvernement au financement de l'assurance-maladie complémentaire équivaut à un montant de 20 $ par habitant, montant obtenu après calculs sur la base de la contribution de l'année 1977-1978. Les deux montants sont rajustés chaque année en fonction du taux moyen de croissance de l'économie canadienne et de la population de la province.

Au titre de l'Accord de réciprocité fiscale, le gouvernement fédéral verse certaines contributions à la place des remises de la taxe provinciale de vente au détail et des droits d'immatriculation de ses véhicules automobiles.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

(a) les subventions annuelles de 5 915 065 $ accordées en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1907;

(b) un montant équivalant à un intérêt annuel de 5% (142 414 $ en 1985-1986) appliqué sur le Compte de la dette du gouvernement du Canada, en dédommagement des sommes qui n'ont pas été payées à la province entre le 1er juillet 1867 et le 1er janvier 1873 (le capital était de 2 848 290 $);

(c) un montant équivalant à un intérêt annuel de 5% (76 662 $ en 1985-1986) appliqué sur la somme de 1 542 971 $ placée par l'Ontario dans le Fonds permanent des écoles communes, lequel totalise 2 677 771 $ et est géré en fiducie par le gouvernement fédéral pour le compte de l'Ontario et du Québec. Le fonds en question a été constitué à la suite de la vente de terres de la Couronne que l'on avait réservées aux écoles communes en vertu de lois promulguées avant la Confédération. Les montants versés à chacune des provinces sont établis au prorata de leur population, évaluée d'après le dernier recensement décennal. Les affectations actuelles sont basées sur le recensement de 1981.

ANNEXES A L'ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
AUTRES RECETTES		
Primes — Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	1 621 705 344	1 586 179 890
Bénéfices de sociétés de la Couronne et de conseils		
Régie des alcools de l'Ontario	638 000 000	602 000 000
Société des Loteries de l'Ontario — Lottario	59 000 000	67 000 000
— Jeux à résultat instantané	57 000 000	26 000 000
— Wintario	20 000 000	29 000 000
	774 000 000	724 000 000
Droits d'immatriculation de véhicules automobiles	355 745 589	328 757 773
Commission des permis de vente d'alcool — droits	274 503 236	252 739 250
Autres droits et permis		
Permis de conduire et droits d'examen des conducteurs	44 660 681	41 536 357
Services d'enregistrement immobilier	28 552 013	23 909 596
Paiements d'entretien - Foyers pour soins spéciaux et hôpitaux psychiatriques	23 438 702	21 565 789
Chasse et pêche	17 450 337	16 358 523
Transporteurs publics	10 863 748	11 612 634
Autres	127 422 558	108 207 616
	252 388 039	223 190 515
Amendes et pénalités		
Cours provinciales	79 551 864	80 538 156
Autres	7 888 397	4 680 968
	87 440 261	85 219 124
Frais d'utilisation des services publiques	126 205 512	111 429 052
Redevances		
Énergie hydraulique	86 427 338	67 389 828
Redevances sur la coupe du bois	62 600 004	55 959 034
Autres	14 769 933	12 603 760
	163 797 275	135 952 622
Autres		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario - subrogation	33 883 600	28 250 962
Autres	60 588 798	52 200 795
	94 472 398	80 451 757
Ventes et locations	72 505 131	80 296 755
Recouvrement de dépenses des années précédentes	24 173 567	31 263 518
Divers	12 637 784	19 870 818
	203 788 880	211 882 848
TOTAL DES AUTRES RECETTES	3 859 574 136	3 659 351 074

Les primes sont versées par les cotisants au Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. Les tarifs en vigueur sont 29,75 $ par mois pour les célibataires, et de 59,50 $ par mois pour les familles.

Les bénéfices des conseils et des sociétés de la Couronne sont les bénéfices nets d'exploitation versés à la province par ces organismes pendant l'exercice.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les cars et les autobus, les droits peuvent varier entre 81 $ et 2 690 $. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules utilitaires pesant 2 400 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 54 $ dans le Sud de l'Ontario et de 27 $ dans le Nord. Quant aux motocyclettes et aux cyclomoteurs, les droits sont de 30 $ et 9 $, respectivement.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Les droits perçus par la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits de permis que doivent acquitter les brasseurs produisant de la bière vendue en Ontario. Cet impôt représente 21,2% du prix de vente de la bière en magasin, quel que soit le format du conditionnement. La commission perçoit également les droits de permis imposés aux établissements qui vendent de l'alcool et les taxes grevant la vente de vin dans les magasins appartenant aux producteurs ou exploités par eux.

À la rubrique relative aux droits d'obtention de permis de conduire se trouvent les sommes perçues par la province en règlement des frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur route.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'inscription.

À la rubrique relative aux paiements d'entretien effectués à des foyers pour soins spéciaux et à des hôpitaux psychiatriques sont portées les sommes versées en règlement des soins dispensés dans ces établissements à des particuliers non assurés par le Régime d'assurance-maladie de l'Ontario ou en règlement de prestations qui ne sont pas couvertes par ce régime.

La délivrance des permis de chasse et de pêche en Ontario est soumise à la perception d'un droit, collecté par la province. Ces permis donnent à leurs titulaires le droit de chasser le gibier sauvage ou de s'adonner à la pêche sportive sur l'ensemble du territoire de la province. Pour les non résidents de l'Ontario, le coût du permis de pêche saisonnier est de 30 $ et celui du permis de chasse varie entre 5 $ et 200 $, selon l'espèce que l'on souhaite chasser.

Les transporteurs publics doivent payer un droit d'immatriculation pour les véhicules servant au transport des marchandises à des fins commerciales. Ces droits varient entre 28 $ et 754 $, selon la catégorie et le poids brut du véhicule.

La rubrique "Amendes et pénalités" est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

Les municipalités versent à la province des redevances appelées "frais d'utilisation des services publics" pour l'usage qu'elles font des installations de traitement des eaux et d'élimination des déchets exploitées par le gouvernement provincial.

La redevance d'hydro-électricité est la taxe due en contrepartie de l'utilisation de barrages pour la production d'énergie hydraulique. Cette taxe est calculée selon le nombre moyen de kilowatts produits dans l'année multiplié par le tarif de base, qui était de 11 $ en 1985. Chaque année, le tarif de base est indexé d'après l'indice des prix à la consommation.

L'exploitation du bois sur les terres de la Couronne est soumise au règlement d'une taxe spéciale, dite "redevance sur la coupe du bois". Le montant de cette redevance varie en fonction du type d'exploitation, de la catégorie et du cubage du bois récolté, et des indices industriels des prix du bois. Le titulaire du permis doit en outre s'acquitter d'une contribution supplémentaire s'il veut avoir l'exclusivité de l'exploitation dans une région donnée.

La province reçoit également des sommes qui correspondent au remboursement, par les compagnies d'assurances, des soins médicaux payés par le Régime d'assurance-maladie de l'Ontario. La plupart de ces remboursements concernent des accidents d'automobiles. Les sommes dues sont établies en vertu d'accords conclus avec les compagnies d'assurances autorisées à exercer en Ontario; elles sont fonction du montant annuel total correspondant aux primes d'assurance-automobile perçues par ces organismes.

Sous la rubrique "Ventes et locations", on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et du crédit-bail appliqué à des terres de la Couronne.

La rubrique "Recouvrement de dépenses des années précédentes" représente toutes les sommes que la province n'a pas recouvrées au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes ont été effectuées. Ces sommes auraient dû figurer sous la rubrique "Remboursement de dépenses" n'eussent été des délais de remboursement.

	1986 $	1985 $
INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Placements temporaires	206 063 733	206 891 212
Sociétés, conseils et commissions	192 453 456	243 798 993
Prêts aux administrations locales	14 207 553	7 368 119
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	7 385 560	12 542 248
Autres	35 104 488	34 525 005
TOTAL DES INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	455 214 790	505 125 577

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Les intérêts sur les placements à court terme perçus par la province proviennent des placements de liquidités.

La province a consenti des prêts et des avances portant intérêt aux sociétés, aux conseils et aux commissions afin de leur permettre d'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

Les intérêts perçus par la province au titre des prêts aux municipalités concernent des montants qui, pour la plupart, ont été avancés lors d'années antérieures en vue de stimuler l'activité économique régionale, par la mise en oeuvre de différents programmes d'aide à l'embauche, à la construction et à la création d'emplois.

La province a consenti à certains hôpitaux publics des prêts à la construction, dans le cadre du programme géré par le ministère de la Santé en vue de soutenir les investissements en capital. Aucun nouveau prêt n'a été consenti depuis l'exercice 1977-1978.

Les autres intérêts perçus par la province concernent des débentures émises par les municipalités ou des prêts accordés pour la réalisation de projets particuliers.

RECETTES BUDGÉTAIRES TOTALES	**26 058 739 725**	**23 765 318 470**

Voir le Sommaire des recettes budgétaires, par ministère et selon les principales rubriques de la classification comptable, pages 2-10 et 2-11

SOMMAIRE DES RECETTES BUDGÉTAIRES, PAR MINISTÈRE ET SELON LES PRINCIPALES RUBRIQUES DE LA CLASSIFICATION COMPTABLE

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Ministère	Gouvernement du Canada						
	Recettes fiscales	Remboursements de dépenses	Autres	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et penalités	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et culturelles		948 187			1 810 940		115 748
Affaires intergouvernementales							13 983
Affaires municipales				3 727 228	1 080		7 125
Agriculture et Alimentation		16 027 898		1 910 231	2 051 159		3 571 066
Bureau de l'Assemblée législative		526			9 345		1 387
Bureau du conseil des ministres							1 512
Bureau du directeur général des élections		28 580					
Bureau de l'ombudsman							5 380
Cabinet du premier ministre		7 787					
Collèges et Universités		9 098 576		240 932	162 900		379
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario		57 072		53 885			222 458
Consommation et Commerce	333 854	123 994		2 202 936	341 955 181	144 524	40 030
Développement du Nord et des Mines	54 486 084	6 726 488		2 292			18 321
Éducation		43 810 439		106 973	1 105 341		910 819
Énergie		776 864		1 119 750	101 198		7 309
Environnement		4 845 897		964 200	532 601		1 926 555
Formation professionnelle		171 491 276			2 325 880		
Industrie, Commerce et Technologie				1 103 810	382 240		241 340
Logement				10 706 213	2 210		21 052
Office de la Condition féminine				17 350			
Procureur général		23 154 449		8 686 028	36 568 226	83 079 871	110 709
Revenu	17 006 258 099		81 173 791	7 492 195	5 063		368 354
Richesses naturelles	474 978	20 056 210		1 044 222	26 713 636	265 335	7 111 168
Santé		13 720 082		33 883 600	24 554 657		2 754 387
Secrétariat à l'administration de la justice		36 972					
Secrétariat aux affaires sociales					75 445		1 100
Secrétariat au développement des ressources							406
Services correctionnels		11 405 409		20 946			1 241 870
Services gouvernementaux		116 111		109 572	343 196		26 513 915
Services sociaux et communautaires		1 123 735 892		8 716 602	1 513 066		563 881
Solliciteur général		4 243 067		4 462 574	749 462		2 572 340
Tourisme et Loisirs		574 366		35 091	2 740 387		1 907 820
Transports et Communications		75 300	1 154 738	165 181	437 441 449	3 901 043	22 157 557
Travail		459 576		7 613 166	1 492 202	49 488	91 048
Trésor et Économie		5 564 596	3 142 983 641	87 421			6 112
Total pour les ministères	17 061 553 015	1 457 085 614	3 225 312 170	94 472 398	882 636 864	87 440 261	72 505 131

SOMMAIRE DES RECETTES BUDGÉTAIRES, PAR MINISTÈRE ET SELON LES PRINCIPALES RUBRIQUES DE LA CLASSIFICATION COMPTABLE

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Ministère	Redevances	Frais d'utilisation des services publics	Primes	Bénéfices de sociétés de la Couronne et de conseils	Recouvrement de dépenses des années précédentes	Divers	Intérêt	Total des recettes budgétaires
	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et culturelles					1 573 953	23 920		4 472 748
Affaires intergouvernementales					10 834			24 817
Affaires municipales					786 440	240 717		4 762 590
Agriculture et Alimentation	1 213				552 209	140 244		24 254 020
Bureau de l'Assemblée législative					75 954	7 916		95 128
Bureau du conseil des ministres					312	90 617		92 441
Bureau du directeur général des élections						16 000		44 580
Bureau de l'ombudsman					2 446	7 869		15 695
Cabinet du premier ministre					89	468		8 344
Collèges et Universités					7 071 469	2 902		16 577 158
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario					19 780		51 823	405 018
Consommation et Commerce				638 000 000	23 413	128 636		982 952 568
Développement du Nord et des Mines					70 253			61 303 438
Éducation					271 639	7 841		46 213 052
Énergie					176 570	1 544		2 183 235
Environnement		126 205 512			381 592	290 637		135 146 994
Formation professionnelle					2 275 591	58 693		176 151 440
Industrie, commerce et technologie					1 562 646	44 108		3 334 144
Logement					26 337	71 688		10 827 500
Office de la Condition féminine					6 147			23 497
Procureur général					72 775	2 237 493		153 909 551
Revenu					1 548 454	230 627		17 097 076 583
Richesses naturelles		162 874 969			752 312	52 630		219 345 460
Santé			1 621 705 344		3 212 010	653 567		1 700 483 647
Secrétariat à l'administration de la justice					228			37 200
Secrétariat aux affaires sociales								76 545
Secrétariat au développement des ressources					377	32		815
Services correctionnels					215 981	5 242		12 889 448
Services gouvernementaux					952 481	6 551 759		34 587 034
Services sociaux et communautaires					680 455	75 273		1 135 285 169
Solliciteur général					242 872	22 318		12 292 633
Tourisme et Loisirs	300			136 000 000	549 783	3 683		141 811 430
Travail					27 699	187 262		9 920 441
Transports et Communications	919 906				915 510	299 670		467 030 354
Trésor et Économie	887				114 956	1 132 605	455 214 790	3 605 105 008
Total pour les ministères	163 797 275	126 205 512	1 621 705 344	774 000 000	24 173 567	12 637 784	455 214 790	26 058 739 725

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe établit la synthèse des dépenses engagées par les différents ministères, ventilées par programme et par activité. On trouvera à la Section 4 de ce volume un exposé plus détaillé de ces dépenses, ainsi que des dépenses non budgétaires, fondé sur les rubriques de la classification comptable type.

		1986 $		1985 $
Affaires civiques et culturelles				
Soutien aux arts				
Développement culturel et établissements culturels	76 892 663		68 274 328	
Centre des sciences de l'Ontario	10 593 904	87 486 567	10 178 316	78 452 644
Autres programmes		127 979 048		104 150 741
		215 465 615		182 603 385
Affaires intergouvernementales		7 911 034		8 665 383
Affaires municipales				
Affaires municipales		808 995 803		768 064 817
Autres programmes		39 620 258		41 783 939
		848 616 061		809 848 756
Agriculture et Alimentation				
Aide financière à l'agriculture				
Soutien direct et paiements de stabilisation	191 595 224		138 107 020	
Autres activités	29 047 074	220 642 298	7 301 503	145 408 523
Programme de la technologie, du développement et des services régionaux agricoles		121 696 725		113 828 023
Autres programmes		44 458 394		45 079 754
		386 797 417		304 316 300
Bureau de l'Assemblée législative		48 250 407		34 346 945
Bureau du conseil des ministres		5 599 380		3 259 475
Bureau du directeur général des élections		25 026 749		2 171 201
Bureau du lieutenant-gouverneur		473 250		428 747
Bureau de l'ombudsman		6 052 000		5 875 000
Bureau du vérificateur provincial		4 868 643		3 893 185
Cabinet du premier ministre		1 893 606		2 810 455
Collèges et Universités				
Aides aux universités				
Aide provinciale aux universités	1 356 803 690		1 287 215 634	
Conseil ontarien des affaires universitaires	418 517	1 357 222 207	372 296	1 287 587 930
Aide aux collèges				
Aide aux collèges d'arts appliqués et de technologie	554 203 095		503 409 811	
Autres activités	2 579 635	556 782 730	2 615 130	506 024 941
Affaires étudiantes				
Aide aux étudiants		148 831 975		140 642 777
Administration du ministère		287 423		
		2 063 124 335		1 934 255 648

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario		19 871 516		16 733 154
Consommation et Commerce		124 326 645		114 423 710
Développement du Nord et des Mines				
Transports du Nord				
Routes du Nord	60 487 294		60 638 812	
Autres activités	24 886 313	85 373 607	25 011 871	85 650 683
Développement économique du Nord		59 999 747		58 480 710
Autres programmes		30 012 959		31 928 378
		175 386 313		176 059 771
Éducation				
Secteur de l'éducation				
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	3 357 188 389		3 090 887 061	
Autres activités	89 391 384	3 446 579 773	86 898 888	3 177 785 949
Autres programmes		41 163 826		38 776 508
		3 487 743 599		3 216 562 457
Énergie				
Investissement dans l'énergie				
Société de l'énergie de l'Ontario		332 375 978		68 970 621
Autres programmes		44 642 854		11 304 865
		377 018 832		80 275 486
Environnement				
Planification et exploitation des services publics				
Services d'ingénierie	117 903 803		108 928 231	
Exploitation des services publics	72 515 644		64 793 999	
Autres activités	14 382 340	204 801 787	16 500 423	190 222 653
Contrôle de l'environnement		50 846 955		39 070 519
Autres programmes		59 662 097		52 398 352
		315 310 839		281 691 524
Formation professionnelle		392 275 778		305 146 907
Industrie, Commerce et Technologie		85 220 792		79 469 457
Logement				
Logement communautaire				
Société de logement de l'Ontario	188 520 010		176 955 389	
Administration du programme	9 102 826	197 622 836	7 693 892	184 649 281
Autres programmes		35 929 997		32 858 021
		233 552 833		217 507 302
Office de la Condition féminine		10 116 380		4 600 773

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $		1985 $	
Procureur général				
Administration des tribunaux				
Cours provinciales (Division criminelle et Division de la famille)	81 334 138		80 331 294	
Autres activités	64 163 318	145 497 456	59 103 425	139 434 719
Services administratifs				
Bureau principal	60 641 685		64 012 339	
Autres activités	10 769 260	71 410 945	9 469 627	73 481 966
Autres programmes		69 999 151		65 870 449
		286 907 552		278 787 134
Revenu				
Recettes et subventions fiscales				
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	491 941 356		468 430 783	
Autres activités	77 719 478	569 660 834	78 255 992	546 686 775
Évaluation foncière				
Travaux d'évaluation sur le terrain	83 925 876		77 292 162	
Autres activités	5 991 197	89 917 073	5 794 922	83 087 084
Autres programmes		24 403 984		21 912 153
		683 981 891		651 686 012
Richesses naturelles				
Produits basés sur les ressources				
Gestion forestière	157 284 660		143 020 704	
Gestion minière	10 311 381	167 596 041	9 255 762	152 276 466
Terres et eaux		124 117 068		118 831 732
Loisirs en plein air				
Poisson et faune	53 738 725		48 913 754	
Zones de loisirs	31 222 878	84 961 603	31 580 748	80 494 502
Administration du ministère		60 660 835		58 203 400
Expérience dans le domaine des ressources		6 610 420		6 347 378
		443 945 967		416 153 478
Santé				
Soins de santé en établissement				
Hôpitaux et établissements connexes	4 840 588 884		4 440 805 256	
Administration du programme	1 110 305	4 841 699 189	1 048 852	4 441 854 108
Assurance-maladie		2 778 681 426		2 467 260 792
Santé publique et services communautaires				
Services communautaires de santé	436 871 651		369 333 192	
Santé publique	131 157 251		121 908 292	
Autres activités	9 476 202	577 505 104	8 946 891	500 188 375
Services de santé d'urgence, de laboratoire et médicaments				
Médicaments	347 265 295		292 860 799	
Services de santé d'urgence	132 778 326		124 610 575	
Autres activités	25 531 627	505 575 248	22 346 250	439 817 624
Santé mentale				
Services psychiatriques	273 938 571		254 512 073	
Services communautaires de santé mentale	168 836 861		158 403 635	
Administration du programme	3 744 361	446 519 793	3 533 424	416 449 132
Administration du ministère		76 545 912		74 574 899
		9 226 526 672		8 340 144 930

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
Secrétariat à l'administration de la justice		457 207		1 430 016
Secrétariat aux affaires sociales		985 768		7 290 661
Secrétariat au développement des ressources		393 436		1 086 893
Services correctionnels				
Opérations				
Services en établissement	210 479 895		190 665 288	
Autres activités	55 637 007	266 116 902	41 616 301	232 281 589
Administration du ministère		16 513 630		12 635 910
		282 630 532		244 917 499
Services gouvernementaux				
Installations				
Réparations, exploitation et entretien	127 703 003		114 758 702	
Location	94 206 861		87 160 874	
Construction d'immeubles	67 823 849		36 071 348	
Autres activités	20 792 311	310 526 024	23 621 899	261 612 823
Services en ressources humaines				
Données et avantages sociaux des employés	69 105 044		60 417 780	
Autres activités	3 165 151	72 270 195	3 022 268	63 440 048
Autres programmes		52 976 830		55 360 018
		435 773 049		380 412 889
Services sociaux et communautaires				
Services aux adultes et aux enfants				
Maintien du revenu	1 475 215 730		1 343 094 036	
Services sociaux à l'enfance	524 056 088		463 591 849	
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	454 273 696		429 215 062	
Services sociaux aux adultes	349 201 019		313 384 200	
Autres activités	28 773 617	2 831 520 150	25 028 199	2 574 313 346
Administration du ministère		31 162 507		29 240 593
		2 862 682 657		2 603 553 939
Solliciteur général				
Sûreté de l'Ontario				
Division des opérations régionales	202 862 128		183 108 762	
Autres activités	89 530 873	292 393 001	82 442 785	265 551 547
Autres programmes		47 246 113		43 870 999
		339 639 114		309 422 546
Tourisme et Loisirs				
Opérations touristiques et récréatives		69 371 124		72 592 635
Autres programmes		75 604 592		85 939 267
		144 975 716		158 531 902

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

DÉTAIL DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
Transports et Communications				
Routes provinciales				
Entretien	236 570 612		202 281 933	
Immobilisations et construction	201 974 611		215 476 459	
Conception	68 714 201		64 241 342	
Administration du programme	32 889 543	540 148 967	33 633 838	515 633 572
Routes municipales				
Immobilisations, construction et entretien	530 746 737		515 012 108	
Administration du programme	6 887 901	537 634 638	6 177 212	521 189 320
Transports urbains municipaux				
Immobilisations et construction	207 704 000		191 703 999	
Exploitation	141 716 000		129 144 983	
Administration du programme	2 090 281	351 510 281	1 861 624	322 710 606
Transports urbains de la province				
Exploitation	53 100 000		18 400 000	
Autres activités	46 314 000	99 414 000	69 600 000	88 000 000
Sécurité et réglementation		81 117 894		75 126 177
Administration du ministère		58 622 139		44 031 356
Autres programmes		23 290 673		20 403 208
		1 691 738 592		1 587 094 239
Travail		76 547 279		71 734 469
Trésor et Économie				
Trésor				
Caisse de retraite des enseignants	119 894 682		129 184 128	
Autres activités	341 526 533	461 421 215	253 393 029	382 577 157
Politiques économiques				
Fonds de leadership et de développement industriels	250 709 752		269 166 620	
Politiques économiques	8 247 865	258 957 617	6 901 852	276 068 472
Autres programmes		14 500 805		13 354 992
		734 879 637		672 000 621
Dette publique - intérêt		3 250 350 588		2 921 720 240
		3 985 230 225		3 593 720 861
Total des dépenses budgétaires		29 297 317 681*		26 430 912 489

*Note: Des redressements extraordinaires d'un montant de 507 826 773 $ ont été inclus dans le total des dépenses budgétaires.

SOMMAIRE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques et culturelles	23 437 008	3 327 391	2 476 849	5 765 401
Affaires intergouvernementales	2 783 567	351 160	629 478	2 057 248
Affaires municipales	17 018 415	2 427 227	1 860 888	4 383 443
Agriculture et Alimentation	60 172 704	8 511 043	9 355 348	20 867 903
Bureau de l'Assemblée législative	26 424 450	3 941 664	4 538 899	8 019 038
Bureau du conseil des ministres	3 174 450	657 555	154 174	794 076
Bureau du directeur général des élections	473 370	56 547		
Bureau du lieutenant-gouverneur	291 598	28 026	41 320	2 458
Bureau de l'ombudsman	3 889 850	547 275	341 348	887 229
Bureau du vérificateur provincial	3 705 059	523 013	159 033	212 223
Cabinet du premier ministre	1 184 144	192 069	306 185	168 510
Collèges et Universités	8 278 477	1 009 954	458 860	3 109 385
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario	36 291 830	3 195 827	733 222	4 264 623
Consommation et Commerce	65 101 861	9 769 730	5 799 740	17 338 359
Développement du Nord et des Mines	7 082 167	1 006 232	1 596 606	29 372 037
Éducation	69 463 624	11 002 537	7 700 492	30 064 473
Énergie	9 124 894	1 274 736	1 139 304	25 726 516
Environnement	75 467 615	10 930 002	6 426 619	46 752 338
Formation professionnelle	15 323 971	2 203 818	2 199 350	18 730 494
Industrie, Commerce et Technologie	25 108 972	3 609 957	6 780 363	18 907 350
Logement	32 708 482	4 731 598	3 049 533	24 601 007
Office de la Condition féminine	2 574 411	273 865	333 702	1 769 904
Procureur général	147 001 625	22 265 601	11 001 892	43 052 268
Revenu	119 378 708	18 620 089	15 455 813	34 821 380
Richesses naturelles	200 450 936	25 280 464	18 988 554	168 138 076
Santé	323 300 535	51 548 706	18 670 271	43 923 048
Secrétariat à l'administration de la justice	242 469	131 023	18 282	20 112
Secrétariat aux affaires sociales	552 891	239 231	106 716	60 742
Secrétariat au développement des ressources	242 802	69 773	28 797	39 840
Services correctionnels	185 802 541	26 961 227	6 847 974	34 023 539
Services gouvernementaux	88 394 991	26 859 174	60 074 053	218 613 831
Services sociaux et communautaires	286 599 945	46 625 054	13 466 766	41 931 022
Solliciteur général	226 726 146	38 259 677	12 923 767	25 371 312
Tourisme et Loisirs	24 005 143	3 173 163	4 761 697	23 183 963
Transports et Communications	278 977 826	46 561 510	27 903 881	147 695 611
Travail	50 689 064	7 496 169	5 808 371	7 731 254
Trésor et Économie	16 709 796	2 381 601	932 658	45 862 759
Total pour les différents ministères	2 438 156 337	386 043 688	253 070 805	1 098 262 772
Moins recouvrements	60 012 619		39 261 796	308 078 393
TOTAL	2 378 143 718	386 043 688	213 809 009	790 184 379

La répartition des sommes à recouvrer (692 392 221 $) entre les totaux de chaque poste a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

* On trouvera à la page ix un exposé de la classification comptable type. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

Note: Des redressements extraordinaires s'élévant à 507 826 773 $ ont été inclus dans le total des dépenses budgétaires.

ET SELON LA CLASSIFICATION COMPTABLE TYPE*

le 31 mars 1986

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens matériels	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins: Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des recettes budgétaires
$	$	$	$	$	$
9 840 987	754 628	180 033 540		10 170 189	215 465 615
303 655		1 794 894		8 968	7 911 034
1 578 864		864 726 568	9 730 022	53 109 366	848 616 061
16 011 860	2 007 510	275 752 080	5 693 289	11 574 320	386 797 417
6 191 026		134 054		998 724	48 250 407
125 525		693 600			5 599 380
			24 496 832		25 026 749
11 450			98 398		473 250
386 298					6 052 000
228 890		40 425			4 868 643
42 698					1 893 606
1 036 025		2 091 918 055		42 686 421	2 063 124 335
1 037 220		54 800		25 706 006	19 871 516
4 778 982		24 120 024		2 582 051	124 326 645
1 293 685	84 288 067	54 293 008		3 545 489	175 386 313
12 282 301		3 376 877 469	8 313	19 655 610	3 487 743 599
1 221 770		348 139 671		9 608 059	377 018 832
45 808 394	171 201	107 362 127	28 000 000	5 607 457	315 310 839
1 221 773		352 674 619		78 247	392 275 778
2 609 269		32 838 353	18 530 355	23 163 827	85 220 792
2 540 435	629 200	166 815 182	24 465 974	25 988 578	233 552 833
547 034		4 617 464			10 116 380
10 435 696		64 138 314	207 501	11 195 345	286 907 552
7 955 270		499 941 199		12 190 568	683 981 891
69 204 579	7 678 507	60 307 666		106 102 815	443 945 967
46 247 276		8 749 291 854	3 746 476	10 201 494	9 226 526 672
2 836		42 485			457 207
26 188					985 768
12 224					393 436
34 125 874		1 558 486		6 689 109	282 630 532
47 359 639	80 566 185	47 309 620		133 404 444	435 773 049
24 899 242	594 414	2 454 547 357		5 981 143	2 862 682 657
35 266 913		445 343	1 027 299	381 343	339 639 114
5 031 839	363 545	92 897 139		8 440 773	144 975 716
126 557 197	218 528 583	1 005 692 215		160 178 231	1 691 738 592
4 261 724		1 652 229	19 688	1 111 220	76 547 279
2 099 428	29 479 568	638 054 934	3 251 741 905	2 032 424	3 985 230 225
522 584 066	425 061 408	21 498 764 774	3 367 766 052	692 392 221	29 297 317 681
17 902 884	118 425 462	130 478 521	18 232 546	692 392 221	
504 681 182	306 635 946	21 368 286 253	3 349 533 506		29 297 317 681

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

REMBOURSEMENTS DE PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital effectués au cours de l'exercice par les différents ministères. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-32 à 2-35) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1986 $	1985 $
AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société foncière de l'Ontario	85 629 339	75 116 233
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires	78 892 800	89 044 634
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités	25 732 283	23 376 034
Société de développement de l'Ontario	29 414 796	23 454 511
Société de développement de l'Est de l'Ontario	17 104 725	9 734 836
Commission des transports du Nord de l'Ontario	13 000 000	9 500 000
Société de développement du Nord de l'Ontario	10 158 799	7 866 156
Société ontarienne d'aménagement municipal	3 675 488	3 439 811
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 494 046	3 495 339
Société de logement de l'Ontario	23 888	12 158 699
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	12 782 496	23 913 920
Ministère des Richesses naturelles		
Office de foresterie de l'Algonquin	253 000	54 606
	280 161 660	281 154 779
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	46 018 843	68 093 393
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère des Affaires municipales		
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	19 000 000	
Programme Opération Logement de l'Ontario	8 436 900	10 455 373
Assistance pour les travaux municipaux	5 446 997	5 508 262
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 626 997	2 540 709
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emploi	844 700	786 700
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	433 488	350 075
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	206 700	193 500
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	22 248 312	20 175 853
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Prêts accordés au titre de l'éducation	11 852 395	9 196 366
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 435 000	2 313 000
Bibliothèques publiques	134 000	706 000
Ville de Kapuskasing	88 618	83 041
Conseil de développement de Moosonee	8 000	8 000
Canton d'Elliot Lake		7 900
	73 762 107	52 324 779

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

REMBOURSEMENTS DE PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Santé		
Prêts aux hôpitaux publics	10 861 563	15 262 043
Ministère des Affaires municipales		
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	353 026	341 596
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	104 649	81 486
Office de la mise en marché des produits de fruits tendres	90 000	90 000
Associations coopératives	38 200	43 700
Ministère des Collèges et Universités		
Autres	12 127 236	12 033 320
Ministère de l'Éducation		
Prêts provinciaux d'aide aux étudiants	9 524	2 044
Secrétariat aux affaires sociales		
Projets de capital d'entreprise		2 804
	23 584 198	27 856 993
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DE PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	423 526 808	429 429 944

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-32 à 2-35) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1986 $	1985 $
AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Industrie et du Commerce		
Société de développement de l'Ontario	43 014 220	18 655 212
Société de développement de l'Est de l'Ontario	7 589 915	3 966 850
Société de développement du Nord de l'Ontario	4 995 865	4 357 205
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	21 469 860	13 242 892
Société du Stade de l'Ontario Limitée	4 766 250	
Société ontarienne d'aménagement municipal	478 965	715 304
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Société de développement de l'Ontario		11 300 000
Ministère de l'Énergie		
Société de l'énergie de l'Ontario	15 843 500	27 665 500
Ministère du Logement		
Société foncière de l'Ontario	4 757 010	4 570 851
Société de logement de l'Ontario	1 193 518	4 096 472
Ministère des Richesses naturelles		
Office de foresterie de l'Algonquin		253 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Commission de protection financière des producteurs de céréales	500 000	
	104 609 103	88 823 286
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	34 293 300	56 530 240
PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS		
Ministère des Affaires municipales		
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	19 000 000	
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	2 034 156	1 087 167
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	642 200	
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	14 686 800	23 383 200
	36 363 156	24 470 367
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Coopers et Lybrand pour la mise sous séquestre de Player	179 304	239 442
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	89 900	143 100
	269 204	382 542
TOTAL DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	175 534 763	170 206 435

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DANS DES COMPTES EN FIDUCIE ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe établit la synthèse de tous les dépôts effectués dans des fonds de pension et fonds connexes, dans des comptes en fiducie et dans des comptes créés à des fins spéciales dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel. Ces versements figurent au passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-36 à 2-38) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun de ces comptes, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1986 $	1985 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des fonctionnaires	640 869 471	565 347 859
Fonds de rajustement des pensions	282 766 564	247 989 145
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	9 222 289	25 533 456
Compte de garanties supplémentaires de la Sureté de l'Ontario	6 953 133	647 381
Compte d'allocations au régime de pension de l'Assemblée législative	4 292 284	3 803 960
Compte de garanties supplémentaires des sous-ministres	1 765 311	
TOTAL DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES	945 869 052	843 321 801
COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	181 000 000	128 000 000
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	61 614 337	(31 145 682)
Déductions salariales (montant net)	2 071 387	9 291 494
Réserve pour chèques en circulation	819 680	1 299 477
Fonds des producteurs de lait et de crème	162 632	188 773
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	59 403	66 021
Collection McMichael d'art canadien	35	17 845
Divers	207	248
	245 727 681	107 718 176
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	9 688 345	10 700 726
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	677 578	662 329
Cautionnements de garantie		
Loi sur les agences de recouvrement	44 983	25 000
Loi sur la protection du consommateur	40 000	46 051
Loi sur le courtage commercial et immobilier	40 000	54 833
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	20 000	102 397
Loi sur les agences de voyage		84 893
Loi sur les huissiers	5 000	5 000
Montants non réclamés	110 325	107 862
Dépôts au titre de terres étrangères	82 694	66 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	1 000	600
Canadian Trotting Association — Prix d'éleveur de chevaux standardbred non réclamés		(11 627)
	10 709 925	11 844 064

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DANS DES COMPTES EN FIDUCIE ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Suite		
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds de surveillance des mines et des carrières	3 588 164	3 441 931
Dépôts de garantie en vertu de contrats	172 828	114 634
Compte en fiducie Thomas Foster	1 263	1 023
	3 762 255	3 557 588
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	913 303	1 212 987
Fonds de recherche Terry Fox	91 177	100 680
	1 004 480	1 313 667
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	839 233	54 134
Compte en fiducie pour l'expropriation d'Effingham Park	11 139	14 550
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	2 400	44 225
	852 772	112 909
Ministère de l'Environnement		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 279 475	1 355 034
Moins: montants transférés au moment de la résiliation des ententes portant sur le compte intitulé "Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets"	(19 931)	(27 836)
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai.	41 027	39 578
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	7 121	9 997
	1 307 692	1 376 773
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	193 039	185 155
Ministère du Revenu		
Cotisation des régies locales des services publics	71 616	58 974
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	22 861	11 159
	94 477	70 133
Ministère des Collèges et Universités		
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle, 1974	40 000	80 000
Bourses de la reine Elizabeth II — intérêts	39 372	48 177
	79 372	128 177
Ministère du Logement		
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	42 051	49 438
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	37 467	62 641
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires	223	385
	37 690	63 026

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DANS DES COMPTES EN FIDUCIE ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Fin		
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	27 234	15 418
Fonds non réclamés	64	930
	27 298	16 348
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Legs et bourses	6 255	4 857
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 238	12 222
	11 493	17 079
Ministère des Services correctionnels		
Montants non réclamés	7 528	4 249
Legs immobiliers	69	83
	7 597	4 332
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats	1 850	19 600
Ministère du Solliciteur général		
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	1 292	2 674
TOTAL DES COMPTES EN FIDUCIE ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	263 860 964	126 479 139
TOTAL DES DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DANS DES COMPTES EN FIDUCIE ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 209 730 016	969 800 940

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DES COMPTES EN FIDUCIE ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe établit la synthèse de tous les paiements effectués par le trésorier de l'Ontario au titre des différents fonds dont il est le dépositaire officiel: les fonds de pension et fonds connexes, les comptes en fiducie et les comptes créés à des fins spéciales. Ces paiements représentent en fait une diminution du passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-36 à 2-38) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour chacun de ces comptes, de même que des renseignements complémentaires.

	1986 $	1985 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des fonctionnaires	164 235 601	163 593 005
Fonds de rajustement des pensions	81 618 703	63 449 928
Compte de garanties supplémentaires de la Sûreté de l'Ontario	5 215 755	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	3 138 489	642 023
Compte d'allocations au régime de pensions de l'Assemblée législative	1 761 952	1 061 603
Compte de garanties supplémentaires des sous-ministres	485 710	
TOTAL DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES	256 456 210	228 746 559
COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		
Ministère de la Santé		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	36 745 400	2 000 000
Réserve pour chèques en circulation	538 404	433 070
	37 283 804	2 433 070
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	15 000 000	15 000 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats	1 450	
	15 001 450	15 000 000
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	9 034 758	650 000
Legs et bourses	7 516	5 345
	9 042 274	655 345
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	6 198 701	9 185 455
Cautionnements de garantie		
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	102 397	160 918
Loi sur le courtage commercial et immobilier	94 783	204 040
Loi sur la protection du consommateur	46 051	35 243
Loi sur les agences de voyage	39 943	334 494
Loi sur les agences de recouvrement	12 397	
Loi sur les huissiers	11 000	
Dépôts au titre de terres étrangères	82 523	123 890
Caisse d'assurance des sûretés immobilières		17 987
Dépôts de garantie en vertu de contrats		1 700
Montants non réclamés	18	325
	6 587 813	10 064 052
Ministère de l'Environnement		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	2 134 814	2 299 971
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	991 294	1 262 181
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	17 493	
	3 143 601	3 562 152

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DES COMPTES EN FIDUCIE ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Fin		
Ministère du Travail		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	1 199 694	1 200 000
Normes d'emploi — traitements non réclamés	126 938	114 160
	1 326 632	1 314 160
Ministère de l'Éducation		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	1 250 000	
Legs et bourses	31 471	32 045
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires	270	228
	1 281 741	32 273
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds de surveillance des mines et des carrières	1 043 451	1 099 938
Dépôts de garantie en vertu de contrats	94 103	114 981
Compte en fiducie Thomas Foster	1 263	1 024
	1 138 817	1 215 943
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Réserve pour chèques en circulation	645 172	514 173
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre de débentures	101 341	138 735
Fonds des producteurs de lait et de crème	1 805	53 186
Collection McMichael d'art canadien	1 066	46 000
Divers	209	357
	749 593	752 451
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	70 000	379 581
Compte en fiducie pour l'expropriation d'Effingham Park	62 453	61 919
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	4 950	65 675
	137 403	507 175
Ministère du Revenu		
Régies locales des services publics	71 616	58 974
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	15 553	14 424
	87 169	73 398
Ministère des Collèges et Universités		
Bourses de la reine Elizabeth II (Compte de produits)	40 627	63 353
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	26 163	45 000
	66 790	108 353
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	7 386	14 425
Legs et bourses	6 000	4 860
	13 386	19 285
Ministère du Solliciteur général		
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	4 711	2 704
Ministère des Services correctionnels		
Legs	69	119
TOTAL DES COMPTES EN FIDUCIE ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	75 865 253	35 740 480
TOTAL DES PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES, DES COMPTES EN FIDUCIE ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	332 321 463	264 487 039

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

PRODUIT DE L'ÉMISSION D'EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe énumère les opérations d'emprunt qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-39 à 2-40) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale	
	%			$	$
			EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
			ÉMISSIONS NON PUBLIQUES		
			Régime de pensions du Canada — Émissions de débentures à échéance fixe:		
CPP	12,57	2 avril 2005		50 000 000	
	12,57	3 avril 2005		50 000 000	
	12,57	4 avril 2005		44 170 000	
	12,15	2 mai 2005		45 000 000	
	12,15	3 mai 2005		55 000 000	
	12,15	6 mai 2005		55 000 000	
	12,15	7 mai 2005		25 917 000	
	11,78	3 juin 2005		60 000 000	
	11,78	4 juin 2005		30 000 000	
	11,78	5 juin 2005		50 000 000	
	11,78	6 juin 2005		40 000 000	
	11,78	10 juin 2005		69 525 000	
	10,86	2 juillet 2005		35 000 000	
	10,86	3 juillet 2005		32 283 000	
	10,86	4 juillet 2005		30 000 000	
	10,86	5 juillet 2005		55 000 000	
	10,99	6 août 2005		36 624 000	
	10,99	7 août 2005		20 000 000	
	10,99	8 août 2005		28 000 000	
	11,29	3 septembre 2005		25 000 000	
	11,29	4 septembre 2005		20 000 000	
	11,29	5 septembre 2005		33 436 000	
	11,12	3 octobre 2005		45 000 000	
	11,12	4 octobre 2005		24 655 000	
	11,22	4 novembre 2005		44 887 000	
	10,80	2 décembre 2005		25 822 000	
	10,58	2 janvier 2006		26 083 000	
	10,58	2 janvier 2006		22 848 000	
	10,72	5 mars 2006		40 000 000	
	10,72	6 mars 2006		59 252 000	
	10,72	7 mars 2006		35 000 000	1 213 502 000
			Caisse de retraite des enseignants — Émissions de débentures à échéance fixe:		
TI	12,53	1er juillet 2005		45 000 000	
	12,24	1er août 2005		170 000 000	
	11,47	1er septembre 2005		35 000 000	
	11,58	1er octobre 2005		145 000 000	
	11,87	1er novembre 2005		10 000 000	
	11,67	1er décembre 2005		25 000 000	
	11,78	1er janvier 2006		75 000 000	
	11,43	1er février 2006		160 000 000	
	11,07	1er mars 2006		40 000 000	
	11,00	1er mars 2009		430 000 000	
	11,24	1er avril 2009		50 000 000	
	11,24	1er avril 2009		30 000 000	
	10,75	1er mai 2009		20 000 000	1 235 000 000
TOTAL DU PRODUIT DE L'ÉMISSION D'EMPRUNTS					2 448 502 000

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéance et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet de réduire le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-39 à 2-40) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale	
	%			$	$
			(a) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES					
			À rembourser au ministre des Finances du Canada		
			Régime des pensions du Canada		
CP	5,29	2 mars 1986		20 110 000	
			Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver:		
WC	6,86 - 9,91	du 31 mars 1986 au 31 mars 1997		2 650 321	
			Loi sur le financement des travaux municipaux:		
MW	5,25 - 5,625	du 30 juin 1985 au 1er octobre 1998		5 670 607	
			Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emploi:		
ELP	6,62 - 6,98	du 1er octobre 1985 au 1er octobre 1994		781 343	
			Prêts fédéraux-provinciaux accordés dans le cadre de la rénovation des secteurs commerciaux:		
SD	6,23 - 6,51	du 30 mars 1986 au 30 mars 1993		208 067	29 420 338
			À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement		
CMHC	5,125 - 15,75	du 1er décembre 1993 au 1er avril 2021			1 662 582
ÉMISSIONS PUBLIQUES					
DR	5,25	15 avril 1985		48 349 000	
DS	5,50	15 avril 1985		41 013 000	
DU	5,50	15 octobre 1985		47 746 500	
DV	5,75	1er mars 1986		43 772 500	
FF	9,75	22 mars 1998		132 666 000	313 547 000
			TOTAL DES REMBOURSEMENTS EN DOLLARS CANADIENS		344 629 920
			(b) EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA) EN DEUTSCHE MARK		
ÉMISSIONS PUBLIQUES					
ER	6,00	1er septembre 1985-1987			5 322 885
			Rajustement effectué pour tenir compte de la réévaluation de la monnaie		(3 740 875)
			REMBOURSEMENTS NETS		1 582 010
			TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS		346 211 930

ANNEXE À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS D'ONTARIO HYDRO

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

La présente annexe récapitule tous les emprunts contractés par la province pendant l'exercice pour le compte d'Ontario Hydro. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière le détail des comptes du passif (Débentures émises) et de l'actif (Avances consenties à Ontario Hydro) issus de ces opérations (pages 2-39 et 2-35, respectivement).

	1986 $		1985 $
Produit de l'émission d'emprunts (publics)			319 500 000
Emprunts remboursés (publics)	(175 066 632)		(79 471 360)
Produit net	(175 066 632)		240 028 640
Différentiel de change	157 663 711		479 370 970
Augmentation nette des débentures et billets émis aux fins d'Ontario Hydro	(17 402 921)		719 399 610
Avances, intérêts et recouvrements connexes			
Avances à Ontario Hydro provenant de titres émis dans le public			319 500 000
Intérêt sur titres			
provenant de titres émis dans le public	773 442 032		731 410 410
provenant du Régime de pensions du Canada	142 999 991		142 999 991
	916 442 023		874 410 401
Recouvrements d'Ontario Hydro			
Intérêt sur avances			
provenant de titres émis dans le public	(773 441 569) $	(731 410 410) $	
provenant du Régime de pensions du Canada	(142 999 991)	(916 441 560) (142 999 991)	(874 410 401)
Emprunts remboursés au moyen de titres émis dans le public		(175 066 632)	(79 471 360)
		(1 091 508 192)	(953 881 761)
Avances nettes		(175 066 169)	240 028 640
Différentiel de change		157 663 711	479 370 970
Avances, intérêt, différentiel de change et recouvrements connexes (montant net)		(17 402 458)	719 399 610

ANNEXE DES REDRESSEMENTS EXTRAORDINAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	Budget 1986 $	Réel 1986 $
SOCIETE DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO: SUNCOR		
Radiation des avances	325 000 000	325 000 000
Remboursement du billet de la Sun	305 000 000	294 000 000
SOCIÉTÉ FONCIÈRE DE L'ONTARIO:		
Dépréciation des hypothéques	37 000 000	39 730 000
Dépréciation des biens-fonds et transfert aux ministères	453 000 000	428 624 000
SUPPRESSION DES OBLIGATIONS À LA PROVINCE		
Société ontarienne de subventions d'immobilisations aux universités: remise de dette	969 000 000	969 163 515
Société ontarienne de subventions d'immobilisations aux conseils scolaires: remise de dette	437 000 000	463 980 540
Société de logement de l'Ontario: remise de dette	184 000 000	184 318 779
Prêts aux hôpitaux publics: remise de dette	69 000 000	79 507 553
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets: dépréciation	527 000 000	505 862 848
RÉDUCTION DES INTÉRÊTS DE LA PROVINCE DANS DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Société de développement de l'Ontario	7 000 000	7 000 000
Société de développement du transport urbain	37 000 000	36 600 000
Société de l'énergie de l'Ontario	101 000 000	97 714 600
Régie des alcools de l'Ontario	25 000 000	25 074 515
AUTRES REDRESSEMENTS		
Transports urbains municipaux: engagements non provisionnés	90 000 000	90 000 000
Hôpitaux: engagements non provisionnés	15 000 000	12 986 400
Société de développement de l'Ontario: Créances irrécouvrables	10 000 000	2 840 373
Conseils scolaires: Rétablissement des avances de fonds	108 000 000	108 000 000
	3 699 000 000	3 670 403 123

ANNEXE À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

	1986	1985
	$	$
Placements temporaires	3 500 627 367	3 255 218 671
Encaisse	(1 382 888 944)	(1 129 432 870)
	2 117 738 423	2 125 785 801

Les placements temporaires, comptabilisés au coût, sont essentiellement constitués de titres à court terme négociables, émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements fédéral et provincial. Ils comprennent également 21 807 658 $ (28 270 466 $ en 1985) sous forme de débentures et d'obligations émises ou garanties par la province. Au 31 mars 1986, ces titres avaient une valeur marchande de 22 144 500 $ (23 653 900 $ à la même date en 1985). Les paiements effectués au cours des 30 jours qui ont suivi la clôture de l'exercice se sont élevés à 1 402 407 180 $ (1 021 385 183 $ en 1985); ils ont été déduits de l'encaisse totale figurant dans ce bilan.

AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

	1986	1985
	$	$
Société foncière de l'Ontario	323 074 297	872 300 626
Société de développement de l'Ontario	194 527 510	169 298 598
Société de développement du Nord de l'Ontario	46 105 187	51 268 120
Société de développement de l'Est de l'Ontario	43 841 901	53 356 711
Commission des transports du Nord de l'Ontario	35 207 935	48 207 935
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	35 070 580	38 564 625
Société ontarienne d'aménagement municipal	31 750 339	34 946 862
Société du stade de l'Ontario Limitée	4 766 250	
Commission de protection financière des producteurs de céréales	500 000	
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités		1 007 023 034
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires		542 873 340
Société de l'énergie de l'Ontario		406 871 100
Société de logement de l'Ontario		183 032 323
Société de développement du transport urbain		36 600 000
Régie des alcools de l'Ontario		25 074 515
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario		12 782 496
Office de foresterie de l'Algonquin		253 000
	714 843 999	3 482 453 285

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des comptes publics de l'exercice 1985-1986.

La valeur marchande des prêts hypothécaires consentis par la Société foncière de l'Ontario grâce aux fonds avancés par la province a été évaluée au 31 mars 1986 à 323 074 297 $, soit une dépréciation de 39 730 000 $ enregistrée pendant l'année par rapport aux sommes avancées. La province a également radié les 428 624 000 $ avancés à la Société pour l'achat et l'aménagement de terrains; elle a reçu en contrepartie la propriété des biens-fonds que lui a cédés sans frais la Société, à titre de remboursement des avances consenties.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des programmes de prêts et administrent les garanties que la province accorde sur certains prêts bancaires consentis aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires à ces différents programmes de prêts ont été avancés par la province; elle a également défrayé les trois sociétés de toutes leurs charges administratives, du coût des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais encourus pour honorer les garanties, ce qui représente un transfert total de 15 379 297 $ en 1986 (17 601 431 en 1985). Aux avances consenties à ces sociétés, il faut retrancher les remises de dettes et les radiations effectuées en leur faveur, soit 9 millions de dollars en 1986 (9 millions de dollars en 1985). Les 7 millions de dollars investis par la province dans la Société de développement de l'Ontario seront désormais comptabilisés à une valeur symbolique de 1 dollar.

La Commission des transports du Nord de l'Ontario exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par camion, avion, autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. Après déduction des subventions provinciales (23 866 045 $ pour l'année civile 1985, 21 576 020 $ pour 1984), le revenu net enregistré par la Commission a été de 18 298 994 $ pendant l'année civile 1985 (17 449 286 $ en 1984).

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS — Fin

La Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative (611 183 $ en 1986, 662 858 $ en 1985) pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

Créée en 1950, la Société ontarienne d'aménagement municipal a pour mandat d'acheter des débentures émises par des municipalités de l'Ontario pour financer des travaux et des projets de construction locaux.

La Société du stade de l'Ontario Limitée a été chargée de la construction d'un stade couvert sur le territoire de la communauté urbaine de Toronto. La province a avancé à la Société la somme de 4 766 250 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation. Cette avance devrait être remboursée par le contractant après la mise en service du stade.

En vertu de la Loi sur le recouvrement des prix agricoles, la province a consenti à la Commission de protection financière des producteurs de céréales une avance exempte d'intérêts de 500 000 $ qui a servi à instituer le Fonds des producteurs de soja (250 000 $) et le Fonds des producteurs de maïs (250 000 $).

DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS

	1986 $	1985 $
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	510 760 289	1 028 348 681

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. Le recouvrement des dotations consenties est étalé sur une période qui correspond à la durée de l'accord conclu entre le ministère et chaque municipalité. En 1985-1986, la valeur comptable de l'ensemble de ces dotations a été réduite de 505 862 848 $.

Une partie des accords conclus au sujet de ces dotations (représentant un investissement de 425 370 749 $) concernent des installations appartenant à la province qui sont financées par une facturation directe des services fournis aux usagers. Les recettes de cette facturation permettent notamment d'amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre 40 ans, de payer les frais d'exploitation encourus et de rentabiliser l'investissement initial de la province.

D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement servant à rembourser le capital devra être versée dans un fonds d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1986, les sommes accumulées à ce titre s'élevaient à 44 792 937 $ (46 772 714 $ en 1985); elles ont été déduites du total de la dotation initiale. Pour les exercices financiers précédents, le solde de ce fonds figurait dans la section des comptes en fiducie et des comptes créés à des fins spéciales.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

	1986 $	1985 $
Prêts au titre de l'éducation	281 143 265	292 995 660
Municipalités — drainage au moyen de tuyaux	140 264 840	147 826 352
Programme Opération Logement de l'Ontario	71 538 810	79 975 710
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	27 850 000	30 285 000
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	27 002 249	29 629 246
Assistance pour les travaux municipaux	16 777 916	22 224 913
Prêts pour la création d'emploi fédéraux-provinciaux	8 476 700	9 321 400
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains, 1973	5 057 679	4 848 967
Bibliothèques publiques	4 609 000	4 743 000
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	3 121 324	1 087 167
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	1 552 700	1 759 400
Ville de Kapuskasing	588 103	676 722
Conseil de développement de Moosonee	54 000	62 000
Municipalités — installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	35 463	35 463
Canton de Collingwood		116 826
	588 072 049	625 587 826

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES — Fin

Les débentures de la Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires ont été reprises par la province après la liquidation de la Société, survenue le 20 décembre 1985. La valeur comptable de ces titres a alors été réduite de 463 980 540 $ pour tenir compte des subventions provinciales directes. Les montants affectés à l'achat d'autres débentures émises par les conseils scolaires (292 995 660 $) sont désormais considérés comme des prêts aux administrations locales.

En vertu de la Loi sur le drainage agricole, le trésorier de l'Ontario est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

En vertu du Programme Opération Logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélerer ainsi la construction de nouveaux logements.

La somme due par la municipalité de la communauté urbaine de Toronto représente le solde à payer sur les débentures qu'elle a émises pour financer la construction du métro. Le capital devra faire l'objet de remboursements annuels échelonnés sur une période se terminant en 1995.

Le Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver avait pour objet de stimuler l'emploi, notamment au cours des hivers de 1974-1975 et de 1975-1976.

À la rubrique "Assistance pour travaux municipaux", on trouve les prêts consentis par la province au titre de la Loi sur le financement des travaux municipaux, à diverses municipalités pour certains projets. Le délai de règlement de ces prêts, garantis par des débentures, est fixé à 20 ou 30 ans, mais dans tous les cas, les sommes empruntées devront avoir été remboursées au plus tard en 1998.

Le programme fédéral-provincial de prêts pour la création d'emploi devait favoriser la création d'emplois, notamment pendant les mois d'hiver, par le lancement de nouveaux travaux d'immobilisation ou par l'accélération des travaux en cours.

La Loi sur l'aide aux propriétaires riverains est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les bords de plans ou de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

Les débentures de la Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités ont été reprises par la province après la liquidation de la Société survenue le 20 décembre 1985. Ces titres, d'une valeur totale de 969 163 515 $, ont par la suite été radiés des comptes da la province, à l'exception des obligations souscrites directement auprès de municipalités pour la construction de bibliothèques. Ces obligations, qui représentent le montant de 4 743 000 $ sont désormais intégrées aux prêts consentis aux administrations locales.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

Le programme fédéral-provincial de prêts garantis devait favoriser l'augmentation des dépenses d'investissement et, par la même occasion, la création d'emplois, notamment dans les municipalités fortement touchées par le chômage.

Les débentures de la ville de Kapuskasing souscrites par la province de l'Ontario sont remboursables sur plusieurs années; leur date d'échéance est fixée à 1994.

Les débentures du Conseil de développement de Moosonee ont été émises pour financer divers projects et services municipaux.

Le ministère de l'Environnement a consenti aux municipalités une série de prêts, sous la forme d'avances de fonds, pour financer la construction d'ouvrages hydrauliques et d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets. Les périodes de remboursement de ces prêts correspondent à la durée des accords conclus avec les municipalités. Dans tous les cas, elles sont de 30 ans au maximum.

AUTRES PRÊTS

	1986 $	1985 $
Prêts aux hôpitaux publics	42 072 790	132 441 906
Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan — Obligations	7 615 072	7 615 072
St. Mary's River Bridge Company — Actions	1 370	1 370
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	3 325 001	3 678 027
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	838 031	852 781
Coopers and Lybrand pour la mise sous séquestre de Player	418 746	239 442
Associations coopératives	141 550	179 750
Office de la mise en marché des produits de fruits tendres	95 000	185 000
Prêts provinciaux d'aide aux étudiants	294	9 817
	54 507 854	145 203 165

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

AUTRES PRÊTS — Fin

Au titre des prêts consentis aux hôpitaux publics, on trouve les prêts de 42 072 790 $ (132 441 906 $ en 1985) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations. En 1985-1986, la Province a cessé de comptabiliser les subventions accordées aux hopitaux pour les aider à rembourser une partie de leurs emprunts. La valeur comptable des prêts provinciaux a donc été diminuée de 79 507 553 $, somme qui correspond à la partie des prêts financés par la province.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ américains ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. La date d'échéance est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6%, payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Au 31 mars 1986, la somme des intérêts dus à la province s'élevait à 4 657 924 $.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

En vertu des dispositions de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la Loi sur le drainage agricole et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

Les prêts consentis à Coopers and Lybrand dans le cas de la mise sous séquestre de Players sont régis par la Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie.

La Loi sur les prêts aux coopératives agricoles autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder des prêts à toute association coopérative pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur les biens immobiliers de l'association et sont remboursables en 20 ans.

L'Office ontarien de la mise en marché des produits de fruits tendres a été créé afin de réglementer et de surveiller la commercialisation des fruits tendres en Ontario.

Pour l'exercice clos le 31 mars 1986 les sommes apparaissant à la rubrique relative aux prêts accordés dans le cadre de l'Aide provinciale aux étudiants correspondent aux montants remboursés sur le capital de ces prêts au 31 mars 1986. Les prêts consentis à ce titre ont été suspendus en décembre 1964.

AVANCES CONSENTIES À ONTARIO HYDRO

	1986	1985
	$	$
Émissions dans le public	7 188 708 872	7 206 111 793
Régime de pensions du Canada	1 000 000 000	1 000 000 000
	8 188 708 872	8 206 111 793

Les états financiers d'Ontario Hydro sont présentés dans le volume 2 des Comptes publics de 1985-1986.

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations soumises aux mêmes conditions que les valeurs mobilières émises pour le compte d'Ontario Hydro. Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, le produit des obligations en 1986 a été de 5 144 714 000 dollars américains (5 271 479 000 $ É.-U. en 1985) et de 1 milliard de dollars canadiens en 1986 (même chose qu'en 1985). Sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, la valeur des obligations libellées en dollars américains était, au 31 mars 1986, de 7 188 798 872 $ dollars canadiens (7 206 111 793 $ en 1985).

DÉFICIT ACCUMULÉ

	1986	1985
	$	$
Déficit accumulé	29 248 640 353	22 847 486 046

Le déficit accumulé de la province correspond à l'excédent du passif sur l'actif comptabilisé, cet excédent étant représenté par l'accumulation de tous les déficits et surplus budgétaires enregistrés depuis la Confédération. Les variations constatées d'une année sur l'autre correspondent à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses budgétaires.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

	1986	1985
	$	$
Caisse de retraite des fonctionnaires	4 030 476 412	3 553 842 541
Fonds de rajustement des pensions	1 300 110 933	1 098 963 073
Comptes d'allocations au régime de pensions de l'Assemblée législative	31 686 358	29 156 027
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	30 975 232	24 891 433
Compte de garanties supplémentaires de la Sûreté de l'Ontario	2 384 759	647 381
Compte de garanties supplémentaires des sous-ministres	1 279 601	
	5 396 913 295	4 707 500 455

La Province tient compte de toutes les opérations exécutées par les différentes caisses auprès du Fonds de recettes consolidées, qu'il s'agisse des cotisations et des revenus d'intérêts ou des paiements effectués. Les montants comptabilisés par la province constituent en fait les seuls actifs de ces caisses de retraite.

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

	1986	1985
	$	$
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	716 876 493	655, 262 156

Ces dépôts peuvent être faits dans l'une des 21 succursales de la Caisse partout dans la province. Pour ce qui est de ces dépôts, la Caisse a la même responsabilité qu'une banque à charte à l'égard des comptes d'épargne. On trouvera aux pages 3-13 à 3-14 les états financiers de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

	1986	1985
	$	$
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	330 129 574	214 494 239
Déductions salariales (montant net)	27 637 617	25 566 230
Fonds de surveillance des mines et des carrières	22 720 902	20 176 190
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	9 817 230	9 548 980
Chèques en circulation		
Santé	5 367 066	4 992 167
Trésor et Économie	3 755 624	3 581 117
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	6 318 642	6 276 590
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	5 861 730	5 184 152
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	5 004 913	1 515 270
Fonds des producteurs de lait et de crème	1 587 698	1 426 871
Fonds de recherche Terry Fox	1 385 488	1 294 311
Montants non réclamés — différentes lois	1 146 686	1 028 786
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	869 233	100 000
Legs et bourses		
Éducation	547 109	541 113
Services sociaux et communautaires	210 338	190 620
Santé	5 000	5 000
Services correctionnels	1 000	1 000
Agriculture et Alimentation	379	124
Bourses de la reine Elizabeth II (capital et revenu)	568 452	569 706
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits profonds	559 628	518 601
Dépôts de garantie — divers ministères	543 755	458 871
Capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	509 561	551 499
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	412 224	346 122
Cautionnements de garantie		
Loi sur la protection du consommateur	84 756	90 807
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	79 970	162 367
Loi sur les agences de recouvrement	82 585	50 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	41 961	96 743
Loi sur les agences de voyages	14 370	54 313
Loi sur les huissiers	5 000	11 000
Caisse d'assurance des droits immobiliers	300 000	300 000
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	103 837	90 000
Compte en fiducie pour les expropriations d'Effingham Park	103 396	154 710
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	43 434	45 581
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	30 214	40 587
Dépôts au titre de terres étrangères	23 203	23 032
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	16 465	19 885
Comptes en fiducie pour les hôpitaux	4 017	4 017
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires	3 273	3 320
Divers	3 000	3 000
Collection McMichael d'art canadien		1 031
	425 899 330	299 517 952

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

COMPTES EN FIDUCIE ET COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES — Fin

Le Fonds en fiducie des Loteries interprovinciales est alimenté par les recettes nettes des loteries provinciale connues sous le nom de: la Provinciale, la Super Loto et la 6/49, organisées par la Société de Loterie de l'Ontario pour le compte de la province. En 1986, 65 364 666 $ (21 149 971 $ en 1985) ont été versés pour financer la construction de centres de soins de santé et la mise en place d'autres projets dans le domaine de la santé (dont ceux consacrés aux effets de l'environnement sur la santé) et des services sociaux. Ce montant comprend les 15 000 000 $ versés à la Fondation ontarienne du Trillium.

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement qui sert à rembourser le capital devra être versée dans un fond d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1986, les sommes accumulées à ce titre s'élévaient à 44 792 937 $ (46 772 714 $ en 1985); elles ont été déduites du total de la dotation initiale.

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

En vertu de la Loi sur les puits d'extraction et les carrières, les exploitants agréés sont tenus d'effectuer chaque année certains dépôts auprès du trésorier de l'Ontario. Les sommes déposées sont bloquées jusqu'à ce que le programme de remise en état de la zone affectée par l'exploitation du puits ou de la carrière soit terminé conformément aux dispositions de la loi. Les intérêts annuels des dépôts sont portés au crédit du compte.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'ont pas encore été présentés par les bénéficiaires au trésorier de l'Ontario et au ministère de la Santé.

La Société de logement de l'Ontario a confié au trésorier de la province les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au régistrateur au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la Loi sur l'assurance des sûretés immobilières. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission ontarienne du lait gère la Caisse et perçoit les cotisations annuelles des producteurs. Les intérêts semi-annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme de un million de dollars a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

En vertu de la Loi sur l'administration financière, des legs mobiliers et des bourses d'études peuvent être acceptés de certains citoyens et autres groupes d'intérêts spéciaux. Selon la destination de chaque leg ou bourse, son administration est confiée au ministère compétent en la matière.

Le Fonds ontarien des bourses de la Reine Elisabeth II, d'une valeur de 500 000 dollars, a été créé en 1959 avec une dotation de 500 000 dollars pour aider des étudiants exceptionnels poursuivant des études de doctorat dans une université de la province. Les intérêts sont crédités deux fois par année.

Les sommes non réclamées dues par la province sur les débentures qu'elles a émises (principal ou intérêts) sont conservées dans un compte de passif jusqu'à ce que les détenteurs puissent être identifiés.

Des comptes de dépôts pour cautionnements de garantie sont administrés pour fournir les cautionnements ou les dépôts de garantie requis en vertu de diverses lois de l'Ontario.

Les autres comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis pour diverses raisons ou à des fins spéciales. Ces sommes peuvent être utilisées au-delà de l'exercice fiscal auxquel elles sont rattachées.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :

(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

	1986 $	1985 $
DETTE NON PUBLIQUE		
Fonds de placement du Régime de pension du Canada	14 827 102 000	13 633 710 000
Loi sur le financement des travaux municipaux	18 488 228	24 158 835
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	31 650 954	34 301 276
Prêts pour la création d'emploi fédéraux-provinciaux	9 441 734	10 223 077
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	1 559 558	1 767 624
Caisse de retraite des enseignants	8 719 100 000	7 484 100 000
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293 025 000	1 293 025 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	269 121 540	270 784 121
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE	25 169 489 014	22 752 069 933
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE	863 496 500	1 177 043 500
BONS DU TRÉSOR	650 000 000	650 000 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	26 682 985 514	24 579 113 433
(b) EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARK		
TOTAL EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARK : 19 951 000 DM (30 326 000 DM EN 1985)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 0,5959 $ (0,4442 $ en 1985)	11 888 799	13 470 809
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	26 694 874 313	24 592 584 242

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro :

(c) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 000 000 000	1 000 000 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	1 000 000 000	1 000 000 000
(d) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS		
DETTE PUBLIQUE		
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS 5 144 714 000 $ É.-U. (5 271 479 000 $ É.-U. EN 1985)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 1,3973 $ (1,367 $ EN 1985)	7 188 708 872	7 206 111 793
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	8 188 708 872	8 206 111 793
TOTAL DES DETTES CONTRACTÉES	34 883 583 185	32 798 696 035

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1986

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES — Fin

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada permet à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les obligations émises en vertu de la Loi sur le financement des travaux municipaux et des trois programmes de prêts fédéraux-provinciaux sont des débentures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

La Commission du régime de retraite des enseignants, qui gère une caisse de retraite pour les enseignants de l'Ontario, investit l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres est établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

Jusqu'en 1978, la Commission du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, une caisse de retraite destinée aux fonctionnaires employés par les administrations municipales, investissait l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres était établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme lancés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt et échéant à 91 jours sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

La province a emprunté la somme de 1 milliard de dollars au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, aux mêmes conditions que celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens, en dollars des États-Unis et en deutsche mark. Tous les titres de placement émis depuis 1958 et exprimés en dollars des États-Unis ont été émis pour le compte d'Ontario Hydro.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

au 31 mars 1986

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Montant de la dette contractée pour les besoins de la province						
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
À payer au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice terminé le 31 mars						
1987	1967	CPP	5,36 - 5,61	332 587 000	332 587 000	(8)
1988	1968	CPP	5,37 - 6,53	375 902 000	375 902 000	(8)
1989	1969	CPP	6,40 - 7,17	411 993 000	411 993 000	(8)
1990	1970	CPP	7,16 - 8,33	445 777 000	445 777 000	(8)
1991	1971	CPP	6,79 - 8,14	476 038 000	476 038 000	(8)
1992	1972	CPP	6,75 - 7,54	498 328 000	498 328 000	(8)
1993	1973	CPP	7,08 - 7,51	536 357 000	536 357 000	(8)
1994	1974	CPP	7,30 - 7,75	606 592 000	606 592 000	(8)
1995	1975	CPP	7,61 - 9,25	701 797 000	701 797 000	(8)
1996	1976	CPP	8,21 - 9,48	784 084 000	784 084 000	(8)
1997	1977	CPP	8,73 - 9,25	812 840 000	812 840 000	(8)
1998	1978	CPP	8,77 - 9,37	851 058 000	851 058 000	(8)
1999	1979	CPP	9,35 - 10,16	915 916 000	915 916 000	(8)
2000	1980	CPP	9,98 - 12,74	987 943 000	987 943 000	(8)
2001	1981	CPP	12,50 - 13,39	537 872 000	537 872 000	(8)
2002	1982	CPP	13,66 - 16,10	768 736 000	768 736 000	(8)
2003	1983	CPP	12,01 - 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	(8)
2004	1984	CPP	10,92 - 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	(8)
2005	1985	CPP	12,08 - 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	(8)
2006	1986	CPP	10,58 - 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	(8)
					14 827 102 000	
Loi sur le financement des travaux municipaux :						
Exercice terminé le 31 mars						
1987	1967	MW	5,25 - 5,625	15 982 086	1 200 012	(2)
1988	1968	MW	5,25 - 5,625	30 298 746	3 978 557	(2)
1989	1969	MW	5,25 - 5,625	4 278 912	728 205	(2)
1995	1965	MW	5,375	5 800 000	2 751 354	(2)
1996	1966	MW	5,375	16 311 500	8 393 432	(2)
1997	1967	MW	5,25 - 5,375	7 434 255	695 758	(2)
1998	1968	MW	5,625	2 017 535	539 664	(2)
1999	1969	MW	5,625	1 869 862	201 246	(2)
					18 488 228	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux :						
Exercice terminé le 31 mars						
1987 à 1997	1977	WC	6,86 - 9,91	49 115 896	31 650 955	
Prêts pour la création d'emploi fédéraux-provinciaux :						
Exercice terminé le 31 mars						
1987 à 1995	1975	ELP	6,62 - 6,98	16 649 230	9 441 734	
Prêts garantis fédéraux-provinciaux :						
Exercice terminé le 31 mars						
1987 à 1993	1973	SD	6,23 - 6,51	4 684 537	1 559 557	
Total dû au ministre des Finances du Canada					14 888 242 474	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE — Suite

au 31 mars 1986

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
A payer à la Caisse de retraite des enseignants :						
1er nov 1987	1er mai 1971	TI	6,00	176 000 000	176 000 000	(2)
1er nov 1992	1er mai 1971	TI	6,00	454 500 000	454 500 000	(2)
2 avr 1993	2 avr 1973	TI	8,06	50 000 000	50 000 000	(2)
1er mai 1993	1er mai 1973	TI	8,06	32 000 000	32 000 000	(2)
1er oct 1993	1er oct 1973	TI	8,06	5 000 000	5 000 000	(2)
1er nov 1993	1er nov 1973	TI	8,06	92 000 000	92 000 000	(2)
1er janv 1994	1er janv 1974	TI	8,06	16 000 000	16 000 000	(2)
1er mai 1995	1er mai 1975	TI	10,04	50 000 000	50 000 000	(2)
1er nov 1995	1er nov 1975	TI	10,04	119 500 000	119 500 000	(2)
1er janv 1996	1er janv 1976	TI	10,04	28 000 000	28 000 000	(2)
1er mai 1996	1er mai 1971	TI	8,57	18 000 000	18 000 000	(2)
1er nov 1996	1er nov 1971	TI	8,57	74 000 000	74 000 000	(2)
1er janv 1997	1er janv 1972	TI	8,57	18 000 000	18 000 000	(2)
30 mars 1997	30 mars 1972	TI	8,57	62 000 000	62 000 000	(2)
1er mai 1997	1er mai 1972	TI	7,86	25 500 000	25 500 000	(2)
1er nov 1997	1er nov 1972	TI	7,86	84 500 000	84 500 000	(2)
1er janv 1998	1er janv 1973	TI	7,86	9 500 000	9 500 000	(2)
1er mai 1998	1er mai 1978	TI	9,51	69 000 000	69 000 000	(2)
1er nov 1998	1er nov 1978	TI	9,51	122 000 000	122 000 000	(2)
1er janv 1999	1er janv 1979	TI	9,51	298 000 000	298 000 000	(2)
1er avr 1999	1er avr 1974	TI	8,39	2 600 000	2 600 000	(2)
1er mai 1999	1er mai 1974	TI	8,39	46 000 000	46 000 000	(2)
1er mai 1999	1er mai 1979	TI	9,83	83 000 000	83 000 000	(2)
30 sept 1999	30 sept 1974	TI	8,39	40 000 000	40 000 000	(2)
1er nov 1999	1er nov 1974	TI	8,39	117 000 000	117 000 000	(2)
1er nov 1999	1er nov 1979	TI	9,83	136 000 000	136 000 000	(2)
1er janv 2000	1er janv 1975	TI	8,39	80 500 000	80 500 000	(2)
1er janv 2000	1er janv 1980	TI	9,83	318 000 000	318 000 000	(2)
1er mai 2000	1er mai 1980	TI	11,05	93 000 000	93 000 000	(2)
1er nov 2000	1er nov 1980	TI	11,05	180 000 000	180 000 000	(2)
1er janv 2001	1er janv 1981	TI	11,05	296 000 000	296 000 000	(2)
1er mai 2001	1er mai 1976	TI	10,11	59 000 000	59 000 000	(2)
1er nov 2001	1er nov 1976	TI	10,11	74 000 000	74 000 000	(2)
1er janv 2002	1er janv 1977	TI	10,11	132 000 000	132 000 000	(2)
1er févr 2002	1er févr 1977	TI	10,11	10 500 000	10 500 000	(2)
1er mars 2002	1er mars 1977	TI	10,11	17 500 000	17 500 000	(2)
31 mars 2002	31 mars 1977	TI	10,11	41 500 000	41 500 000	(2)
1er mai 2002	1er mai 1977	TI	9,82	62 000 000	62 000 000	(2)
1er nov 2002	1er nov 1977	TI	9,82	80 000 000	80 000 000	(2)
1er janv 2003	1er janv 1978	TI	9,82	230 000 000	230 000 000	(2)
1er janv 2003	1er janv 1978	TI	9,82	108 000 000	108 000 000	(2)
30 mars 2003	30 mars 1978	TI	9,82	8 000 000	8 000 000	(2)
1er mai 2003	1er mai 1981	TI	13,34	125 000 000	125 000 000	(2)
1er oct 2003	1er mai 1983	TI	12,88	110 000 000	110 000 000	(2)
1er nov 2003	1er nov 1981	TI	13,34	190 000 000	190 000 000	(2)
1er déc 2003	1er juill 1983	TI	12,88	120 000 000	120 000 000	(2)
1er janv 2004	1er janv 1982	TI	13,34	355 000 000	355 000 000	(2)
1er avr 2004	1er nov 1983	TI	12,88	178 000 000	178 000 000	(2)
1er juin 2004	1er janv 1984	TI	12,88	378 000 000	378 000 000	(2)
1er juill 2005	1er avr 1984	TI	13,96	20 000 000	20 000 000	(2)
1er août 2005	1er mai 1984	TI	14,16	180 000 000	180 000 000	(2)
1er sept 2005	1er juin 1984	TI	14,17	25 000 000	25 000 000	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE — Suite

au 31 mars 1986

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants : — Suite						
1er oct 2005	1er juill 1984	TI	14,40	130 000 000	130 000 000	(2)
1er nov 2005	1er août 1984	TI	13,51	10 000 000	10 000 000	(2)
1er janv 2005	1er oct 1984	TI	13,27	60 000 000	60 000 000	(2)
1er févr 2005	1er nov 1984	TI	12,74	165 000 000	165 000 000	(2)
1er mars 2005	1er déc 1984	TI	12,60	40 000 000	40 000 000	(2)
1er juill 2005	1er avr 1985	TI	12,53	45 000 000	45 000 000	(2)
1er août 2005	1er mai 1985	TI	12,24	170 000 000	170 000 000	(2)
1er sept 2005	1er juin 1985	TI	11,47	35 000 000	35 000 000	(2)
1er oct 2005	1er juill 1985	TI	11,58	145 000 000	145 000 000	(2)
1er nov 2005	1er août 1985	TI	11,87	10 000 000	10 000 000	(2)
1er déc 2005	1er sept 1985	TI	11,67	25 000 000	25 000 000	(2)
1er janv 2006	1er oct 1985	TI	11,78	75 000 000	75 000 000	(2)
1er févr 2006	1er nov 1985	TI	11,43	160 000 000	160 000 000	(2)
1er mars 2006	1er déc 1985	TI	11,07	40 000 000	40 000 000	(2)
1er avr 2006	1er janv 1985	TI	12,58	390 000 000	390 000 000	(2)
1er mai 2006	1er févr 1985	TI	12,26	30 000 000	30 000 000	(2)
1er juin 2006	1er mars 1985	TI	13,01	15 000 000	15 000 000	(2)
1er mai 2007	1er mai 1982	TI	15,38	128 000 000	128 000 000	(2)
1er nov 2007	1er nov 1982	TI	15,38	371 000 000	371 000 000	(2)
1er janv 2008	1er janv 1983	TI	15,38	416 000 000	416 000 000	(2)
30 mars 2008	30 mars 1983	TI	15,38	30 000 000	30 000 000	(2)
1er mars 2009	1er janv 1986	TI	11,00	430 000 000	430 000 000	(2)
1er avr 2009	1er févr 1986	TI	11,24	80 000 000	80 000 000	(2)
1er mai 2009	1er mars 1986	TI	10,75	20 000 000	20 000 000	(2)
					8 719 100 000	
À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
31 déc 1993	31 déc 1973	MER	8,15	125 100 000	125 100 000	(2)
31 déc 1993 à 1999	31 déc 1973	MER	5,49 - 8,19	154 000 000	154 000 000	(2)
31 déc 1994	31 déc 1974	MER	9,81	138 125 000	138 125 000	(2)
31 déc 1995	31 déc 1975	MER	10,05	168 150 000	168 150 000	(2)
31 déc 2000	31 déc 1970	MER	9,10	57 600 000	57 600 000	(2)
31 déc 2001	31 déc 1971	MER	7,85	75 000 000	75 000 000	(2)
31 déc 2002	31 déc 1972	MER	8,02	91 300 000	91 300 000	(2)
31 déc 2002	31 déc 1976	MER	10,28	174 500 000	174 500 000	(2)
31 déc 2003	31 déc 1977	MER	9,45	187 950 000	187 950 000	(2)
31 déc 2006	31 déc 1978	MER	9,77	121 300 000	121 300 000	(2)
					1 293 025 000	
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice terminé le 31 mars						
1994	1979	CMHC	5,125	40 810	25 543	
1997	1979	CMHC	5,750	142 968	103 720	
2003	1971 à 1978	CMHC	5,375	688 414	519 497	
2004	1974 à 1975	CMHC	5,125 - 7,875	1 296 489	1 062 176	
2005	1971 à 1975	CMHC	5,125 - 8,625	2 754 646	2 284 950	
2006	1973 à 1976	CMHC	5,125 - 10,375	2 200 837	1 980 243	
2007	1974 à 1978	CMHC	5,375 - 10,375	6 049 712	5 544 103	
2010	1970 à 1975	CMHC	5,75 - 6,875	4 312 601	3 602 482	
2011	1971 à 1976	CMHC	5,375 - 8,25	5 876 136	5 261 276	
2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	7 281 714	6 554 835	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE — Suite

au 31 mars 1986

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement : — Suite						
Exercice terminé le 31 mars						
2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	1 252 052	1 145 988	
2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	20 324 185	18 676 343	
2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	11 488 523	10 713 767	
2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	22 775 312	21 579 059	
2017	1977 à 1979	CMHC	7,625 - 10,75	15 797 368	15 185 794	
2018	1978 à 1982	CMHC	7,625 - 13,00	38 173 327	37 158 766	
2019	1979 à 1982	CMHC	7,625 - 15,25	42 385 309	41 202 664	
2020	1980 à 1982	CMHC	7,625 - 15,75	65 976 661	64 823 253	
2021	1981 à 1982	CMHC	9,50 - 15,75	30 946 135	30 530 001	
2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	1 177 064	1 167 080	
					269 121 540	
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE					25 169 489 014	
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE						
1er mai 1987	1er mai 1967	DZ	5,75	27 000 000	24 356 000	(4)
10 déc 1987	10 déc 1975	FE	10,25	150 000 000	142 858 000	(2) (7)
15 févr 1988	15 févr 1968	EB	7,00	50 000 000	40 799 500	(1)
4 mai 1988	4 mai 1983	GE	10,50	300 000 000	300 000 000	(2)
7 mars 1989	7 mars 1984	GF	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
15 déc 1996	15 déc 1971	EN	7,25	75 000 000	52 221 000	(5)
1er août 1997	1er août 1972	EQ	8,00	100 000 000	4 378 000	(5) (6)
1er déc 1997	1er déc 1972	ES	7,75	100 000 000	88 147 000	(5)
22 mars 1998	22 mars 1976	FF	9,75	150 000 000	6 807 000	(5) (14)
1er juill 1998	1er juill 1975	FB	9,00	150 000 000	3 930 000	(5) (13)
					863 496 500	
BONS DU TRÉSOR					650 000 000	(17)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS					26 682 985 514	
(b) EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARK (16)						
Du 1er sept 1986 au 1er sept 1987	1er sept 1972	ER	6,00	100 000 000 DM	19 951 000 DM	(12)
TOTAL EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARK					19 951 000 DM	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE: 0,5959 $					11 888 799	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					26 694 874 313	
Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro						
(c) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 - 13,46	500 000 000	500 000 000	(8)
2002	1982	CPP	14,81 - 17,51	500 000 000	500 000 000	(8)
					1 000 000 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE — Suite

au 31 mars 1986

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(d) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (15)						
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE						
10 mars 1988	10 mars 1983	GA	10,375	200 000 000	200 000 000	(2)
25 avr 1989	25 avr 1983	GC	10,50	200 000 000	200 000 000	(2)
15 sept 1990	15 sept 1965	DT	4,75	50 000 000	43 819 000	(9)
1er mai 1991	1er mai 1981	FP	14,625	100 000 000	97 215 000	(3)
5 nov 1991	5 nov 1981	FS	16,00	100 000 000	99 650 000	(2)
25 févr 1992	25 févr 1982	FV	15,75	200 000 000	196 815 000	(2)
31 août 1992	31 août 1982	FX	14,625	200 000 000	194 625 000	(2)
4 avr 1994	4 avr 1984	GG	12,50	250 000 000	250 000 000	(2)
1er avr 1996	1er avr 1966	DW	5,50	35 000 000	28 423 000	(10)
15 avr 1997	15 avr 1967	DX	5,625	65 000 000	54 312 000	(10)
1er déc 1997	1er déc 1967	EA	6,875	75 000 000	60 510 000	(10)
1er août 1998	1er août 1968	EC	7,125	75 000 000	56 375 000	(10)
15 févr 1999	15 févr 1969	EE	7,375	75 000 000	58 315 000	(10)
1er sept 1999	1er sept 1969	EH	8,375	100 000 000	67 785 000	(11)
15 févr 2000	15 févr 1970	EJ	9,25	100 000 000	70 360 000	(11)
1er août 2000	1er août 1970	EK	9,25	75 000 000	52 695 000	(11)
15 mai 2001	15 mai 1971	EL	7,85	100 000 000	71 340 000	(11)
15 mai 2002	15 mai 1972	EP	7,70	100 000 000	79 095 000	(11)
15 déc 2002	15 déc 1972	ET	7,30	100 000 000	67 595 000	(11)
15 oct 2003	15 oct 1973	EU	7,90	125 000 000	77 405 000	(11)
15 mars 2004	15 mars 1974	EV	8,60	125 000 000	101 425 000	(11)
1er oct 2004	1er oct 1974	EW	10,25	175 000 000	161 220 000	(11)
1er mars 2005	1er mars 1975	EX	8,875	200 000 000	163 605 000	(11)
15 juin 2005	15 juin 1975	EZ	9,125	150 000 000	126 655 000	(11)
15 nov 2005	15 nov 1975	FD	9,25	200 000 000	167 525 000	(11)
15 janv 2007	15 janv 1977	FG	8,40	300 000 000	256 025 000	(11)
15 sept 2007	15 sept 1977	FH	8,375	200 000 000	172 485 000	(11)
5 janv 2008	5 janv 1978	FJ	8,75	250 000 000	231 580 000	(11)
1er juin 2008	1er juin 1978	FK	9,375	200 000 000	185 540 000	(11)
30 nov 2008	30 nov 1978	FL	9,375	250 000 000	230 000 000	(11)
1er mars 2009	1er mars 1979	FM	9,75	300 000 000	266 435 000	(11)
20 sept 2009	20 sept 1979	FN	9,875	300 000 000	278 430 000	(11)
1er mai 2011	1er mai 1981	FR	15,125	200 000 000	165 535 000	(11)
5 nov 2011	5 nov 1981	FT	17,00	150 000 000	149 845 000	(11)
15 mars 2012	15 mars 1982	FW	15,75	200 000 000	178 585 000	(11)
31 août 2012	31 août 1982	FY	15,25	100 000 000	90 500 000	(11)
10 mars 2013	10 mars 1983	GB	11,50	100 000 000	95 775 000	(11)
25 avr 2013	25 avr 1983	GD	11,75	100 000 000	97 215 000	(11)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS					5 144 714 000	É.-U.
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE: 1,3973 $					7 188 708 872	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					8 188 708 872	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					**34 883 583 185**	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE — Fin

au 31 mars 1986

Références:

(1) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(2) Non remboursable par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(6) Des débentures représentant un montant de 100 000 000 $ ont été émises. Leur date d'échéance a été fixée au 1er août 1997, étant entendu que tout ou partie d'entre elles pourront également arriver à échéance le 1er août 1980 si le détenteur en a fait la demande entre le 1er août 1979 et le 1er février 1980.
(7) Pourront être échangées par le détenteur qui en aura fait la demande au cours de la période de six mois allant du 10 décembre 1986 au 10 juin 1987 contre un montant de principal constitué par des débentures à 9,75% et à 13 ans échéant le 10 décembre 2000. Ces débentures pourraient être remboursables au pair par anticipation, 5 ans avant leur date d'échéance.
(8) Les titres de placement vendus à la Caisse d'investissement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit dudit fonds représenté par des titres de l'Ontario.
(9) Remboursable à vue de 10 à 22 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.
(10) Remboursable à vue de 15 à 27 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.
(11) Remboursable à vue de 15 à 25 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.
(12) Échéance annuelle 1986-1987 — 12 500 000 DM.
(13) Payable au pair 15 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 1er juillet 1982 et le 1er janvier 1983.
(14) Payable au pair 12 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 22 mars 1985 et le 22 septembre 1985.
(15) L'équivalent en dollars canadiens est calculé selon le taux de change de 1,3973 $, en vigueur le 31 mars 1986.
(16) L'équivalent en dollars canadiens est calculé selon le taux de change de 0,5959 $, en vigueur le 31 mars 1986.
(17) Dans le cadre du Programme de financement par bons du Trésor, des bons du Trésor ne portant pas intérêt, à échéance à 91 jours, sont vendus périodiquement par mise en adjudication.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — TITRES DE DETTE GARANTIS PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

au 31 mars 1986

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1986	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
		(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS			
3 mars 1987	1982	16,75	100 000 000	100 000 000	(2)
12 mai 1987	1982	15,50	150 000 000	150 000 000	(2)
5 juill 1987	1967	6,25	25 000 000	25 000 000	(3)
4 août 1987	1982	17,00	150 000 000	150 000 000	(2)
12 oct 1987	1982	13,75	250 000 000	250 000 000	(2)
4 janv 1988	1966	5,75	55 000 000	55 000 000	(5)
8 févr 1988	1983	10,50	300 000 000	300 000 000	(2)
15 avr 1988	1966	6,00	50 000 000	50 000 000	(5)
5 juill 1988	1966	6,00	50 000 000	50 000 000	(5)
17 août 1988	1983	11,50	100 000 000	100 000 000	(2)
15 sept 1988	1983	11,25	100 000 000	100 000 000	(2)
7 déc 1988	1983	10,75	150 000 000	150 000 000	(2)
5 janv 1989	1967	6,25	45 000 000	45 000 000	(5)
22 févr 1989	1984	11,25	100 000 000	100 000 000	(2)
1er mai 1989	1984	12,50	250 000 000	250 000 000	(2)
14 août 1989	1984	13,75	150 000 000	150 000 000	(2)
20 sept 1989	1967	6,50	28 000 000	28 000 000	(5)
1er févr 1990	1984	11,50	150 000 000	150 000 000	(2)
14 févr 1990	1985	10,75	350 000 000	350 000 000	(2)
15 mars 1990	1967	6,00	49 000 000	49 000 000	(5)
6 mai 1990	1985	11,25	250 000 000	250 000 000	(2)
10 sept 1990	1985	10,375	200 000 000	200 000 000	(2)
4 mars 1991	1985	10,50	250 000 000	250 000 000	(2)
19 mars 1991	1986	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
1er avr 1992	1968	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
15 août 1992	1968	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
18 sept 1992	1968	7,00	65 000 000	65 000 000	(5)
15 sept 1993	1983	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
18 oct 1993	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
22 févr 1994	1984	12,00	150 000 000	150 000 000	(2)
18 mars 1994	1969	7,75	35 000 000	35 000 000	(6)
1er avr 1994	1970	9,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1994	1969	7,75	40 000 000	40 000 000	(6)
28 août 1994	1984	13,00	300 000 000	300 000 000	(2)
1er oct 1994	1969	8,25	25 000 000	25 000 000	(6)
8 nov 1994	1984	12,75	250 000 000	250 000 000	(2)
1er déc 1994	1969	8,50	30 000 000	30 000 000	(6)
1er févr 1995	1970	9,00	50 000 000	9 281 000	(6)(8)
1er févr 1995	1984	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
30 mai 1995	1985	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
30 juin 1995	1970	9,00	60 000 000	60 000 000	(6)
19 nov 1995	1985	10,75	250 000 000	250 000 000	(2)
Nov. 30, 1995	1970	8,75	75 000 000	75 000 000	(6)
14 janv 1996	1986	10,00	250 000 000	250 000 000	(2)
4 févr 1996	1971	7,50	100 000 000	100 000 000	(6)
1er avr 1996	1971	7,625	60 000 000	60 000 000	(6)
21 juill 1996	1971	8,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 sept 1996	1971	7,875	100 000 000	100 000 000	(6)
15 sept 1996	1976	8,25	6 500	6 500	(1)(6)
1er févr 1997	1972	7,375	70 000 000	70 000 000	(6)
5 avr 1997	1972	7,625	100 000 000	100 000 000	(6)
15 sept 1997	1972	8,25	100 000 000	100 000 000	(6)
1er févr 1998	1973	7,75	100 000 000	100 000 000	(6)
15 mai 1998	1973	8,00	125 000 000	125 000 000	(6)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — TITRES DE DETTE GARANTIS PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO — Suite

au 31 mars 1986

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1986	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS — Suite					
30 nov 1998	1973	8,50	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mars 1999	1974	8,50	75 000 000	75 000 000	(6)
14 juin 1999	1974	9,75	75 000 000	75 000 000	(6)
15 août 1999	1974	10,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 nov 1999	1974	10,00	60 000 000	60 000 000	(6)
10 janv 2000	1975	9,75	60 000 000	60 000 000	(6)
10 févr 2000	1975	9,50	100 000 000	100 000 000	(6)
21 mai 2000	1975	10,25	65 000 000	65 000 000	(6)
30 oct 2000	1975	10,75	100 000 000	100 000 000	(6)
29 janv 2001	1976	10,25	150 000 000	150 000 000	(6)
18 mai 2001	1976	10,00	300 000 000	300 000 000	(6)(20)
3 mars 2002	1982	17,00	100 000 000	100 000 000	(4)
30 nov 2002	1982	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(18)
30 nov 2002	1983	12,50	100 000 000	100 000 000	(3)(18)
1er mai 2003	1984	13,50	150 000 000	150 000 000	(3)
5 oct 2003	1976	9,50	150 000 000	150 000 000	(19)
6 janv 2004	1977	9,25	750 000 000	750 000 000	(19)(21)
25 janv 2005	1978	9,375	200 000 000	200 000 000	(19)
1er mai 2005	1978	9,75	200 000 000	200 000 000	(19)
21 avr 2006	1981	14,25	225 000 000	225 000 000	(6)
27 juin 2008	1978	9,75	200 000 000	200 000 000	(10)
30 août 2008	1978	9,50	200 000 000	200 000 000	(10)
4 avr 2009	1979	10,25	300 000 000	300 000 000	(10)
10 mai 2009	1979	10,00	300 000 000	300 000 000	(10)
15 janv 2010	1985	10,50	250 000 000	250 000 000	(6)
25 mars 2010	1980	13,375	150 000 000	150 000 000	(19)
14 mai 2010	1980	13,25	325 000 000	325 000 000	(19)
29 janv 2011	1981	13,00	325 000 000	325 000 000	(19)
				11 906 287 500	
Moins : Achats aux fins du remboursement de la dette				913 107 000	
				10 993 180 500	
Billets à long terme au 31 mars 1986		variable		174 000 000	
Billets à court terme au 31 mars 1986		variable		280 145 000	
				11 447 325 500	
EXIGIBLE À LONDRES, ANGLETERRE, OU À TORONTO, CANADA, EN DOLLARS CANADIENS					
12 août 1988	1982	16,95	120 000 000	120 000 000	(2)
				120 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				11 567 325 500	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS					
EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (9)					
10 sept 1986	1976	8,50	100 000 000	100 000 000	(2)
15 avr 1987	1977	8,00	125 000 000	125 000 000	(2)
29 avr 1989	1982	14,75	150 000 000	150 000 000	(2)
30 déc 1989	1982	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
19 mai 1990	1983	10,25	250 000 000	250 000 000	(2)
29 sept 1990	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — TITRES DE DETTE GARANTIS PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO — Suite

au 31 mars 1986

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1986	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (9) — Suite					
26 févr 1991	1981	13,50	100 000 000	100 000 000	(2)
28 août 1991	1981	16,00	150 000 000	150 000 000	(22)
19 nov 1991	1981	16,00	200 000 000	200 000 000	(22)
5 août 1992	1982	15,00	150 000 000	150 000 000	(2)
14 oct 1992	1982	12,75	200 000 000	200 000 000	(2)
9 févr 1994	1984	11,625	200 000 000	200 000 000	(2)
				2 025 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE : 1,3973 $					
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				2 829 532 500	
Moins : Achats aux fins du remboursement de la dette (3 270 000 à 1,3973)				4 569 171	
TOTAL EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS CANADIENS				2 824 963 329	
EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (9)					
15 mars 1987-1996	1976	9,50	650 000 000	435 500 000	(14)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS				435 500 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE: 1,3973 $					
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				608 524 150	(15)
(c) EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DEUTSCHE MARK (9)					
1er déc 1986	1971	7,50	100 000 000	10 000 000	(11)
1er juin 1987	1972	6,50	100 000 000	25 000 000	(12)
				35 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE : 0,5959 DM				20 856 500	(16)
Moins : Achats aux fins du remboursement de la dette (248 000 DM à 0,5959)				147 783	
TOTAL EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS CANADIENS				20 708 717	
(d) EXIGIBLE À ZURICH, SUISSE, EN FRANCS SUISSES (9)					
2 oct 1986-1987	1972	5,50	100 000 000	100 000 000	(13)
TOTAL EXIGIBLE EN FRANCS SUISSES				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE : 0,7160 FS				71 600 000	(17)
TOTAL POUR ONTARIO HYDRO				15 093 121 696	
TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS				15 093 121 696	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — TITRES DE DETTE GARANTIS PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO — Suite

au 31 mars 1986

PRÊTS BANCAIRES GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1986	Références
		%	$	
PRÊTS ACCORDÉS À DES SOCIÉTÉS ET DES PARTICULIERS PAR L'ENTREMISE DE DIVERS PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX				
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de crédit aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1975	Préférentiel + 1,00	2 591 707	(7)
Aide à l'amélioration des vignes	1975	Préférentiel + 1,00	74 868	(7)
Programme d'aide aux victimes de tornades	1979	Préférentiel	1 057 776	(7)
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	Variable	Préférentiel	19 051 014	
Fonds de secours en cas de catastrophes commerciales	1985	Préférentiel	350 135	(7)
Loi sur les prêts aux jeunes agriculteurs — Total des prêts garantis accordés à divers agriculteurs	Variable	12,25	50	(23)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			23 125 550	
MINISTÈRE DU LOGEMENT				
Programme de réassurance des crédits hypothécaires à l'amélioration du logement	1984/1985		15 000 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU LOGEMENT			15 000 000	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les société de développement — Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel	18 106 128	
Conseil de leadership et de développement industriels				
Programme d'encouragement au réaménagement touristique	Variable	Préférentiel + 1,00	44 431 391	
Programme général pour l'industrie manufacturière	Variable	Préférentiel	6 483 057	
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			69 020 576	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITIÉS				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario :				
Classe "A"	Variable	Préférentiel	53 811 452	
Classe "B"	Variable	Préférentiel + 1,00	73 673 002	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			127 484 454	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	10,3	500 000	(24)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			500 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Programme Investissement-Jeunesse	1984	Préférentiel + 1,00	4 773 175	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			4 773 175	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — TITRES DE DETTE GARANTIS PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO — Suite

au 31 mars 1986

PRÊTS BANCAIRES GARANTIS — Suite

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1986	Références
		%	$	
PRÊTS ACCORDÉS À DES SOCIÉTÉS ET DES PARTICULIERS PAR L'ENTREMISE DE DIVERS PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX — Suite				
MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE				
Société ontarienne d'assurance des actions et des dépôts	1984	Préférentiel -0,25	19 919 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE			19 919 000	
COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO				
Commission du marché des produits alimentaires de l'Ontario	1984	Préférentiel	2 109 756	
TOTAL POUR LA COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO			2 109 756	
ONTARIO HYDRO				
EXIGIBLE À ZURICH, SUISSE, EN FRANCS SUISSES	1983	5,75	80 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1986 TAUX DE CHANGE : 0,7160 FS			57 280 000	
TOTAL DES PRÊTS BANCAIRES GARANTIS			319 212 511	

AUTRES GARANTIES

(a) Exigible en dollars des États-Unis

THE AETNA CASUALTY AND SURETY COMPANY				
Au titre de : Société de développement du transport urbain Ltée				
Southeastern Michigan Transportation Authority	1982	S./O.	60 000 000	
Santa Clara County Transit District	1983	S./O.	49 000 000	
Massachusetts Bay Transportation Authority	1984	S./O.	52 000 000	
Total exigible en dollars des États-Unis			161 000 000	
Équivalent en dollars canadiens au 31 mars 1986 Taux de change : 1,3973 $			224 965 300	

(b) Exigible en dollars canadiens

THE AETNA CASUALTY AND SURETY COMPANY				
Au titre de: Société de développement du transport urbain Ltée				
Urban Transit Authority of British Columbia	1981	S./O.	300 000 000	
Toronto Transit Commission	1984	S./O.	14 000 000	
			314 000 000	
ONTARIO HYDRO				
Au titre de : McRae Mills Limitée	1982	S./O.	19 440	
Total exigible en dollars canadiens			314 019 440	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Garanties accordées au titre de l'assurance des serres commerciales	1985-1986	S./O.	12 000 000	(25)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			12 000 000	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			550 984 740	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			15 963 318 947	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — TITRES DE DETTE GARANTIS PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO — Fin

au 31 mars 1986

RÉFÉRENCES

(1) Des obligations à 8,5% ont été émises pour un montant de 75 000 000 $. Leur date d'échéance était le 15 septembre 1986. Les détenteurs d'obligations représentant un montant de 6 500 $ ont choisi d'exercer une option leur permettant d'obtenir des obligations représentant un montant équivalent en principal; leur date d'échéance est le 15 septembre 1996 et elles portent intérêt au taux de 8,25%.
(2) Non remboursable par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(6) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(7) La province garantit le remboursement du capital dans son intégralité à chaque établissement de crédit.
(8) La valeur des obligations émises par la province s'élève à 50 000 000 $. Ces titres comportaient deux dates d'échéance, laissées au libre choix des détenteurs: s'ils en avaient fait la demande avant le 1er août 1974, les débiteurs pouvaient être remboursés à la première date d'échéance, fixée au 1er février 1975. Ainsi, la valeur des obligations remboursées à cette date a été de 40 719 000 $. Les obligations remboursées à leurs titulaires à la deuxième date, le 1er février 1995, représenteront le solde, soit 9 281 000 $.
(9) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation sont exprimées dans la devise d'émission.
(10) Remboursables au pair, huit ans avant la date d'échéance.
(11) Échéance annuelle 1985-1986 — 10 000 000 DM. Remboursable à vue, par montants dégressifs.
(12) Échéance annuelle 1985-1987 — 12 500 000 DM. Remboursables au pair, par anticipation.
(13) Ontario Hydro s'engage à rembourser au cours des deux années se terminant respectivement le 2 octobre 1985 et le 2 octobre 1986 les obligations qu'elle a émises pour une valeur de 10 000 000 francs suisses, à un prix n'excédant pas la parité. Ces titres sont remboursables avant leur date d'échéance, par montants dégressifs.
(14) Échéance annuelle 1986-1995, 5,5% du capital d'origine actuellement en circulation, pour une valeur au pair. En 1996, il restera donc 17,5% du capital d'origine en circulation.
(15) L'équivalent de cette somme en dollars canadiens a été calculé sur la base du taux de change en vigueur à la date de l'état. Au 31 mars 1986, 1 $ É.-U. valait 1,3973 $ CAN.
(16) L'équivalent de cette somme en dollars canadiens a été calculé sur la base du taux de change en vigueur à la date de l'état. Au 31 mars 1986, 1 DM valait 0,5959 $ CAN.
(17) L'équivalent de cette somme en dollars canadiens a été calculé sur la base du taux de change en vigueur à la date de l'état. Au 31 mars 1986, 1 FS valait 0,7160 $ CAN.
(18) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 000 000 $, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 000 000 $.
(19) Remboursables à vue et au pair, 7 ans avant leur date d'échéance.
(20) Émises en deux tranches : 150 millions de dollars le 18 mai 1976, et 150 millions de dollars le 15 juillet 1976.
(21) Émises en quatre tranches : 200 millions de dollars le 6 janvier 1977, 200 millions de dollars le 10 mars 1977, 200 millions de dollars le 6 juin 1977, et 150 millions de dollars le 15 novembre 1977.
(22) Remboursables par anticipation 3 ans avant la date d'échéance, puis par montants dégressifs.
(23) La dette nette de la province est limitée à 10% de l'ensemble du principal des prêts consentis par une même banque.
(24) La dette nette de la province est limitée à 5% du plus petit des deux montants suivants : 10 000 000 $ ou l'encours des prêts.
(25) La dette totale de la province est limitée à 100 000 000 $.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

DEMANDES DE RÈGLEMENT PRÉSENTÉES À LA COURONNE

au 31 mars 1986

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Leonard Rosenberg, Greymac Credit Corporation, Greymac Trust Company et Crown Trust Company.
2. Dudley Abbot et al., (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust Company).
3. Gary Potts et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres des bandes indiennes de Teme-agama Anishnabay et Temagami.
4. Roy Michano et al., en leur nom et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lacs No. 58.
5. Clifford Meness et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.

APERÇU DES OPÉRATIONS DU FONDS DE RECETTES CONSOLIDÉES AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)	1980 (millions $)	1979 (millions $)	1978 (millions $)	1977 (millions $)
Opérations budgétaires										
Recettes	26 059	23 765	21 313	19 322	17 884	15 549	14 214	12 322	11 099	10 514
Dépenses	28 789	26 431	24 553	22 509	19 651	16 836	15 346	13 913	12 920	11 743
Déficit budgétaire — avant redressements extraordinaires	2 730	2 666	3 240	3 187	1 767	1 287	1 132	1 591	1 821	1 229
Redressements extraordinaires	3 671									
Déficit budgétaire	6 401	2 666	3 240	3 187	1 767	1 287	1 132	1 591	1 821	1 229
Opérations non budgétaires (montant net)										
Prêts, avances et dotations en capital	248	259	273	160	(202)	47	40	42	(237)	(373)
Fonds de pension et fonds connexes	689	615	562	534	448	385	345	316	280	251
Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	188	90	116	15	18	52	163	53	16	32
Contributions non budgétaires (montant net) — avant redressements extraordinaires	1 125	964	951	709	264	484	548	411	59	(90)
Redressements extraordinaires	3 166									
Total des contributions non budgétaires	4 291	964	951	709	264	484	548	411	59	(90)
Besoins de trésorerie nets	2 110	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584	1 180	1 762	1 319
Financement										
Opération de la dette										
Produit de l'émission d'emprunts net des remboursements	2 102	2 090	2 860	2 051	1 363	968	1 133	1 652	1 506	1 092
Augmentation (Diminution) de l'encaisse et des placements temporaires	8	(388)	(571)	427	140	(165)	(549)	(472)	256	227
Total pour le financement	2 110	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584	1 180	1 762	1 319
Besoins de trésorerie nets — avant redressements extraordinaires	1 605	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584	1 180	1 762	1 319

1. Les comptes de 1985 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1986.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)	1980 (millions $)	1979 (millions $)	1978 (millions $)	1977 (millions $)
Actifs financiers										
Encaisse et placements temporaires	2 118	2 126	1 738	1 167	1 594	1 734	1 569	1 030	548	804
Avances et dotations en capital										
Sociétés, conseils et commissions	715	3 460	3 992	4 203	4 349	4 131	4 420	4 340	4 455	4 333
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	510	1 028	1 093	1 119	1 115	1 116	1 062	975	880	780
Prêts aux administrations locales	588	636	348	368	369	367	360	342	325	299
Autres prêts	54	157	161	177	194	212	230	250	269	257
	3 985	7 407	7 332	7 034	7 621	7 560	7 641	6 927	6 477	6 473
Avances à Ontario Hydro, garanties par des obligations	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879	4 506	4 141	3 284	2 651
Total pour les actifs financiers	12 174	15 613	14 819	14 092	14 194	12 439	12 147	11 068	9 761	9 124
Déficit accumulé	29 249	22 848	20 182	16 942	13 755	11 988	10 701	9 569	7 978	6 157
Passif										
Dette contractée aux fins de la province	26 695	24 593	22 503	19 643	17 592	16 215	15 196	14 038	12 365	10 895
Fonds de pension et fonds connexes	5 397	4 708	4 093	3 531	2 996	2 548	2 163	1 818	1 503	1 223
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	717	655	687	674	654	623	560	496	345	339
Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	425	299	231	128	134	162	223	239	267	221
Total du passif aux fins de la province	33 234	30 255	27 514	23 976	21 376	19 548	18 142	16 501	14 480	12 678
Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879	4 506	4 141	3 284	2 651
TOTAL DU PASSIF AUX FINS DE LA PROVINCE ET D'ONTARIO HYDRO	41 423	38 461	35 001	31 034	27 949	24 427	22 648	20 642	17 764	15 329
Passif éventuel	15 963	14 220	12 711	11 122	9 284	8 553	7 904	7 096	6 557	6 303

1. Les comptes de 1985 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1986.

section 3

états divers

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES
(Établie en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires)

État de l'évolution du solde de la Caisse
pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Contributions		
Province de l'Ontario	93 956 002	87 942 233
Conseils et commissions	10 422 906	9 697 662
Directions désignées	442 572	440 977
	104 821 480	98 080 872
Employés	104 821 480	98 080 872
Sans contributions équivalentes versées par l'employeur — divers	1 260 425	1 338 861
Employeur:		
Au titre des employés recevant des prestations à long terme de protection du revenu	5 966 531	5 376 907
Au titre du paiement de la dette non provisionnée (note)	13 892 000	13 892 000
Montants transférés d'autres régimes	7 097 298	1 383 108
Intérêts	403 010 258	347 195 239
	640 869 472	565 347 859
DÉBOURS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux retraités, ayants droit et rentiers	192 250 361	173 690 044
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(47 309 620)	(43 560 930)
	144 940 741	130 129 114
Remboursements de contributions et intérêts	15 718 586	13 527 058
Montants transférés à d'autres régimes	3 576 274	19 936 833
	164 235 601	163 593 005
Augmentation nette de la Caisse	476 633 871	401 754 854
Solde de la Caisse en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
–en début d'exercice	3 553 842 541	3 152 087 687
–en fin d'exercice	4 030 476 412	3 553 842 541

Voir la note à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil :

Président Secrétaire

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES — Fin

Note à l'état financier
le 31 mars 1986

DETTE NON PROVISIONNÉE

La plus récente évaluation actuarielle triennale de la Caisse de retraite des fonctionnaires a été achevée le 31 décembre 1982. Cette évaluation a révélé l'existence d'une dette non provisionnée de 121 019 000 $, dont 82 616 000 $ représentent la dette initiale non provisionnée au 1er janvier 1965. Le solde de 38 403 000 $ représente la dette non provisionnée supplémentaire qui s'est accumulée depuis le 1er janvier 1965.

En se fondant sur cette évaluation actuarielle triennale, la province de l'Ontario a versé un montant total de 13 892 000 $ sous forme de paiements annuels spéciaux d'intérêt et de capital à la Caisse, en vertu des règlements de la Loi sur les régimes de retraite. Ces paiements ont pour objet :

— d'éviter une augmentation de la dette non provisionnée initiale (paiement annuel de 7 122 000 $);
— de liquider la dette non provisionnée supplémentaire au cours d'une période qui se terminera le 1er janvier 1992 (paiement annuel de 6 770 000 $).

À la Commission du régime de retraite des fonctionnaires,
au président par intérim du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et
au trésorier de l'Ontario.

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des fonctionnaires pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporté les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1986, ainsi que les résultats de ses opérations de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Un rapport de vérification a été soumis à la Commission, au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et au trésorier de l'Ontario.

D. F. Archer

Toronto, Ontario,
Le 27 juin 1986.

D. F. Archer, F.C.A.,
Vérificateur provincial.

ÉTATS DIVERS

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
(Établi en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des députés de l'Assemblée législative)

État de compte
pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario en début d'exercice	29 156 026	26 413 670
RENTRÉES		
Contributions		
Participants (sec. 17)	520 119	460 961
Province de l'Ontario (sec. 28)	493 677	453 527
Intérêts restant dans le Compte au début de l'exercice, au taux de 11,24463 % (1985 — 10,9393 %)	3 278 487	2 889 471
	4 292 283	3 803 959
	33 448 309	30 217 629
DÉBOURS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux rentiers et ayants droit	2 449 158	1 781 614
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province (sec. 27)	(760 579)	(739 862)
	1 688 579	1 041 752
Remboursements de contributions et intérêts (sec. 21)	73 372	19 851
	1 761 951	1 061 603
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario, en fin d'exercice	31 686 358	29 156 026

Approuvé :

Directeur de l'administration,
Bureau de l'Assemblée législative.

ÉTATS DIVERS

FONDS DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS

État de l'évolution du solde du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Augmentation nette des comptes du Fonds pendant l'exercice		
Régime de retraite des fonctionnaires (Annexe A)	51 269 769	45 967 384
Régime de retraite des enseignants (Annexe B)	148 238 317	137 188 107
Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson (Annexe C)	1 464 199	1 229 597
Régime de retraite des employés des caucus (Annexe D)	175 576	154 130
	201 147 861	184 539 218
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	1 098 963 073	914 423 855
— en fin d'exercice	1 300 110 934	1 098 963 073

Voir les annexes et notes à l'état financier.

Approuvé :

Directeur, Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, ministère du Trésor et de l'Économie

ÉTATS DIVERS

FONDS DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS — Suite

ANNEXE A

État de l'évolution du compte du Fonds de rajustement des pensions affecté au régime de retraite des fonctionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	21 817 634	20 407 363
Province de l'Ontario	19 465 582	18 233 034
Conseils et commissions	2 220 838	2 042 821
Directions désignées	94 154	94 405
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations à long terme de protection du revenu	994 422	896 150
Montants transférés d'autres régimes	2 390 949	193 660
Intérêts	41 817 607	35 943 730
	88 801 186	77 811 163
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	34 072 316	26 787 543
Remboursements de contributions et intérêts	3 182 924	2 611 920
Montants transférés à d'autres régimes	276 177	2 444 316
	37 531 417	31 843 779
Augmentation nette du compte du Fonds	51 269 769	45 967 384
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	327 790 524	281 823 140
— en fin d'exercice	379 060 293	327 790 524

ÉTATS DIVERS

FONDS DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS — Suite

ANNEXE B

État de l'évolution du compte du Fonds de rajustement des pensions affecté au régime de retraite des enseignants pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	42 880 020	39 912 294
Employés enseignant dans des écoles privées désignées	2 251 602	2 085 799
Province de l'Ontario	42 880 020	39 912 294
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations à long terme de protection du revenu	458 278	357 940
Montants transférés d'autres régimes	290 096	144 185
Intérêts	103 374 634	86 265 238
	192 134 650	168 677 750
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	42 363 749	30 309 976
Remboursements de contributions et intérêts	1 364 570	1 019 457
Montants transférés à d'autres régimes	168 014	160 210
	43 896 333	31 489 643
Augmentation nette du compte du Fonds	148 238 317	137 188 107
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	764 835 875	627 647 768
— en fin d'exercice	913 074 192	764 835 875

ÉTATS DIVERS

FONDS DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS — Suite

ANNEXE C

État de l'évolution du compte du Fonds de rajustement des pensions affecté au régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	397 197	349 792
Institut polytechnique Ryerson	397 197	349 792
Montants transférés d'autres régimes	9 740	
Intérêts	795 789	633 834
	1 599 923	1 333 418
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	82 328	60 682
Remboursements de contributions et intérêts	53 396	43 139
	135 724	103 821
Augmentation nette du compte du Fonds	1 464 199	1 229 597
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	5 700 937	4 471 340
— en fin d'exercice	7 165 136	5 700 937

ANNEXE D

État de l'évolution du compte du Fonds de rajustement des pensions affecté au régime de retraite des employés des caucus pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Contributions		
Employés	70 837	48 404
Caucus	70 539	48 085
Montants transférés d'autres régimes		84
Intérêts	89 428	70 241
	230 804	166 814
DÉBOURS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	2 971	1 792
Remboursements de contributions et intérêts	38 455	9 287
Montants transférés à d'autres régimes	13 802	1 605
	55 228	12 684
Augmentation nette du compte du Fonds	175 576	154 130
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	635 737	481 607
— en fin d'exercice	811 313	635 737

ÉTATS DIVERS

FONDS DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS — Fin

Notes à l'état financier le 31 mars 1986

1. LÉGISLATION

La Loi sur l'indexation des régimes de retraite prévoit l'indexation au coût de la vie, jusqu'à concurrence de 8 % par an, des prestations versées en vertu de régimes désignés par les règlements de la Loi.

2. CHIFFRES CORRESPONDANTS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés pour permettre leur comparaison à ceux de 1986.

Au président par intérim du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et au trésorier de l'Ontario.

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde du Fonds de rajustement des pensions pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporte les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1986, ainsi que les résultats de ses opérations de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Un rapport de vérification a été soumis au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et au trésorier de l'Ontario.

D.F. Archer

Toronto, Ontario.
Le 24 juin 1986.

D.F. Archer, F.C.A.,
Vérificateur provincial.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

État de l'évolution du solde de la Caisse
pour l'exercice clos le 31 mars 1986

(avec les chiffres correspondants pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 1985)

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Transferts (note 3)		
Caisse de retraite des fonctionnaires	1 209 489	18 210 730
Fonds de rajustement des pensions	93 301	2 241 885
Contributions		
Participants	396 395	264 822
Province de l'Ontario (note 5)	4 118 758	2 847 151
Intérêts	3 404 345	1 968 868
	9 222 288	25 533 456
DÉBOURS		
Paiements visant à assurer la continuité du revenu et prestations aux survivants	1 501 911	642 023
Remboursements (note 4)	1 636 578	
	3 138 489	642 023
Augmentation nette du compte	6 083 799	24 891 433
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— en début d'exercice	24 891 433	
— en fin d'exercice	30 975 232	24 891 433

Voir les notes à l'état financier

Approuvé au nom du Conseil :

Michael A Wadsworth

Président

À la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale et
au trésorier de l'Ontario.

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, a comporté les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1986, ainsi que les résultats de ses opérations de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Un rapport de vérification a été soumis à la Commission et au trésorier de l'Ontario.

D F Archer

Toronto, Ontario,
Le 28 mai 1986.

D.F. Archer, F.C.A.,
Vérificateur provincial.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE — Fin

Notes à l'état financier le 31 mars 1986

1. STATUT DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale a été créée le 1er juillet 1984 par décision réglementaire prise en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires. La décision confie l'administration de la Caisse à la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale.

La Caisse a pour mandat de verser des prestations assurant la continuité des revenus des juges de la Cour provinciale et des protonotaires de la Cour suprême de l'Ontario ayant pris leur retraite, et d'accorder des prestations à leurs survivants qui étaient à leur charge. Les cotisations et les prestations sont fixées par voie réglementaire en vertu de la Loi.

La Caisse ne constitue pas un régime de retraite au sens de la Loi sur les régimes de retraite et n'est donc pas tenue de produire les déclarations prévues par cette loi. Elle est cependant assimilée à un régime de retraite aux fins de l'impôt sur le revenu.

2. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration de la Caisse sont pris en charge par le ministère des Services gouvernementaux.

3. TRANSFERTS À LA CAISSE

Au 31 mars 1985, on avait mené à bien le transfert, de la Caisse de retraite des fonctionnaires et du Fonds de rajustement des pensions à la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, des droits de 261 des 277 juges admissibles à la nouvelle Caisse. Dans le cas des 16 autres juges, ce transfert s'est terminé en juin 1985. Toutes les cotisations de retraite antérieures, y compris la contribution de la province et les intérêts courus, ont été virées à la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale.

4. SOMMES REMBOURSÉES AUX COTISANTS

Aux termes du règlement émis en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires, toutes les cotisations volontaires que les juges affiliés à la nouvelle Caisse avaient versées antérieurement à la Caisse de retraite des fonctionnaires peuvent leur être remboursées sur demande. En outre, les cotisations qu'ils avaient versées antérieurement au Fonds de rajustement des pensions leur seront remboursées. Les juges qui ont pris leur retraite entre le 1er octobre 1979 et le 1er juillet 1984 se verront rembourser les cotisations qu'ils ont versées au Fonds de rajustement des pensions, déduction faite des montants versés par le Fonds entre ces deux dates en vertu de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite.

Étant donné que les cotisations remboursables ont déjà été virées à la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, cette dernière est responsable des remboursements. Au 31 mars 1986, le solde des cotisations remboursables versées au Fonds de rajustement des pensions s'élevait, intérêts compris, à 46 500 $.

5. PRESTATIONS FUTURES

Seules les prestations aux survivants donnent lieu à la perception d'une cotisation salariale. Le financement annuel des versements de continuité du revenu incombe intégralement à la province.

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 1985, a révélé que la part de la province au titre des versements de continuité du revenu et des prestations aux survivants s'élevait à 41,8 millions de dollars. La province verse à la Caisse les montants échelonnés recommandés par l'actuaire.

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

État de l'actif et du passif au 31 mars 1986

ACTIF

	1986	1985
	$	$
Fonds en dépôt auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	716 876 493	655 262 156

PASSIF

Solde dû aux déposants	716 876 493	655 262 156

Voir la note aux états financiers.

Approuvé :

J.L. Allen
Directeur

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — Fin

État des recettes et des dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1986

RECETTES

	1986	1985
	$	$
Intérêt reçu — Trésorier de l'Ontario	50 102 317	57 690 229
Commissions et frais divers	555 807	471 863
Frais d'encaissement des chèques	86 590	84 175
Location de cases de coffre-fort	102 940	100 502
Devises étrangères	33 535	17 398
Total des recettes	50 881 189	58 364 167

DÉPENSES

Intérêt versé sur les dépôts	41 152 142	48 922 706
Traitements et avantages sociaux	4 756 583	4 520 800
Traitement de données, location de matériel et entretien	1 333 848	1 242 214
Location, entretien et assistance pour le paiement des taxes municipales	842 433	818 228
Frais bancaires, commissions et intérêt sur découvert	278 263	305 135
Frais de bureau divers	398 572	296 197
Frais de déplacement, comptes de frais des cadres et autres dépenses	110 636	37 655
Achat d'immobilisations (note 1 (b))	182 026	62 115
Services de téléphone et de messageries	136 793	86 324
Services professionnels	6 642	178
Pertes et déficits de caisse	124 342	19 139
Total des dépenses	49 322 280	56 310 691
Excédent des recettes sur les dépenses, transféré au trésorier de l'Ontario	1 558 909	2 053 476

Voir la note aux états financiers.

Note aux états financiers 31 mars 1986

1. PRATIQUES COMPTABLES ADOPTÉES

(a) Système comptable

La Caisse d'épargne de l'Ontario est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Cependant, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

(b) Immobilisations

Les coûts des immobilisations, consistant en mobilier et matériel ainsi qu'en transformations des locaux, sont imputés aux frais de fonctionnement au cours de la période pendant laquelle ils ont été encourus.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles)

État du Fonds
pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RENTRÉES		
Droits perçus lors de la délivrance ou du renouvellement de permis de conduire	5 205 482	6 462 091
Remboursements de créances	4 195 655	4 193 597
Intérêt crédité sur le solde du Fonds au 31 décembre 1985	287 208	45 037
Total des rentrées	9 688 345	10 700 725
DÉBOURS		
Montants versés lors de l'exécution de jugements, y compris les dépenses	3 305 619	5 298 585
Règlements à l'amiable	316 808	421 572
Accidents causés par des conducteurs coupables de délit de fuite, y compris les dépenses	525 896	1 049 062
Frais d'administration (note 1)		
Traitements et salaires	736 980	710 520
Avantages sociaux	106 910	126 594
Transports et communications	30 906	67 897
Services		
Demandes de règlement, (procureurs, experts en assurances, etc.)	985 144	1 311 233
Autres	156 621	168 028
Fournitures et matériel	33 817	31 964
Total des débours	6 198 701	9 185 455
Augmentation (Diminution) du Fonds pendant l'exercice	3 489 644	1 515 270
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	1 515 270	
Solde en dépôt à la fin de l'exercice	5 004 914	1 515 270

Voir les notes complémentaires.

Approuvé :

C. H. Mills

Directeur

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES — Fin

Notes complémentaires
31 mars 1986

1. SYSTÈME COMPTABLE

La gestion du Fonds est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Mais dans le cas des frais d'administration, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

2. GESTION DU FONDS

Au moment de son institution, le Fonds avait pour principal objectif l'indemnisation des victimes non fautives d'accidents d'automobiles survenus en Ontario, dont les responsables avaient pris la fuite ou n'étaient pas assurés. Jusqu'en 1980, le Fonds était alimenté par les cotisations annuelles que les automobilistes non assurés étaient tenus de verser. Mais depuis l'entrée en vigueur, le 1er mars 1980, de la Loi sur l'assurance automobile obligatoire, tous les automobilistes sont tenus de contracter une assurance de responsabilité civile comportant notamment une clause de couverture pour véhicule non assuré.

Le Fonds termine actuellement le règlement des demandes d'indemnité présentées avant l'entrée en vigueur de la Loi. Il a également été décidé que, pour les demandes postérieures au 1er mars 1980, le Fonds dédommagerait :

— les piétons qui ne sont pas déjà protégés par une assurance-automobile et qui sont blessés au cours d'un accident provoqué par un automobiliste qui n'est pas assuré ou qui a pris la fuite;

— les passagers non assurés qui avaient pris place à bord d'un véhicule également non assuré par son propriétaire et qui ont été blessés à la suite d'un accident causé par le conducteur;

— les tierces parties, reconnues non fautives, victimes d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés;

— les victimes de dégâts matériels causés à des biens non assurés contre le choc de véhicules (poteaux d'électricité et de téléphone, glissières de sécurité, etc.), à condition que le propriétaire et le conducteur du véhicule non assuré puissent être identifiés.

Le 23 février 1983, la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles a été modifiée pour permettre le paiement, par le Fonds, des demandes de règlement présentées par un tiers demandeur, quand la compagnie d'assurances concernée est insolvable ou incapable d'effectuer le remboursement. Dans ce cas, l'indemnisation est soumise aux dispositions de la Loi et des règlements qui en découlent et ne peut dépasser un montant correspondant à la responsabilité minimale applicable au tiers au moment de l'accident. Le permis de conduire n'est pas retiré à l'assuré défendeur (qui peut être le conducteur); en outre, celui-ci ne sera pas non plus tenu de rembourser au Fonds les sommes versées en son nom. Par l'effet d'une subrogation légale, le Fonds est investi des mêmes droits que le demandeur vis-à-vis des avoirs réalisables de l'assureur insolvable. Seules deux sociétés, la Pitts Insurance Company et la Cardinal Insurance Company, ont jusqu'à présent été admises à faire partie de la catégorie des "assureurs désignés" aux termes de la loi.

3. COMPTES À RECEVOIR

Au 31 mars 1986, d'après le registre comptable, les sommes à recevoir au titre des paiements effectués pour le compte de défendeurs non assurés en vertu des articles 4(5) et 5(6) de la Loi s'élevaient à 118,3 millions de dollars. De ce total, on estime à environ 94,4 millions le montant des créances irrécouvrables.

4. DEMANDES NON RÉGLÉES

Le montant des demandes qui n'avaient pas encore été réglées en date du 31 mars 1986 a été évalué à 11,8 millions de dollars. Les sommes à recevoir et le solde créditeur constatés pour le Fonds devraient lui permettre d'acquitter les obligations contractées pendant l'exercice clos le 31 mars 1986, sans qu'il doive faire appel aux subventions du Fonds de recettes consolidées, ainsi que le prévoit l'article 2(6) de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles.

ÉTATS DIVERS

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Pertes radiées des comptes pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Ministère	$
Revenu	16 417 781
Agriculture et Alimentation	4 034 432
Consommation et Commerce	3 977 687
Procureur général	3 083 499
Santé	1 055 930
Services sociaux et communautaires	966 881
Collèges et Universités	783 566
Richesses naturelles	297 236
Formation professionnelle	102 666
Logement	100 888
Transports et Communications	31 988
Services gouvernementaux	26 608
Environnement	7 501
Affaires municipales	1 464
Solliciteur général	1 363
Travail	1 121
Développement du Nord et des Mines	945
Industrie, Commerce et Technologie	730
Affaires civiques et culturelles	248
	30 892 534

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Remises de dettes d'un montant de 1 000 $ ou plus autorisées pendant l'exercice clos le 31 mars 1986

Ministère du Revenu	$
Hans Eckhard Weiss	
Droits de mutation immobilière	80 854
Ontario Blue Cross	
Taxe de vente au détail	80 543
Beretta Corporation Limited	
Droits de mutation immobilière	30 020
Campbell's Cabins and Trading Post	
Impôt foncier provincial	3 814
Dana Houser	
Taxe de vente au détail	1 675
	196 906

ÉTATS DIVERS

COMPTES À PAYER*

au 31 mars 1986

Ministère	1986	1985
	$	$
Transports et Communications	8 419 033	5 707 158
Services gouvernementaux	5 124 395	11 156 000
Santé	4 353 590	985 679
Richesses naturelles	3 480 310	1 043 189
Éducation	2 407 266	717 101
Procureur général	1 588 655	376 455
Agriculture et Alimentation	1 115 155	292 589
Environnement	1 022 650	1 773 402
Solliciteur général	439 523	194 557
Formation professionnelle	423 681	210 157
Affaires civiques et culturelles	352 995	127 514
Services sociaux et communautaires	345 417	740 061
Consommation et Commerce	261 390	36 376
Tourisme et Loisirs	247 716	703 476
Travail	232 862	94 121
Services correctionnels	180 995	223 532
Office de la Condition féminine	169 002	
Énergie	163 674	103 828
Trésor et Économie	137 313	206 119
Développement du Nord et des Mines	90 323	22 478
Collèges et Universités	76 006	2 520
Industrie, Commerce et Technologie	61 557	21 558
Bureau de l'Assemblée législative	48 779	90 994
Affaires intergouvernementales	42 529	36 853
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario	18 398	33 456
Affaires municipales	7 973	73 642
Bureau de l'ombudsman	7 317	401
Logement	5 092	47 082
Cabinet du premier ministre	4 132	
Bureau du Conseil des ministres	5 311	
Revenu	148	18 898
Secrétariat au développement des ressources		2 006
Total des comptes à payer	30 833 187	25 041 202

*Comptes-mémoires gardés à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des biens et services reçus et des paiements de transfert que l'on s'est engagé à effectuer au plus tard le 31 mars, mais qui n'ont pas été imputés sur les crédits autorisés pour l'exercice qui vient de s'achever.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR*

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Ministère du Logement		
Gouvernement du Canada		
Plan de développement du marché des logements locatifs Canada/Ontario	5 400 274	
Autres	70 604	
Programme ontarien de prêts pour la construction de logements locatifs	73 779 625	74 553 625
Programme ontarien d'accession à la propriété	59 482 075	67 299 515
Projet pilote de conversion des locaux locatifs non résidentiels	17 760 035	6 613 500
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	1 138 986	1 165 802
Programme de subventions et prêts d'encouragement	840 315	1 131 224
Divers	1 565 924	1 702 297
	160 037 838	152 465 963
Ministère du Revenu		
Impôt des compagnies	85 289 222	27 919 140
Taxe de vente au détail	35 000 006	30 745 454
Droits de mutation immobilière	5 169 396	3 009 478
Taxe sur le tabac	5 012 296	5 791 363
Droits de succession	2 462 720	6 783 607
Divers	3 584 896	2 736 156
	136 518 536	76 985 198
Ministère du Procureur général		
Amendes	60 879 759	57 227 608
Receveur général du Canada	2 564 894	1 400 900
Droits et redevances	349 440	246 763
Divers	38 356	732 730
	63 832 449	59 608 001
Ministère de la Santé		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario		
Primes versées directement	42 900 890	42 051 039
Primes collectives	12 918 309	15 002 967
Régime de médicaments de l'Ontario	2 980	30 545
Foyers pour soins spéciaux	4 087 511	4 281 774
Gouvernement du Canada	375 000	375 000
Divers	476 317	421 605
	60 761 007	62 162 930
Ministère des Affaires municipales		
Programme de revitalisation des centres-villes	53 264 052	52 274 496
Programme de revitalisation de la rue principale	5 813 675	6 622 836
Divers	575 591	528 646
	59 653 318	59 425 978
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Paiements en trop d'allocations familiales	33 909 834	30 663 000
Gouvernement du Canada	17 768 997	50 923 240
Divers	1 285 500	1 189 000
	52 964 331	82 775 240

*Comptes-mémoires à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des comptes qui étaient soit facturés, soit dus au 31 mars, et qui n'avaient toujours pas été recouvrés à la date de la clôture des comptes de l'exercice. Des renseignements pertinents sont également fournis sur les subventions qui ont été accordées dans le cadre de certains programmes d'aide importants et dont le remboursement pourrait être exigé à l'avenir, conformément aux conditions des divers programmes.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR — Suite

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	23 898 467	20 920 446
Divers	602 182	632 804
	24 500 649	21 553 250
Ministère de l'Environnement		
Municipalités – frais au titre des eaux usées et de l'approvisionnement en eau	16 480 465	14 755 796
Gouvernement du Canada		
Programme de construction de réseaux d'assainissement	3 120 000	7 209 236
Surveillance des Grands Lacs	966 004	
Autres		343 225
Divers	1 311 637	836 539
	21 878 106	23 144 796
Ministère des Collèges et Universités		
Aide financière aux étudiants de l'Ontario	18 303 866	15 304 875
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	2 568 988	3 034 680
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	422 375	
Divers	45 043	2 958
	21 340 272	18 342 513
Ministère des Richesses naturelles		
Comptes relatifs au bois de construction et aux mines	9 950 227	7 866 505
Gouvernement du Canada		
Programme de gestion des terres	1 290 263	606 654
Divers	501 425	1 610 567
	11 741 915	10 083 726
Ministère de l'Éducation		
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	11 357 541	1 973 020
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	87 435	755 179
Ministère des Affaires indiennes - écoles pour aveugles	30 715	211 077
Les ordinateurs dans l'enseignement		130 200
Direction de la gestion des systèmes d'informatique		55 275
Divers	54 577	35 131
	11 530 268	3 159 882
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Gouvernement du Canada		
Commission de l'assurance-récolte	7 337 200	881 431
Autres	112 108	100 537
Prêts bancaires garantis	1 338 032	1 095 204
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1 224 101	
Divers	923 650	745 029
	10 935 091	2 822 201

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR — Suite

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Ministère des Affaires civiques et culturelles		
Subventions remboursables		
Stade de la communauté urbaine de Toronto	6 601 182	7 141 909
Collection canadienne McMichael		850 000
Autres subventions	155 016	227 016
Gouvernement du Canada		
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les professeurs de langue	670 782	604 873
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les manuels d'enseignement des langues	152 178	71 382
Autres	17 503	
Vente de services	83 771	81 780
Remboursements de dépenses	25 108	815
	7 705 540	8 977 775
Ministère de la Formation professionnelle		
Gouvernement du Canada		
Caisse d'accroissement des compétences professionnelles	4 115 911	4 577 603
Divers	379 484	150 224
	4 495 395	4 727 827
Ministère du Solliciteur général		
Gouvernement du Canada		
Programme d'agents de police pour les bandes indiennes	2 673 228	2 148 421
Programme de restriction des armes à feu		483 840
Autres	431 446	219 121
Services contractuels de maintien de l'ordre dans les municipalités	619 593	
Divers	20 955	27 836
	3 745 222	2 879 218
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Gouvernement du Canada – MEER	3 409 975	1 891 669
Divers	1 370	6 044
	3 411 345	1 897 713
Ministère des Transports et des Communications		
Location et ventes de biens	1 573 120	51 246
Vente de matériaux, services et droits	1 483 038	1 471 293
	3 056 158	1 522 539
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Subventions remboursables au titre du Fonds d'aide aux exportations	940 840	699 914
Divers	208 186	2 162
	1 149 026	702 076
Ministère de l'Énergie		
Gouvernement du Canada		
Accord Canada-Ontario relatif au développement des techniques de la conservation de l'énergie et d'exploitation des énergies renouvelables	182 512	1 057 110
Société de l'énergie de l'Ontario	154 566	11 994
Divers	765 033	95 573
	1 102 111	1 164 677
Ministère des Services correctionnels		
Gouvernement du Canada	937 283	1 992 069
Comptes à recevoir au titre des établissements	77 291	104 259
Comptes à recevoir au titre des transactions entre ministères	32 774	1 335
Divers	3 537	2 119
	1 050 885	2 099 782

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR — Fin

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Ministère des Services gouvernementaux		
Gestion de biens immobiliers	300 060	269 625
Services d'informatique	263 218	177 365
Location de biens	94 256	134 690
Télécommunications	63 635	70 464
Services d'impression et papeterie	48 813	68 531
Gestion de la location de biens immobiliers	48 576	48 663
Publications du gouvernement	24 394	34 569
Stationnement	13 570	6 969
Autres	36 790	68 239
	893 312	879 115
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Gouvernement du Canada		
MEER	539 198	2 672 952
Autres	300	81 150
Divers	1 624	12 426
	541 122	2 766 528
Ministère du Travail		
Cour d'appel pour l'indexation des accidents du travail	314 078	
Gouvernement du Canada	16 927	18 014
Droits, permis et autorisations	6 222	44 460
Ventes – Autres	1 151	2 243
Divers	10 694	6 908
	349 072	71 625
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario		
Perfectionnement et formation du personnel	35 916	25 250
Services en français	6 380	11 547
Go-Temp – Pesonnel temporaire	2 158	
Divers	71 230	374
	115 684	37 171
Bureau de l'Assemblée législative		
Recouvrements de traitements et avantages sociaux	585	40 136
Traitement – Services de soutien aux députés	11 330	6 545
Divers	22 116	15 436
	34 031	62 117
Bureau du Conseil des ministres		
Divers	27 917	
Cabinet du premier ministre		
Divers	8 519	
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Divers	7 254	21 185
Ministère des Affaires intergouvernementales		
Divers	3 680	3 604
Bureau de l'ombudsman		
Divers		1 410
Total des comptes à recevoir	663 390 053	600 344 040

section 4

états des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Ministère	Crédits			Dépenses réelles			Dépenses réelles		
	votés	législatifs	Total	votées	prévues par la loi	Total	budgétaires	non budgétaires	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et culturelles	231,154,300	26,497	231,180,797	215,438,261	27,354	215,465,615	215,465,615		215,465,615
Affaires intergouvernementales	8,025,200	993	8,026,193	7,907,048	3,986	7,911,034	7,911,034		7,911,034
Affaires municipales	873,279,600		873,279,600	870,272,162	20,255	870,292,417	848,616,061	21,676,356	870,292,417
Agriculture et Alimentation	378,817,300	48,034,384	426,851,684	365,651,307	36,436,196	402,087,503	386,797,417	15,290,086	402,087,503
Bureau de l'Assemblée législative	51,990,700	1,305,900	53,296,600	46,937,698	1,312,709	48,250,407	48,250,407		48,250,407
Bureau du conseil des ministres	5,802,100		5,802,100	5,599,380		5,599,380	5,599,380		5,599,380
Bureau du directeur général des élections	562,300		562,300	529,917	24,496,832	25,026,749	25,026,749		25,026,749
Bureau du lieutenant-gouverneur	488,000		488,000	473,250		473,250	473,250		473,250
Bureau de l'ombudsman	6,052,000		6,052,000	6,052,000		6,052,000	6,052,000		6,052,000
Bureau du vérificateur provincial	4,944,100	82,200	5,026,300	4,783,473	85,170	4,868,643	4,868,643		4,868,643
Cabinet du premier ministre	2,555,800	37,334	2,593,134	1,847,615	45,991	1,893,606	1,893,606		1,893,606
Collèges et Universités	2,065,129,600	57,000	2,065,186,600	2,063,124,335	66,790	2,063,191,125	2,063,124,335	66,790	2,063,191,125
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario	198,257,100	25,504	198,282,604	19,844,944	26,572	19,871,516	19,871,516		19,871,516
Consommation et Commerce	125,813,200	15,578,197	141,391,397	124,292,856	6,800,906	131,093,762	124,326,645	6,767,117	131,093,762
Développement du Nord et des Mines	191,692,400	34,998	191,727,398	175,356,103	30,210	175,386,313	175,386,313		175,386,313
Éducation	3,491,139,500	1,325,497	3,492,464,997	3,487,701,508	1,323,832	3,489,025,340	3,487,743,599	1,281,741	3,489,025,340
Énergie	423,539,200	4,207	423,543,407	392,857,934	4,398	392,862,332	377,018,832	15,843,500	392,862,332
Environnement	377,641,100	2,333,384	379,974,484	349,144,895	3,602,845	352,747,740	315,310,839	37,436,901	352,747,740
Formation professionnelle	418,814,200	27,118	418,841,318	392,244,611	31,167	392,275,778	392,275,778		392,275,778
Industrie, Commerce et Technologie	104,354,800	33,884,998	138,239,798	98,433,181	42,387,611	140,820,792	85,220,792	55,600,000	140,820,792
Logement	257,949,600	39,303	257,988,903	239,471,984	31,377	239,503,361	233,552,833	5,950,528	239,503,361
Office de la Condition féminine	10,211,200		10,211,200	10,116,380		10,116,380	10,116,380		10,116,380
Procureur général	292,966,500	732,497	293,698,997	285,974,313	933,239	286,907,552	286,907,552		286,907,552
Revenu	694,069,700	6,861,784	700,931,484	676,537,258	7,531,802	684,069,060	683,981,891	87,169	684,069,060
Richesses naturelles	449,910,200	1,446,190	451,356,390	443,908,146	1,176,638	445,084,784	443,945,967	1,138,817	445,084,784
Santé	9,236,841,700	34,771,897	9,271,613,597	9,226,491,986	37,318,490	9,263,810,476	9,226,526,672	37,283,804	9,263,810,476
Secrétariat à l'administration de la justice	1,374,500	3,214	1,377,714	453,867	3,340	457,207	457,207		457,207
Secrétariat aux affaires sociales	3,492,400	4,207	3,496,607	982,428	3,340	985,768	985,768		985,768
Secrétariat au développement des ressources	1,172,700	3,214	1,175,914	390,096	3,340	393,436	393,436		393,436
Services correctionnels	286,656,200	25,504	286,681,704	282,624,523	6,078	282,630,601	282,630,532	69	282,630,601
Services gouvernementaux	448,710,700	212,495	448,923,195	435,605,287	305,165	435,910,452	435,773,049	137,403	435,910,452
Services socieux et communautaires	2,871,835,100	12,068,384	2,883,903,484	2,862,647,971	9,076,960	2,871,724,931	2,862,682,657	9,042,274	2,871,724,931
Solliciteur général	345,235,800	29,497	345,265,297	338,578,026	1,065,799	339,643,825	339,639,114	4,711	339,643,825
Tourisme et Loisirs	156,647,200	15,033,384	171,680,584	144,941,030	15,036,136	159,977,166	144,975,716	15,001,450	159,977,166
Transports et Communications	1,703,303,000	28,111	1,703,331,111	1,691,709,381	29,211	1,691,738,592	1,691,738,592		1,691,738,592
Travail	77,861,600	2,018,784	79,880,384	75,636,224	2,237,687	77,873,911	76,547,279	1,326,632	77,873,911
Trésor et Économie	525,147,300	3,832,427,497	4,357,574,797	423,920,118	3,845,230,985	4,269,151,103	3,985,230,225	283,920,878	4,269,151,103
Total pour les ministères	26,323,437,900	4,008,464,173	30,331,902,073	25,768,481,496	4,036,692,411	29,805,173,907	29,297,317,681	507,856,226	29,805,173,907

Note: Les redressements extraordinaires (507 826 773 $) ont été inclus dans le total des dépenses budgétaires.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-8

CONSERVATION DU PATRIMOINE 4-10

SOUTIEN AUX ARTS 4-12

SOUTIEN DES RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES 4-14

BIBLIOTHÈQUES ET INFORMATION COMMUNAUTAIRE 4-16

SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-18

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-8

SOMMAIRE 4-7

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-20

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
7 972 300	Administration du ministère	9 533 097	8 565 161
25 979 530	Conservation du patrimoine	31 135 000	30 859 375
78 452 644	Soutien aux arts	87 491 300	87 486 567
11 678 545	Soutien des relations civiques et multiculturelles	15 719 100	15 704 634
31 621 063	Bibliothèques et information communautaire	36 239 200	36 155 418
26 899 303	Subventions d'immobilisation et services régionaux	51 063 100	36 694 460
182 603 385	**Total pour le ministère**	231 180 797*	215 465 615
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
182 603 385	Total des dépenses budgétaires	231 180 797	215 465 615

*Comprend un mandat spécial de 76 400 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 042 000	217 500	1 259 500	Bureau principal	1 258 643
2	935 000	55 800	990 800	Services financiers	961 619
3	2 039 900	212 700	2 252 600	Fournitures et services de bureau	2 201 131
4	595 600	60 700	656 300	Services du personnel	619 574
5	1 994 800		1 994 800	Services d'information	1 197 620
6	263 000	43 400	306 400	Analyse et planification	306 367
7	210 500	139 400	349 900	Services juridiques	340 667
8	403 100	54 200	457 300	Services de vérification	428 701
9	1 047 800	191 200	1 239 000	Services de développement des systèmes	1 223 485
	8 531 700	974 900	9 506 600		8 537 807
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	27 354
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	
	8 558 197*	974 900	9 533 097	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 565 161

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 1 410 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3201

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	837 410
Avantages sociaux	146 860
Transports et communications	119 793
Services	78 736
Fournitures et matériel	75 844
	1 258 643
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	27 354
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	806 152
Avantages sociaux	103 785
Transports et communications	2 038
Services	18 999
Fournitures et matériel	30 645
	961 619
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	952 767
Avantages sociaux	163 037
Transports et communications	527 535
Services	268 532
Fournitures et matériel	341 260
	2 253 131
Moins : Recouvrements d'autres ministères	52 000
	2 201 131
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	466 179
Avantages sociaux	54 379
Transports et communications	51 158
Services	29 431
Fournitures et matériel	18 427
	619 574

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	645 964
Avantages sociaux	61 506
Transports et communications	65 739
Services	330 536
Fournitures et matériel	93 875
	1 197 620
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	234 364
Avantages sociaux	30 271
Transports et communications	4 695
Services	27 746
Fournitures et matériel	9 291
	306 367
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	28 651
Avantages sociaux	2 611
Transports et communications	1 319
Services	289 042
Fournitures et matériel	19 044
	340 667
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	345 003
Avantages sociaux	45 864
Transports et communications	7 338
Services	25 093
Fournitures et matériel	5 403
	428 701
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	259 444
Avantages sociaux	39 194
Transports et communications	27 503
Services	452 616
Fournitures et matériel	444 728
	1 223 485
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	8 565 161

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3202				**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**	
1	1 734 500	115 300	1 849 800	Archives publiques	1 842 936
2	29 285 200		29 285 200	Administration du patrimoine	29 016 439
	31 019 700*	115 300	31 135 000	TOTAL POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE	30 859 375

Description du programme :

Ce programme vise à rendre le grand public davantage conscient du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

*Comprend un mandat spécial de 8 460 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE— CRÉDIT 3202

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Archives publiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 389 604
Avantages sociaux	181 305
Transports et communications	30 449
Services	105 505
Fournitures et matériel	136 073
	1 842 936

Administration du patrimoine (Poste 2)		$
Traitements et salaires		2 070 414
Avantages sociaux		313 894
Transports et communications		243 520
Services		719 697
Fournitures et matériel		235 596
Paiements de transfert		
Subventions aux musées locaux — administrations municipales	1 859 848 $	
Subventions aux musées locaux — autres	790 088	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	149 418	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	89 200	
Subventions de soutien au patrimoine	524 697	
Subventions à la Fondation du patrimoine	1 570 000	
Subventions au Musée royal de l'Ontario	15 975 900	
Projet des loteries de l'Ontario — Campagne de remise en état et d'amélioration des immeubles	1 999 924	
Projet des loteries de l'Ontario — subventions aux administrations municipales	631 727	
Subventions au Projet des loteries de l'Ontario — autres	879 105	
Société historique multiculturelle	360 000	
Agence des loteries de l'Ontario et institutions à caractère multiculturel	926 500	
Centre des télécommunications de Brantford	100 000	25 856 407
		29 439 528
Moins : Recouvrements d'autres ministères		423 089
		29 016 439
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE		30 859 375

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3203				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ARTS**	
1	75 179 000	1 717 600	76 896 600	Développement culturel et établissements culturels	76 892 663
2	9 498 400	1 096 300	10 594 700	Centre des sciences de l'Ontario	10 593 904
	84 677 400*	2 813 900	87 491 300	TOTAL POUR LE SOUTIEN AUX ARTS	87 486 567

Description du programme :

Ce programme a pour objet de promouvoir l'excellence et d'encourager la participation aux activités culturelles et de servir de cadre au développement et à l'expansion dans les domaines social et économique à l'avenir, au niveau des groupes culturels et de l'ensemble de la population, afin de garantir le droit de libre expression et de créer un milieu progressiste dans lequel nous pourrons préserver notre patrimoine culturel, y avoir accès et rehausser la qualité de nos loisirs.

*Comprend un mandat spécial de 32 900 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ARTS — CRÉDIT 3203

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Développement culturel et établissements culturels (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 008 849
Avantages sociaux		146 256
Transports et communications		141 224
Services		519 863
Fournitures et matériel		216 909
Paiements de transfert		
Outreach Ontario — subventions aux organismes participants	584 599 $	
Subsides à l'industrie de l'édition	405 047	
Subventions à des fins culturelles	3 467 786	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	5 770 800	
Collection McMichael d'art canadien	1 204 700	
Jardins botaniques royaux	1 133 500	
Société CJRT-FM	1 104 300	
Conseil des arts de l'Ontario	24 817 000	
Office da la télécommunication éducative de l'Ontario	21 254 900	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	182 222	
Subventions au programme du projet de loteries de l'Ontario	3 989 989	
Centre des sciences de Sudbury	772 500	
Subventions aux festivals de films et de théâtre	119 600	
Rabais HALFBACK	244 574	
Agence de loteries de l'Ontario et institutions à caractère culturel	9 308 045	
Projets de développement de l'industrie cinématographique de l'Ontario	500 000	74 859 562
		76 892 663

Centre des sciences de l'Ontario (Poste 2)	$
Traitements et salaires	6 856 587
Avantages sociaux	1 065 505
Transports et communications	216 490
Services	1 008 803
Fournitures et matériel	1 446 519
	10 593 904
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ARTS	87 486 567

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3204				**PROGRAMME DE SOUTIEN DES RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES**	
1	10 746 100	1 089 900	11 836 000	Relations civiques	11 826 015
2	3 495 600	387 500	3 883 100	Services spéciaux aux autochtones	3 878 619
	14 241 700*	1 477 400	15 719 100	TOTAL POUR LE SOUTIEN DES RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES	15 704 634

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les nouveaux Ontariens, les autochtones et les groupes ethnoculturels à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, en tenant dûment compte des différences culturelles. Il vise à favoriser et à faciliter la préservation des valeurs culturelles et leur partage avec l'ensemble de la société, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis.

*Comprend un mandat spécial de 4 000 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

PROGRAMME DE SOUTIEN DES RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES — CRÉDIT 3204

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Relations civiques (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 282 963
Avantages sociaux		434 236
Transports et communications		255 849
Services		962 652
Fournitures et matériel		521 094
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	497 601 $	
Subventions aux cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens	1 128 800	
Subventions au programme du projet des loteries de l'Ontario	2 299 720	
Subventions pour l'intégration des nouveaux Ontariens	143 100	
Subventions aux services multiculturels	2 300 000	6 369 221
		11 826 015

Services spéciaux aux autochtones (Poste 2)		$
Traitements et salaires		983 428
Avantages sociaux		127 590
Transports et communications		228 911
Services		83 816
Fournitures et matériel		100 508
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	1 784 666 $	
Chiefs of Ontario	109 900	
Ontario Native Women's Association	199 300	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	260 500	2 354 366
		3 878 619
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN DES RELATIONS CIVIQUES ET MULTICULTURELLES		15 704 634

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3205				**PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMAITON COMMUNAUTAIRE**	
1	34 158 200	898 500	35 056 700	Services de bibliothèque	34 983 129
2	1 106 800	75 700	1 182 500	Information communautaire	1 172 289
	35 265 000*	974 200	36 239 200	TOTAL POUR LES BIBLIOTHÈQUES ET L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	36 155 418

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les connaissances spécialisées nécessaires, et d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

*Comprend un mandat spécial de 22 600 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE— CRÉDIT 3205

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services de bibliothèque (Poste 1)		$
Traitements et salaires		420 439
Avantages sociaux		66 214
Transports et communications		71 723
Services		163 308
Fournitures et matériel		73 138
Paiements de transfert		
Subventions aux bibliothèques publiques	30 559 366 $	
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques	18 000	
Subventions au programme du projet des loteries de l'Ontario — administrations municipales	2 277 407	
Subventions au programme du projet des loteries de l'Ontario — autres	339 534	
Fonds de développement des bibliothèques	994 000	
Programme d'alphabétisation	76 900	34 265 207
		35 060 029
Moins : Recouvrements d'autres ministères		76 900
		34 983 129

Information communautaire (Poste 2)		$
Traitements et salaires		41 425
Avantages sociaux		5 216
Transports et communications		1 286
Services		1 659
Fournitures et matériel		603
Paiements de transfert		
Subventions aux organismes participants	870 100 $	
Subventions au programme du projet des loteries de l'Ontario	252 000	1 122 100
		1 172 289
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE		36 155 418

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3206				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
1	49 155 600		49 155 600	Installations communautaires	34 805 829
2	1 527 500	380 000	1 907 500	Services régionaux	1 888 631
	50 683 100*	380 000	51 063 100	TOTAL POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	36 694 460

Description du programme :

Ce programme assure l'aide et l'orientation administratives nécessaires aux programmes d'immobilisation et de loteries du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

*Comprend un mandat spécial de 7 030 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES — Fin

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 3206

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Installations communautaires (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 119 782
Avantages sociaux		131 830
Transports et communications		147 188
Services		606 002
Fournitures et matériel		388 129
Acquisition/construction de biens matériels		754 628
Paiements de transfert		
Subventions de soutien culturel — immobilisations	535 477 $	
Débentures — versements au titre du capital et des intérêts	1 457 703	
Subventions aux loteries de l'Ontario: Subventions aux collectivités — administrations municipales	6 585 406	
Subventions aux loteries de l'Ontario: Subventions aux collectivités — autres	1 967 192	
Subventions pour Expérience 1985 — administrations locales	356 797	
Subventions pour Expérience 1985 — autres	2 388 560	
Subventions aux loteries de l'Ontario: Subventions provinciales	21 594 794	
Projets entrepris dans le domaine de l'énergie	320 748	35 206 677
		38 354 236
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 548 407
		34 805 829

Services régionaux (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 660 229
Avantages sociaux	207 838
Transports et communications	333 091
Services	73 365
Fournitures et matériel	5 683 901
	7 958 424
Moins : Recouvrements d'autres ministères	6 069 793
	1 888 631
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX	36 694 460

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET CULTURELLES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	604 873	673 142
Régime d'assistance publique du Canada — Services communautaires aux Indiens	187 010	485 398
Entente relative aux manuels d'enseignement des langues	156 304	199 218
	948 187	1 357 758
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entrées	1 639 659	1 893 626
Stationnement	171 281	171 197
	1 810 940	2 064 823
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions	62 242	271 483
Souvenirs et publications	34 608	34 322
Locations	8 597	16 878
Véhicules	5 375	3 200
Armoires de sûreté	2 265	13 853
Avantages en nature	2 164	1 897
Illustrations — Centre des sciences de l'Ontario		26 378
Autres	497	816
	115 748	368 827
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	1 565 644	1 704 649
Autres	8 309	2 585
	1 573 953	1 707 234
REDEVANCES		1 200
DIVERS		
Donation — Musée des arts céramiques George R. Gardiner		825 000
Intérêt sur les subventions de Lottario		179 661
Autres	23 920	20 068
	23 920	1 024 729
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4 472 748	6 524 571

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-24

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES 4-26

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-24

SOMMAIRE 4-23

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-28

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
1 306 673	Administration du ministère	1 460 593	1 402 691
7 358 710	Relations intergouvernementales	6 565 600	6 508 343
8 665 383	**Total pour le ministère**	8 026 193*	7 911 034
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 665 383	Total des dépenses budgétaires	8 026 193	7 911 034

*Comprend un mandat spécial de 1 980 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 042 900	416 700	1 459 600	Bureau principal	1 398 705
	1 042 900	416 700	1 459 600		1 398 705
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	2 977
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 009
	1 043 893*	416 700	1 460 593	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 402 691

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les services centraux nécessaires pour aider le ministère à atteindre ses objectifs.

*Comprend un mandat spécial de 263 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	916 580
Avantages sociaux	143 330
Transports et communications	82 665
Services	190 776
Fournitures et matériel	65 354
	1 398 705
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	2 977
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	1 009
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 402 691

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	1 343 400	227 100	1 570 500	Relations fédérales-provinciales	1 535 426
2	2 629 600	958 100	3 587 700	Relations internationales	3 586 624
3	834 200	573 200	1 407 400	Services du protocole	1 386 293
	4 807 200*	1 758 400	6 565 600	TOTAL POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ..	6 508 343

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des analyses, des avis et des services dans trois secteurs principaux: les relations de l'Ontario avec le gouvernement du Canada et les autres gouvernements provinciaux; les relations qu'entretient l'Ontario au niveau international et sa participation aux activités internationales menées par le gouvernement du Canada; et les services du protocole de la province et leurs fonctions.

*Comprend un mandat spécial de 1 717 000 $.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES — Fin

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Relations fédérales-provinciales (Poste 1)			$
Traitements et salaires			816 015
Avantages sociaux			97 484
Transports et communications			77 389
Services			47 958
Fournitures et matériel			53 068
Paiements de transfert			
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	426 012 $		
Institut des relations intergouvernementales	17 500		443 512
			1 535 426
Relations internationales (Poste 2)			
Traitements et salaires			780 249
Avantages sociaux			83 460
Transports et communications			301 194
Services			984 279
Fournitures et matériel			107 834
Paiements de transfert			1 334 382
			3 591 398
Moins : Recouvrements d'autres ministères			4 774
			3 586 624
Politique et activités			
Traitements et salaires		548 997 $	
Avantages sociaux		59 029	
Transports et communications		108 972	
Services		116 631	
Fournitures et matériel		27 037	
Paiements de transfert			
Fondation Asie-Pacifique	200 000 $		
Aide internationale aux sinistrés	1 089 382		
Pèlerinage de l'Association du Régiment écossais de Toronto aux cérémonies commémorant la libération de la Hollande	45 000	1 334 382	
		2 195 048	
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 774	2 190 274

Bureaux à l'étranger			$
Traitements et salaires		231 252 $	
Avantages sociaux		24 431	
Transports et communications		192 222	
Services		867 648	
Fournitures et matériel		80 797	1 396 350
			3 586 624
Services du protocole (Poste 3)			
Traitements et salaires			266 737
Avantages sociaux			26 886
Transports et communications			168 230
Services			834 235
Fournitures et matériel			77 399
Paiements de tranfert			
Bourse Pauline McGibbon		5 000 $	
Fondation canadienne de la fibrose kystique		2 000	
The Royal Visit Children Fund		10 000	17 000
			1 390 487
Moins: Recouvrements d'autres ministères			4 194
			1 386 293
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES			6 508 343

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Frais d'affrètement d'aéronefs pour la visite royale		23 034
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		7 143
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicule	13 983	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	10 834	4 928
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	24 817	35 105

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-32

PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE 4-34

AFFAIRES MUNICIPALES 4-38

COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA 4-40

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-32

SOMMAIRE 4-31

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-42

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-42

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
659 046	Administration du ministère	1 719 000	1 399 333
40 674 524	Planification communautaire	40 652 300	38 672 438
768 064 817	Affaires municipales	829 325 600	828 638 003
1 537 536	Commission de l'escarpement du Niagara	1 582 700	1 582 643
810 935 923	**Total pour le ministère**	873 279 600*	870 292 417
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
809 848 756	Total des dépenses budgétaires	852 182 600	848 616 061
1 087 167	Total des dépenses non budgétaires	21 097 000	21 676 356
810 935 923		873 279 600	870 292 417

*Comprend un mandat spécial de 378 200 000 $.

NOTE : Le ministère des Affaires municipales et le ministère du Logement ont été créés le 3 juillet 1985 en vertu des décrets 1773/85 et 1772/85, respectivement. Ces nouveaux ministères ont exercé les pouvoirs et les fonctions qui, jusqu'à cette date, relevaient du ministère des Affaires municipales et du Logement. Pour faciliter la présentation et la comparaison des données financières, celles-ci ont été redressées pour refléter les activités qui ont eu lieu pendant l'exercice tout entier. La somme affectée en 1985-1986 au ministère ds Affaires municipales et du Logement figure sous le titre ministère du Logement, avec indication des montants qui ont été transférés au ministère des Affaires municipales.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1		555 300			
		405 100*	960 400	Bureau principal	647 222
7		758 600*	758 600	Services juridiques	731 856
		1 719 000	1 719 000		1 379 078
L				Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	20 255
		1 719 000	1 719 000	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 399 333

Description du programme :

Ce programme, qui englobe les activités du ministre et du sous-ministre, a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère, et de fournir des services de soutien administratif opérationnel à tous les éléments du ministère.

*Transféré du ministère des Affaires municipales et du Logement en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 4101

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	367 232
Avantages sociaux	37 267
Transports et communications	52 893
Services	72 923
Fournitures et matériel	116 907
	647 222
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	20 255

Services juridiques (Poste 7)	$
Traitements et salaires	4 289
Transports et communications	11 991
Services	686 454
Fournitures et matériel	29 122
	731 856
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 399 333

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
4102				**PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE**	
1		533 400	533 400	Administration du programme	526 717
2		13 018 900	13 018 900	Administration des plans	12 340 537
3		762 300	762 300	Politiques de planification locale	740 048
4		17 874 800	17 874 800	Rénovation communautaire	17 638 058
5		4 221 300	4 221 300	Services consultatifs sur la planification communautaire	3 459 100
6		1 283 600	1 283 600	Recherche et projets spéciaux	1 273 060
7		2 958 000	2 958 000	Mise en oeuvre du Programme d'aménagement de la Commission de l'escarpement du Niagara	2 694 918
		40 652 300*	40 652 300	TOTAL POUR LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	38 672 438

Description du programme:

Ce programme a pour effet d'entretenir et d'utiliser un processus législatif permettant la réalisation des objectifs de la province, des municipalités et du secteur privé dans le domaine de la planification communautaire. Il encourage les responsables de la planification et du développement à adopter une approche globale tenant compte des besoins de la collectivité.

*Comprend deux montants, l'un de 31 194 300 $, transféré du ministère des Affaires municipales et du Logement, et l'autre de 2 958 000 $, transféré du Secrétariat au développement des ressources, dans les deux cas en vertu d'un Certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario. Le total comprend également un mandat spécial de 6 500 000 $ transféré du ministère des Affaires municipales et du Logement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 4102

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	378 666
Avantages sociaux	67 449
Transports et communications	23 257
Services	49 685
Fournitures et matériel	7 660
	526 717

Administration des plans (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 389 912
Avantages sociaux		476 600
Transports et communications		190 053
Services		314 488
Fournitures et matériel		176 778
Paiements de transfert		
Subventions d'aide au logement versées aux administrations locales		3 150
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets		7 789 556
		12 340 537

Politiques de planification locale (Poste 3)	
Traitements et salaires	380 227
Avantages sociaux	178 878
Transports et communications	14 564
Services	153 350
Fournitures et matériel	13 029
	740 048

Rénovation communautaire (Poste 4)		$
Traitements et salaires		787 983
Avantages sociaux		100 604
Transports et communications		93 688
Services		50 185
Fournitures et matériel		20 652
Paiements de transfert		
Programme de services communautaires pour l'amélioration des quartiers	220 077 $	
Programme d'amélioration des quartiers de l'Ontario	11 330 930	
Programme de rénovations des secteurs commerciaux	1 076 694	12 627 701
		13 680 813
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	117 976 $	
Programme de revitalisation des centres-villes de l'Ontario	1 805 113	1 923 089
Dépenses non budgétaires		
Prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		2 034 156
		17 638 058

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 4102 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services consultatifs sur la planification communautaire (Poste 5)		$
Traitements et salaires		1 367 016
Avantages sociaux		170 289
Transports et communications		210 437
Services		90 910
Fournitures et matériel		87 298
Paiements de transfert		
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	1 314 414 $	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	218 736	1 533 150
		3 459 100

Recherche et projets spéciaux (Poste 6)	$
Traitements et salaires	761 918
Avantages sociaux	109 861
Transports et communications	37 337
Services	300 395
Fournitures et matériel	63 549
	1 273 060

Mise en oeuvre du Programme d'aménagement de la Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 7)	
Traitements et salaires	121 950
Avantages sociaux	12 305
Transports et communications	14 880
Services	21 824
Fournitures et matériel	23 959
Paiements de transfert	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000
	2 694 918
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	38 672 438

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4105				**PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES**	
1	26 479 900	802 845 700	829 325 600	Affaires municipales	828 638 003
	26 479 900	802 845 700*	829 325 600	TOTAL POUR LES AFFAIRES MUNICIPALES	828 638 003

Description du programme :

Ce programme a pour objet de maintenir et développer les rapports entre la province et les municipalités, et de coordonner la répartition des responsabilités entre le gouvernement provincial et les administrations municipales. Il recommande les moyens financiers à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins municipaux, transfère des fonds provinciaux d'un montant suffisamment élevé pour servir d'appoint aux ressources municipales, et favorise l'établissement d'un système viable de prise de décisions au niveau local, notamment en aidant les municipalités à se doter de services capables d'administrer leurs affaires.

*Cette somme comprend un montant de 431 145 700 $ transféré du ministère des Affaires municipales et du Logement en vertu d'un certificate du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario. Elle comprend en outre un mandat spécial de 371 700 000 $ transféré du ministère des Affaires municipales et du Logement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES — CRÉDIT 4105

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Affaires municipales (Poste 1)		$
Traitements et salaires		8 340 319
Avantages sociaux		1 143 161
Transports et communications		1 031 042
Services		2 486 774
Fournitures et matériel		1 008 179
Paiements de transfert		
Municipalités		
Paiements en vertu de la Loi sur l'annexion de Brant à Brantford	200 000 $	
Paiements en vertu de la Loi sur l'annexion de Vespra à Barrie	598 315	
Subventions de l'Ontario non assorties de conditions	748 263 526	
Autres subventions	3 285 140	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	26 497 201	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	5 665 710	
Aide aux organismes publics chargés de secours aux sinistrés	2 761 772	
Services municipaux en français	299 857	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	488 000	
Paiements en vertu de la Loi sur l'annexion d'Innisfil à Barrie	1 900 000	
Programme municipal d'action positive	492 115	
Programme de vérification énergétique municipale	490 496	
Paiements pour la formation dans le domaine de l'administration municipale	849 775	
Programme Action municipale 1985	2 804 210	
Organisations municipales		
Association des municipalités de l'Ontario	100 000 $	
Association des secrétaires et trésoriers de l'Ontario	2 000	
Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario	1 500	
Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario	1 500	
Ontario Municipal Management Development Board	7 200	
Personnes		
Aide aux sinistrés	3 122 429	
Programme Emploi jeunesse Ontario	8 471 452	
Brigades Jeunesse Ontario	12 338 500	
Programme de carrières pour les jeunes de l'Ontario	76 631	
Programme d'emploi pour les jeunes de l'Ontario	25 828 765	
Programme de centres d'aide aux chômeurs	293 175	844 839 269
Autres paiements de transfert		
Aménagement des ports de plaisance et d'installations connexes	1 150 659 $	
Entente sur la transformation économique des collectivités	2 072 639	3 223 298
Autres opérations		
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains		17 377
Dépenses non budgétaires		
Prêts accordés en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	19 000 000 $	
Prêts accordés aux municipalités en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	642 200	19 642 200
		881 731 619
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		53 093 616
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES		828 638 003

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
4107				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA**	
1		51 000			
		1 531 700*	1 582 700	Commission de l'escarpement du Niagara	1 582 643
		1 582 700	1 582 700	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	1 582 643

Description du programme :

Faire le nécessaire pour que l'escarpement du Niagara et les terres avoisinantes gardent leur caractère de zone naturelle continue, et veiller à ce que seules les activités d'aménagement compatibles avec le milieu naturel soient entreprises, dans l'intérêt des habitants de l'Ontario.

*Transféré du Secrétariat au développement des ressources en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES — Fin

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA — CRÉDIT 4107

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 098 648
Avantages sociaux	130 813
Transports et communications	180 746
Services	156 455
Fournitures et matériel	31 731
	1 598 393
Moins : Recouvrements d'autres ministères	15 750
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	1 582 643

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	1 796 483	1 827 703
Programme de revitalisation des centres-villes — municipalités	849 067	1 968 054
Programme de revitalisation de la rue principale — municipalités	848 890	757 322
Rénovation urbaine — part des sommes recouvrées revenant à la province	188 788	216 311
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	44 000	
Subventions tenant lieu de taxes		113
	3 727 228	4 769 503
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 080	1 750
VENTES ET LOCATIONS	7 125	6 527
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	637 081	488 687
Action municipale 1985	119 960	
Programme d'amélioration des quartiers — municipalités	19 715	10 992
Autres	9 684	12 606
	786 440	512 285
DIVERS		
Intérêts gagnés sur le Programme Opération Logement	223 531	
Intérêts gagnés sur les programmes de revitalisation	15 691	62 601
Autres	1 495	934
	240 717	63 535
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4 762 590	5 353 600

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Prêts aux municipalités		
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	19 000 000	
Programme Opération Logement	8 436 900	10 455 373
Financement des travaux municipaux	5 446 997	5 508 262
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projects d'hiver	2 626 997	2 540 709
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emploi	844 700	786 700
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains, 1973	433 488	350 075
Programme fédéral-provincial de prêts garantis	206 700	193 500
	36 995 782	19 834 619
Autres prêts et dotations en capital		
Aide sous forme de crédits de taxes municipales et scolaires	353 026	341 596
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	37 348 808	20 176 215

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-46
COMMERCIALISATION ET NORMES AGRICOLES	4-50
TECHNOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	4-52
AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	4-56
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	4-46, 4-52, 4-56
SOMMAIRE	4-45
ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4-58
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	4-59
ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	4-59

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
14 067 566	Administration du ministère	17 564 384	16 320 428
31 012 188	Commercialisation et normes agricoles	30 315 700	28 637 966
137 373 608	Technologie, développement et services régionaux agricoles	155 074 200	136 486 811
145 408 523	Aide financière à l'agriculture	223 897 400	220 642 298
327 861 885	**Total pour le ministère**	426 851 684*	402 087 503
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
304 316 300	Total des dépenses budgétaires	401 651 684	386 797 417
23 545 585	Total des dépenses non budgétaires	25 200 000	15 290 086
327 861 885		426 851 684	402 087 503

*Comprend un mandat spécial de 52 650 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 533 700		2 533 700	Bureau principal	1 846 090
2	5 191 800		5 191 800	Services administratifs et financiers	5 120 565
3	740 900	55 800	796 700	Services du personnel	794 182
4	2 467 500	695 700	3 163 200	Services d'information	3 143 950
5	2 732 100		2 732 100	Analyse et planification	2 318 290
6	387 700	42 000	429 700	Services juridiques	410 904
7	403 100	40 600	443 700	Services de vérification	426 537
8	1 818 800	421 300	2 240 100	Services de développement des systèmes	2 225 224
	16 275 600	1 255 400	17 531 000		16 285 742
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
	16 308 984*	1 255 400	17 564 384	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 320 428

Description du programme :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 3 895 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		824 406
Avantages sociaux		106 040
Transports et communications		174 715
Services		334 005
Fournitures et matériel		120 883
Paiements de transfert		
Conseil canadien des cercles 4H	12 641 $	
Conseil canadien d'horticulture	11 500	
Exposition agricole de l'Ouest canadien	1 000	
Association des producteurs de fromage du centre de l'Ontario	500	
Collège "Royals"	1 150	
Société entomologique	500	
Concours international de labourage	1 500	
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario	5 000	
Association des Sociétés agricoles de l'Ontario	500	
Ontario Beef Cattle Performance Association	1 500	
Conseil des clubs d'éleveurs de lapins de l'Ontario	500	
Ontario Freezer Meat Association	50 000	
Association des éleveurs d'animaux à fourrure de l'Ontario	5 000	
Association horticole de l'Ontario	500	
Ontario Seed Growers' Association	12 000	
Association des éleveurs de moutons de l'Ontario	500	
Ontario Soil and Crop Association	57 000	
Ontario Swine Breeders' Association	500	
Foire d'hiver d'Ottawa	20 000	
Prix Prince de Galles	250	
Foire royale d'hiver, Toronto	100 000	
Association des producteurs de bétail du Sud-Ouest de l'Ontario	500	
Union culturelle des Franco-Ontariennes	3 500	286 041
		1 846 090

Crédits législatifs	$
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 187
Services administratifs et financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 033 683
Avantages sociaux	670 666
Transports et communications	695 063
Services	797 035
Fournitures et matériel	924 118
	5 120 565
Services du personnel (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 924 490
Avantages sociaux	160 648
Transports et communications	217 059
Services	156 400
Fournitures et matériel	29 708
	2 488 305
Moins : Recouvrements d'autres ministères : Brigades jeunesse Ontario	1 694 123
	794 182
Services d'information (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 437 026
Avantages sociaux	167 808
Transports et communications	455 399
Services	460 250
Fournitures et matériel	623 467
	3 143 950
Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 543 246
Avantages sociaux	225 549
Transports et communications	179 948
Services	198 108
Fournitures et matériel	171 439
	2 318 290

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	$
Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	8 615
Services	388 566
Fournitures et matériel	13 723
	410 904
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	333 879
Avantages sociaux	50 615
Transports et communications	13 627
Services	25 288
Fournitures et matériel	3 128
	426 537
Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	625 010
Avantages sociaux	81 990
Transports et communications	27 940
Services	1 392 198
Fournitures et matériel	98 086
	2 225 224
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 320 428

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES**	
1	11 688 400		11 688 400	Commercialisation et paiements de soutien du secteur	10 268 036
2	2 500 000		2 500 000	Promotion des terres agricoles ontariennes	2 276 915
3	14 510 800	1 616 500	16 127 300	Normes et qualité	16 093 015
	28 699 200*	1 616 500	30 315 700	TOTAL POUR LA COMMERCIALISATION ET LES NORMES AGRICOLES	28 637 966

Description du programme :

Ce programme contribue à maximiser les rendements financiers dans l'agriculture en Ontario en favorisant l'adoption de lois d'habilitation conçues pour permettre la commercialisation collective de produits agricoles répondant à des normes de qualité satisfaisantes, pour assurer l'expansion du commerce et de l'exportation des produits agricoles, et pour soutenir certains secteurs de l'agriculture.

*Comprend un mandat spécial de 6 980 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES — CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commercialisation et paiements de soutien du secteur (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 857 165
Avantages sociaux		334 117
Transports et communications		1 029 542
Services		2 091 111
Fournitures et matériel		314 571
Paiements de transfert		
Subventions au Programme de retrait de la production de raisin excédentaire	2 000 000 $	
Programme de plantation de pommiers	297 112	
Programme d'encouragement à la culture des asperges	206 398	
Programme de plantation d'arbres à fruits tendres	229 952	
Programme d'aide aux producteurs de crème	82 329	
Subventions aux vendeurs de grains dans le cadre du projet McKinlay	781 849	
Conseil ontarien du mais-grain	85 700	
Subventions fournies dans le cadre de l'aide aux ventes à l'exportation	341 458	
Associated Beef Breeders of Ontario	66 500	4 091 298
Autres opérations		
Bonifications d'intérêts en faveur de l'office de la mise en marché des produits de fruits tendres		50 232
Dépenses non budgétaires		
Prêt à la Commission de protection financière des producteurs de céréales		500 000
		10 268 036
Promotion des terres agricoles ontariennes (Poste 2)		
Services		1 676 401
Paiements de transfert		600 514
		2 276 915

Qualité et normes (Poste 3)		$
Traitements et salaires		10 444 058
Avantages sociaux		1 467 638
Transports et communications		1 319 745
Services		1 657 752
Fournitures et matériel		1 203 822
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux producteurs de petit-lait	1 294 531 $	
Programme ontarien d'aide à l'emballage et à l'entreposage	5 837 958	7 132 489
		23 225 504
Moins : Recouvrements d'autres ministères		7 132 489
		16 093 015
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES		28 637 966

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES**	
1	29 127 600	78 300	29 205 900	Services techniques, recherche et enseignement	29 159 349
2	15 349 200	1 525 500	16 874 700	Collèges de technologie agricole — Enseignement et recherche	16 824 129
3	9 737 100	1 226 000	10 963 100	Autres activités portant sur l'enseignement et la recherche	10 918 685
4	5 375 000	335 600	5 710 600	Soutien aux organisations rurales et agricoles	5 674 166
5	25 433 200		25 433 200	Amélioration des terres agricoles	21 274 742
6	12 500 000		12 500 000	Développement de la production de viande rouge	9 616 370
7	24 393 500	2 993 200	27 386 700	Services consultatifs	27 362 082
8	2 000 000		2 000 000	Projets de développement international	957 102
	123 915 600	6 158 600	130 074 200		121 786 625
L	25 000 000		25 000 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	14 686 800
L				Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	7 386
L				Fiducie horticole Richard Blake Palmer Loi sur l'administration financière	6 000
	148 915 600*	6 158 600	155 074 200	TOTAL POUR LA TECHNOLOGIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	136 486 811

Description du programme :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par des travaux de recherche portant sur l'agriculture, l'énergie et la médecine vétérinaire; en offrant un enseignement en vue de l'obtention de diplômes en technologie agricole, en gestion financière des exploitations agricoles et dans des secteurs connexes; par une assistance aux organisations rurales et agricoles; par des services consultatifs et techniques spécialisés; par une assistance à la bonification des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par des initiatives de développement industriel.

Le programme fournit également des services agronomiques aux pays en développement dans le cadre de projets internationaux de développement agricole exécutés en coopération avec d'autres gouvernements.

*Comprend un mandat spécial de 30 475 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services techniques, recherche et enseignement (Poste 1)		$
Traitements et salaires		516 544
Avantages sociaux		60 983
Transports et communications		111 508
Services		176 058
Fournitures et matériel		44 256
Paiements de transfert		
Université de Guelph:		
Enseignement portant sur l'agriculture	2 170 476 $	
Recherche — Institut ontarien de recherche agricole	19 250 760	
Services	2 428 764	
Formation clinique vétérinaire	1 800 000	
Programme ontarien d'amélioration du troupeau laitier	2 600 000	28 250 000
		29 159 349

Collèges de technologie agricole — Enseignement et recherche (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 890 239
Avantages sociaux	1 245 036
Transports et communications	701 136
Services	2 366 609
Fournitures et matériel	2 920 888
Acquisition/Construction de biens matériels	467 782
	17 591 690
Moins : Recouvrements d'autres ministères	767 561
	16 824 129

Autres activités portant sur l'enseignement et la recherche (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 415 112
Avantages sociaux	502 164
Transports et communications	315 847
Services	2 079 826
Fournitures et matériel	3 060 553
Acquisition/Construction de biens matériels	1 049 668
	11 423 170
Moins : Recouvrements d'autres ministères	504 485
	10 918 685

Crédits législatifs

Dépenses non-budgétaires	
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	7 386
Fiducie horticole Richard Blake Palmer	6 000

Soutien aux organisations rurales et agricoles (Poste 4)		$
Traitements et salaires		2 543 405
Avantages sociaux		410 694
Transports et communications		396 428
Services		454 743
Fournitures et matériel		478 452
Paiements de transfert		
Sociétés agricoles	925 998 $	
Sociétés horticoles	274 993	
Subventions aux projets d'amélioration du sol et des récoltes	110 201	
Autres subventions aux organisations rurales	79 252	1 390 444
		5 674 166

Amélioration des terres agricoles (Poste 5)		
Traitements et salaires		1 688 829
Avantages sociaux		207 635
Transports et communications		280 597
Services		722 080
Fournitures et matériel		608 326
Paiements de transfert		
Aide financière		
Projets de développement rural de l'Est de l'Ontario	165 204 $	
Projets de développement rural du Nord de l'Ontario	236 740	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	604 503	1 006 447 $

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 2103 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Amélioration des terres agricoles (Poste 5) — Suite			$
Paiements au titre de drainage			
Drainage par exutoires municipaux	8 751 757 $		
Drainage par exutoires municipaux dans l'Est de l'Ontario	651 103		
Drainage au moyen de tuyaux — Entente sur le développement rural du Nord de l'Ontario	3 232	9 406 092 $	
Préservation du sol et protection de l'environnement		2 221 779	12 634 318
			16 141 785
Autres opérations			
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et développement agricole		106 561	
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux		5 536 496	5 643 057
Dépenses non-budgétaires			
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalité			89 900
			21 874 742
Moins : Recouvrements d'autres ministères			600 000
			21 274 742

Crédits législatifs			$
Dépenses non-budgétaires			
Débentures pour le drainage agricole			14 686 800
Développement de la production de viande rouge (Poste 6)			
Traitements et salaires			1 063 659
Avantages sociaux			51 222
Transports et communications			149 456
Services			379 339
Fournitures et matériel			777 928
Paiements de transfert			
Programme de développement de la production de viande rouge		6 824 939 $	
Programme Agri-Nord		737 866	7 562 805
			9 984 409
Moins : Recouvrements d'autres ministères			368 039
			9 616 370
Services consultatifs (Poste 7)			
Traitements et salaires			15 734 708
Avantages sociaux			2 365 405
Transports et communications			2 534 622
Services			2 323 939
Fournitures et matériel			4 241 964
Acquisition/Construction de biens matériels			161 444
			27 362 082
Projets de développement international (Poste 8)			
Transports et communications			101 164
Services			471 371
Fournitures et matériel			55 951
Acquisition/Construction de biens matériels			328 616
			957 102
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES			136 486 811

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE**	
1	966 600	311 600	1 278 200	Politique de conservation des terres agricoles	1 276 772
2	7 711 200		7 711 200	Politique d'aide financière à l'agriculture	6 068 978
3	190 867 000	1 040 000	191 907 000	Soutien direct et paiements de stabilisation	191 595 224
	199 544 800	1 351 600	200 896 400		198 940 974
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, Loi sur l'administration financière	747 292
L	23 000 000		23 000 000	Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	20 954 032
	222 545 800*	1 351 600	223 897 400	TOTAL POUR L'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	220 642 298

Description du programme :

Ce programme fournit une aide financière au secteur agricole par divers moyens, notamment des ristournes sur l'impôt des exploitations agricoles, des garanties au crédit agricole, un plan de stabilisation des revenus agricoles et un régime d'assurance-récolte. Le programme représente également les intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des sols.

*Comprend un mandat spécial de 11 300 000 $.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION — Fin

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE — CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Politique de conservation des terres agricoles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	802 185
Avantages sociaux	90 321
Transports et communications	77 759
Services	203 515
Fournitures et matériel	102 992
	1 276 772

Politique d'aide financière à l'agriculture (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 460 374
Avantages sociaux	312 512
Transports et communications	565 178
Services	2 513 309
Fournitures et matériel	217 605
	6 068 978

Soutien direct et paiements de stabilisation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	100 999 991
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	14 426 052
Stabilisation des revenus agricoles	29 971 704
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	8 556 087
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	611 183
Logements pour les travailleurs saisonniers	658 260
Programme de stimulation pour la rentabilisation de l'énergie des serres	999 835
Subventions et subsides pour le bétail	351 244
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	52 710
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	43 100
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	280 961
Programme d'indemnisation contre la rage	321 630
Introduction et développement de certaines cultures	139 619
Réduction des taux d'intérêt pour les fermes familiales	34 163 205
Indemnisation des dégâts causés par les orages	478 324
Assistance temporaire	48 942
	192 102 847
Moins : Recouvrements d'autres ministères	507 623
	191 595 224
Crédits législatifs	
Paiements au titre de prêts bancaires garantis	747 292
Subventions à la caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	20 954 032
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	220 642 298

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Subventions relatives aux primes d'assurance-récolte	14 498 263	24 984 576
Agence canadienne de développement international	832 000	425 000
Coûts des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	333 222	434 511
Formation de la main-d'oeuvre agricole	107 617	210 138
Programme d'indemnisation contre la rage	103 786	66 652
Travaux pour les clubs 4H	89 310	55 667
Contribution au programme en français	40 500	
Programme fédéral de recherche — Essais de pesticides	23 200	47 722
	16 027 898	26 224 266
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Analyse du bétail de boucherie	702 439	544 665
Classement des tomates selon la qualité	519 040	1 387 788
Agricrew	216 805	230 622
Programme d'hiver Expérience	175 701	96 921
Classement des fruits et légumes selon la qualité	155 171	181 235
Programme des jeunes agriculteurs	68 669	75 319
Agence canadienne de développement international	59 961	
Cours d'agriculture	34 300	26 015
Groupe de travail sur le vin et le raisin	25 000	
Contributions des municipalités — Services vétérinaires dans des zones designées		25 414
Services alimentaires		16 705
Autres	13 106	22 331
	1 970 192	2 607 015
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services vétérinaires fournis dans le cadre de divers programmes	737 207	648 001
Analyse des produits laitiers pour les producteurs et entreprises de transformation	632 998	641 911
Frais de scolarité versés à des Collèges de technologie agricole	357 890	381 643
Droits d'entrée dans les musées	86 681	104 656
Négociants en grains	33 825	9 775
Drainage au moyen de tuyaux	33 725	34 590
Tests sur les porcs	28 046	41 142
Permis de vente de bétail à l'encan	20 280	20 040
Loi sur les médicaments pour le bétail	14 780	14 815
Tests sur les moutons	13 801	16 245
Autres	91 926	115 736
	2 051 159	2 028 554
VENTES ET LOCATIONS		
Bétail	1 138 371	1 195 043
Hébergement des étudiants inscrits dans des collèges d'agriculture	686 415	748 506
Propriété utilisée dans le cadre des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	572 206	1 230 214
Location de terres de la Couronne	566 340	890 693
Fruits et légumes	287 098	287 262
Échantillons pour étalonnage des appareils de contrôle du lait	91 297	104 595
Véhicules	73 827	58 665
Services de traiteur dans le musée	50 878	56 437
Publications et livres de cours	42 998	42 364
Boutique de cadeaux de musée	18 741	22 073
Autres	42 895	35 977
	3 571 066	4 671 829

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
REDEVANCES	1 213	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop au titre de subventions	379 976	522 083
Programmes de prêt bancaire garantis	101 602	98 574
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	28 628	13 059
Remboursement de subventions		1 515 213
Autres	42 003	136 661
	552 209	2 285 590
DIVERS	80 283	89 880
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	24 254 020	37 907 134

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Remboursement des municipalités au titre de drainage agricole	22 248 312	20 175 853
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	12 782 496	23 913 920
Prêts pour le drainage agricole pour les territoires non érigés en municipalités	104 649	81 486
Office de la mise en marché des produits de fruits tendres	90 000	90 000
Associations coopératives	38 200	43 700
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	35 263 657	44 304 959

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Legs et bourses	6 255	4 857
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 238	12 222
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	11 493	17 079

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-64

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-64

SOMMAIRE 4-63

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-68

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
34 346 945	Bureau de l'Assemblée législative	53 296 600	48 250 407
34 346 945	**Total pour le Bureau de l'Assemblée législative**	53 296 600	48 250 407
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
34 346 945	Total des dépenses budgétaires	53 296 600	48 250 407

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de régie interne	Total		
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	543 900		543 900	Bureau du président de l'Assemblée législative	417 599
2	1 042 800		1 042 800	Bureau du greffier	1 009 265
3	2 610 800		2 610 800	Hansard	2 605 622
4	8 111 400	(21 527)	8 089 873	Ressources à engager aux fins de la session	7 996 065
5	9 569 700		9 569 700	Indemnités versées aux députés	9 242 622
6	12 363 300		12 363 300	Services de soutien aux députés	8 758 888
7	5 844 400		5 844 400	Services de soutien aux groupes parlementaires	5 598 839
8	2 792 000		2 792 000	Administration	2 619 288
9	1 762 800		1 762 800	Bureaux de circonscription	1 707 710
10	3 558 400		3 558 400	Commission sur les contributions et les dépenses électorales	3 411 655
11	3 791 200		3 791 200	Bibliothèque de l'Assemblée législative	3 570 145
	51 990 700	(21 527)	51 969 173		46 937 698
L	85 400		85 400	Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Ontario	70 682
L	1 220 500	21 527	1 242 027	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	1 242 027
	53 296 600		53 296 600	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	48 250 407

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur les contributions et les dépenses électorales et de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Ontario. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds de recettes consolidées (Ontario).

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — Suite

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	$
Traitements et salaires	196 811
Avantages sociaux	23 256
Transports et communications	37 777
Services	63 321
Fournitures et matériel	89 260
Paiements de transfert	
Subventions à l'Association parlementaire	7 174
	417 599

Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	813 028
Avantages sociaux	123 596
Transports et communications	30 166
Services	39 208
Fournitures et matériel	29 600
	1 035 598
Moins : Recouvrements d'autres activités	26 333
	1 009 265

Hansard (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 650 776
Avantages sociaux	218 329
Transports et communications	98 112
Services	165 755
Fournitures et matériel	472 650
	2 605 622

Ressources à engager aux fins de la session (Poste 4)	
Traitements et salaires	75 621
Avantages sociaux	25 645
Transports et communications	1 792 991
Services	2 443 907
Fournitures et matériel	3 539 934
Paiements de transfert	
Subventions au Programme de stages de l'Assemblée législative	126 880
	8 004 978
Moins : Recouvrements d'autres activités	8 913
	7 996 065

Indemnités versées aux députés (Poste 5)	$
Traitements et salaires	7 237 191
Avantages sociaux	285 727
Transports et communications	1 719 704
	9 242 622

Services de soutien aux députés (Poste 6)	
Traitements et salaires	8 115 796
Avantages sociaux	872 385
	8 988 181
Moins : Recouvrements d'autres activités	229 293
	8 758 888

Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 319 954
Avantages sociaux	474 613
Transports et communications	210 852
Services	885 423
Fournitures et matériel	722 483
	5 613 325
Moins : Recouvrements d'autres activités	14 486
	5 598 839

Administration (Poste 8)	
Traitements et salaires	2 181 858
Avantages sociaux	294 391
Transports et communications	45 286
Services	225 639
Fournitures et matériel	570 951
	3 318 125
Moins : Recouvrements d'autres activités	698 837
	2 619 288

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — Fin

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 1101 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureaux de circonscription (Poste 9)	$
Transports et communications	549 035
Services	1 053 194
Fournitures et matériel	105 481
	1 707 710
Commission sur les contributions et les dépenses électorales (Poste 10)	
Traitements et salaires	411 079
Avantages sociaux	38 600
Transports et communications	24 887
Services	2 906 140
Fournitures et matériel	48 858
	3 429 564
Moins : Recouvrements d'autres activités	17 909
	3 411 655
Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 11)	
Traitements et salaires	2 377 835
Avantages sociaux	341 349
Transports et communications	28 880
Services	233 238
Fournitures et matériel	591 796
	3 573 098
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 953
	3 570 145

Crédits législatifs		$
Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Ontario		
Traitements et salaires		44 501
Avantages sociaux		1 746
Transports et communications		1 209
Services		3 213
Fournitures et matériel		20 013
		70 682
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative		
Contribution gouvernementale égale à celle des députés	481 448 $	
Prestations supplémentaires	760 579	1 242 027
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE		48 250 407

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	526	12 445
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	9 345	63 361
VENTES ET LOCATIONS	1 387	5 508
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	75 954	63 434
DIVERS	7 916	878
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	95 128	145 626

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-72

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-74

SOMMAIRE 4-71

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-76

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
1 556 394	Bureau du Conseil des ministres	3 529 400	3 389 919
1 703 081	Affaires francophones	2 272 700	2 209 461
3 259 475	**Total pour le Bureau du Conseil des ministres**	5 802 100*	5 599 380
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 259 475	Total des dépenses budgétaires	5 802 100	5 599 380

*Comprend un mandat spécial de 400 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	1 510 900	1 886 200	3 397 100	Bureau principal	3 303 377
2	128 300	4 000	132 300	Leader parlementaire	86 542
	1 639 200*	1 890 200	3 529 400	TOTAL POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	3 389 919

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des services, y compris les services de secrétariat et de liaison fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités, et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

*Comprend un mandat spécial de 200 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — Suite

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 324 357
Avantages sociaux	534 580
Transports et communications	43 476
Services	316 955
Fournitures et matériel	84 009
	3 303 377

Leader parlementaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	70 417
Avantages sociaux	6 170
Transports et communications	1 155
Services	6 890
Fournitures et matériel	1 910
	86 542
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	3 389 919

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	1 864 400		1 864 400	Coordination des Affaires francophones .	1 809 933
2	402 700	5 600	408 300	Conseil des affaires franco-ontariennes . .	399 528
	2 267 100*	5 600	2 272 700	TOTAL POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	2 209 461

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer la politique du gouvernement de l'Ontario en ce qui a trait aux services et aux activités en français, et de coordonner et surveiller leur mise en oeuvre dans les ministères. Il vise en outre à maximiser la participation des Franco-Ontariens au processus de prise de décision du gouvernement provincial en conseillant les ministres sur toute question concernant les Franco-Ontariens.

*Comprend un mandat spécial de 200 000 $.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — Fin

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES — CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	$
Traitements et salaires	550 854
Avantages sociaux	86 096
Transports et communications	41 187
Services	408 399
Fournitures et matériel	29 797
Paiements de transfert	
Programme des services en français	693 600
	1 809 933

Conseil des affaires franco-ontariennes (Poste 2)	$
Traitements et salaires	228 822
Avantages sociaux	30 709
Transports et communications	68 356
Services	61 832
Fournitures et matériel	9 809
	399 528
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	2 209 461

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
VENTES ET LOCATIONS	1 512	580
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	312	19
RECETTES DIVERSES		
Affectation provisoire d'employés à la Société du stade de l'Ontario Limitée	90 617	
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	92 441	599

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-80

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-80

SOMMAIRE 4-79

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-82

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
2 171 201	Bureau du directeur général des élections	562 300	25 026 749
2 171 201	**Total pour le Bureau du directeur général des élections**	562 300*	25 026 749
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 171 201	Total des dépenses budgétaires	562 300	25 026 749

*Comprend un mandat spécial de 200 000 $.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	562 300		562 300	Bureau du directeur général des élections	529 917
	562 300		562 300		529 917
L				Loi électorale	24 496 832
	562 300*		562 300	TOTAL POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	25 026 749

Description du programme :

Le Bureau du directeur général des élections fonctionne sous la direction du Directeur général des élections et organise toute élection provinciale au poste de député à l'Assemblée législative, conformément à la Loi électorale de l'Ontario.

Le Bureau coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, s'occupe de la location des locaux nécessaires et assure l'approvisionnement en matériel et en fournitures de tous les bureaux de vote lors d'une élection. En outre, il dirige et supervise les activités du Bureau de scrutin local dans chacune des 125 circonscriptions électorales.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en diffusant et en publiant des renseignements d'ordre historique sur les élections, les assemblées législatives, les conseils des ministres et les candidats politiques de la province.

*Comprend un mandat spécial de 200 000 $.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — Fin

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	$
Traitements et salaires	473 370
Avantages sociaux	56 547
	529 917
Crédits législatifs	
Loi électorale	24 496 832
TOTAL POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	25 026 749

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Détachement — Directeur général des élections	28 580	4 372
DIVERS		
Dépôts de déclaration de candidature	16 000	
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	44 580	4 372

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIERES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 4-86

SOMMAIRE 4-85

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
428 747	Bureau du lieutenant-gouverneur	488 000	473 250
428 747	**Total pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	488 000*	473 250
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
428 747	Total des dépenses budgétaires	488 000	473 250

*Comprend un mandat spécial de 100 000 $.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	405 300	82 700	488 000	Bureau du lieutenant-gouverneur	473 250
	405 300*	82 700	488 000	TOTAL POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR . .	473 250

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 100 000 $.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — Fin

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau du lieutenant-gouverneur(Poste 1)	$
Traitements et salaires	291 598
Avantages sociaux	28 026
Transports et communications	41 320
Services	2 458
Fournitures et matériel	11 450
Autres opérations	
Provision pour imprévus	98 398
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	473 250

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'OMBUDSMAN 4-92

SOMMAIRE 4-91

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-94

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
5 875 000	Bureau de l'ombudsman	6 052 000	6 052 000
5 875 000	**Total pour le Bureau de l'ombudsman**	6 052 000*	6 052 000
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 875 000	Total des dépenses budgétaires	6 052 000	6 052 000

*Comprend un mandat spécial de 1 500 000 $.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN**	
1	6 052 000		6 052 000	L'Ombudsman	6 052 000
	6 052 000*		6 052 000	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'OMBUDSMAN	6 052 000

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un "organisme gouvernemental" et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par "organisme gouvernemental", on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

*Comprend un mandat spécial de 1 500 000 $.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN — Fin

PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN — CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

L'Ombudsman (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 889 850
Avantages sociaux	547 275
Transports et communications	341 348
Services	887 229
Fournitures et matériel	386 298
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN	6 052 000

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
VENTES ET LOCATIONS		
Location de bureaux	4 780	
Vente de rapports	600	600
	5 380	600
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 446	273
DIVERS		
Intérêts	5 415	6 388
Autres	2 454	1 954
	7 869	8 342
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	15 695	9 215

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI 4-98

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-98

SOMMAIRE 4-97

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
3 893 185	Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	5 026 300	4 868 643
3 893 185	**Total pour le Bureau du vérificateur provincial**	5 026 300*	4 868 643
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 893 185	Total des dépenses budgétaires	5 026 300	4 868 643

*Comprend un mandat spécial de 1 126 000 $.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI**	
1	4 944 100		4 944 100	Bureau du vérificateur provincial	4 783 473
	4 944 100		4 944 100		4 783 473
L	82 200		82 200	Traitement versé au vérificateur provincial en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics	85 170
	5 026 300*		5 026 300	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	4 868 643

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur procincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

*Comprend un mandat spécial de 1 126 000 $.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL — Fin

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI — CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 619 889
Avantages sociaux	523 013
Transports et communications	159 033
Services	212 223
Fournitures et matériel	228 890
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	40 425
	4 783 473
Crédits législatifs	
Traitement versé au vérificateur provincial	85 170
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATION PRÉVUES PAR LA LOI	4 868 643

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-104

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-104

SOMMAIRE 4-103

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-106

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
2 810 455	Cabinet du premier ministre	2 593 134	1 893 606
2 810 455	**Total pour le Cabinet du premier ministre**	2 593 134*	1 893 606
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 810 455	Total des dépenses budgétaires	2 593 134	1 893 606

*Comprend un mandat spécial de 650 000 $.

CABINET DU PREMIER MINISTRE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 555 800		2 555 800	Cabinet du premier ministre	1 847 615
	2 555 800		2 555 800		1 847 615
L	36 341		36 341	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif .	37 759
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 232
	2 593 134*		2 593 134	TOTAL POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	1 893 606

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef de gouvernement.

*Comprend un mandat spécial de 650 000 $.

CABINET DU PREMIER MINISTRE — Fin

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Cabinet du premier ministre (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 138 153
Avantages sociaux	192 069
Transports et communications	306 185
Services	168 510
Fournitures et matériel	42 698
	1 847 615
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre	37 759
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 232
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	1 893 606

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Bureau du représentant spécial chargé des pluies acides	7 787	
VENTES ET LOCATIONS		1 100
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	89	1 517
DIVERS	468	239
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	8 344	2 856

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AIDE AUX UNIVERSITÉS 4-110

AIDE AUX COLLÈGES 4-112

AFFAIRES ÉTUDIANTES 4-114

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-116

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-112, 4-114

SOMMAIRE 4-109

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-118

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-118

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
1 287 587 930	Aide aux universités	1 357 472 500	1 357 222 207
505 747 344	Aide aux collèges	557 179 400	556 808 893
141 028 727	Affaires étudiantes	149 990 300	148 872 602
	Administration du ministère	544 400	287 423
1 934 364 001	**Total du ministère**	2 065 186 600*	2 063 191 125
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 934 255 648	Total des dépenses budgétaires	2 065 129 600	2 063 124 335
108 353	Total des dépenses non budgétaires	57 000	66 790
1 934 364 001		2 065 186 600	2 063 191 125

*Comprend un mandat spécial de 450 000 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS**	
1	1 346 434 300	10 608 600	1 357 042 900	Aide provinciale aux universités	1 356 803 690
2	400 700	28 900	429 600	Conseil ontarien des affaires universitaires	418 517
	1 346 835 000*	10 637 500	1 357 472 500	TOTAL POUR L'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 357 222 207

Description du programme :

Ce programme a pour objet de financer les universités et d'élaborer des politiques concernant leurs activités dans tout l'Ontario, pour que le gouvernement puisse étudier les besoins éducatifs des résidents de la province admissibles à l'université.

*Comprend un mandat spécial de 283 720 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS — CRÉDIT 3301

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Aide provinciale aux universités (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 174 680
Avantages sociaux		161 064
Transports et communications		63 074
Services		62 558
Fournitures et matériel		37 542
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement	1 244 830 420 $	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	9 427 550	
Débentures — Versements échelonnés au titre du principal et des intérêts	80 914 033	
Subventions pour les projets d'immobilisations	53 355 728	1 388 527 731
		1 390 026 649
Moins : Recouvrements d'autres ministères		33 222 959
		1 356 803 690

Conseil ontarien des affaires universitaires (Poste 2)	$
Traitements et salaires	226 300
Avantages sociaux	7 935
Transports et communications	64 523
Services	66 874
Fournitures et matériel	52 885
	418 517
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 357 222 207

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3302				**PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES**	
1	554 253 300	154 700	554 408 000	Aide aux collèges d'arts appliqués et de technologie	554 203 095
2	1 982 000	84 100	2 066 100	Écoles pour les aides-infirmiers	1 915 862
3	431 100	214 200	645 300	Conseil des gouverneurs des collèges de l'Ontario	620 461
4	60 000		60 000	Commission des relations de travail dans les collèges	43 312
	556 726 400	453 000	557 179 400		556 782 730
L				Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	26 163
	556 726 400*	453 000	557 179 400	TOTAL POUR L'AIDE AUX COLLÈGES	556 808 893

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et au fonctionnement des écoles régionales pour les aides-infirmiers, et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 155 555 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES — CRÉDIT 3302

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Aide aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 514 728
Avantages sociaux		298 572
Transports et communications		144 237
Services		901 240
Fournitures et matériel		282 394
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	507 799 508 $	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	4 891 000	
Débentures — versements échelonnés au titre du principal et des intérêts	28 871 416	
Subventions pour les projets d'immobilisations	17 963 462	559 525 386
		563 666 557
Moins : Recouvrements d'autres ministères		9 463 462
		554 203 095
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Écoles privées de formation professionnelle		26 163
Écoles pour les aides-infirmiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 619 934
Avantages sociaux		198 908
Transports et communications		24 039
Services		19 015
Fournitures et matériel		53 966
		1 915 862

Conseil des gouverneurs des collèges de l'Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	133 139
Avantages sociaux	12 585
Transports et communications	57 179
Services	410 169
Fournitures et matériel	7 389
	620 461
Commission des relations de travail dans les collèges (Poste 4)	
Transports et communications	7 472
Services	30 996
Fournitures et matériel	4 844
	43 312
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES	556 808 893

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3303				**PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES**	
1	149 694 300	239 000	149 933 300	Aide aux étudiants	148 831 975
	149 694 300	239 000	149 933 300		148 831 975
L	57 000		57 000	Bourses de la reine Elizabeth II, Loi sur l'administration financière	40 627
	149 751 300*	239 000	149 990 300	TOTAL POUR LES AFFAIRES ÉTUDIANTES	148 872 602

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements postsecondaires admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux éléments particulièrement doués, pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

*Comprend un mandat spécial de 10 725 000 $.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES — CRÉDIT 3303

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Aide aux étudiants (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 467 893
Avantages sociaux		314 782
Transports et communications		80 044
Services		1 548 201
Fournitures et matériel		556 117
Paiements de transfert		
Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario	134 023 120 $	
Bourses d'études supérieures	8 132 936	
Bourses d'échange Ontario/Québec	62 563	
Programmes de langue seconde	1 629 319	
Bourses de perfectionnement Sir John A. Macdonald	17 000	143 864 938
		148 831 975
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Bourses de la reine Elizabeth II		40 627
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES		148 872 602

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3304				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	544 400		544 400	Bureau principal	287 423
	544 400		544 400	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	287 423

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère d'atteindre ses objectifs.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS — Fin

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3304

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	141 803
Avantages sociaux	16 108
Transports et communications	18 292
Services	70 332
Fournitures et matériel	40 888
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	287 423

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	6 687 623	9 966 961
Régime canadien de prêts aux étudiants - Frais de traitement	1 746 802	1 414 914
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	664 151	1 789 385
	9 098 576	13 171 260
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Effectués par d'autres provinces au titre de la formation d'étudiants en optométrie à l'Université de Waterloo	240 932	320 545
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Aides-infirmiers	128 673	135 476
Inscription dans des écoles privées de formation professionnelle	30 177	32 070
Évaluation des cours	2 200	2 290
Certificat de vendeur	1 850	890
	162 900	170 726
VENTES ET LOCATIONS	379	217
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses d'étude et de perfectionnement et aide financière accordées aux étudiants	7 066 153	5 801 833
Autres	5 316	34 063
	7 071 469	5 835 896
DIVERS	2 902	527
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	16 577 158	19 499 171

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Bourses de la reine Elizabeth II — Intérêts	39 372	80 000
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	40 000	48 177
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	79 372	128 177

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-122

ANALYSE ET ÉLABORATION DES POLITIQUES 4-124

VÉRIFICATION - PERSONNEL 4-126

RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS 4-128

SERVICES GOUVERNEMENTAUX DU PERSONNEL 4-130

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-122

SOMMAIRE 4-121

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-132

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
4 085 937	Administration du ministère	181 532 504	4 460 040
10 688 239	Analyse et élaboration des politiques	13 121 600	12 117 901
355 480	Vérification - personnel	403 000	402 800
652 904	Relations avec les employés	892 000	783 101
950 594	Services gouvernementaux du personnel	2 333 500	2 107 674
16 733 154	**Total pour le Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario**	198 282 604*	19 871 516
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
16 733 154	Total des dépenses budgétaires	198 282 604	19 871 516

*Comprend un mandat spécial de 5 640 000 $.

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 345 200		1 345 200	Bureau principal	1 323 740
2	185 500	39 300	224 800	Personnel	224 590
3	2 719 300	170 000	2 889 300	Administration : autres postes	2 885 138
4	177 047 700		177 047 700	Imprévus**	
	181 297 700	209 300	181 507 000		4 433 468
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 572
	181 323 204*	209 300	181 532 504	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 460 040

Description du programme :

Fournit au secrétariat du Conseil de gestion et au personnel de la Commission de la fonction publique l'orientation d'ensemble et le soutien administratif dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs sur le plan du fonctionnement et coordonner leurs activités. Ce programme sert également à évaluer le coût des traitements et avantages sociaux des fonctionnaires gouvernementaux.

*Comprend un mandat spécial de 1 279 000 $.

**Le budget des dépenses a été établi en tenant compte du coût des révisions des traitements et des avantages sociaux qui seront probablement approuvées au cours de l'exercice 1985-1986. Il n'a cependant pas été possible de ventiler les dépenses prévisionnelles entre les divers programmes et activités de chaque ministère. Le coût brut prévu des traitements et avantages sociaux figure donc sous le titre 'Imprévus'.

Au fur et à mesure que l'on a approuvé les révisions et engagé les coûts en question, ces derniers n'ont pas été imputés au poste "Imprévus" mais plutôt aux divers crédits et postes auxquels ils correspondaient. Par conséquent, aucune dépense imputée sur cette affectation ne figure sous le titre "Imprévus". Ces dépenses ayant dépassé les affectations du budget prévisionnel, des décrets du Conseil de gestion du gouvernement représentant un total de 169 142 800 $ ont été approuvés. Ce montant s'entend net de toute sous-utilisation de crédit pour chaque activité.

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	866 090
Avantages sociaux	118 737
Transports et communications	61 319
Services	153 964
Fournitures et matériel	76 330
Paiements de transfert	
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	47 300
	1 323 740
Crédits législatifs	
Traitement du ministre	26 572
Personnel (Poste 2)	
Traitements et salaires	175 650
Avantages sociaux	34 116
Transports et communications	4 913
Services	7 488
Fournitures et matériel	2 423
	224 590

Administration : autres postes (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 579 570
Avantages sociaux	255 222
Transports et communications	207 408
Services	670 620
Fournitures et matériel	172 318
	2 885 138
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 460 040

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
502				**PROGRAMME D'ANALYSE ET D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	
1	2 336 800	446 500	2 783 300	Rémunération	2 750 331
2	4 052 500		4 052 500	Dotation en personnel	3 963 585
3	3 281 700		3 281 700	Politiques de gestion	2 921 126
4	500 000		500 000	Fonds pour l'exploitation des innovations techniques	56 837
5	2 504 100		2 504 100	Programmes et prévisions	2 426 022
	12 675 100*	446 500	13 121 600	TOTAL POUR L'ANALYSE ET L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	12 117 901

Description du programme :

Elabore et applique, pour le Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et la Commission de la fonction publique, des modes opératoires, normes et directives qui permettront aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public. S'assure que les ministères et les organismes désignés disposent d'une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs du gouvernement.

*Comprend un mandat spécial de 3 715 000 $.

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

PROGRAMME D'ANALYSE ET D'ÉLABORATION DES POLITIQUES — CRÉDIT 502

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Rémunération (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 874 444
Avantages sociaux	325 797
Transports et communications	44 539
Services	254 248
Fournitures et matériel	251 303
	2 750 331
Dotation en personnel (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 644 964
Avantages sociaux	441 672
Transports et communications	93 207
Services	612 393
Fournitures et matériel	171 349
	3 963 585
Politiques de gestion (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 801 612
Avantages sociaux	303 062
Transports et communications	53 990
Services	591 046
Fournitures et matériel	171 416
	2 921 126
Fonds pour l'exploitation des innovations techniques (Poste 4)	
Services	56 837
Programmes et prévisions (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 938 888
Avantages sociaux	329 568
Transports et communications	40 256
Services	87 057
Fournitures et matériel	30 253
	2 426 022
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ANALYSE ET D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	12 117 901

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
503				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION - PERSONNEL**	
1	373 000	30 000	403 000	Vérification - personnel	402 800
	373 000*	30 000	403 000	TOTAL POUR LA VÉRIFICATION - PERSONNEL	402 800

Description du programme :

Évalue l'application dans les ministères des politiques, directives et modes opératoires déterminés par la Commission de la fonction publique; identifie les possibilités d'améliorer leur application et leur teneur; et recommande aux ministères et à la commission de prendre les mesures nécessaires, conformément à leurs responsabilités et compétences.

*Comprend un mandat spécial de 112 000 $.

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

PROGRAMME DE VÉRIFICATION - PERSONNEL — CRÉDIT 503

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Vérification - personnel (Poste 1)	$
Traitements et salaires	330 326
Avantages sociaux	59 783
Transports et communications	6 281
Services	5 039
Fournitures et matériel	1 371
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION - PERSONNEL	402 800

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
504				**PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS**	
1	65 300		65 300	Commissions d'appel de la fonction publique	47 286
2	826 700		826 700	Relations de travail	735 815
	892 000*		892 000	TOTAL POUR LES RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS	783 101

Description du programme :

Dans le cadre d'un processus de négociation collective, de médiation et d'arbitrage, établit des niveaux de rémunération et des conditions de service acceptables pour les employés affiliés à une unité de négociation agréée, et administre les mécanismes équitables de règlement des griefs et d'appel qu'exige la loi.

*Comprend un mandat spécial de 268 000 $.

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS— CRÉDIT 504

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 348
Avantages sociaux	570
Services	41 368
	47 286

Relations de travail (Poste 2)	$
Traitements et salaires	574 423
Avantages sociaux	94 733
Transports et communications	24 568
Services	26 118
Fournitures et matériel	15 973
	735 815
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS AVEC LES EMPLOYÉS	783 101

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
505				**PROGRAMME DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DU PERSONNEL**	
1	31 300	1 207 800	1 239 100	Personnel temporaire	1 054 950
2	736 500	276 000	1 012 500	Services en français	1 010 720
3	1 000		1 000	Services de perfectionnement du personnel	
4	80 900		80 900	Services de publicité pour le recrutement de personnel	42 004
	849 700*	1 483 800	2 333 500	TOTAL POUR LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DU PERSONNEL	2 107 674

Description du programme :

Fournit aux ministères et conseils, commissions et organismes désignés des services de gestion de personnel dont les niveaux de qualité et le coût sont déterminés de façon à contribuer à la réalisation des objectifs du gouvernement.

*Comprend un mandat spécial de 266 000 $.

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO — Fin

PROGRAMME DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DU PERSONNEL — CRÉDIT 505

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Personnel temporaire (Poste 1)	$
Traitements et salaires	22 942 720
Avantages sociaux	1 102 457
Transports et communications	36 007
Services	19 242
Fournitures et matériel	8 508
	24 108 934
Moins : Recouvrements d'autres ministères	23 053 984
	1 054 950

Services en français (Poste 2)	
Traitements et salaires	977 145
Avantages sociaux	32 853
Transports et communications	33 628
Services	192 718
Fournitures et matériel	39 992
	1 276 336
Moins : Recouvrements d'autres ministères	265 616
	1 010 720

Services de perfectionnement du personnel (Poste 3)	$
Traitements et salaires	478 663
Avantages sociaux	81 792
Transports et communications	41 002
Services	848 105
Fournitures et matériel	93 460
Paiements de transfert	
Subventions versées à l'Institut de recherche sur la politique gouvernementale	7 500
	1 550 522
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 602 141
	(51 619)
Excédent des recouvrements par rapport aux dépenses transféré au poste des recettes	51 619

Services de publicité pour le recrutement de personnel(Poste 4)	
Traitements et salaires	75 415
Avantages sociaux	15 465
Transports et communications	86 104
Services	698 380
Fournitures et matériel	2 524
	877 888
Moins : Recouvrements d'autres ministères	835 884
	42 004
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX DU PERSONNEL	2 107 674

CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Expansion du bilinguisme		
Services de formation en français	57 072	25 890
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des fonctionnaires provinciaux de l'Ontario	53 885	93 541
VENTES ET LOCATIONS		
Services de perfectionnement et de formation du personnel	121 542	94 292
Personnel temporaire	47 583	5 987
Services en français	38 125	20 520
Services de publicité	10 358	10 484
Véhicules	4 850	
	222 458	131 283
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	19 780	2 798
DIVERS		
Excédent des recouvrements d'imputations compensatoires :		
Services de formation du personnel	51 619	149 966
Personnel temporaire		53 851
Autres	204	133
	51 823	203 950
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	405 018	457 462

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-136

NORMES COMMERCIALES 4-138

NORMES TECHNIQUES 4-140

NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS 4-142

ENREGISTREMENT 4-144

PERMIS DE VENTE D'ALCOOL 4-146

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-136, 4-138, 4-142, 4-144

SOMMAIRE 4-135

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-148

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-150

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
9 177 644	Administration du ministère	10 792 997	10 737 991
36 815 120	Normes commerciales	48 086 300	38 397 752
8 918 001	Normes techniques	9 355 700	9 343 446
26 377 406	Normes relatives aux divertissements publics	25 686 400	25 433 936
36 415 163	Enregistrement	40 111 000	39 880 183
7 023 870	Permis de vente d'alcool	7 359 000	7 300 454
124 727 204	**Total pour le ministère**	141 391 397*	131 093 762
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
114 423 710	Total des dépenses budgétaires	132 355 197	124 326 645
10 303 494	Total des dépenses non budgétaires	9 036 200	6 767 117
124 727 204		141 391 397	131 093 762

*Comprend un mandat spécial de 36 200 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 376 000	321 200	1 697 200	Bureau principal	1 676 879
2	2 277 100	78 100	2 355 200	Services financiers	2 350 893
3	1 103 900	269 600	1 373 500	Fournitures et services de bureau	1 373 408
4	1 240 400	40 500	1 280 900	Services du personnel	1 247 745
5	1 309 600	108 500	1 418 100	Services d'information	1 362 274
6	543 100	113 800	656 900	Analyse et planification	640 544
7	621 100	17 600	638 700	Services de vérification	630 398
8	842 000	504 000	1 346 000	Services de développement des systèmes	1 422 043
	9 313 200	1 453 300	10 766 500		10 704 184
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	7 290
L				Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	18
	9 339 697*	1 453 300	10 792 997	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 737 991

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités entreprises dans le cadre des programmes administratifs du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 4 245 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	755 658
Avantages sociaux	162 620
Transports et communications	77 185
Services	532 428
Fournitures et matériel	148 988
	1 676 879
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	7 290
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 813 363
Avantages sociaux	259 121
Transports et communications	22 443
Services	152 539
Fournitures et matériel	103 427
	2 350 893
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires Montants non réclamés	18
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	714 979
Avantages sociaux	71 747
Transports et communications	405 537
Services	104 371
Fournitures et matériel	76 774
	1 373 408
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	963 719
Avantages sociaux	143 925
Transports et communications	14 055
Services	54 321
Fournitures et matériel	71 725
	1 247 745

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	781 423
Avantages sociaux	85 015
Transports et communications	80 512
Services	251 457
Fournitures et matériel	198 734
Paiements de transfert	15 776
	1 412 917
Moins : Recouvrements d'autres activités	50 643
	1 362 274
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	500 968
Avantages sociaux	57 524
Transports et communications	21 148
Services	36 910
Fournitures et matériel	26 513
	643 063
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 519
	640 544
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	487 098
Avantages sociaux	58 553
Transports et communications	17 631
Services	21 913
Fournitures et matériel	45 203
	630 398
Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 131 427
Avantages sociaux	148 433
Transports et communications	43 628
Services	379 572
Fournitures et matériel	133 681
	1 836 741
Moins : Recouvrements d'autres activités	414 698
	1 422 043
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 737 991

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1702				**PROGRAMME DES NORMES COMMERCIALES**	
1	4 827 600	780 100	5 607 700	Valeurs mobilières	5 555 929
2	1 392 600	182 900	1 575 500	Régimes de retraite	1 537 954
3	12 861 100	5 165 100	18 026 200	Institutions financières	17 180 751
4	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
5	6 368 000	623 100	6 991 100	Pratiques commerciales	6 970 748
6	390 600		390 600	Commission d'appel des enregistrements commerciaux et Commission d'appel des permis de vente d'alcool	385 271
	25 840 900	6 751 200	32 592 100		31 630 653
L	15 042 700		15 042 700	Paiements provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile	6 198 701
L				Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player, Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie	179 304
L	451 500		451 500	Déchéance de cautionnement, Loi sur l'administration financière	389 094
	41 335 100*	6 751 200	48 086 300	TOTAL POUR LES NORMES COMMERCIALES	38 397 752

Description du programme :

Ce programme regroupe six activités visant à réglementer les opérations financières et commerciales dans le but de maintenir et de renforcer la conjoncture financière et commerciale de certains secteurs en garantissant l'équité des transactions sur biens et services. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés, ainsi que les procédures d'appel des décisions d'agrément officiel prévues par les diverses lois dont l'application relève de la compétence du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 7 104 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

PROGRAMME DES NORMES COMMERCIALES — CRÉDIT 1702

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Valeurs mobilières (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 952 206
Avantages sociaux	548 977
Transports et communications	208 030
Services	704 396
Fournitures et matériel	142 320
	5 555 929
Régimes de retraite (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 111 626
Avantages sociaux	140 900
Transports et communications	34 315
Services	208 049
Fournitures et matériel	43 064
	1 537 954
Institutions financières (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 757 546
Avantages sociaux	621 744
Transports et communications	335 271
Services	6 978 838
Fournitures et matériel	487 352
Paiements de transfert — Canadian Great Lakes Casualty and Surety	4 000 000
	17 180 751
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player	179 304
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Poste 4)	
Traitements et salaires	736 979
Avantages sociaux	106 911
Transports et communications	30 907
Services	1 141 764
Fournitures et matériel	33 818
	2 050 379
Moins : Recouvrements de dépenses administratives	2 050 379
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Paiement provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile	6 198 701

Pratiques commerciales (Poste 5)	$
Traitements et salaires	4 602 694
Avantages sociaux	682 918
Transports et communications	291 898
Services	1 126 338
Fournitures et matériel	218 900
Paiement de transfert	
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	48 000
	6 970 748
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétairess	
Déchéance de cautionnement	
Loi sur les huissiers	11 000
Loi sur les agences de recouvrement	12 397
Loi sur la protection du consommateur	46 051
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	102 397
Loi sur le courtage commercial et immobilier	94 783
Loi sur les agences de voyages	39 943
Dépôt de garantie - terres étrangères	82 523
Commission d'appel des enregistrements commerciaux et Commission d'appel des permis de vente d'alcool (Poste 6)	
Traitements et salaires	225 572
Avantages sociaux	36 575
Transports et communications	42 969
Services	73 685
Fournitures et matériel	6 470
	385 271
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES COMMERCIALES	38 397 752

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1703				**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**	
1	476 400		476 400	Administration du programme	473 750
2	2 984 800	11 000	2 995 800	Sécurité des appareils sous pression	2 995 758
3	2 226 200	167 000	2 393 200	Appareils de levage	2 393 099
4	3 042 900	135 500	3 178 400	Sécurité des combustibles	3 169 094
5	303 500	8 400	311 900	Articles rembourrés	311 745
	9 033 800*	321 900	9 355 700	TOTAL POUR LES NORMES TECHNIQUES	9 343 446

Description du programme :

Ce programme comprend cinq activités d'exploitation, coordonnées par le Bureau du Directeur exécutif et ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs; des appareils sous pression; des articles rembourrés; du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs, monte-charge et appareils sous pression.

*Comprend un mandat spécial de 2 178 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES — CRÉDIT 1703

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	299 965
Avantages sociaux	40 195
Transports et communications	22 071
Services	76 952
Fournitures et matériel	34 567
	473 750

Sécurité des appareils sous pression (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 205 060
Avantages sociaux	352 217
Transports et communications	287 390
Services	49 363
Fournitures et matériel	101 728
	2 995 758

Appareils de levage (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 813 437
Avantages sociaux	276 528
Transports et communications	188 061
Services	40 444
Fournitures et matériel	74 629
	2 393 099

Sécurité des combustibles (Poste 4)		$
Traitements et salaires		2 123 194
Avantages sociaux		322 971
Transports et communications		388 581
Services		132 973
Fournitures et matériel		202 325
Paiements de transfert		
Association canadienne du gaz	1 100 $	
Underwriters' Laboratories of Canada	1 200	2 300
		3 172 344
Moins : Recouvrements d'autres activités		3 250
		3 169 094

Articles remboursés (Poste 5)	
Traitements et salaires	216 613
Avantages sociaux	59 583
Transports et communications	25 988
Services	1 423
Fournitures et matériel	8 138
	311 745

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES	9 343 446

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1704				**PROGRAMME DES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS**	
1	23 075 500	496 500	23 572 000	Réglementation des courses de chevaux .	23 571 785
2	1 704 500	367 900	2 072 400	Commissaire des salles de cinéma, des loteries et des sports professionnels . .	1 862 151
	24 780 000	864 400	25 644 400		25 433 936
L	42 000		42 000	Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels, Loi sur l'administration financière . . .	
	24 822 000*	864 400	25 686 400	TOTAL POUR LES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS . . .	25 433 936

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la Loi sur la Commission des courses de chevaux, de la Loi sur les salles de cinéma et de la Loi sur le contrôle des sports professionnels et à l'administration des loteries, conformément aux dispositions du Code criminel.

*Comprend un mandat spécial de 11 854 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

PROGRAMME DES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS — CRÉDIT 1704

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Réglementation des courses de chevaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 127 247
Avantages sociaux	283 387
Transports et communications	562 625
Services	486 157
Fournitures et matériel	161 121
Paiements de transfert	
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel	19 951 248
	23 571 785

Commissaire des salles de cinéma, des loteries et des sports professionnels (Poste 2)	$
Traitements et salaires	803 019
Avantages sociaux	102 703
Transports et communications	186 325
Services	452 692
Fournitures et matériel	317 412
	1 862 151
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES RELATIVES AUX DIVERTISSEMENTS PUBLICS	25 433 936

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1705				**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**	
1	4 871 700	76 800	4 948 500	Administration du programme	4 860 734
2	20 311 200	2 572 700	22 883 900	Enregistrement immobilier	22 883 466
3	4 804 300	151 900	4 956 200	Enregistrement des sûretés mobilières	4 865 428
4	4 422 400	242 600	4 665 000	Registraire général	4 628 708
5	2 396 500	245 400	2 641 900	Compagnies	2 641 847
	36 806 100	3 289 400	40 095 500		39 880 183
L	500		500	Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, Loi sur l'enregistrement des actes	
	36 821 600*	3 289 400	40 111 000	TOTAL POUR L'ENREGISTREMENT	39 880 183

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la Loi sur le mariage; la collecte et la garde des documents prescrits par la Loi sur l'état civil; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

*Comprend un mandat spécial de 9 124 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT — CRÉDIT 1705

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 065 802
Avantages sociaux	422 236
Transports et communications	180 463
Services	947 598
Fournitures et services de bureau	141 935
Paiement de transfert — Association des arpenteurs-géomètres de l'Ontario	102 700
	4 860 734

Enregistrement immobilier (Poste 2)	
Traitements et salaires	17 845 134
Avantages sociaux	2 766 337
Transports et communications	784 995
Services	499 301
Fournitures et matériel	1 048 261
	22 944 028
Moins : Recouvrements d'autres ministères	60 562
	22 883 466

Enregistrement des sûretés mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 330 858
Avantages sociaux	354 305
Transports et communications	623 362
Services	1 307 134
Fournitures et matériel	249 769
	4 865 428

Registraire général (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 941 459
Avantages sociaux	505 329
Transports et communications	323 786
Services	523 307
Fournitures et matériel	334 827
	4 628 708

Compagnies (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 736 934
Avantages sociaux	290 870
Transports et communications	39 888
Services	407 543
Fournitures et matériel	166 612
	2 641 847

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT	39 880 183

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1706				**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL DE L'ONTARIO**	
1	6 992 400	366 600	7 359 000	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	7 300 454
	6 992 400*	366 600	7 359 000	TOTAL POUR LES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	7 300 454

Description du programme :

Ce programme permet l'application de la Loi sur les permis de vente d'alcool en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la Loi.

*Comprend un mandat spécial de 1 695 000 $.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE — Fin

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL — CRÉDIT 1706

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 024 092
Avantages sociaux	868 106
Transports et communications	560 676
Services	646 891
Fournitures et matériel	200 689
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	7 300 454

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
RECETTES FISCALES				
Échanges avec des parties accordant la réciprocité et sociétés non autorisées		333 854		268 378
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Subvention afférente à des travaux statistiques		123 994		147 901
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Compagnies de prêt et de fiducie	2 000 000 $			
Cotisation pour la réadaptation	152 936		2 038 141 $	
Initiatives en français	50 000			
Recouvrement de la Société de développement des investissements du Canada		2 202 936	125 951	2 164 092
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Commission des permis de vente d'alcool				
Droits acquittés par les détenteurs de permis de brasseur :				
à la province	221 950 852 $		208 167 718 $	
taxe sur le volume	4 745 753			
en dehors de la province	4 277 977		4 595 618	
taxe sur le volume	91 665			
Droits de renouvellement de permis	495 900		362 942	
Détenteurs de permis	35 605 106		33 539 635	
Permis pour occasion spéciale	4 112 830		3 347 783	
Droits acquittés par les titulaires de permis — magasins de vin	2 028 246		2 086 610	
Taxe sur le volume, magasins de vin	358 090			
Cartes d'identité de l'Ontario	220 063		252 123	
Frais de cession	262 401		240 454	
Droits acquittés par les titulaires de permis de bière	178 800		122 500	
Frais de renouvellement, magasins de vin	36 937		23 867	
Excédent au titre de la publicité	138 616	274 503 236		252 739 250
Loi sur l'enregistrement des actes et Loi sur l'enregistrement des droits mobiliers		28 552 013		23 909 596
Compagnies				
Constitutions en compagnie	9 232 801 $		7 639 509 $	
Recherches, certificats et hypothèques	1 391 665		1 259 947	
Enregistrement de noms commerciaux	214 457		195 356	
En dehors de la province	26 182		67 291	
Déclarations annuelles	280	10 865 385	270	9 162 373
Loi sur les sûretés mobilières		8 180 355		7 370 143
Loi sur l'état civil		2 328 809		2 336 343
Loi sur les valeurs mobilières		2 221 945		1 839 187
Loi sur les ascenseurs et appareils de levage		1 887 795		1 883 246
Loi sur le courtage commercial et immobilier		1 878 908		888 134
Loi sur les chaudières et appareils sous pression		1 583 455		1 510 430
Loi sur la Commission des courses de chevaux		1 288 281		1 116 530
Sociétés en nom collectif		1 255 255		1 092 793
Loi sur les hydrocarbures et Loi sur la manutention de l'essence		1 251 112		1 246 484

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS — Suite		
Loi sur les assurances	1 139 169	1 343 965
Loi sur le mariage	1 020 065	1 021 905
Loi sur les salles de cinéma	813 359	351 691
Commission des régimes de retraite de l'Ontario	672 282	615 859
Administration des loteries	646 726	751 894
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	577 227	910 014
Loi sur les agences de voyages	515 240	131 239
Loi sur les articles rembourrés	246 045	228 367
Loi sur les mécaniciens d'exploitation	245 829	254 234
Loi sur la protection du consommateur	79 559	107 354
Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie	50 809	52 284
Loi sur les caisses populaires et les credits unions	48 798	18 740
Loi sur les courtiers en hypothèques	34 760	10 176
Loi sur les agences de recouvrement	29 120	42 612
Loi sur les contrats de placement	21 010	20 810
Autres lois diverses	18 634	20 726
	341 955 181	310 976 379
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Commission des courses de l'Ontario	137 110	122 118
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	7 414	
	144 524	122 118
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	38 355	68 965
Véhicules	1 675	4 325
	40 030	73 290
BÉNÉFICES TIRÉS DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET DE CONSEILS		
Régie des alcools de l'Ontario	638 000 000	602 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	23 413	88 666
DIVERS		
Commission des courses de l'Ontario, intérêts	76 566	101 558
Chèques en circulation	5 392	4 190
Autres	46 678	30 255
	128 636	136 003
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	982 952 568	915 976 827

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile	9 688 345	10 700 726
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	677 578	662 329
Cautionnements de garantie		
Loi sur les agences de recouvrement	44 983	25 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	40 000	54 833
Loi sur la protection du consommateur	40 000	46 051
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	20 000	102 397
Loi sur les huissiers	5 000	5 000
Loi sur les agences de voyages		84 893
Montants non réclamés	110 325	107 862
Dépôt de garantie relatif à des terres étrangères	82 694	66 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	1 000	600
Prix d'éleveur de chevaux standardbred non réclamés de la Canadian Trotting Association		(11 627)
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	10 709 925	11 844 064

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-154

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD 4-156

TRANSPORTS DU NORD 4-158

SERVICES ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES DANS LE NORD 4-160

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-154

SOMMAIRE 4-153

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-162

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
3 908 177	Administration du ministère	4 441 598	4 434 542
58 480 710	Développement économique du Nord	75 939 700	59 999 747
85 650 683	Transports du Nord	85 739 000	85 373 607
28 020 201	Services et développement communautaires dans le Nord	25 607 100	25 578 417
176 059 771	**Total pour le ministère**	191 727 398*	175 386 313
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
176 059 771	Total des dépenses budgétaires	191 727 398	175 386 313

*Comprend un mandat spécial de 32 720 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 558 300	95 800	1 654 100	Bureau principal	1 653 234
2	767 800	58 700	826 500	Analyse et planification	826 329
3	745 400	6 600	752 000	Services d'information	751 131
4	75 000		75 000	Services juridiques	74 942
5	960 400	138 600	1 099 000	Services administratifs et financiers	1 098 696
	4 106 900	299 700	4 406 600		4 404 332
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	1 614		1 614	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 782
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 929
	4 141 898*	299 700	4 441 598	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 434 542

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien nécessaires dont le ministère a besoin pour remplir son mandat dans le Nord de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 1 400 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 036 309
Avantages sociaux	127 121
Transports et communications	384 742
Services	62 262
Fournitures et matériel	42 800
	1 653 234
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé au ministre sans portefeuille	1 782
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	1 929
Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	579 836
Avantages sociaux	95 149
Transports et communications	72 856
Services	45 875
Fournitures et matériel	32 613
	826 329

Services d'information (Poste 3)	$
Traitements et salaires	347 221
Avantages sociaux	44 279
Transports et communications	89 531
Services	166 354
Fournitures et matériel	103 746
	751 131
Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	5 973
Services	66 924
Fournitures et matériel	2 045
	74 942
Services administratifs et financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	702 147
Avantages sociaux	111 364
Transports et communications	70 287
Services	107 117
Fournitures et matériel	107 781
	1 098 696
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 434 542

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
802				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD**	
1	2 401 300	137 400	2 538 700	Administration du programme	2 538 444
2	34 015 000		34 015 000	Développement des transports	22 513 392
3	5 114 000	18 939 000**	24 053 000	Développement des ressources	23 844 785
4	15 333 000		15 333 000	Développement industriel	11 103 126
	56 863 300*	19 076 400	75 939 700	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD	59 999 747

Description du programme :

L'objet de ce programme est de soutenir les efforts visant à stimuler la croissance et la diversification économiques dans le Nord de l'Ontario et à leur donner des bases solides, en insistant tout particulièrement sur l'application de techniques adaptées au Nord, à tirer parti des possibilités offertes des richesses naturelles de la région, et à renforcer l'assiette économique des collectivités du Nord.

*Comprend un mandat spécial de 3 500 000 $.

**Transféré du ministère des Richesses naturelles en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD — CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 863 255
Avantages sociaux		269 892
Transports et communications		408 779
Services		61 679
Fournitures et matériel		54 842
		2 658 447
Moins : Recouvrements d'autres ministères		120 003
		2 538 444
Développement des transports (Poste 2)		
Services		417 948
Acquisition/Construction de biens matériels		20 129 778
Paiements de transfert		1 965 666
		22 513 392
Développement des ressources (Poste 3)		
Services		22 800 894
Acquisition/Construction de biens matériels		33 819
Paiements de transfert		
Administrations locales	30 000 $	
Autres	980 072	1 010 072
		23 844 785

Développement industriel (Poste 4)		$
Services		608 052
Acquisition/Construction de biens matériels		355 532
Paiements de transfert		
Administrations locales	3 405 615 $	
Autres	8 033 927	11 439 542
		12 403 126
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 300 000
		11 103 126
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		59 999 747

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
803				**PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD**	
1	60 200 000	650 000	60 850 000	Routes du Nord	60 487 294
2	4 600 000	997 700	5 597 700	Services aériens	5 595 044
3	18 952 800	338 500	19 291 300	Services de chemins de fer et de traversiers	19 291 269
	83 752 800*	1 986 200	85 739 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DU NORD	85 373 607

Description du programme :

Ce programme vise à satisfaire les besoins des habitants du Nord en matière d'accès et de mobilité, et dessert les secteurs économiques dont ils dépendent, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

*Comprend un mandat spécial de 22 320 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 803

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Routes du Nord (Poste 1)	$
Services	4 729 654
Acquisition/Construction de biens matériels	55 757 640
	60 487 294
Services aériens (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Commission des transports du Nord de l'Ontario	5 595 044
Services de chemins de fer et de traversiers (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Commission des transports du Nord de l'Ontario	19 291 269
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD	85 373 607

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
804				**PROGRAMME DE SERVICES ET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES DANS LE NORD**	
1	3 385 900	316 800	3 702 700	Services communautaires	3 700 692
2	7 031 000	471 400	7 502 400	Infrastructure communautaire	7 496 494
3	11 352 000	3 050 000	14 402 000	Développement communautaire	14 381 231
	21 768 900*	3 838 200	25 607 100	TOTAL POUR LES SERVICES ET LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES DANS LE NORD	25 578 417

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter la fourniture de services sociaux, culturels et gouvernementaux aux habitants des collectivités du Nord en améliorant l'accès aux programmes gouvernementaux, en complétant les programmes d'infrastructure communautaire et en élaborant les services sociaux et culturels nécessaires pour répondre aux besoins du Nord.

*Comprend un mandat spécial de 5 500 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES — Fin

PROGRAMME DE SERVICES ET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES DANS LE NORD — CRÉDIT 804

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services communautaires (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 523 189
Avantages sociaux		358 427
Transports et communications		453 327
Services		135 357
Fournitures et matériel		230 392
		3 700 692
Infrastructure communautaire (Poste 2)		
Services		54 355
Acquisition/Construction de biens matériels		2 732 298
Paiements de transfert		
Administrations locales	6 468 082 $	
Autres	258 759	6 726 841
		9 513 494
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 017 000
		7 496 494

Développement communautaire (Poste 3)		$
Transports et communications		111 111
Services		115 566
Fournitures et matériel		719 466
Acquisition/Construction de biens matériels		5 279 000
Paiements de transfert		
Administrations locales	2 723 987 $	
Autres	5 540 587	8 264 574
		14 489 717
Moins : Recouvrements d'autres ministères		108 486
		14 381 231
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES ET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES DANS LE NORD		25 578 417

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RECETTES FISCALES		
Bénéfice provenant de l'exploitation minière	54 486 084	64 517 692
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Expansion économique et régionale (MEER)	4 844 511	6 483 506
Commission des transports du Nord de l'Ontario	1 881 977	2 667 505
	6 726 488	9 151 011
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Municipalités	2 292	
VENTES ET LOCATIONS		
Baux de camps de caravaning	6 756	9 753
Matériel	9 600	7 275
Location de biens	1 965	2 418
	18 321	19 446
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	63 803	10 117
Autres	6 450	1 113
	70 253	11 230
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	61 303 438	73 699 379

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-166
- SECTEUR DE L'EDUCATION 4-170
- SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION 4-174
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-166
- SOMMAIRE 4-165

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-176

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-177

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-177

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
37 065 961	Administration du ministère	40 659 197	40 514 899
3 177 785 949	Secteur de l'Éducation	3 449 763 500	3 446 579 773
1 742 820	Services au secteur de l'Éducation	2 042 300	1 930 668
3 216 594 730	**Total pour le ministère**	3 492 464 997*	3 489 025 340
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 216 562 457	Total des dépenses budgétaires	3 491 165 997	3 487 743 599
32 273	Total des dépenses non budgétaires	1 299 000	1 281 741
3 216 594 730		3 492 464 997	3 489 025 340

*Comprend un mandat spécial de 1 742 000 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	15 667 500	642 800	16 310 300	Bureau principal	16 302 369
2	2 791 600	149 500	2 941 100	Services financiers	2 912 038
3	4 218 000	388 700	4 606 700	Fournitures et services de bureau	4 590 239
4	2 568 300	718 900	3 287 200	Services du personnel	3 271 402
5	2 406 000	384 600	2 790 600	Services d'information	2 779 499
6	5 305 200	124 700	5 429 900	Analyse et planification	5 425 911
7	691 000	67 500	758 500	Services juridiques	756 994
8	663 300	36 700	700 000	Services de vérification	643 670
9	2 083 600	425 800	2 509 400	Services de développement des systèmes	2 508 945
	36 394 500	2 939 200	39 333 700		39 191 067
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	7 279
L	1 250 000		1 250 000	Paiements provenant du Fonds de fiducie de la Loterie interprovinciale	1 250 000
L	49 000		49 000	Legs et bourses, Loi sur l'administration financière	31 471
L				Radiation de prêts au titre de l'aide aux étudiants, Loi sur l'administration financière	8 313
L				Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires, Loi sur l'administration financière	270
	37 719 997*	2 939 200	40 659 197	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	40 514 899

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation et au ministère des Collèges et Universités d'atteindre leurs objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement de ces deux ministères.

*Comprend un mandat spécial de 7 680 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3501

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 416 370
Avantages sociaux		177 540
Transports et communications		158 287
Services		167 351
Fournitures et matériel		159 697
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	172 000 $	
Subvention à la Canadian League for Educational Exchanges	38 000	
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	635 000	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	424 200	
Subvention à Frontier College	36 600	
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	47 500	
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 150 000	
Subvention à l'Ontario Metis and Non-Status Indian Association	22 500	
Subvention aux United World Colleges	124 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (paiements conditionnels)	10 025 000	
Subventions diverses (versées conformément aux directives du ministre)	696 000	14 370 800
		16 450 045
Moins : Recouvrements d'autres ministères		147 676
		16 302 369
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		7 279
Dépenses non budgétaires		
Paiements provenant du Fonds de fiducie de la Loterie interprovinciale		1 250 000

Services financiers (Poste 2)	$
Traitements et salaires	2 136 911
Avantages sociaux	317 801
Transports et communications	40 610
Services	447 956
Fournitures et matériel	187 660
	3 130 938
Moins : Recouvrements d'autres ministères	218 900
	2 912 038
Crédits législatifs	
Radiation de prêts au titre de l'aide aux étudiants	8 313
Dépenses non budgétaires	
Legs et bourses	31 471
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires	270
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 587 277
Avantages sociaux	374 128
Transports et communications	1 009 037
Services	700 539
Fournitures et matériel	849 907
	5 520 888
Moins : Recouvrements d'autres ministères	930 649
	4 590 239
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 137 038
Avantages sociaux	2 090 726
Transports et communications	24 858
Services	85 151
Fournitures et matériel	50 129
	3 387 902
Moins : Recouvrements d'autres ministères	116 500
	3 271 402

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3501 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 108 656
Avantages sociaux	145 309
Transports et communications	502 963
Services	847 851
Fournitures et matériel	362 220
	2 966 999
Moins : Recouvrements d'autres ministères	187 500
	2 779 499

Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 507 485
Avantages sociaux	307 568
Transports et communications	65 757
Services	2 290 974
Fournitures et matériel	350 327
	5 522 111
Moins : Recouvrements d'autres ministères	96 200
	5 425 911

Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	441 349
Avantages sociaux	44 762
Transports et communications	23 746
Services	213 260
Fournitures et matériel	33 877
	756 994

Services de vérification (Poste 8)	$
Traitements et salaires	562 672
Avantages sociaux	88 413
Transports et communications	10 946
Services	23 295
Fournitures et matériel	7 244
	692 570
Moins : Recouvrements d'autres ministères	48 900
	643 670

Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 279 318
Avantages sociaux	303 049
Transports et communications	82 678
Services	3 467 914
Fournitures et matériel	359 134
	6 492 093
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 983 148
	2 508 945

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	40 514 899

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3502				**PROGRAMME DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION**	
1	2 840 000	94 500	2 934 500	Administration du programme	2 823 454
2	34 627 900	1 563 500	36 191 400	Écoles d'aveugles, de sourds et internats pour enfants en difficulté	36 190 371
3	7 901 600		7 901 600	Programmes d'enseignement des établissements de soins et de traitement	6 426 224
4	1 354 600	342 300	1 696 900	Technologie et enseignement	1 670 538
5	8 442 300	286 400	8 728 700	Études indépendantes	8 712 413
6	14 851 700		14 851 700	Bureaux régionaux	14 268 427
7	4 820 200	1 266 000	6 086 200	Programmes scolaires	5 765 631
8	1 059 700	171 400	1 231 100	Éducation de l'enfance en difficulté ..	1 223 565
9	5 205 800		5 205 800	Services d'évaluation et de supervision	5 027 829
10	6 963 400	333 600	7 297 000	Projets spéciaux	7 282 932
11	3 357 638 600**		3 357 638 600	Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	3 357 188 389
	3 445 705 800*	4 057 700	3 449 763 500	TOTAL POUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION	3 446 579 773

Description du programme :

En collaboration avec les conseils scolaires, veiller à l'élaboration, la mise en oeuvre et la révision des politiques et des programmes destinés à l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles publiques de l'Ontario et conçus pour les besoins de tous leurs élèves, afin de leur donner des chances égales d'accès à un enseignement de qualité élevée.

*Comprend un mandat spécial de 1 733 925 000 $.

**Y compris un montant estimatif de 108 000 000 $ prévu pour procéder à un redressement extraordinaire concernant des engagements non provisionnés destinés aux conseils scolaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

PROGRAMME DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION— CRÉDIT 3502

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 500 111
Avantages sociaux		166 811
Transports et communications		216 193
Services		773 458
Fournitures et matériel		166 881
		2 823 454
Écoles d'aveugles, de sourds et internats pour enfants en difficulté (Poste 2)		
Traitements et salaires		25 281 610
Avantages sociaux		3 334 753
Transports et communications		1 490 259
Services		3 032 171
Fournitures et matériel		2 975 437
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu de recettes fiscales des municipalités	48 700 $	
Bourses pour élèves-enseignants	27 441	76 141
		36 190 371
Programmes d'enseignement des établissements de soins et de traitement (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 273 953
Avantages sociaux		656 459
Transports et communications		97 451
Services		146 075
Fournitures et matériel		252 286
		6 426 224
Technologie et enseignement (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 366 580
Avantages sociaux		309 438
Transports et communications		303 549
Services		7 926 281
Fournitures et matériel		451 669
		11 357 517
Moins : Recouvrements d'autres ministères		9 686 979
		1 670 538
Études indépendantes (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 678 646
Avantages sociaux		358 209
Transports et communications		442 704
Services		3 736 154
Fournitures et matériel		1 496 700
		8 712 413

Bureaux régionaux (Poste 6)		$
Traitements et salaires		10 284 224
Avantages sociaux		1 326 410
Transports et communications		1 602 052
Services		657 866
Fournitures et matériel		397 875
		14 268 427
Programmes scolaires (Poste 7)		
Traitements et salaires		2 502 210
Avantages sociaux		374 553
Transports et communications		669 150
Services		1 487 007
Fournitures et matériel		732 711
		5 765 631
Éducation de l'enfance en difficulté (Poste 8)		
Traitements et salaires		663 419
Avantages sociaux		80 084
Transports et communications		88 416
Services		274 611
Fournitures et matériel		117 035
		1 223 565
Services d'évaluation et de supervision (Poste 9)		
Traitements et salaires		1 977 088
Avantages sociaux		231 502
Transports et communications		299 212
Services		1 084 484
Fournitures et matériel		214 243
Paiements de transfert		
Programmes de bourses de l'Ontario		1 221 300
		5 027 829
Projets spéciaux (Poste 10)		
Traitements et salaires		1 152 860
Avantages sociaux		118 828
Transports et communications		248 996
Services		2 002 678
Fournitures et matériel		2 771 652
Paiements de transfert		
Programmes d'échanges éducatifs	422 420 $	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	454 832	
Projets en langues officielles	112 500	989 752
		7 284 766
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 834
		7 282 932

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

PROGRAMME DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION — CRÉDIT 3502 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire (Poste 11)		$
Traitements et salaires		894 062
Avantages sociaux		112 478
Transports et communications		20 832
Services		123 191
Fournitures et matériel		39 833
Paiements de transfert		
Subventions législatives générales	3 276 437 855 $*	
Programmes dans le secteur de l'éducation — Autres	9 799 805	
Subventions d'immobilisation	73 981 816	3 360 219 476
		3 361 409 872
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 221 483
		3 357 188 389
TOTAL POUR LE PROGRAMME DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION		3 446 579 773

*Y compris un montant estimatif de 108 000 000 $ prévu pour procéder à un redressement extraordinaire concernant des engagements non provisionnés destinés aux conseils scolaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3503				**PROGRAMME DES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION**	
1	1 411 400	221 900	1 633 300	Commission des relations de travail en éducation	1 625 346
2	92 300	16 000	108 300	Commission des langues d'enseignement	104 455
3	145 700		145 700	Administration des écoles provinciales . .	46 051
4	155 000		155 000	Conseil de l'éducation franco-ontarienne	154 816
	1 804 400*	237 900	2 042 300	TOTAL POUR LES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION . . .	1 930 668

Description du programme :

Ce programme sert à financer plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation.

*Comprend un mandat spécial de 395 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Fin

PROGRAMME DES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION — CRÉDIT 3503

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission des relations de travail en éducation (Poste 1)	$
Traitements et salaires	581 050
Avantages sociaux	73 587
Transports et communications	236 582
Services	471 868
Fournitures et matériel	278 100
	1 641 187
Moins : Recouvrements d'autres ministères	15 841
	1 625 346
Commission des langues d'enseignement (Poste 2)	
Traitements et salaires	62 007
Avantages sociaux	5 272
Transports et communications	18 506
Services	17 694
Fournitures et matériel	976
	104 455
Administration des écoles provinciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	34 825
Avantages sociaux	4 857
Transports et communications	811
Services	3 992
Fournitures et matériel	1 566
	46 051
Conseil de l'éducation franco-ontarienne (Poste 4)	
Traitements et salaires	125
Transports et communications	46 897
Services	82 652
Fournitures et matériel	25 142
	154 816
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION	1 930 668

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles et enseignement	41 102 699	67 330 274
Accord sur les jeunes contrevenants	2 040 000	8 041 526
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	667 740	1 128 313
Contribution à la caisse de retraite des enseignants — ministère de la Défense nationale		228 536
Autres		25 000
	43 810 439	76 753 649
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements au titre de fonctionnaires détachés auprès d'autres organismes	106 973	134 955
	106 973	134 955
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de scolarité versés par d'autres provinces pour des non résidents fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	553 703	383 478
Cours d'été	207 434	291 229
Programme préparatoire Gallaudet d'études spéciales	172 966	60 029
Frais de scolarité dans des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario versés par le gouvernement du Canada aux Indiens couverts par des traités	105 076	339 218
Inspection des écoles secondaires privées	30 725	28 952
Certificats — enseignants, étudiants	19 956	14 993
Transcriptions pour enseignants	14 841	11 997
Autres	640	680
	1 105 341	1 130 576
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	555 563	489 061
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	259 856	184 831
Avantages en nature	77 641	71 074
Véhicules	11 475	4 280
Autres	6 284	8 023
	910 819	757 269
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	210 460	32 436
Subventions remboursées	60 517	50 634
Autres	662	9 192
	271 639	92 262
DIVERS	7 841	8 140
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	46 213 052	78 876 851

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Prêts provinciaux au titre de l'aide aux étudiants	9 524	2 044
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DE PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	9 524	2 044

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Legs et bourses	37 467	62 641
Association de l'éducation de l'Ontario — Fonds de prêts pour les enseignants des écoles élémentaires	223	385
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	37 690	63 026

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-182
POLITIQUES ET PLANIFICATION	4-184
GESTION ET TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE	4-186
COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	4-188
INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE	4-190
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	4-182
SOMMAIRE	4-181
ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4-192

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
5 824 632	Administration du ministère	6 862 807	6 404 722
4 256 203	Politiques et planification	4 996 900	4 267 723
25 999 546	Gestion et technologie de l'énergie	33 793 300	30 330 075
2 889 984	Commission de l'énergie de l'Ontario	3 640 400	3 640 334
68 970 621	Investissement dans l'énergie	374 250 000	348 219 478
107 940 986	**Total pour le ministère**	423 543 407*	392 862 332
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
80 275 486	Total des dépenses budgétaires	393 643 407	377 018 832
27 665 500	Total des dépenses non budgétaires	29 900 000	15 843 500
107 940 986		423 543 407	392 862 332

*Comprend un mandat spécial de 52 245 000 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 097 600		1 097 600	Bureau principal	1 041 925
2	2 319 200		2 319 200	Services administratifs	2 281 698
3	2 363 800		2 363 800	Services d'information	2 296 475
4	813 500		813 500	Services financiers	518 391
5	264 500		264 500	Services juridiques	261 835
	6 858 600		6 858 600		6 400 324
L	3 214		3 214	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	3 340
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 058
	6 862 807*		6 862 807	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 404 722

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

*Comprend un mandat spécial de 2 379 300 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	717 078
Avantages sociaux	97 635
Transports et communications	89 346
Services	116 807
Fournitures et matériel	21 059
	1 041 925
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	3 340
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	1 058
Services administratifs (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 124 939
Avantages sociaux	114 066
Transports et communications	62 355
Services	574 395
Fournitures et matériel	581 634
Paiements de transfert	
Subventions accordées au programme Brigades jeunesse Ontario	165 034
	2 622 423
Moins : Recouvrements d'autres ministères	340 725
	2 281 698

Services d'information (Poste 3)	$
Traitements et salaires	809 002
Avantages sociaux	103 462
Transports et communications	264 546
Services	1 016 822
Fournitures et matériel	102 643
	2 296 475
Services financiers (Poste 4)	
Traitements et salaires	387 265
Avantages sociaux	60 475
Transports et communications	14 302
Services	47 439
Fournitures et matériel	8 910
	518 391
Services juridiques (Poste 5)	
Traitements et salaires	659
Transports et communications	10 552
Services	247 408
Fournitures et matériel	3 216
	261 835
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 404 722

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
1	3 210 600		3 210 600	Approvisionnements et distribution	2 699 064
2	1 786 300		1 786 300	Économie de l'énergie	1 568 659
	4 996 900*		4 996 900	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION	4 267 723

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

*Comprend un mandat spécial de 1 725 100 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION — CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Approvisionnements et distribution (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 406 276
Avantages sociaux		219 085
Transports et communications		175 430
Services		6 989 243
Fournitures et matériel		29 767
Paiements de transfert		
Subventions de restructuration des services publics municipaux	32 613 $	
Subventions versées aux municipalités pour la planification en cas d'imprévu	3 984	36 597
		8 856 398
Moins : Recouvrements d'autres ministères		6 157 334
		2 699 064

Économies de l'énergie (Poste 2)	$
Traitements et salaires	776 550
Avantages sociaux	128 860
Transports et communications	58 679
Services	421 155
Fournitures et matériel	58 415
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies	125 000
	1 568 659
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION	4 267 723

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE**	
1	11 579 700	1 200 000	12 779 700	Recherche et développement dans le domaine de l'énergie	12 684 664
2	21 013 600		21 013 600	Gestion de l'énergie	17 645 411
	32 593 300*	1 200 000	33 793 300	TOTAL POUR LA GESTION ET LA TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE .	30 330 075

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer la conservation et la gestion de l'énergie en Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 11 252 400 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE — CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Recherche et développement dans le domaine de l'énergie (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 066 260
Avantages sociaux		161 004
Transports et communications		138 968
Services		3 562 633
Fournitures et matériel		40 933
Paiements de transfert		
Subventions aux recherches sur l'énergie	908 725 $	
Institut d'étude des systèmes à hydrogène	2 145 032	
Subventions pour le développement de la production d'énergie	6 846 109	
Subventions aux recherches sur la fusion	1 325 000	10 824 866
		15 794 664
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 110 000
		12 684 664

Gestion de l'énergie (Poste 2)		$
Traitements et salaires		1 404 487
Avantages sociaux		172 004
Transports et communications		217 449
Services		11 138 673
Fournitures et matériel		94 750
Paiements de transfert		
Subventions pour l'information du public en matière d'énergie	85 000 $	
Subventions aux initiatives de conservation	1 907 146	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	2 625 902	4 618 048
		17 645 411
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE		30 330 075

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2204				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**	
1	3 640 400		3 640 400	Commission de l'énergie de l'Ontario . . .	3 640 334
	3 640 400*		3 640 400	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	3 640 334

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

*Comprend un mandat spécial de 888 200 $.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2204

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 427 980
Avantages sociaux	218 145
Transports et communications	107 556
Services	1 606 210
Fournitures et matériel	280 443
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	3 640 334

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2205				**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE**	
1	374 250 000**		374 250 000	Société de l'énergie de l'Ontario	348 219 478
	374 250 000*		374 250 000	TOTAL POUR L'INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE	348 219 478

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'investir dans les possibilités offertes dans les domaines de la technologie, de la conservation, de la prospection, de la mise en valeur et de la production de l'énergie au Canada, afin d'améliorer la sécurité et l'accessibilité des approvisionnements de l'Ontario en énergie.

*Comprend un mandat spécial de 36 000 000 $.
**Comprend un crédit de 305 000 000 $ au titre d'un redressement extraordinaire effectué pour régler la dette représentée par le billet établi à l'ordre de la Sun.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE — Fin

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE — CRÉDIT 2205

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Société de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Transports et communications	121
Services	5 731
Paiement de transfert	
Paiement du billet de la Sun Company	332 370 126*
Dépenses non budgétaires	
Investissements dans la Société de l'énergie de l'Ontario	15 843 500
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS L'ÉNERGIE	348 219 478

*Comprend un crédit de 294 000 000 $ au titre d'un redressement extraordinaire effectué pour régler la dette représentée par le billet établi à l'ordre de la Sun.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Accord Canada-Ontario — conservation d'énergie et énergie renouvelable	776 864	3 798 388
Autres		267
	776 864	3 798 655
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario — frais de requête, de dépôt et d'audience	1 107 756	888 971
Société de l'énergie de l'Ontario	11 994	71 250
	1 119 750	960 221
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	101 198	3 227
VENTES ET LOCATIONS	7 309	13 156
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	166 631	86 414
Autres	9 939	3 933
	176 570	90 347
DIVERS	1 544	1 888
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	2 183 235	4 867 494

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-196
- SERVICES D'APPUI ENVIRONNEMENTAL 4-200
- CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT 4-202
- PLANIFICATION ET EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS 4-206
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-196, 4-202, 4-206
- SOMMAIRE 4-195

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-208

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-209

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-209

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
14 086 035	Administration du ministère	18 229 684	16 373 367
40 612 288	Services d'appui environnemental	51 897 300	45 423 544
39 070 519	Contrôle de l'environnement	60 627 900	50 864 448
248 015 074	Planification et exploitation des services publics	249 219 600	240 086 381
341 783 916	**Total pour le ministère**	379 974 484*	352 747 740
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
281 691 524	Total des dépenses budgétaires	342 804 484	315 310 839
60 092 392	Total des dépenses non budgétaires	37 170 000	37 436 901
341 783 916		379 974 484	352 747 740

*Comprend un mandat spécial de 77 488 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	981 100	206 800	1 187 900	Bureau principal	1 186 532
2	1 235 800	50 200	1 286 000	Services financiers	1 278 335
3	2 674 900		2 674 900	Fournitures et services de bureau	1 425 042
4	1 809 300	105 000	1 914 300	Services du personnel	1 914 014
5	2 383 200		2 383 200	Services d'information	2 381 982
6	3 671 900		3 671 900	Analyse, recherche et planification	3 382 538
7	1 229 700		1 229 700	Services juridiques	1 101 871
8	538 200	33 700	571 900	Services de vérification	558 360
9	931 100	45 400	976 500	Services de développement des systèmes	975 193
	15 455 200	441 100	15 896 300		14 203 867
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
L	2 300 000		2 300 000	Paiements provenant du Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale pour des projets environnementaux liés à la santé, Loi sur l'administration financière	2 134 814
	17 788 584*	441 100	18 229 684	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 373 367

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration de politiques vis-à-vis des entreprises, de planification et de recherche, de même que des services d'analyse, d'appui en personnel et de conception des systèmes. Il comprend également des services juridiques et de communication.

*Comprend un mandat spécial de 3 726 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	712 985
Avantages sociaux	147 007
Transports et communications	109 790
Services	91 887
Fournitures et matériel	124 863
	1 186 532
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 187
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	895 357
Avantages sociaux	142 791
Transports et communications	13 472
Services	186 080
Fournitures et matériel	40 635
	1 278 335
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	800 896
Avantages sociaux	133 208
Transports et communications	160 675
Services	(82 350)
Fournitures et matériel	412 613
	1 425 042
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 595 008
Avantages sociaux	245 072
Transports et communications	73 072
Services	154 518
Fournitures et matériel	119 893
Paiements de transfert	
Subvention à la Garderie du Laboratoire de Dorset	10 000
	2 197 563
Moins : Recouvrements d'autres ministères	283 549
	1 914 014

Services d'information (Poste 5)		$
Traitements et salaires		834 875
Avantages sociaux		106 009
Transports et communications		165 809
Services		621 202
Fournitures et matériel		584 637
Paiements de transfert		
Subvention à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	30 000 $	
Subvention aux conférences sur l'environnement	8 000	
Subvention au Réseau environnemental de l'Ontario	31 450	69 450
		2 381 982
Analyse, recherche et planification (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 124 044
Avantages sociaux		156 696
Transports et communications		33 145
Services		1 990 433
Fournitures et matériel		78 220
		3 382 538
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Paiements provenant du Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale pour des projets environnementaux liés à la santé		2 134 814

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2301 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	$
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	33 992
Avantages sociaux	1 541
Transports et communications	80 401
Services	889 046
Fournitures et matériel	68 891
Paiements de transfert	
Subvention à la Fondation canadienne de recherche du droit de l'environnement	28 000
	1 101 871
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	456 722
Avantages sociaux	61 488
Transports et communications	25 470
Services	7 805
Fournitures et matériel	6 875
	558 360
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	641 895
Avantages sociaux	92 656
Transports et communications	24 072
Services	138 614
Fournitures et matériel	77 956
	975 193
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 373 367

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2302				**PROGRAMME DES SERVICES D'APPUI ENVIRONNEMENTAL**	
1	239 400		239 400	Administration du programme	193 955
2	6 996 200	683 200	7 679 400	Ressources atmosphériques	7 624 407
3	15 723 800		15 723 800	Ressources en eau	13 429 991
4	13 799 600		13 799 600	Gestion des déchets	9 838 728
5	1 529 700		1 529 700	Évaluations environnementales	1 454 115
6	10 444 900	2 480 500	12 925 400	Services de laboratoire	12 882 348
	48 733 600*	3 163 700	51 897 300	TOTAL POUR LES SERVICES D'APPUI ENVIRONNEMENTAL	45 423 544

Description du programme :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Ce programme fournit également des services de laboratoire et de soutien pour l'exécution des programmes.

*Comprend un mandat spécial de 11 699 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

PROGRAMME DES SERVICES D'APPUI ENVIRONNEMENTAL — CRÉDIT 2302

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	138 447
Avantages sociaux	17 311
Transports et communications	11 776
Services	17 471
Fournitures et matériel	8 950
	193 955

Ressources atmosphériques (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 760 140
Avantages sociaux	537 252
Transports et communications	308 723
Services	1 057 812
Fournitures et matériel	1 960 480
	7 624 407

Ressources en eau (Poste 3)	$
Traitements et salaires	6 013 383
Avantages sociaux	824 254
Transports et communications	426 635
Services	3 561 858
Fournitures et matériel	1 692 303
Paiements de transfert	
Subventions pour les études sur les plages	911 558
	13 429 991

Gestion des déchets (Poste 4)		$
Traitements et salaires		2 441 721
Avantages sociaux		334 012
Transports et communications		176 872
Services		5 266 556
Fournitures et matériel		340 598
Paiements de transfert		
Subventions pour l'amélioration des lieux d'enfouissement des déchets	622 923 $	
Subvention pour le tri à la source	544 048	
Subvention au Conseil du recyclage de l'Ontario	35 498	
Subvention au Canadian Waste Exchange	23 000	
Subvention à la Fondation Pollution Probe	35 000	
Subvention à l'Institut d'études environnementales	18 500	1 278 969
		9 838 728

Évaluations environnementales (Poste 5)	$
Traitements et salaires	987 061
Avantages sociaux	189 298
Transports et communications	64 226
Services	176 205
Fournitures et matériel	37 325
	1 454 115

Services de laboratoire (Poste 6)	$
Traitements et salaires	7 254 409
Avantages sociaux	1 083 556
Transports et communications	177 243
Services	943 916
Fournitures et matériel	3 423 224
	12 882 348

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'APPUI ENVIRONNEMENTAL	45 423 544

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2303				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	11 533 600		11 533 600	Administration du programme	4 499 263
2	1 005 500		1 005 500	Commission sur la gestion des déchets industriels	70 602
3	1 116 200		1 116 200	Commission d'évaluation de l'environnement	1 022 872
4	10 777 400		10 777 400	Relations intergouvernementales et coordination des normes sur les polluants dangereux	9 544 141
5	19 648 900	811 100	20 460 000	Application et exécution des règlements	20 360 086
6	14 567 200	818 000	15 385 200	Approbations environnementales et appui technique	15 290 924
7	350 000		350 000	Compagnie d'indemnisation environnementale	59 067
	58 998 800	1 629 100	60 627 900		50 846 955
L				Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	17 493
	58 998 800*	1 629 100	60 627 900	TOTAL POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	50 864 448

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant et à contrôler l'utilisation des pesticides. Il vise également à assurer la coordination des mesures prises pour résoudre des questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

Des subventions sont accordées aux services de santé provinciaux en vertu de la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement.

L'indemnisation de victimes de déversements accidentels est assurée par l'entremise de la compagnie d'indemnisation environnementale.

*Comprend un mandat spécial de 10 264 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 2303

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		301 976
Avantages sociaux		24 667
Transports et communications		147 057
Services		3 981 298
Fournitures et matériel		746 731
Paiements de transfert		
Subvention à l'American Water Works Association (section de l'Ontario)	5 000 $	
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario	5 000	10 000
		5 211 729
Moins : Recouvrements d'autres ministères		712 466
		4 499 263

Commission sur la gestion des déchets industriels (Poste 2)	
Traitements et salaires	11 421
Avantages sociaux	579
Transports et communications	10 399
Services	47 349
Fournitures et matériel	854
	70 602

Commission d'évaluation de l'environnement (Poste 3)		
Traitements et salaires		509 703
Avantages sociaux		69 525
Transports et communications		70 992
Services		299 592
Fournitures et matériel		45 160
Paiements de transfert		
Subventions versées à l'intervenant qui a participé aux audiences sur la décharge de Tricil et sur le projet de production d'énergie à partir de déchets de 3M Canada Inc.		27 900
		1 022 872

Relations intergouvernementales et coordination des normes sur les polluants dangereux (Poste 4)		$
Traitements et salaires		1 769 973
Avantages sociaux		292 502
Transports et communications		379 174
Services		4 469 680
Fournitures et matériel		1 717 610
Paiements de transfert		
Subvention à la Coalition canadienne sur les pluies acides	50 000 $	
Subventions pour la recherche sur les pesticides	313 229	
Subvention à la Fédération des naturalistes de l'Ontario	46 973	
Subventions pour la lutte contre les termites	500 000	
Subvention au Mouvement de la Baie georgienne contre les pluies acides	5 000	915 202
		9 544 141

Application et exécution des règlements (Poste 5)	
Traitements et salaires	13 370 910
Avantages sociaux	1 933 745
Transports et communications	2 158 035
Services	1 121 547
Fournitures et matériel	1 775 849
	20 360 086

Approbations environnementales et appui technique (Poste 6)	
Traitements et salaires	8 304 266
Avantages sociaux	1 111 955
Transports et communications	624 320
Services	684 524
Fournitures et matériel	1 515 868
Paiements de transfert	
Loi sur la protection de l'environnement, Partie VII	3 049 991
	15 290 924

Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Fonds de fiducie pour les lieux d'élimination des déchets	17 493

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 2303 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Compagnie d'indemnisation environnementale (Poste 7)	$
Traitements et salaires	5 777
Avantages sociaux	2 369
Transports et communications	10 604
Services	7 919
Fournitures et matériel	32 398
	59 067
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	50 864 448

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2304				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**	
1	1 735 400	272 600	2 008 000	Financement d'immobilisations et recettes	1 982 340
2	161 672 600		161 672 600	Services d'ingénierie	151 772 545
3	73 139 000		73 139 000	Exploitation des services publics	72 515 644
4	10 300 000	2 100 000	12 400 000	Société ontarienne de gestion des déchets	12 400 000
	246 847 000	2 372 600	249 219 600		238 670 529
L				Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario	991 294
L				Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût des biens en immobilisations, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario	424 558
	246 847 000*	2 372 600	249 219 600	TOTAL POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	240 086 381

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et d'installations de traitement et d'élimination des déchets industriels. Des subventions sont également prévues pour la réparation et le remplacement de systèmes privés d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées.

*Comprend un mandat spécial de 51 799 000 $.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT — Fin

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS — CRÉDIT 2304

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Financement d'immobilisations et recettes (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 295 986
Avantages sociaux		210 191
Transports et communications		38 217
Services		219 900
Fournitures et matériel		218 046
		1 982 340
Services d'ingénierie (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 896 813
Avantages sociaux		272 446
Transports et communications		165 076
Services		3 477 125
Fournitures et matériel		42 728
Paiements de transfert		
Systèmes privés	3 526 824 $	
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
Programme ordinaire	80 216 978	
Programme de traitement des eaux usées entrepris dans le cadre de l'entente Canada/Ontario	1 685 813	
Priorités régionales	3 206 442	
Subvention au Congrès international sur l'acoustique	25 000	88 661 057
Autres opérations		
Montants versés à certaines municipalités admissibles pour les aider à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		28 000 000
Dépenses non budgétaires		
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		33 868 742
		156 383 987
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 611 442
		151 772 545

Exploitation des services publics (Poste 3)	$
Traitements et salaires	20 275 169
Avantages sociaux	2 939 872
Transports et communications	971 364
Services	17 422 351
Fournitures et matériel	30 735 687
Acquisition/Construction de biens matériels	171 201
	72 515 644
Société ontarienne de gestion des déchets (Poste 4)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	12 400 000
	12 400 000
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	991 294
Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût des biens en immobilisations	424 558
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	240 086 381

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs:		
Programme de construction de réseaux d'assainissement	4 088 773	511 227
Programme de surveillance	465 880	1 538 910
Programme spécial de projets d'immobilisation pour la récupération des ressources	241 244	9 258 756
Études de modélisation — Pluies acides	50 000	
	4 845 897	11 308 893
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage:		
Westinghouse Canada Incorporée	700 000	
General Motors du Canada	169 000	
Division Volverine de United Oil Products Limited	95 200	
	964 200	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Contrôle des pesticides	360 077	341 571
Réseaux d'égouts	165 326	149 995
Entreprises de forage de puits	7 198	1 230
	532 601	492 796
VENTES ET LOCATIONS		
Station de récupération des ressources — recyclage des déchets	1 879 138	2 247 232
Véhicules	38 490	27 222
Autres	8 927	14 214
	1 926 555	2 288 668
FRAIS D'ABONNEMENT AUX SERVICES PUBLICS	126 205 512	111 429 052
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop de subventions	358 202	231 381
Paiements tenant lieu de notes de crédit	15 700	17 975
Chèques annulés	4 363	
Réparation de citernes		25 219
Autres	3 327	40 079
	381 592	314 654
DIVERS		
Intérêts sur comptes débiteurs en souffrance:		
Canton de Portland	67 443	
Ville de Walden	14 084	
Municipalité du district de Muskoka	7 784	
Canton de Scugog	5 328	
Canton de Brudenell et de Lyndoch	2 763	
Canton de North Algona		24 485
Règlements de sinistres et versements de dommages-intérêts	83 252	8 823
Frais d'inscription:		
Conférence sur les transferts de technologie	34 509	
Formation et accréditation	30 474	
Frais d'administration — Entente sur la gestion de projets — Ministère des Affaires indiennes et du développement du Nord et des Mines	5 701	98 198
Autres	39 299	24 304
	290 637	155 810
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	135 146 994	125 989 873

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Placements dans les installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Amortissement de projets susceptibles d'être facturés au taux de service	30 529 722	44 921 885
Transferts du Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisations	5 721 771	6 299 574
Paiements effectués par des municipalités au titre de frais de construction ne faisant pas l'objet de financement à long terme	3 323 370	9 003 962
Programme de construction de réseaux d'assainissement	3 120 463	2 279 537
Aide provinciale aux municipalités en vue de la réduction des dotations en capital	907 947	1 732 236
Virements du Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	19 931	27 836
Autres	2 395 639	3 828 363
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	46 018 843	68 093 393

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 279 475	1 355 034
Moins : Montants transférés au moment de la résiliation des ententes portant sur le compte d'actif correspondant intitulé "Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets"	(19 931)	(27 836)
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	41 027	39 578
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	7 121	9 997
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 307 692	1 376 773

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- FORMATION PROFESSIONNELLE 4-214
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-214
- SOMMAIRE 4-213

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-216

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-216

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
305 146 907	Formation professionnelle	418 841 318	392 275 778
305 146 907	**Total pour le ministère**	418 841 318*	392 275 778
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
305 146 907	Total des dépenses budgétaires	418 841 318	392 275 778

*Comprend un mandat spécial de 75 000 000 $.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801				**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	
1	2 248 700	1 694 000	3 942 700	Administration du ministère	3 817 383
2	235 957 700		235 957 700	Formation professionnelle	226 049 621
3	178 436 100	477 700**	178 913 800	Horizons Jeunesse Ontario	162 377 607
	416 642 500	2 171 700	418 814 200		392 244 611
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	23 295
L	1 614		1 614	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 614
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 258
	416 669 618*	2 171 700	418 841 318	TOTAL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE	392 275 778

Description du programme :

Élaborer la politique, mettre en oeuvre les programmes et fournir des fonds pour la formation dans l'industrie, y compris l'administration de la formation donnée par le biais de programmes d'apprentissage, et pour aider les jeunes et les membres d'autres groupes ayant des besoins particuliers à acquérir une expérience professionnelle et les encourager à exercer un emploi, afin que les besoins des employeurs et des particuliers en matière de formation soient identifiés, reconnus et satisfaits de manière à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 75 000 000 $.

**Transféré du Secrétariat aux affaires sociales en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE — Fin

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE — CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du ministère (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 769 764
Avantages sociaux		326 517
Transports et communications		449 451
Services		858 091
Fournitures et matériel		408 560
Paiements de transfert		
Projets spéciaux		5 000
		3 817 383
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		23 295
Traitement versé au ministre sans portefeuille		1 614
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		6 258
Formation professionnelle (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 838 461
Avantages sociaux		1 489 068
Transports et communications		814 721
Services		1 557 498
Fournitures et matériel		604 942
Paiements de transfert		
Fonds de formation professionnelle de l'Ontario	45 312 061 $	
Formation professionnelle, adultes et apprentissage	154 487 303	
Caisse d'accroissement des compétences professionnelles	10 945 567	210 744 931
		226 049 621

Horizons Jeunesse Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 684 579
Avantages sociaux	388 233
Transports et communications	935 178
Services	16 314 905
Fournitures et matériel	208 271
Paiements de transfert	
Horizons Jeunesse Ontario	141 924 688
	162 455 854
Moins : Recouvrements d'autres ministères	78 247
	162 377 607
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE	392 275 778

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la Loi nationale sur la formation professionnelle des adultes dans l'industrie		
Formation	161 126 052	148 864 006
Caisse d'accroissement des compétences professionnelles	10 357 893	18 696 155
Autres programmes de formation professionnelle des adultes		
Formation des employés de la poste	7 331	
	171 491 276	167 560 161
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métier et apprentis	2 325 880	1 227 154
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	2 275 506	575 302
Autres	85	
	2 275 591	575 302
DIVERS	58 693	1 406
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	176 151 440	169 364 023

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Projet de capital d'entreprise		2 804
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL		2 804

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-220
INDUSTRIE	4-222
COMMERCE	4-224
SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	4-226
INNOVATION ET TECHNOLOGIE	4-228
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	4-220, 4-226
SOMMAIRE	4-219
ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4-230

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
10 361 577	Administration du ministère	11 097 298	11 025 207
12 265 819	Industrie	37 584 200	36 849 321
22 854 667	Commerce	27 128 400	26 881 813
55 432 777	Sociétés de développement de l'Ontario	54 820 600	58 598 059
5 533 884	Innovation et technologie	7 609 300	7 466 392
106 448 724	**Total pour le ministère**	138 239 798*	140 820 792
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
79 469 457	Total des dépenses budgétaires	110 639 798	85 220 792
26 979 267	Total des dépenses non budgétaires	27 600 000	55 600 000
106 448 724		138 239 798	140 820 792

*Comprend un mandat spécial de 17 500 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 489 600		1 489 600	Bureau principal	1 478 239
2	1 250 400	41 400	1 291 800	Services financiers	1 267 486
3	1 075 600	10 100	1 085 700	Fournitures et services de bureau	1 085 456
4	863 000	55 500	918 500	Services du personnel	914 116
5	1 454 400	86 100	1 540 500	Services d'information	1 540 489
6	489 500	36 300	525 800	Services de vérification	503 902
7	1 738 700	125 100	1 863 800	Analyse et planification	1 861 436
8	652 500		652 500	Services juridiques	652 300
9	1 609 100	85 000	1 694 100	Services de développement des systèmes	1 685 128
	10 622 800	439 500	11 062 300		10 988 552
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	1 614		1 614	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 969
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
	10 657 798*	439 500	11 097 298	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 025 207

Description du programme :

Ce programme fournit des services de soutien administratif, juridique, d'information, de planification intégrée et d'autres services de soutien aux programmes opérationnels et à certains organismes du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, ainsi que des services de soutien administratif au ministère du Tourisme et des Loisirs et à certains de ses organismes.

*Comprend un mandat spécial de 2 800 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		836 885
Avantages sociaux		179 172
Transports et communications		134 941
Services		161 023
Fournitures et matériel		136 238
Paiements de transfert		
Aide aux entreprises victimes de sinistres naturels	4 980 $	
Subventions spéciales en faveur du développement de l'industrie et du commerce	25 000	29 980
		1 478 239
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		26 499
Traitement versé au ministre sans portefeuille		1 969
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 187
Services financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		734 012
Avantages sociaux		105 464
Transports et communications		31 306
Services		204 400
Fournitures et matériel		192 304
		1 267 486
Fournitures et services de bureau (Poste 3)		
Traitements et salaires		765 422
Avantages sociaux		117 120
Transports et communications		57 633
Services		96 386
Fournitures et matériel		48 895
		1 085 456
Services du personnel (Poste 4)		
Traitements et salaires		696 986
Avantages sociaux		92 189
Transports et communications		24 810
Services		64 628
Fournitures et matériel		35 503
		914 116
Services d'information (Poste 5)		
Traitements et salaires		781 598
Avantages sociaux		89 411
Transports et communications		172 384
Services		751 097
Fournitures et matériel		87 800
		1 882 290
Moins : Recouvrements d'autres activités		341 801
		1 540 489

Services de vérification (Poste 6)	$
Traitements et salaires	393 401
Avantages sociaux	58 805
Transports et communications	31 172
Services	8 789
Fournitures et matériel	11 735
	503 902
Analyse et planification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 250 616
Avantages sociaux	148 044
Transports et communications	76 756
Services	327 015
Fournitures et matériel	59 005
	1 861 436
Services juridiques (Poste 8)	
Transports et communications	3 019
Services	629 070
Fournitures et matériel	20 211
	652 300
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	936 192
Avantages sociaux	118 001
Transports et communications	51 621
Services	414 323
Fournitures et matériel	164 991
	1 685 128
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 025 207

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2402				**PROGRAMME DE L'INDUSTRIE**	
1	275 000		275 000	Administration du programme	227 866
2	4 122 500		4 122 500	Petites entreprises	3 616 406
3	2 149 600	23 631 700	25 781 300	Investissements industriels	25 737 964
4	3 316 200		3 316 200	Commercialisation au Canada	3 256 215
5	3 810 700	278 500	4 089 200	Bureaux régionaux	4 010 870
	13 674 000*	23 910 200	37 584 200	TOTAL POUR L'INDUSTRIE	36 849 321

Description du programme :

Ce programme favorise, auprès de toutes les entreprises de l'Ontario, la création, l'expansion, la rationalisation et le développement de la production et de la distribution de biens et de services, ainsi que l'adoption de technologies nouvelles, dans le but d'amener les industries et les petites entreprises à contribuer à l'expansion du commerce intérieur, à accroître leurs investissements et à renforcer la compétitivité de leur infrastructure industrielle.

*Comprend un mandat spécial de 3 500 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

PROGRAMME DE L'INDUSTRIE — CRÉDIT 2402

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		104 748
Avantages sociaux		28 999
Transports et communications		13 915
Services		62 014
Fournitures et matériel		18 190
		227 866
Petites entreprises (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 183 581
Avantages sociaux		160 141
Transports et communications		244 665
Services		2 322 421
Fournitures et matériel		162 096
Paiements de transfert		
Subventions au Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton — Exploitation	25 000 $	
Fonds d'encouragement à l'organisation de conférences	120 000	145 000
		4 217 904
Moins : Recouvrements d'autres ministères		601 498
		3 616 406
Investissements industriels (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 207 087
Avantages sociaux		159 281
Transports et communications		300 241
Services		508 845
Fournitures et matériel		72 860
		2 248 314
Moins : Recouvrements d'autres ministères		10 350
		2 237 964
Dépenses non budgétaires		
Prêts — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	3 500 000 $	
— Assistance industrielle	20 000 000	23 500 000
		25 737 964

Commercialisation au Canada (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 441 365
Avantages sociaux	206 904
Transports et communications	355 341
Services	1 058 679
Fournitures et matériel	211 670
	3 273 959
Moins : Recouvrements d'autres ministères	17 744
	3 256 215
Bureaux régionaux (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 855 111
Avantages sociaux	445 740
Transports et communications	474 853
Services	102 152
Fournitures et matériel	133 014
	4 010 870
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'INDUSTRIE	36 849 321

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2403				**PROGRAMME DU COMMERCE**	
1	525 900		525 900	Administration du programme	490 907
2	12 543 400	878 700	13 422 100	Commercialisation internationale	13 420 063
3	1 555 200	113 700	1 668 900	Société internationale de l'Ontario	1 654 011
4	9 180 300	2 331 200	11 511 500	Bureaux internationaux	11 316 832
	23 804 800*	3 323 600	27 128 400	TOTAL POUR LE COMMERCE	26 881 813

Description du programme :

Ce programme fournit aux entreprises de l'Ontario une aide directe pour le développement et l'expansion de leurs activités d'exportation et de leurs ventes à l'étranger, ainsi qu'aux investisseurs étangers qui souhaiteraient effectuer des placements dans la province, dans le but de développer le commerce international et d'augmenter l'investissement en Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 5 700 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

PROGRAMME DU COMMERCE — CRÉDIT 2403

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		304 329
Avantages sociaux		39 008
Transports et communications		34 767
Services		67 501
Fournitures et matériel		45 302
		490 907
Commercialisation internationale (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 154 662
Avantages sociaux		267 579
Transports et communications		1 862 836
Services		4 046 015
Fournitures et matériel		278 437
Paiements de transfert		
Fonds d'aide aux exportations	5 684 007 $	
Subventions remboursables accordées au Fonds d'aide aux exportations	508 029	
Fonds de développement des exportations	251 275	6 443 311
		15 052 840
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 632 777
		13 420 063

Société internationale de l'Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	863 793
Avantages sociaux	116 933
Transports et communications	326 554
Services	299 709
Fournitures et matériel	47 022
	1 654 011
Bureaux internationaux (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 998 201
Avantages sociaux	243 982
Transports et communications	1 859 079
Services	6 670 430
Fournitures et matériel	545 140
	11 316 832
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU COMMERCE	26 881 813

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2404				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
1	12 538 000	463 600	13 001 600	Société de développement de l'Ontario	10 721 889
2	3 233 000		3 233 000	Société de développement du Nord de l'Ontario	2 336 754
3	4 736 000		4 736 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario	3 188 460
	20 507 000	463 600	20 970 600		16 247 103
L	16 000 000		16 000 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	18 014 220
L	3 800 000		3 800 000	Pertes sur prêts, Loi sur l'administration financière	5 512 432
L	5 800 000		5 800 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	4 995 865
L	1 250 000		1 250 000	Pertes sur prêts, Loi sur l'administration financière	2 558 799
L	5 800 000		5 800 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	7 589 915
L	1 200 000		1 200 000	Pertes sur prêts, Loi sur l'administration financière	3 679 725
	54 357 000*	463 600	54 820 600	TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	58 598 059**

Description du programme :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux chefs d'entreprise de l'Ontario.

Remarque : Les prévisions initiales comprenaient 6 250 000 $ au poste des crédits demandés, pour compenser les pertes subies sur les prêts accordés dans le cadre des sociétés de développement. Il a été décidé par la suite que les pertes sur prêts devraient être considérées comme postes prévus par la loi en vertu de la Loi sur l'administration financière, de sorte qu'elles ont été réaffectées afin d'être imputées sur les crédits législatifs.

*Comprend un mandat spécial de 3 700 000 $.

**Y compris un redressement extraordinaire de 2 840 373 $ concernant les créances irrécouvrables.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2404

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Société de développement de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 987 639
Avantages sociaux		805 754
Transports et communications		327 659
Services		410 268
Fournitures et matériel		220 023
Paiements de transfert		
Subside de garantie		176 147
Autres opérations		
Garanties honorées	1 564 399 $	
Bonifications d'intérêts	2 230 000	3 794 399
		10 721 889
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		5 512 432
Dépenses non budgétaires		
Programme de prêts		18 014 220
Société de développement du Nord de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		511 627
Avantages sociaux		98 682
Transports et communications		198 907
Services		62 828
Fournitures et matériel		5 574
Paiements de transfert		
Subside de garantie		14 136
Autres opérations		
Bonifications d'intérêts		1 445 000
		2 336 754
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		2 558 799
Dépenses non budgétaires		
Programme de prêts		4 995 865

Société de développement de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		$
Traitements et salaires		369 190
Avantages sociaux		54 412
Transports et communications		101 227
Services		18 198
Fournitures et matériel		11 311
Paiements de transfert		
Subside de garantie	226 316 $	
Entente subsidiaire sur l'Est de l'Ontario	867 806	1 094 122
Autres opérations		
Bonifications d'intérêt		1 540 000
		3 188 460
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		3 679 725
Dépenses non budgétaires		
Programme de prêts		7 589 915
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO		58 598 059*

*Y compris un redressement extraordinaire de 2 840 373 $ concernant les créances irrécouvrables.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2405				**PROGRAMME D'INNOVATION ET DE TECHNOLOGIE**	
1	1 943 000	1 290 300	3 233 300	Innovation et développement technologique	3 090 392
2	4 376 000		4 376 000	Fondation de recherches de l'Ontario ...	4 376 000
	6 319 000*	1 290 300	7 609 300	TOTAL POUR L'INNOVATION ET LA TECHNOLOGIE	7 466 392

Description du programme :

Ce programme assure l'exécution d'études, l'élaboration des politiques et la coordination des activités des Centres de technologie de l'Ontario, de la Société IDEA et de la Fondation de recherches de l'Ontario afin de rendre l'industrie de l'Ontario plus concurrentielle grâce à l'application de nouvelles techniques.

*Comprend un mandat spécial de 1 800 000 $.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE — Fin

PROGRAMME D'INNOVATION ET DE TECHNOLOGIE — CRÉDIT 2405

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Innovation et développement technologique(Poste 1)		$
Traitements et salaires		695 872
Avantages sociaux		74 336
Transports et communications		96 677
Services		621 559
Fournitures et matériel		101 948
Paiements de transfert		
Société IDEA		
Activités	2 000 000 $	
Centres de technologie de l'Ontario		
Microélectronique	3 066 000	
CAO/FAO et robotique	4 667 083	
Pièces automobiles	2 300 000	
Alimentaire	1 908 518	
Minière et forestière	3 913 876	
Centres d'innovation	2 280 500	
Formation aux méthodes de diffusion des technologies	423 680	20 539 657
		22 150 049
Moins : Recouvrements d'autres ministères		20 559 657
		1 590 392
Dépenses non budgétaires		
Développement de la biotechnologie		1 500 000
		3 090 392

Fondation de recherches de l'Ontario (Poste 2)	$
Paiements de transfert	
Subventions à la Fondation de recherches de l'Ontario	
Dépenses à caractère général	3 700 000
Immobilisations	676 000
	4 376 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'INNOVATION ET DE TECHNOLOGIE	7 466 392

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme de conception et de mise au point de produits		153 745
Affectations temporaires		147 718
		301 463
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de développement — traitements	1 093 040	790 219
Fonds d'aide aux exportations — subventions remboursables	5 270	
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	5 500	
	1 103 810	790 219
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais annuels de garantie — Massey-Ferguson	375 000	187 500
Droits d'inscription à des conférences et colloques	7 240	7 207
	382 240	194 707
VENTES ET LOCATIONS		
Location du bureau de New York	231 636	131 242
Location du bureau de San Francisco	9 704	
Autres		1 900
	241 340	133 142
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de frais — Sociétés de développement	1 228 387	2 497 360
Remboursement de fournisseurs	155 717	38 899
Programme de stages	30 575	
Fonds d'aide aux exportations	27 885	
Centre de technologie des pièces automobiles de l'Ontario	94 178	
Autres	25 904	27 099
	1 562 646	2 563 358
DIVERS	44 108	73 426
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	3 334 144	4 056 315

MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-234
PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	4-238
IMMOBILIER	4-240
LOGEMENT COMMUNAUTAIRE	4-242
AFFAIRES MUNICIPALES	4-246
LOCATION RÉSIDENTIELLE	4-248
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	4-234
SOMMAIRE	4-233
ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4-250
ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	4-250

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
17 465 877	Administration du ministère	20 754 103	20 203 651
	Planification communautaire		
12 798 160	Immobilier	15 073 000	12 598 174
188 468 253	Logement communautaire	214 258 800	198 816 354
	Affaires municipales		
7 442 335	Location résidentielle	7 903 000	7 885 182
226 174 625	**Total pour le ministère**	257 988 903*	239 503 361
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
217 507 302	Total des dépenses budgétaires	246 313 903	233 552 833
8 667 323	Total des dépenses non budgétaires	11 675 000	5 950 528
226 174 625		257 988 903	239 503 361

*Comprend un mandat spécial de 57 840 000 $.

NOTE : Le ministère des Affaires municipales et le ministère du Logement ont été créés le 3 juillet 1985 en vertu des décrets 1773/85 et 1772/85, respectivement. Ces nouveaux ministères ont exercé les pouvoirs et les fonctions qui, jusqu'à cette date, relevaient du ministère des Affaires municipales et du Logement. Pour faciliter la présentation et la comparaison des données financières, celles-ci ont été redressées pour refléter les activités qui ont eu lieu pendant un exercice tout entier. La somme affectée en 1985-1986 au "ministère des Affaires municipales et du Logement figure sous le titre "ministère du Logement", avec indication des montants qui ont été transférés au ministère des Affaires municipales.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 798 100	1 063 600 (405 100)**	2 456 600	Bureau principal	2 437 623
2	2 055 500		2 055 500	Services d'information	2 036 021
3	1 298 700	53 000	1 351 700	Services financiers	1 232 564
4	852 000		852 000	Services du personnel	802 021
5	2 818 200		2 818 200	Fournitures et services de bureau	2 751 591
6	3 464 200	1 247 700	4 711 900	Services de développement des systèmes	4 673 430
7	1 455 300	(758 600)**	696 700	Services juridiques	629 505
8	672 200		672 200	Services de vérification	640 444
9	1 437 100		1 437 100	Analyse et planification	1 342 299
10	3 155 000	507 900	3 662 900	Services du bâtiment de l'Ontario	3 626 776
	19 006 300	1 708 500	20 714 800		20 172 274
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	12 806		12 806	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	3 135
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 743
	19 045 603*	1 708 500	20 754 103	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 203 651

Description du programme :

Ce programme, qui englobe les activités du ministre, du sous-ministre, du Bureau d'action positive et du groupe de gestion des ressources générales, a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère, et de fournir des services de soutien administratif opérationnel à tous les éléments du ministère.

De plus, ce programme sert à élaborer les politiques et normes régissant la construction de nouveaux bâtiments, les matériaux de construction et les remises à neuf. Il comprend également l'administration du Code du bâtiment de l'Ontario et du Code de plomberie.

*Comprend un mandat spécial de 6 400 000 $.

**Transféré au ministère des Affaires municipales en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 333 666
Avantages sociaux	265 517
Transports et communications	167 947
Services	416 692
Fournitures et matériel	327 601
	2 511 423
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	73 800
	2 437 623
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé au ministre sans portefeuille	3 135
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	1 743
Services d'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	682 997
Avantages sociaux	112 014
Transports et communications	41 298
Services	1 802 895
Fournitures et matériel	69 217
	2 708 421
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	672 400
	2 036 021
Services financiers (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 332 366
Avantages sociaux	331 878
Transports et communications	63 736
Services	36 350
Fournitures et matériel	161 834
	2 926 164
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	1 693 600
	1 232 564
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 813 652
Avantages sociaux	193 829
Transports et communications	53 730
Services	213 293
Fournitures et matériel	71 181
	2 345 685
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 543 664
	802 021

Fournitures et services de bureau (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 361 676
Avantages sociaux	211 536
Transports et communications	623 174
Services	1 969 187
Fournitures et matériel	487 647
	4 653 220
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	1 901 629
	2 751 591
Services de développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 989 549
Avantages sociaux	288 543
Transports et communications	376 925
Services	4 582 550
Fournitures et matériel	450 081
	7 687 648
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	3 014 218
	4 673 430
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	83 932
Avantages sociaux	4 344
Transports et communications	29 382
Services	969 922
Fournitures et matériel	24 025
	1 111 605
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	482 100
	629 505
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	812 897
Avantages sociaux	111 520
Transports et communications	77 556
Services	24 704
Fournitures et matériel	38 767
	1 065 444
Moins : Recouvrements provenant des activités du ministère	425 000
	640 444
Analyse et planification (Poste 9)	
Traitements et salaires	926 437
Avantages sociaux	119 954
Transports et communications	16 848
Services	147 493
Fournitures et matériel	30 062
Paiements de transfert	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	101 505
	1 342 299

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2601 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services du bâtiment de l'Ontario (Poste 10)	$
Traitements et salaires	1 538 225
Avantages sociaux	202 945
Transports et communications	251 911
Services	1 334 613
Fournitures et matériel	139 425
Paiements de transfert	
Améliorations aux règlements municipaux relatifs au bâtiment	159 657
	3 626 776
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 203 651

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2602				**PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE**	
1	533 400	(533 400)		Administration du programme	
2	13 018 900	(13 018 900)		Administration des plans	
3	762 300	(762 300)		Politiques de planification locale	
4	17 874 800	(17 874 800)		Rénovation communautaire	
5	4 221 300	(4 221 300)		Services consultatifs sur la planification communautaire	
6	1 283 600	(1 283 600)		Recherche et projets spéciaux	
	37 694 300*	(37 694 300)**		TOTAL POUR LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	

Description du programme :

Ce programme a pour effet d'entretenir et d'utiliser un processus législatif permettant la réalisation des objectifs de la province, des municipalités et du secteur privé dans le domaine de la planification communautaire. Il encourage les responsables de la planification et du développement à adopter une approche globale tenant compte des besoins de la collectivité.

*Comprend un mandat spécial de 6 500 000 $.

**Le somme de 37 694 300 $ transférée au ministère des Affaires municipales comprend un montant de 31 194 300 $ transféré en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2603				**PROGRAMME DE L'IMMOBILIER**	
1	1 653 100		1 653 100	Administration du programme	1 585 117
2	7 585 000		7 585 000	Société foncière de l'Ontario	5 432 448
3	1 258 800	46 400	1 305 200	Activités foncières	1 279 997
4	1 381 800		1 381 800	Commercialisation et ventes	1 325 859
5	1 046 500		1 046 500	Planification et développement	1 018 000
6	2 101 400		2 101 400	Administration et service des prêts hypothécaires	1 956 753
	15 026 600*	46 400	15 073 000	TOTAL POUR L'IMMOBILIER	12 598 174

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réaliser l'investissement que représentent, pour la province de l'Ontario, les hypothèques, terrains et autres éléments d'actif détenus par la Société foncière de l'Ontario et la Société d'hypothèques de l'Ontario, en général, en faisant fructifier et en vendant les éléments d'actif aux secteurs privé et public et en administrant des programmes de prêts hypothécaires au nom de la province.

*Comprend un mandat spécial de 3 600 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

PROGRAMME DE L'IMMOBILIER — CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 180 025
Avantages sociaux	173 387
Transports et communications	32 250
Services	105 830
Fournitures et matériel	93 625
	1 585 117

Société foncière de l'Ontario (Poste 2)	
Acquisition/Construction de biens matériels	190 131
Paiements de transfert	
Bonifications d'intérêts pour réduire les paiements à effectuer par les propriétaires de logement	65 307
Autres opérations	
Programme ontarien de prêts pour la construction de logements locatifs	420 000
Dépenses non budgétaires	
Avances à la Société foncière de l'Ontario	4 757 010
	5 432 448

Activités foncières (Poste 3)	
Traitements et salaires	899 700
Avantages sociaux	137 913
Transports et communications	54 909
Services	135 352
Fournitures et matériel	52 123
	1 279 997

Commercialisation et ventes (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 008 908
Avantages sociaux	142 988
Transports et communications	93 045
Services	43 826
Fournitures et matériel	37 092
	1 325 859

Planification et développement (Poste 5)	$
Traitements et salaires	749 022
Avantages sociaux	110 270
Transports et communications	65 853
Services	77 424
Fournitures et matériel	15 431
	1 018 000

Administration et service des prêts hypothécaires (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 172 838
Avantages sociaux	181 869
Transports et communications	43 066
Services	506 035
Fournitures et matériel	52 945
	1 956 753

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'IMMOBILIER	12 598 174

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2604				**PROGRAMME DE LOGEMENT COMMUNAUTAIRE**	
1	15 636 300		15 636 300	Administration du programme	9 102 826
2	198 622 500		198 622 500	Société de logement de l'Ontario	189 713 528
	214 258 800*		214 258 800	TOTAL POUR LE LOGEMENT COMMUNAUTAIRE	198 816 354

Description du programme :

Ce programme a pour objet de répondre aux besoins des habitants de l'Ontario en matière de logement, en coopération avec le secteur privé, d'autres ministères et d'autres paliers de gouvernement. Les activités poursuivies concernent les politiques et programmes se rapportant à tous les aspects du marché du logement, y compris la fourniture, l'entretien et l'administration directes de logements sociaux pour les familles à revenu faible ou modeste, les personnes âgées et les handicapés, pour assurer l'accès à des habitations adéquates offertes à des prix abordables. Un soutien technique et administratif est proposé aux groupes communautaires locaux pour les aider à créer et gérer des logements spéciaux. Des recherches et des initiatives entreprises au niveau des politiques et des programmes visent à répondre aux préoccupations suscitées par la situation du marché privé de la location et de la propriété immobilière (nouveaux logements, conservation et utilisation plus efficace des ressources existantes), le but de tous ces efforts étant d'améliorer les conditions régnant sur le marché et de lui permettre de fonctionner plus efficacement.

*Comprend un mandat spécial de 45 961 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

PROGRAMME DE LOGEMENT COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 199 404
Avantages sociaux		161 959
Transports et communications		187 753
Services		1 672 802
Fournitures et matériel		140 392
Paiements de transfert		
Ontario Association of Property Standards Officers		20 000
Autres opérations		
Plan Canada-Ontario de développement du marché des logements locatifs	5 400 274 $	
Versements d'intérêts à la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur les avances consenties sur la part provinciale des paiements à effectuer en vertu du Plan Canada-Ontario de développement du marché des logements locatifs	70 605	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — aide financière à des particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalité	249 637	5 720 516
		9 102 826

Société de logement de l'Ontario (Poste 2)			$
Traitements et salaires			7 822 613
Avantages sociaux			1 143 592
Transports et communications			41 766
Services			10 340 656
Fournitures et matériel			120 310
Acquisition/Construction de biens matériels			439 069
Paiements de transfert			
Subventions versées aux municipalités pour les aider à préparer des exposés de principe sur la politique de logement et sur les besoins en logements		145 844 $	
Subvention versée à la Ville de Toronto pour les logements sans but lucratif		800 000	
Subventions d'encouragement pour les logements sans but lucratif des municipalités		65 000	
Subventions de réduction des loyers			
Municipalités	5 798 822 $		
Autres	1 909 259	7 708 081	
Allocations couvrant une partie de la location de logements situés dans des ensembles domiciliaires privés et dans des coopératives d'habitation à but non lucratif		4 777 681	
Subventions pour la fourniture de services consultatifs — Aide accordée pour faciliter la gestion et le développement de groupes à but non lucratif		55 000	
Subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario		2 225 096	
Part provinciale de la perte subie sur les opérations menées pour fournir des logements familiaux et des logements pour personnes âgées			
Municipalités	50 184 954 $		
Autres	71 222 751	121 407 705	

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

PROGRAMME DE LOGEMENT COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2604 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Société de logement de l'Ontario (Poste 2) — Suite			$
Part provinciale du programme d'immobilisation en faveur du logement rural		2 549 534 $	
Part provinciale des subventions pour le paiement des loyers commerciaux			
Municipalités	1 284 159 $		
Autres	10 400 052	19 684 211	
Part provinciale des subventions pour le paiement des loyers parrainés par la communauté			
Municipalités	3 489 983 $		
Autres	3 560 578	7 050 561	166 468 713
Autres opérations			
Prêts pour la conversion des immeubles locatifs non résidentiels		11 174 535	
Prêts accordés pour les logements sans but lucratif des municipalités		1 032 936	12 207 471
			198 584 190
Intérêts débiteurs nets			6 117 987
Moins : Remboursements de frais administratifs imputés au poste des services d'exécution			16 182 167
			188 520 010
Dépenses non budgétaires			
Avances à la Société de logement de l'Ontario			1 193 518
			189 713 528
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT COMMUNAUTAIRE			198 816 354

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES**	
1	802 845 700	(802 845 700)		Affaires municipales	
	802 845 700*	(802 845 700)**		TOTAL POUR LES AFFAIRES MUNICIPALES	

Description du programme :

Ce programme a pour objet de maintenir et de développer les rapports entre la province et les municipalités, et de coordonner la répartition des responsabilités entre le gouvernement et les administrations locales. Il recommande les moyens financiers à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins municipaux, transfère des fonds provinciaux d'un montant suffisamment élevé pour servir d'appoint aux ressources municipales, et favorise l'établissement d'un système viable de prise des décisions au niveau local, notamment en aidant les municipalités à se doter de services capables d'administrer leurs affaires.

*Comprend un mandat spécial de 371 700 000 $

**La somme de 802 845 700 $ transférée au ministère des Affaires municipales comprend un montant de 431 145 700 $ transféré en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2606				**PROGRAMME DE LOCATION RÉSIDENTIELLE**	
1	7 703 500	199 500	7 903 000	Commission de location résidentielle ...	7 885 182
	7 703 500*	199 500	7 903 000	TOTAL POUR LA LOCATION RÉSIDENTIELLE	7 885 182

Description du programme :

Ce programme assure l'administration de la Loi sur la location résidentielle, qui réglemente les rajustements de loyers dans le secteur des locaux d'habitation locatifs. Il fournit également des renseignements sur la Loi sur les rapports entre propriétaires et locataires, qui réglemente d'autres questions relatives aux relations entre propriétaires et locataires.

*Comprend un mandat spécial de 1 879 000 $.

MINISTÈRE DU LOGEMENT — Fin

PROGRAMME DE LOCATION RÉSIDENTIELLE — CRÉDIT 2606

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission de location résidentielle (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 769 198
Avantages sociaux	837 540
Transports et communications	828 384
Services	221 383
Fournitures et matériel	228 677
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOCATION RÉSIDENTIELLE	7 885 182

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme ontarien d'accession à la propriété — recouvrements	7 819 092	3 830 482
Programme ontarien de prêts pour la construction de logements locatifs	1 194 000	
Subventions et prêts d'encouragement	1 054 411	942 539
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	239 178	254 284
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — municipalités	237 501	108 020
Projet pilote de remise en état des logements locatifs	88 889	23 297
Projet de conversion des locaux d'habitation locatifs	45 142	1 105
Projet de conversion des locaux locatifs non résidentiels	28 000	
	10 706 213	5 159 727
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2 210	3 016
VENTES ET LOCATIONS		
Commission de location résidentielle	20 697	
Autres	355	
	21 052	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions aux acheteurs de logement	13 104	17 279
Autres	13 233	35 376
	26 337	52 655
DIVERS		
Contribution municipale aux frais de participation au cours intitulé "L'inspecteur et la maison", organisé à l'intention des fonctionnaires des services municipaux du bâtiment	43 500	29 750
Contribution municipale aux frais de participation au cours intitulé "Les procédures et les responsabilités juridiques", organisé à l'intention des fonctionnaires des services municipaux du bâtiment	19 850	
Autres	8 338	674
	71 688	30 424
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	10 827 500	5 245 822

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôt	42 051	49 438
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	42 051	49 438

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE 4-254

SOMMAIRE 4-253

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-256

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
4 600 773	Office de la condition féminine	10 211 200	10 116 380
4 600 773	**Total pour l'Office de la condition féminine**	10 211 200*	10 116 380
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 600 773	Total des dépenses budgétaires	10 211 200	10 116 380

*Comprend un mandat spécial de 2 500 000 $.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**	
1	9 127 500	636 700	9 764 200	Direction générale de la condition féminine	9 669 473
2	272 000	175 000	447 000	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	446 907
	9 399 500*	811 700	10 211 200	TOTAL POUR L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	10 116 380

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine élabore et coordonne les politiques gouvernementales relatives à la condition féminine, informe et sensibilise le public, appuie des organismes des secteurs public et privé, élabore et coordonne des programmes destinés à améliorer la condition de la femme en Ontario.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

*Comprend un mandat spécial de 2 500 000 $.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — Fin

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Direction générale de la condition féminine (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 461 464
Avantages sociaux	265 254
Transports et communications	255 738
Services	1 600 201
Fournitures et matériel	469 352
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	4 617 464
	9 669 473

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (Poste 2)	$
Traitements et salaires	112 947
Avantages sociaux	8 611
Transports et communications	77 964
Services	169 703
Fournitures et matériel	77 682
	446 907
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	10 116 380

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	17 350	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6 147	5 585
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	23 497	5 585

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AVOCAT DE LA COURONNE 4-260

SERVICES ADMINISTRATIFS 4-262

SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR 4-264

SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE 4-266

SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF 4-268

ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX 4-270

SERVICES ADMINISTRATIFS DES TRIBUNAUX 4-272

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-260, 4-266, 4-270

SOMMAIRE 4-259

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-274

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
7 890 250	Avocat de la couronne	7 235 597	6 871 216
73 481 966	Services administratifs	77 479 200	71 410 945
11 055 028	Services du tuteur et curateur	11 818 300	11 816 350
31 276 749	Services juridiques de la Couronne	34 190 400	34 390 296
1 591 683	Services du conseiller législatif	1 930 000	1 757 651
139 434 719	Administration des tribunaux	145 575 500	145 497 456
14 056 739	Services administratifs des tribunaux	15 470 000	15 163 638
278 787 134	**Total pour le ministère**	293 698 997*	286 907 552
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
278 787 134	Total des dépenses budgétaires	293 698 997	286 907 552

*Comprend un mandat spécial de 70 200 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**	
1	580 200	292 800	873 000	Procureur général	827 204
2	639 600	47 500	687 100	Sous-procureur général	687 091
3	1 056 300	283 000	1 339 300	Élaboration des politiques	1 338 875
4	1 128 200		1 128 200	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	1 088 722
5	1 007 200	698 600	1 705 800	Commissions royales	1 652 779
6	614 500		614 500	Programme des contremesures sur l'ivresse au volant	393 122
7		861 200**	861 200	Affaires autochtones	856 168
	5 026 000	2 183 100	7 209 100		6 843 961
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	756
	5 052 497*	2 183 100	7 235 597	TOTAL POUR L'AVOCAT DE LA COURONNE	6 871 216

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 1 252 300 $.
**Transféré du Secrétariat au développement des ressources en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE — CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Procureur général (Poste 1)	$
Traitements et salaires	535 597
Avantages sociaux	81 187
Transports et communications	64 725
Services	81 460
Fournitures et matériel	64 235
	827 204
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	756
Sous-procureur général (Poste 2)	
Traitements et salaires	263 146
Avantages sociaux	83 110
Transports et communications	59 780
Services	144 236
Fournitures et matériel	21 819
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario	115 000
	687 091
Élaboration des politiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	950 466
Avantages sociaux	132 337
Transports et communications	40 017
Services	22 741
Fournitures et matériel	43 314
Paiements de transfert	
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	150 000
	1 338 875
Recherche juridique (Poste 4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	
Traitements et salaires	651 624
Avantages sociaux	97 745
Transports et communications	28 074
Services	199 612
Fournitures et matériel	111 667
	1 088 722

Commissions royales (Poste 5)	$
Traitements et salaires	388 384
Avantages sociaux	22 472
Transports et communications	45 019
Services	1 145 016
Fournitures et matériel	51 888
	1 652 779
Programme des contremesures sur l'ivresse au volant (Poste 6)	
Traitements et salaires	175 831
Avantages sociaux	26 375
Transports et communications	20 450
Services	140 349
Fournitures et matériel	30 117
	393 122
Affaires autochtones (Poste 7)	
Traitements et salaires	362 543
Avantages sociaux	49 847
Transports et communications	15 271
Services	16 132
Fournitures et matériel	65 305
Paiements de transfert	
Services de soutien fournis dans le cadre des négociations entre les gouvernements et les groupes autochtones — 340 070 $	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones — 7 000	347 070
	856 168
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE	6 871 216

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**	
1	66 664 200		66 664 200	Bureau principal	60 641 685
2	3 380 000	340 000	3 720 000	Services financiers	3 718 674
3	1 558 400	73 000	1 631 400	Services du personnel	1 631 348
4	1 322 200	93 900	1 416 100	Services d'information	1 376 398
5	574 200	70 000	644 200	Analyse et planification	643 753
6	1 002 000	22 000	1 024 000	Services de vérification	1 020 249
7	2 162 000	217 300	2 379 300	Services de développement des systèmes	2 378 838
	76 663 000*	816 200	77 479 200	TOTAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS	71 410 945

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 19 126 900 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		494 955
Avantages sociaux		64 587
Transports et communications		133 034
Services		289 503
Fournitures et matériel		123 123
Paiements de transfert		
Contribution au Fonds d'aide juridique	58 545 700 $	
Subventions — Conseil canadien d'information juridique	107 400	
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	864 200	
Bourse du Procureur général pour le perfectionnement des juristes	9 683	
Bourse du Procureur général pour l'option "Le droit en français"	750	
Bourse du Procureur général pour le programme de common law en français	750	
Subventions pour projets spéciaux	8 000	59 536 483
		60 641 685

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 688 421
Avantages sociaux	398 869
Transports et communications	281 573
Services	236 297
Fournitures et matériel	449 064
Paiements de transfert	
Allocations pour circonstances exceptionnelles	1 680
	4 055 904
Moins : Recouvrements d'autres activités	337 230
	3 718 674

Services du personnel (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 264 881
Avantages sociaux	189 592
Transports et communications	42 392
Services	32 745
Fournitures et matériel	101 738
	1 631 348

Services d'information (Poste 4)	$
Traitements et salaires	230 891
Avantages sociaux	34 633
Transports et communications	6 874
Services	895 068
Fournitures et matériel	208 932
	1 376 398

Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	534 264
Avantages sociaux	78 734
Transports et communications	14 059
Services	8 731
Fournitures et matériel	7 965
	643 753

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	804 129
Avantages sociaux	127 702
Transports et communications	61 526
Services	10 508
Fournitures et matériel	16 384
	1 020 249

Services de développement des systèmes (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 335 244
Avantages sociaux	205 612
Transports et communications	45 663
Services	595 120
Fournitures et matériel	197 199
	2 378 838

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS	71 410 945

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1503				**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR**	
1	5 260 400	497 300	5 757 700	Tuteur public	5 757 600
2	5 533 000	160 000	5 693 000	Curateur public	5 692 196
3	355 600	12 000	367 600	Comptable de la Cour suprême	366 554
	11 149 000*	669 300	11 818 300	TOTAL POUR LES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	11 816 350

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 2 787 200 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR — CRÉDIT 1603

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Tuteur public (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 200 704
Avantages sociaux	308 198
Transports et communications	174 179
Services	2 953 140
Fournitures et matériel	121 379
	5 757 600

Curateur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 073 026
Avantages sociaux	589 189
Transports et communications	139 012
Services	747 206
Fournitures et matériel	143 763
	5 692 196

Comptable de la Cour suprême (Poste 3)	$
Traitements et salaires	247 485
Avantages sociaux	37 806
Transports et communications	8 129
Services	56 651
Fournitures et matériel	16 483
	366 554

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DU TUTEUR ET CURATEUR	11 816 350

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**	
1	28 728 500	807 000	29 535 500	Division du droit criminel	29 535 393
2	3 839 500	448 400	4 287 900	Division du droit civil	4 289 585
3	354 000	11 000	365 000	Services juridiques fournis à d'autres ministères	362 755
	32 922 000	1 266 400	34 188 400		34 187 733
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	126 405
L	1 000		1 000	Loi sur les actions contre la Couronne	76 158
	32 924 000*	1 266 400	34 190 400	TOTAL POUR LES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	34 390 296

Description du programme :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

*Comprend un mandat spécial de 8 231 000 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE — CRÉDIT 1604

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Division du droit criminel (Poste 1)	$
Traitements et salaires	20 627 034
Avantages sociaux	2 931 559
Transports et communications	1 624 888
Services	3 435 536
Fournitures et matériel	914 376
Paiements de transfert	
Association des procureurs de la Couronne	2 000
	29 535 393
Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	126 405
Division du droit civil (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 177 274
Avantages sociaux	454 327
Transports et communications	144 814
Services	528 792
Fournitures et matériel	226 769
	4 531 976
Moins : Recouvrements d'autres ministères	242 391
	4 289 585
Crédits législatifs	
Loi sur les actions contre la Couronne	76 158

Services juridiques fournis à d'autres ministères (Poste 3)	$
Traitements et salaires	9 457 978
Avantages sociaux	1 439 420
Transports et communications	6 358
Services	68 558
Fournitures et matériel	6 165
	10 978 479
Moins : Recouvrements d'autres ministères au titre de services juridiques communs fournis par le ministère(après déduction de remboursements excédentaires de 102 837 $ transférés au compte des recettes)	10 615 724
	362 755
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	34 390 296

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1605				**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**	
1	1 930 000		1 930 000	Services du conseiller législatif	1 757 651
	1 930 000*		1 930 000	TOTAL POUR LES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	1 757 651

Description du programme :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme founit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

*Comprend un mandat spécial de 447 500 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF — CRÉDIT 1605

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services du conseiller législatif (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 217 855
Avantages sociaux	200 161
Transports et communications	43 749
Services	138 668
Fournitures et matériel	157 218
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	1 757 651

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1606				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**	
1	1 824 400	1 264 400	3 088 800	Administration du programme	3 088 613
2	10 377 300	687 900	11 065 200	Cour suprême de l'Ontario	11 064 774
3	42 229 700	2 312 000	44 541 700	Cours de district	44 541 251
4	4 465 500	375 100	4 840 600	Cours provinciales (Division civile)	4 765 259
5	79 283 100	2 052 100	81 335 200	Cours provinciales (Division criminelle et division de la famille)	81 334 138
	138 180 000	6 691 500	144 871 500		144 794 035
L	211 500		211 500	Allocations aux juges de la Cour suprême, Loi sur les services extrajudiciaires	216 194
L	492 500		492 500	Allocations aux juges, Loi sur les services extrajudiciaires	487 227
	138 884 000*	6 691 500	145 575 500	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	145 497 456

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 34 686 200 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 1606

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 073 951
Avantages sociaux		150 107
Transports et communications		97 989
Services		1 432 201
Fournitures et matériel		334 365
		3 088 613
Cour suprême de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 201 493
Avantages sociaux		1 083 984
Transports et communications		683 354
Services		1 607 459
Fournitures et matériel		475 184
Paiements de transfert		
Bibliothèque des juges	10 000 $	
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300	13 300
		11 064 774
Crédits législatifs		
Allocations aux juges de la Cour suprême		216 194
Cours de district (Poste 3)		
Traitements et salaires		28 408 268
Avantages sociaux		3 405 385
Transports et communications		2 104 222
Services		8 051 327
Fournitures et matériel		2 557 511
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district		9 600
Autres opérations		
Règlements à l'amiable		4 938
		44 541 251
Crédits législatifs		
Allocations aux juges		487 227

Cours provinciales (Division civile) (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 465 956
Avantages sociaux	332 439
Transports et communications	153 352
Services	2 356 628
Fournitures et matériel	456 884
	4 765 259
Cours provinciales (Division criminelle et division de la famille) (Poste 5)	
Traitements et salaires	49 902 264
Avantages sociaux	8 664 261
Transports et communications	3 967 472
Services	15 468 889
Fournitures et matériel	3 231 342
Paiements de transfert	
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	99 910
	81 334 138
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	145 497 456

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1607				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS DES TRIBUNAUX**	
1	3 775 300		3 775 300	Commission de révision de l'évaluation foncière	3 614 740
2	138 600		138 600	Commission de négociation	118 984
3	4 139 900	794 000	4 933 900	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4 932 857
4	5 475 400		5 475 400	Commission des affaires municipales de l'Ontario	5 381 002
5	1 146 800		1 146 800	Bureau du commissaire aux plaintes du public	1 116 055
	14 676 000*	794 000	15 470 000	TOTAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS DES TRIBUNAUX	15 163 638

Description du programme :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du Procureur général.

*Comprend un mandat spécial de 3 668 900 $.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL — Fin

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 1607

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission de révision de l'évaluation foncière (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 922 132
Avantages sociaux	282 914
Transports et communications	417 743
Services	905 586
Fournitures et matériel	86 365
	3 614 740
Commission de négociation (Poste 2)	
Traitements et salaires	85 981
Avantages sociaux	7 320
Transports et communications	16 998
Services	7 934
Fournitures et matériel	751
	118 984
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	616 945
Avantages sociaux	74 915
Transports et communications	118 636
Services	222 033
Fournitures et matériel	41 057
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	3 859 271
	4 932 857
Commission des affaires municipales de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 914 515
Avantages sociaux	603 347
Transports et communications	413 829
Services	331 568
Fournitures et matériel	113 743
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	4 000
	5 381 002
Bureau du commissaire aux plaintes du public (Poste 5)	
Traitements et salaires	701 133
Avantages sociaux	107 467
Transports et communications	28 711
Services	219 153
Fournitures et matériel	59 591
	1 116 055
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS DES TRIBUNAUX	15 163 638

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique — Criminel	12 157 794	20 178 648
— Civil	7 548 630	5 781 870
— Loi sur les jeunes contrevenants	2 133 385	
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	894 690	881 590
Travailleurs judiciaires autochtones	261 769	396 949
Programme Échanges Canada	68 204	183 146
Victimes — Projet témoins : London	18 677	30 200
Services en français		275 982
Autres	71 300	
	23 154 449	27 728 385
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Curateur public	6 150 990	5 042 608
Tuteur public	1 303 573	1 325 761
Communauté urbaine de Toronto (projet de la police de la Communauté urbaine de Toronto en matière de griefs)	694 050	455 650
Comptable, Cour suprême de l'Ontario	432 481	241 305
Affectations de fonctionnaires auprès du Réseau hydro-électrique de Toronto	83 852	13 438
Communauté urbaine de Toronto (contraventions)		820 580
Autres	21 082	
	8 686 028	7 899 342
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Régistraires suppléants	16 857 087	15 216 891
Régistraires	11 373 575	10 468 441
Shérifs	7 563 973	5 389 550
Commission des affaires municipales de l'Ontario	649 108	651 572
Cours provinciales (Division civile) — greffiers et huissiers	124 035	129 537
Autres	448	788
	36 568 226	31 856 779
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cours provinciales		
Division criminelle	79 473 478	80 479 627
Division de la famille	78 386	58 529
Cour suprême de l'Ontario	2 519 960	133 200
Cours de comté et de district	667 288	249 459
Établissement de copies authentiques de cautionnements	211 718	169 602
Bureaux des procureurs de la Couronne	62 853	246 616
Cautionnements non réclamés et restitutions	61 397	331 280
Autres	4 791	211
	83 079 871	81 668 524
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	88 578	81 505
Transcriptions	9 098	17 211
Autres	13 033	23 700
	110 709	122 416
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	72 775	60 078

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
DIVERS		
Curateur public — biens et déshérence	1 409 316	870 519
Dépenses adjugées par les tribunaux	222 460	244 695
Intérêts	209 206	311 715
Chèques en circulation et montants non réclamés	155 840	131 246
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires au titre de services juridiques fournis à d'autres ministères	102 837	289 038
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	76 112	62 991
Autres	61 722	56 269
	2 237 493	1 966 473
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	153 909 551	151 301 997

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4-280
RECETTES ET SUBVENTIONS FISCALES	4-282
ÉVALUATION FONCIÈRE	4-286
CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	4-288
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	4-280, 4-282, 4-288
SOMMAIRE	4-279
ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES	4-290
ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	4-291

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
15 111 497	Administration du ministère	18 171 784	16 971 828
546 760 173	Recettes et subventions fiscales	585 482 000	569 748 003
83 087 084	Évaluation foncière	90 449 300	89 917 073
6 800 656	Caisse d'épargne de l'Ontario	6 828 400	7 432 156
651 759 410	**Total du ministère**	700 931 484*	684 069 060
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
651 686 012	Total des dépenses budgétaires	700 931 484	683 981 891
73 398	Total des dépenses non budgétaires		87 169
651 759 410		700 931 484	684 069 060

*Comprend un mandat spécial de 240 100 000 $.

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	838 800		838 800	Bureau principal	694 638
2	743 600	43 400	787 000	Services juridiques	770 523
3	1 116 000	65 900	1 181 900	Services de vérification	1 133 869
4	837 300		837 300	Analyse et planification	819 580
5	2 051 100	88 000	2 139 100	Services financiers	2 128 127
6	2 167 700	170 600	2 338 300	Fournitures et services de bureau	2 335 177
7	1 834 500	26 300	1 860 800	Services du personnel	1 828 796
8	503 200	39 000	542 200	Services des communications	538 439
9	3 297 200	53 600	3 350 800	Services de développement des systèmes	3 257 469
10	4 262 200		4 262 200	Gestion des installations	3 452 733
	17 651 600	486 800	18 138 400		16 959 351
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 219
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 258
	17 684 984*	486 800	18 171 784	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 971 828

Description du programme :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

*Comprend un mandat spécial de 5 335 800 $.

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	388 704
Avantages sociaux	116 898
Transports et communications	43 821
Services	66 375
Fournitures et matériel	78 840
	694 638
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	6 219
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	6 258
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 679
Avantages sociaux	109
Transports et communications	25 370
Services	704 371
Fournitures et matériel	33 994
	770 523
Services de vérification (Poste 3)	
Traitements et salaires	911 513
Avantages sociaux	113 498
Transports et communications	20 661
Services	45 504
Fournitures et matériel	42 693
	1 133 869
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	581 883
Avantages sociaux	75 012
Transports et communications	9 292
Services	93 679
Fournitures et matériel	59 714
	819 580
Services financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 138 310
Avantages sociaux	243 700
Transports et communications	40 636
Services	543 349
Fournitures et matériel	165 041
	2 131 036
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 909
	2 128 127

Fournitures et services de bureau (Poste 6)	$
Traitements et salaires	1 279 162
Avantages sociaux	183 740
Transports et communications	270 263
Services	159 944
Fournitures et matériel	449 814
	2 342 923
Moins : Recouvrements d'autres ministères	7 746
	2 335 177
Services du personnel (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 227 562
Avantages sociaux	177 990
Transports et communications	35 722
Services	243 331
Fournitures et matériel	144 191
	1 828 796
Services des communications (Poste 8)	
Traitements et salaires	367 335
Avantages sociaux	48 105
Transports et communications	12 573
Services	34 259
Fournitures et matériel	76 167
	538 439
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	3 867 873
Avantages sociaux	514 616
Transports et communications	942 618
Services	8 890 869
Fournitures et matériel	962 475
	15 178 451
Moins : Recouvrements d'autres activités	11 920 982
	3 257 469
Gestion des installations (Poste 10)	
Traitements et salaires	337 833
Avantages sociaux	39 017
Transports et communications	2 440 901
Services	345 960
Fournitures et matériel	289 022
	3 452 733
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 971 828

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES**	
1	386 200	134 900	521 100	Administration du programme	469 194
2	1 815 000	387 000	2 202 000	Appels en matière fiscale	2 183 292
3	2 232 900	65 800	2 298 700	Enquêtes spéciales	2 280 061
4	2 065 800		2 065 800	Recherche sur les recettes et les applications	1 908 581
5	2 525 000	296 100	2 821 100	Services aux contribuables	2 704 014
6	4 209 700	275 800	4 485 500	Centre de données fiscales	4 422 076
7	15 289 200		15 289 200	Imposition des compagnies et autres taxes	14 808 452
8	39 446 100		39 446 100	Taxe sur les carburants et autres taxes	26 057 643
9	23 509 400		23 509 400	Taxe de vente au détail et autres taxes	22 886 165
10	488 283 800	4 559 300	492 843 100	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	491 941 356
	579 763 100	5 718 900	585 482 000		569 660 834
L				Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	87 169
	579 763 100*	5 718 900	585 482 000	TOTAL POUR LES RECETTES ET SUBVENTIONS FISCALES	569 748 003

Description du programme :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Fonds de recettes consolidées. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de mutation immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail et Loi de la taxe sur le pari mutuel.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes agées dans le cadre du régime de garantie du revenu et par abattement de l'impôt foncier, tandis que certains retraités sont admissibles à la ristourne de la taxe de vente. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faibles revenus âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles des abattements au titre de leur contribution au financement des formations politiques, afin de favoriser la participation à la vie politique.

*Comprend un mandat spécial de 210 619 600 $.

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES — CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	328 432
Avantages sociaux	38 228
Transports et communications	21 440
Services	50 473
Fournitures et matériel	30 621
	469 194

Appels en matière fiscale (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 510 675
Avantages sociaux	211 613
Transports et communications	32 798
Services	245 707
Fournitures et matériel	182 499
	2 183 292

Enquêtes spéciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 736 580
Avantages sociaux	246 013
Transports et communications	155 028
Services	80 328
Fournitures et matériel	62 112
	2 280 061

Recherche sur les recettes et les applications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 231 501
Avantages sociaux	155 467
Transports et communications	31 749
Services	293 198
Fournitures et matériel	196 666
	1 908 581

Services aux contribuables (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 821 476
Avantages sociaux	257 869
Transports et communications	295 967
Services	176 228
Fournitures et matériel	159 742
	2 711 282
Moins : Recouvrements d'autres ministères	7 268
	2 704 014

Centre de données fiscales (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 278 439
Avantages sociaux	458 226
Transports et communications	19 988
Services	504 214
Fournitures et matériel	161 209
	4 422 076

Imposition des compagnies et autres taxes (Poste 7)		$
Traitements et salaires		9 533 040
Avantages sociaux		1 482 870
Transports et communications		1 197 211
Services		2 187 640
Fournitures et matériel		412 330
		14 813 091
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 639
		14 808 452

Taxe sur les carburants et autres taxes (Poste 8)		
Traitements et salaires		5 623 992
Avantages sociaux		869 826
Transports et communications		524 370
Services		677 488
Fournitures et matériel		1 163 441
Paiements de transfert		
Subventions en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises	16 956 486 $	
Subventions en vertu de la Loi de 1981 de la taxe sur les carburants	255 786	17 212 272
		26 071 389
Moins : Recouvrements d'autres ministères		13 746
		26 057 643

Crédits législatifs

Dépenses non budgétaires	
Prélèvement de la régie locale des services publics	71 616

Taxe de vente au détail et autres taxes (Poste 9)	
Traitements et salaires	13 804 818
Avantages sociaux	2 149 111
Transports et communications	3 077 379
Services	3 173 371
Fournitures et matériel	681 486
	22 886 165

Crédits législatifs

Dépenses non budgétaires	
Dépôts de garantie en vertu de contrat	
Taxe de vente au détail	15 553

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES — CRÉDIT 902 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (Poste 10)		$
Traitements et salaires		5 302 434
Avantages sociaux		843 899
Transports et communications		317 874
Services		2 479 578
Fournitures et matériel		293 644
Paiements de transfert		
Système de revenu annuel garanti	131 493 983 $	
Subventions pour impôt foncier et pour la taxe de vente, et subventions pour le chauffage des logements des retraités de l'Ontario	351 209 944	482 703 927
		491 941 356
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE RECETTES ET DE SUBVENTIONS FISCALES		569 748 003

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**	
1	275 000		275 000	Administration du programme	209 350
2	1 063 400		1 063 400	Politiques et priorités	919 654
3	765 600	40 700	806 300	Services d'évaluation	794 275
4	80 686 100	3 544 600	84 230 700	Travaux d'évaluation sur le terrain	83 925 876
5	2 219 000	89 900	2 308 900	Biens fonciers de caractère spécial	2 306 063
6	1 715 200	49 800	1 765 000	Services informatiques et développement des systèmes	1 761 855
	86 724 300*	3 725 000	90 449 300	TOTAL POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	89 917 073

Description du programme :

Ce programme vise à déterminer la valeur d'imposition de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles fiscaux utilisés par les collectivités locales. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis de cotisation est remis au redevable pour confirmer la nouvelle valeur d'imposition du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au financement des écoles. Le programme prévoit une base équitable de cotisation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données censitaires municipales.

*Comprend un mandat spécial de 24 144 600 $.

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE — CRÉDIT 903

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	136 641
Avantages sociaux	15 355
Transports et communications	10 830
Services	15 253
Fournitures et matériel	6 271
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	25 000
	209 350

Politiques et priorités (Poste 2)	
Traitements et salaires	627 832
Avantages sociaux	78 451
Transports et communications	40 587
Services	151 700
Fournitures et matériel	21 084
	919 654

Services d'évaluation (Poste 3)	
Traitements et salaires	577 362
Avantages sociaux	93 588
Transports et communications	98 549
Services	15 931
Fournitures et matériel	8 845
	794 275

Travaux d'évaluation sur le terrain (Poste 4)	$
Traitements et salaires	57 284 912
Avantages sociaux	9 212 663
Transports et communications	5 257 430
Services	10 519 264
Fournitures et matériel	1 855 079
	84 129 348
Moins : Recouvrements d'autres ministères	203 472
	83 925 876

Biens fonciers de caractère spécial (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 647 724
Avantages sociaux	250 605
Transports et communications	255 875
Services	69 740
Fournitures et matériel	82 119
	2 306 063

Services informatiques et développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	683 602
Avantages sociaux	87 147
Transports et communications	12 050
Services	937 038
Fournitures et matériel	42 018
	1 761 855

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	89 917 073

MINISTÈRE DU REVENU — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil de gestion	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts)	
L	6 828 400		6 828 400	Administration	7 432 156
	6 828 400		6 828 400	TOTAL POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	7 432 156

Description du programme :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 21 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans des comptes rémunérés sur lesquels les déposants peuvent effectuer des tirages par chèque. Les liquidités excédant la couverture obligatoire des agences sont déposées auprès du Fonds de recettes consolidées et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affectation réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 21 agences à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

MINISTÈRE DU REVENU — Fin

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — DÉPENSES PRÉVUES PAR LA LOI

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration (Dépenses prévues par la loi)	$
Traitements et salaires	4 129 917
Avantages sociaux	656 473
Transports et communications	264 831
Services	2 116 588
Fournitures et matériel	294 153
	7 461 962
Moins : Recouvrements d'autres ministères	29 806
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	7 432 156

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RECETTES FISCALES		
Gouvernement du Canada		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers*	7 248 689 747	6 252 917 573
Proportion de la taxe spéciale de 15% sur le revenu en main non réparti en 1971	6 346	107 824
Proportion de l'impôt sur le revenu perçu de sociétés fermées exploitant des services publics	55 691 582	50 953 422
Taxe de vente au détail	5 024 515 416	4 426 038 578
Impôt des compagnies	2 575 325 644	2 247 785 900
Taxe sur l'essence	977 248 151	961 375 854
Taxe sur le tabac	602 814 936	582 858 951
Taxe sur les carburants	242 234 325	225 880 951
Droits de mutation immobilière	204 449 549	139 003 194
Taxe sur le pari mutuel	63 903 992	60 516 678
Droits de succession	6 349 871	6 428 464
Impôt foncier provincial	4 972 288	4 846 557
Taxe sur les carburants pour véhicules automobiles	47 019	(686 354)
Taxe sur la spéculation foncière	7 495	148 421
Impôt sur les dons	1 738	5 734
	17 006 258 099	14 958 181 747
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de la taxe de vente au détail	81 173 791	67 993 292
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Caisse d'épargne de l'Ontario — remboursement d'avances pour frais d'exploitation	7 432 156	6 800 656
Autres	60 039	140 691
	7 492 195	6 941 347
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	5 063	6 299
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de tabac confisqué	318 968	
Autres	49 386	17 445
	368 354	17 445
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Compagnies pour l'expansion des petites entreprises	879 209	1 251 810
Système de revenu annuel garanti	331 867	296 713
Subventions au titre de l'impôt foncier de l'Ontario	166 822	176 612
Subventions au titre de la taxe de vente de l'Ontario	89 306	163 032
Autres	81 250	53 788
	1 548 454	1 941 955
DIVERS		
Recettes non réclamées provenant d'impôts des compagnies	208 886	
Autres	21 741	16 348
	230 627	16 348
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	17 097 076 583	15 035 098 433

***Déduction faite de 272 137 815 $ et de 289 338 640 $ pour 1986 et 1985, respectivement, au titre des crédits d'impôt de l'Ontario. Un montant de 2 862 185 $ (1985 — 2 893 386 $) au titre de frais d'administration réclamés par le gouvernement du Canada a également été soustrait de la somme reçue en 1986.**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Cotisation des régies locales des services publics	71 616	58 974
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	22 861	11 159
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	94 477	70 133

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-296

TERRES ET EAUX 4-300

LOISIRS EN PLEIN AIR 4-302

PRODUITS BASÉS SUR LES RESSOURCES 4-304

EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES 4-306

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-296, 4-302, 4-304

SOMMAIRE 4-295

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-308

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-310

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-310

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
58 275 229	Administration du ministère	61 762 090	60 715 778
118 831 732	Terres et eaux	125 075 500	124 117 068
80 495 526	Loisirs en plein air	84 963 900	84 962 866
153 672 556	Produits basés sur les ressources	172 942 400	168 678 652
6 347 378	Expérience dans le domaine des ressources	6 612 500	6 610 420
417 622 421	**Total pour le ministère**	451 356 390*	445 084 784
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
416 153 478	Total des dépenses budgétaires	449 956 390	443 945 967
1 468 943	Total des dépenses non budgétaires	1 400 000	1 138 817
417 622 421		451 356 390	445 084 784

*Comprend un mandat spécial de 108 400 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 278 300		4 278 300	Bureau principal	4 125 179
2	5 337 900	848 800	6 186 700	Services financiers	6 181 709
3	4 466 500	421 100	4 887 600	Fournitures et services de bureau	4 887 564
4	3 103 800	407 800	3 511 600	Services du personnel	3 511 554
5	3 975 000	219 900	4 194 900	Services d'information	4 194 840
6	2 260 300		2 260 300	Services de développement des systèmes	1 616 232
7	1 194 400		1 194 400	Services juridiques	1 032 278
8	933 000		933 000	Services de vérification	855 803
9	30 129 100	4 090 000	34 219 100	Administration des régions	34 217 855
	55 678 300	5 987 600	61 665 900		60 623 014
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	12 806		12 806	Traitement versé au ministre sans portefeuille, en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	3 135
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
L	50 000		50 000	Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	54 943
	55 774 490*	5 987 600	61 762 090	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	60 715 778

Description du programme :

Faciliter la réalisation des buts et objectifs du ministère par l'élaboration et l'évaluation de systèmes et la prestation de services de gestion.

Ce programme comprend un financement destiné à l'administration générale du ministère et aux services de soutien administratif.

*Comprend un mandat spécial de 13 941 000 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 448 362
Avantages sociaux		377 258
Transports et communications		318 075
Services		342 855
Fournitures et matériel		192 611
Paiements de transfert		
Subvention au Conseil canadien des ministres responsables de ressources et de l'environnement	45 922 $	
Subvention pour le programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	699 575	745 497
		4 424 658
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		299 479
		4 125 179
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		26 499
Traitement versé au ministre sans portefeuille		3 135
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 187
Services financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 818 527
Avantages sociaux		408 835
Transports et communications		1 978 053
Services		713 810
Fournitures et matériel		262 484
		6 181 709
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Dépôts de garantie en vertu de contrats		54 943
Fournitures et services de bureau (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 888 605
Avantages sociaux		236 592
Transports et communications		678 234
Services		1 105 548
Fournitures et matériel		1 183 043
		5 092 022
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		204 458
		4 887 564

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 307 855
Avantages sociaux	1 851 371
Transports et communications	76 749
Services	181 736
Fournitures et matériel	93 843
	3 511 554
Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 291 655
Avantages sociaux	263 058
Transports et communications	175 491
Services	1 078 100
Fournitures et matériel	356 871
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association forestière de l'Ontario	35 000
	4 200 175
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	5 335
	4 194 840
Services de développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 468 311
Avantages sociaux	152 901
Transports et communications	46 471
Services	374 722
Fournitures et matériel	360 029
	2 402 434
Moins : Recouvrements d'autres activités	786 202
	1 616 232
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	341 908
Avantages sociaux	25 271
Transports et communications	62 649
Services	549 378
Fournitures et matériel	53 072
	1 032 278
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	627 248
Avantages sociaux	86 640
Transports et communications	87 910
Services	22 604
Fournitures et matériel	31 401
	855 803

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration des régions (Poste 9)	$
Traitements et salaires	24 644 356
Avantages sociaux	3 723 629
Transports et communications	3 084 255
Services	5 126 375
Fournitures et matériel	12 403 358
	48 981 973
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	14 764 118
	34 217 855
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	60 715 778

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2702				**PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX**	
1	43 952 200	1 096 700	45 048 900	Office de protection de la nature et de la gestion des eaux	45 026 494
2	41 280 000	3 138 500	44 418 500	Lutte contre les incendies et services d'aviation	43 508 417
3	2 000 000	536 600	2 536 600	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	2 536 551
4	17 454 000	1 954 500			
		(1 547 100)**	17 861 400	Gestion, des terres	17 861 191
5	3 702 100	66 500	3 768 600	Accès aux ressources	3 763 439
6	10 609 900	857 100			
		(25 500)**	11 441 500	Levés et cartographie	11 420 976
	118 998 200*	6 077 300	125 075 500	TOTAL POUR LES TERRES ET LES EAUX	124 117 068

Description du programme :

Administrer, protéger et préserver les terres et les eaux du domaine public, et coordonner intégralement leur aménagement avec les autres organismes publics en participant aux activités de planification et de contrôle concernant le domaine public.

Ce programme comprend un financement pour l'administration et la protection des terres et des eaux domaniales, notamment l'aliénation des droits sur le sol et le sous-sol; l'acquisition et l'inventaire des terres; l'aménagement des sols et sa coordination; la protection des forêts; les services d'arpentage, de génie, de cartographie et de dessin; et une aide aux offices de protection de la nature en matière de gestion des ressources.

*Comprend un mandat spécial de 29 465 000 $.

**Transféré au ministère du Développement du Nord et des Mines par un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 791 415
Avantages sociaux		531 856
Transports et communications		297 026
Services		2 117 034
Fournitures et matériel		1 247 016
Acquisition/Construction de biens matériels		21 064
Paiements de transfert		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature:		
frais d'administration	7 825 786 $	
Activités entreprises dans le cadre des programmes	10 440 997	
Subventions d'immobilisation	18 719 500	
Subvention au Jamborée des scouts	144 000	
Subvention Expérience 1985	1 417 512	38 547 795
		46 553 206
Moins: Recouvrements d'autres ministères et activités		1 526 712
		45 026 494

Lutte contre les incendies et services d'aviation (Poste 2)	
Traitements et salaires	22 109 707
Avantages sociaux	2 274 734
Transports et communications	3 066 664
Services	7 904 580
Fournitures et matériel	13 036 470
Acquisition/Construction de biens matériels	71 089
	48 463 244
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	4 954 827
	43 508 417

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)	
Traitements et salaires	765 631
Transports et communications	128 238
Services	400 189
Fournitures et matériel	1 242 493
	2 536 551

Gestion des terres (Poste 4)	$
Traitements et salaires	11 639 564
Avantages sociaux	1 633 701
Transports et communications	757 030
Services	2 218 761
Fournitures et matériel	815 899
Acquisition/Construction de biens matériels	2 293 336
Paiements de transfert	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9	50 000
	19 408 291
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 547 100
	17 861 191

Accès aux ressources (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 476 471
Avantages sociaux	189 610
Transports et communications	195 110
Services	14 328 409
Fournitures et matériel	2 008 411
Acquisition/Construction de biens matériels	2 506 724
Paiements de transfert	
Compagnies pour la construction des routes	325 124
	22 029 859
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	18 266 420
	3 763 439

Levés et cartographie (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 987 728
Avantages sociaux	597 696
Transports et communications	239 793
Services	6 772 621
Fournitures et matériel	1 387 689
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association des arpenteurs de l'Ontario	200
	12 985 727
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 564 751
	11 420 976

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX	124 117 068

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LOISIRS EN PLEIN AIR**	
1	31 026 700	196 800	31 223 500	Zones de loisirs	31 222 878
2	46 168 500	7 571 900	53 740 400	Poisson et faune	53 738 725
	77 195 200	7 768 700	84 963 900		84 961 603
L				Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 263
	77 195 200*	7 768 700	84 963 900	TOTAL POUR LES LOISIRS EN PLEIN AIR	84 962 866

Description du programme :

Assurer sur le domaine public, et encourager sur les autres terres et eaux, une vaste gamme d'activités de loisirs en plein air accessibles en tout temps aux habitants de l'Ontario; l'identification et la préservation des éléments spécifiques à la province et représentatifs de ses caractéristiques physiques, biologiques, culturelles et historiques; un apport ininterrompu aux branches d'activités touristiques et connexes de l'économie de l'Ontario.

Ce programme fournit un financement à un large éventail d'activités de loisir en plein air, notamment la chasse, l'observation de la faune et de la flore, la pêche sportive, et l'utilisation des parcs provinciaux et autres zones de loisirs.

*Comprend un mandat spécial de 19 290 500 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

PROGRAMME DE LOISIRS EN PLEIN AIR — CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Zones de loisirs (Poste 1)		$
Traitements et salaires		18 527 766
Avantages sociaux		1 846 750
Transports et communications		1 065 506
Services		5 223 221
Fournitures et matériel		3 880 436
Acquisition/Construction de biens matériels		530 223
Paiements de transfert		
Subventions :		
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	5 534 $	
Loi sur les subventions destinées à la création de parcs	294 972	
Routes d'accès aux parcs	30 016	
Navigation de plaisance	55 000	
Association Bruce Trail	40 000	
Aménagement des ports de plaisance	5 061 054	5 486 576
		36 560 478
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		5 337 600
		31 222 878

Poisson et faune (Poste 2)		$
Traitements et salaires		30 049 825
Avantages sociaux		3 848 390
Transports et communications		2 063 188
Services		9 065 040
Fournitures et matériel		6 932 457
Acquisition/Construction de biens matériels		2 248 961
Paiements de transfert		
Subventions :		
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation du fret	112 994 $	
Institut canadien de la fourrure	49 500	
Conseil ontarien de la pêche commerciale	10 000	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	42 500	
Fondation de recherche sur les oiseaux d'eau	5 000	
Jack Miner Migratory Bird Foundation	3 000	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 000	
Chiefs of Ontario	5 000	232 994
		54 440 855
Moins: Recouvrements d'autres ministères et activités		702 130
		53 738 725
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Compte en fiducie Thomas Foster		1 263
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS EN PLEIN AIR		84 962 866

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**PROGRAMME DE PRODUITS BASÉS SUR LES RESSOURCES**	
1	26 572 600	1 141 300			
		(17 366 400)**	10 347 500	Gestion minière	10 311 381
2	161 244 900		161 244 900	Gestion forestière	157 284 660
	187 817 500	(16 225 100)	171 592 400		167 596 041
L	100 000		100 000	Office de foresterie de l'Algonquin, Loi sur l'Office de foresterie de l'Algonquin ..	
L	1 250 000		1 250 000	Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 082 611
	189 167 500*	(16 225 100)	172 942 400	TOTAL POUR LES PRODUITS BASÉS SUR LES RESSOURCES	168 678 652

Description du programme :

Contribuer de façon optimale et ininterrompue au fonctionnement de l'économie de l'Ontario en favorisant et en réglementant l'exploitation industrielle des ressources minérales et de la forêt.

Ce programme fournit un financement pour l'exploitation et la récolte des ressources naturelles renouvelables et pour la promotion et la réglementation de la mise en valeur des ressources non renouvelables de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 44 093 600 $.

**Transféré au ministère du Développement du Nord et des Mines par un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

PROGRAMME DE PRODUITS BASÉS SUR LES RESSOURCES — CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Gestion minière (Poste 1)		$
Traitements et salaires		12 734 224
Avantages sociaux		1 353 452
Transports et communications		972 200
Services		6 587 625
Fournitures et matériel		3 306 243
Paiements de transfert		
Subventions :		
Recherches en géoscience	502 213 $	
Programme d'exploration minière de l'Ontario	7 999 671	
Prix de référence du nouveau pétrole	814 295	
Conseil en géoscience du Canada	2 000	
Fonds de développement des technologies d'exploration	836 692	
Minéraux industriels	1 333 274	
Custom Gold Milling	950 000	
Devran Petroleum Limited	100 000	12 538 145
		37 491 889
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		27 180 508
		10 311 381
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Dépôts de garantie en vertu des contrats — Loi sur les puits d'extraction et les carrières		1 043 451

Gestion forestière (Poste 2)		$
Traitements et salaires		52 758 903
Avantages sociaux		5 584 114
Transports et communications		3 541 774
Services		103 249 357
Fournitures et matériel		18 671 141
Acquisition/Construction de biens matériels		7 110
Paiements de transfert		
Subventions :		
Municipalités et offices de protection de la nature	190 083 $	
Réduction d'impôts au titre de la gestion forestière	1 918 711	
Association des producteurs d'arbres de Noël	10 000	
Arboretum de l'Université de Guelph	46 500	
Planteurs d'arbres	6 041	
Subvention aux comtés pour la lutte contre l'orgyie	175 000	2 346 335
		186 158 734
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		28 874 074
		157 284 660
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Dépôts de garantie en vertu des contrats		39 160
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRODUITS BASÉS SUR LES RESSOURCES		168 678 652

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES**	
1	5 168 000	43 000	5 211 000	Jeunes forestiers	5 209 083
2	1 271 600	129 900	1 401 500	Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	1 401 337
	6 439 600*	172 900	6 612 500	TOTAL POUR L'EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	6 610 420

Description du programme :

Offrir aux élèves, étudiants et autres intéressés des occasions d'étudier la gestion des richesses naturelles, et apporter un appui important aux programmes du ministère.

Ce programme comprend un financement visant à offrir aux jeunes une expérience professionnelle et didactique dans le secteur des ressources naturelles.

*Comprend un mandat spécial de 1 609 900 $.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES — Fin

PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES — CRÉDIT 2705

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Jeunes forestiers (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 739 818
Avantages sociaux	125 230
Transports et communications	130 524
Services	723 845
Fournitures et matériel	1 489 666
	5 209 083

Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost (Poste 2)	$
Traitements et salaires	995 236
Avantages sociaux	169 376
Transports et communications	23 614
Services	52 266
Fournitures et matériel	249 946
	1 490 438
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	89 101
	1 401 337
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	6 610 420

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RECETTES FISCALES		
Zones affectées à l'exploitation minière	474 978	575 852
	474 978	575 852
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Accord sur le développement économique régional	17 235 624	
Agence canadienne de développement international	1 191 466	145 373
Prix de référence du nouveau pétrole	1 005 251	2 327 747
Cartographie des zones exposées aux inondations et autres mesures de réduction des dégâts	262 622	698 991
Ministère des Affaires indiennes et du Développement du Nord	190 380	
Agriculture Canada — Service canadien des forêts	73 750	
Accord sur les ressources renouvelables	66 206	268 086
Environnement Canada — eaux intérieures	20 411	
Pêches et océans	5 500	
Autres	5 000	91 439
	20 056 210	3 531 636
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement de frais causés par les incendies	331 611	
Système d'information sur les terres	252 500	137 500
Centre ontarien de télédétection	181 259	110 594
Offices de protection de la nature — remboursement de subventions	147 080	
Ontario Hydro — projet de partage des coûts	47 754	
Province du Nouveau-Brunswick — remboursement de traitements	33 071	40 950
Entente en vertu de la Loi sur l'amélioration des terrains boisés	17 947	12 925
Ristournes — avantages sociaux	13 845	52 943
Prévention et suppression des incendies		114 668
Entente de Nanticoke sur la biologie		90 584
Accord sur la gestion des forêts		32 585
Autres	19 155	47 649
	1 044 222	640 398
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Chasse et pêche	17 450 337	16 358 523
Parcs provinciaux	7 897 562	8 038 402
Frais d'enregistrement	874 783	324 566
Mines et carrières	176 570	165 365
Pêche commerciale	153 834	179 953
Mineurs	134 849	730 975
Autres	25 701	8 046
	26 713 636	25 805 830
AMENDES ET PÉNALITÉS	265 335	92 688

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de terre et bâtiments de la Couronne	1 187 758	1 514 428
Location de terres de la Couronne	884 730	983 063
Permis d'utilisation des terres	835 041	873 559
Souvenirs, marchandises	614 378	760 593
Produits pour pépinière	562 392	656 351
Hébergement au Centre Frost	519 889	497 619
Location de biens	452 059	390 297
Concessions pétrolières et gazières	443 283	1 055 528
Entente sur les terres — produits forestiers	419 032	397 296
Matériel	403 061	464 137
Concessions dans les parcs provinciaux	281 097	347 185
Concessions minières	217 242	211 963
Hébergement — camps de plantation d'arbres	138 283	147 727
Permis d'occupation	87 128	134 606
Ventes à partir de camionnettes — vêtements de travail et articles de toilette	19 705	41 592
Change sur devises étrangères	16 056	15 976
Poissons	15 304	7 927
Articles confisqués	2 679	44 691
Ventes diverses	12 051	9 170
	7 111 168	8 553 708
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	86 427 338	67 389 828
Droits de coupe	62 600 004	55 959 034
Redevances perçues sur les terrains forestiers	6 579 249	3 889 634
Pétrole et gaz	5 521 637	4 873 161
Exploitation minière	1 004 188	1 893 000
Gibier	740 775	635 902
Autres	1 778	6 937
	162 874 969	134 647 496
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de fournisseurs	658 121	44 993
Offices de protection de la nature — subventions retournées	70 256	165 550
Chèques oblitérés	16 314	79 850
Autres	7 621	54 478
	752 312	344 871
DIVERS		
Entente sur le Lac Seul	19 540	16 953
Autres	33 090	38 875
	52 630	55 828
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	219 345 460	174 248 307

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Office de foresterie de l'Algonquin	253 000	54 606
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	253 000	54 606

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Fonds de surveillance des mines et des carrières	3 588 164	3 441 931
Dépôts de garantie en vertu de contrats	172 828	114 634
Compte en fiducie Thomas Foster	1 263	1 023
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	3 762 255	3 557 588

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-314
- SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS 4-318
- SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE, DE LABORATOIRE ET MÉDICAMENTS 4-320
- SANTÉ MENTALE 4-322
- SANTÉ PUBLIQUE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES 4-324
- ASSURANCE-MALADIE 4-326
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-314, 4-318, 4-326
- SOMMAIRE 4-313

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-328

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-329

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-329

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
76 574 899	Administration du ministère	81 747 297	79 545 912
4 441 854 108	Soins de santé en établissements	4 873 648 000	4 875 444 589
439 817 624	Services de santé d'urgence, de laboratoire et médicaments	509 449 400	505 575 248
416 449 132	Santé mentale	446 973 700	446 519 793
500 188 375	Santé publique et services communautaires	581 106 800	577 505 104
2 467 693 862	Assurance-maladie	2 778 688 400	2 779 219 830
8 342 578 000	**Total pour le ministère**	9 271 613 597*	9 263 810 476
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
8 340 144 930	Total des dépenses budgétaires	9 236 868 197	9 226 526 672
2 433 070	Total des dépenses non budgétaires	34 745 400	37 283 804
8 342 578 000		9 271 613 597	9 263 810 476

*Comprend un mandat spécial de 2 206 000 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	5 280 500	160 000	5 440 500	Bureau principal	5 440 094
2	7 101 500	318 000	7 419 500	Services financiers	7 412 178
3	12 357 700	374 000	12 731 700	Fournitures et services de bureau	12 730 103
4	3 901 100	244 000	4 145 100	Services du personnel	4 143 400
5	5 231 000		5 231 000	Services d'information	4 602 436
6	327 700		327 700	Analyse et planification	314 274
7	771 200	48 000	819 200	Services juridiques	816 746
8	1 550 400	84 000	1 634 400	Services de vérification	1 626 365
9	21 179 800		21 179 800	Recherche	19 830 967
10	18 650 800	148 000	18 798 800	Services de développement des systèmes	18 686 980
11	670 700	322 400	993 100	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	907 683
	77 022 400	1 698 400	78 720 800		76 511 226
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
L	3 000 000		3 000 000	Paiements provenant du Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale, Loi sur l'administration financière	3 000 000
	80 048 897*	1 698 400	81 747 297	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	79 545 912

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

*Comprend un mandat spécial de 19 225 700 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 317 502
Avantages sociaux	621 855
Transports et communications	393 659
Services	2 007 224
Fournitures et matériel	99 854
	5 440 094
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 187
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 722 739
Avantages sociaux	943 801
Transports et communications	101 854
Services	373 155
Fournitures et matériel	270 629
	7 412 178
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 136 682
Avantages sociaux	785 282
Transports et communications	5 150 737
Services	500 562
Fournitures et matériel	1 260 081
	12 833 344
Moins : Recouvrements d'autres ministères	103 241
	12 730 103
Crédits législatifs	
Achats imputés sur le Compte de la pharmacie du gouvernement — 21 506 626 $	
Moins : Distribution et ventes au comptant — 22 041 482	(534 856)
Excédent des opérations de distribution et de vente au comptant par rapport aux achats transférés aux recettes	534 856

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	3 334 121
Avantages sociaux	575 746
Transports et communications	87 853
Services	86 617
Fournitures et matériel	59 063
	4 143 400
Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 139 258
Avantages sociaux	146 692
Transports et communications	169 023
Services	2 185 918
Fournitures et matériel	961 545
	4 602 436
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	244 165
Avantages sociaux	37 166
Transports et communications	2 717
Services	25 321
Fournitures et matériel	4 905
	314 274
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	40 755
Avantages sociaux	1 248
Transports et communications	5 668
Services	748 138
Fournitures et matériel	20 937
	816 746
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 313 550
Avantages sociaux	204 634
Transports et communications	89 376
Services	9 674
Fournitures et matériel	9 131
	1 626 365

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Recherche (Poste 9)		$
Traitements et salaires		1 609 340
Avantages sociaux		267 108
Transports et communications		47 786
Services		444 121
Fournitures et matériel		18 809
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	8 845 900 $	
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé	8 597 903	17 443 803
		19 830 967

Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Paiements provenant du Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	3 000 000

Services de développement des systèmes (Poste 10)	
Traitements et salaires	7 201 565
Avantages sociaux	1 149 148
Transports et communications	226 531
Services	9 725 175
Fournitures et matériel	384 561
	18 686 980

Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (Poste 11)	$
Traitements et salaires	131 321
Avantages sociaux	3 982
Transports et communications	133 997
Services	629 419
Fournitures et matériel	8 964
	907 683

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	79 545 912

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3602				**PROGRAMME DES SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS**	
1	1 171 200		1 171 200	Administration du programme	1 110 305
2	4 717 645 200**	123 086 200	4 840 731 400	Hôpitaux et établissements connexes .	4 840 588 884
	4 718 816 400	123 086 200	4 841 902 600		4 841 699 189
L	31 745 400		31 745 400	Paiements provenant du Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale, Loi sur l'administration financière .	33 745 400
	4 750 561 800*	123 086 200	4 873 648 000	TOTAL POUR LES SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS	4 875 444 589

Description du programme :

Ce programme assure le financement des immobilisations des hôpitaux publics et des établissements connexes, l'élaboration des politiques et le financement opérationnel des hôpitaux publics et privés.

*Comprend un mandat spécial de 1 202 950 600 $.

**Y compris un montant estimatif de 13 000 000 $ prévu pour procéder à un redressement extraordinaire concernant des engagements non provisionnés destinés aux hopitaux.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

PROGRAMME DES SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS — CRÉDIT 3602

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	789 986
Avantages sociaux	125 507
Transports et communications	45 228
Services	127 226
Fournitures et matériel	22 358
	1 110 305

Hôpitaux et établissements connexes (Poste 2)		$
Traitements et salaires		3 742 655
Avantages sociaux		580 142
Transports et communications		222 656
Services		168 423
Fournitures et matériel		78 067
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	4 285 415 741 $*	
Exploitation des établissements connexes	169 409 065	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	2 665 400	
Hôpitaux de formation et établissements connexes — immobilisations	150 165 938	
Hôpitaux ne dispensant aucune formation et autres établissements de santé — immobilisations	81 853 287	
Enseignement clinique	143 871 334	4 833 380 765
		4 838 172 708
Autres opérations		
Subside pour le paiement des intérêts sur les emprunts contractés en vertu de la Loi sur les hôpitaux publics		3 746 476
		4 841 919 184
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 330 300
		4 840 588 884
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Paiements provenant du Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale		33 745 400
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOINS DE SANTÉ EN ÉTABLISSEMENTS		**4 875 444 589**

*Y compris un montant de 12 986 400 $ prévu pour procéder à un redressement extraordinaire concernant des engagements non provisionnés destinés aux hospitaux.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3603				**PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE, DE LABORATOIRE ET DE MÉDICAMENTS**	
1	242 900	11 000	253 900	Administration du programme	253 255
2	131 874 700	927 100	132 801 800	Services de santé d'urgence	132 778 326
3	21 719 800	3 589 100	25 308 900	Services de laboratoire	25 278 372
4	321 858 400	29 226 400	351 084 800	Médicaments	347 265 295
	475 695 800*	33 753 600	509 449 400	TOTAL POUR LES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE, DE LABORATOIRE ET LES MÉDICAMENTS	505 575 248

Description du programme :

Ce programme assure directement le fonctionnement des laboratoires de santé publique centraux et régionaux et fournit des services d'octroi de permis et d'inspection pour les laboratoires médicaux et les installations de radiographie. Le Groupe des services de santé d'urgence est chargé de la planification et de l'élaboration d'un programme complet de services d'urgence englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Le groupe responsable des médicaments est chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques relatives au Régime de médicaments de l'Ontario ainsi que d'autres politiques du ministère de la Santé en matière de médicaments. Grâce au Régime de médicaments de l'Ontario, les résidents admissibles de l'Ontario peuvent bénéficier de médicaments et de traitements sans frais.

*Comprend un mandat spécial de 129 072 000 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

PROGRAMME DE SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE, DE LABORATOIRE ET DE MÉDICAMENTS — CRÉDIT 3603

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		95 057
Avantages sociaux		12 489
Transports et communications		16 659
Services		124 130
Fournitures et matériel		4 920
		253 255

Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		17 099 191
Avantages sociaux		2 383 462
Transports et communications		2 878 113
Services		7 581 554
Fournitures et matériel		9 421 489
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes		
Services d'ambulance municipaux	25 104 398 $	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	68 310 119	93 414 517
		132 778 326

Services de laboratoire (Poste 3)	$
Traitements et salaires	15 350 683
Avantages sociaux	2 512 576
Transports et communications	514 377
Services	664 758
Fournitures et matériel	4 604 185
Paiements de transfert	
Paiements effectués pour la vérification de la qualité des services des laboratoires	1 631 793
	25 278 372

Médicaments (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 950 012
Avantages sociaux	280 560
Transports et communications	297 900
Services	152 478
Fournitures et matériel	197 984
Paiements de transfert	
Régime de médicaments de l'Ontario	344 386 361
	347 265 295

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE, DE LABORATOIRE ET DE MÉDICAMENTS	505 575 248

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3604				**PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE**	
1	3 445 100	300 500	3 745 600	Administration du programme	3 744 361
2	245 562 300	28 686 200	274 248 500	Services psychiatriques	273 938 571
3	167 045 200	1 934 400	168 979 600	Services communautaires de santé mentale	168 836 861
	416 052 600*	30 921 100	446 973 700	TOTAL POUR LA SANTÉ MENTALE	446 519 793

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques conçues pour assurer efficacement la coordination et la fourniture des services de santé mentale. Le programme de santé mentale est directement responsable du fonctionnement des hôpitaux psychiatriques, de l'octroi de permis aux foyers de soins spéciaux et de leur financement, et de la gestion de certains paiements de transfert, y compris ceux effectués aux programmes communautaires de santé mentale et aux centres de désintoxication.

*Comprend un mandat spécial de 103 103 100 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE — CRÉDIT 3604

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 497 049
Avantages sociaux	293 840
Transports et communications	220 790
Services	601 622
Fournitures et matériel	131 060
	3 744 361
Services psychiatriques (Poste 2)	
Traitements et salaires	204 436 976
Avantages sociaux	32 944 078
Transports et communications	4 155 600
Services	14 928 744
Fournitures et matériel	25 999 276
Paiements de transfert	
Subventions versées pour compenser les taxes municipales — hôpitaux psychiatriques	241 850
	282 706 524
Moins : Recouvrements d'autres ministères	8 767 953
	273 938 571

Services communautaires de santé mentale (Poste 3)		$
Paiements de transfert		
Foyers de soins spéciaux	87 030 583 $	
Programmes communautaires de santé mentale	42 978 396	
Fondation ontarienne de la santé mentale	403 600	
Centres de désintoxication	11 706 414	
Fondation de recherche sur la toxicomanie	26 717 868	168 836 861
		168 836 861
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE		446 519 793

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3605				**PROGRAMME DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES**	
1	432 300		432 300	Administration du programme	422 499
2	412 652 900	25 152 900	437 805 800	Services communautaires de santé ...	436 871 651
3	133 627 500		133 627 500	Santé publique	131 157 251
4	9 241 200		9 241 200	Conseils régionaux de santé	9 053 703
	555 953 900*	25 152 900	581 106 800	TOTAL POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET LES SERVICES COMMUNAUTAIRES	577 505 104

Description du programme :

Le programme de la santé publique et des services communautaires est chargé de l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer efficacement la fourniture des services de santé locaux. Il est responsable de la décentralisation du processus de planification des soins de santé par l'établissement de conseils régionaux de santé. La Division de la santé publique et des maisons de soins infirmiers est chargée de la gestion de services et de paiements de transfert à des fins spéciales, dont les prestations d'assurance-maladie pour soins prolongés, les soins à domicile, le programme d'appareils et de prothèses et les organismes officiels de santé locaux. Le programme des services aux régions insuffisamment desservies offre d'autres services de soutien communautaire et assure les services de santé nécessaires dans les régions éloignées.

*Comprend un mandat spécial de 139 507 300 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

PROGRAMME DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES — CRÉDIT 3605

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		323 002
Avantages sociaux		56 094
Transports et communications		22 245
Services		15 753
Fournitures et matériel		5 405
		422 499

Services communautaires de santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 457 831
Avantages sociaux		480 062
Transports et communications		608 417
Services		428 729
Fournitures et matériel		242 444
Paiements de transfert		
Prestations d'assurance-maladie pour soins prolongés	265 350 136 $	
Soins à domicile	153 742 148	
Appareils et prothèses	8 451 648	
L'Association canadienne du diabétique — Division de l'Ontario	500 000	
La Société d'arthrite — Division de l'Ontario	2 193 858	
Services de coordination pour le placement	1 416 378	431 654 168
		436 871 651

Santé publique (Poste 3)		$
Traitements et salaires		3 297 456
Avantages sociaux		593 190
Transports et communications		253 139
Services		651 777
Fournitures et matériel		189 938
Paiements de transfert		
Organismes officiels locaux responsables de la santé	99 301 924 $	
Planification familiale	7 372 351	
Programmes de logopédie et d'audiologie	1 721 425	
Épidémies	11 031 098	
Lutte contre les maladies vénériennes	386 449	
Prévention de la tuberculose	825 496	
Programme relatif aux régions insuffisamment desservies	5 427 737	
Subventions diverses	105 271	126 171 751
		131 157 251

Conseils régionaux de santé (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 247 413
Avantages sociaux	205 965
Transports et communications	124 937
Services	114 300
Fournitures et matériel	24 288
Paiements de transfert	
Conseils régionaux de santé	7 336 800
	9 053 703

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES	577 505 104

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3606				**PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE**	
1	2 708 067 300	70 621 100	2 778 688 400	Assurance-maladie et prestations . . .	2 778 681 426
	2 708 067 300	70 621 100	2 778 688 400		2 778 681 426
L				Réserve pour chèques en circulation, Loi sur l'administration financière .	538 404
	2 708 067 300*	70 621 100	2 778 688 400	TOTAL POUR L'ASSURANCE-MALADIE	2 779 219 830

Description du programme :

Ce programme assure la gestion du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP). Ce régime offre aux cotisants des prestations assurées pour leur faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé.

*Comprend un mandat spécial de 612 141 300 $.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ — Fin

PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE — CRÉDIT 3606

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Assurance-maladie et prestations (Poste 1)		$
Traitements et salaires		40 787 540
Avantages sociaux		6 344 079
Transports et communications		2 901 009
Services		1 628 230
Fournitures et matériel		2 227 383
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens dans le cadre du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	2 723 699 823 $	
Programme de subvention pour frais de transport à des fins médicales accordée aux habitants du Nord de l'Ontario	1 093 362	2 724 793 185
		2 778 681 426
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Réserve pour chèques en circulation		538 404
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-MALADIE		2 779 219 830

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada		
Foyers de soins spéciaux — frais de résidence	11 143 133	11 825 902
Régime de médicaments de l'Ontario — frais d'administration remboursés en vertu de la Loi sur les prestations familiales		532 706
Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés	2 549 724	4 661 494
Projet spécial en français	27 225	39 690
	13 720 082	17 059 792
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario — Subrogation	33 883 600	28 250 962
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Paiements d'entretien		
Foyers pour soins spéciaux	23 096 618	21 329 168
Hôpitaux psychiatriques	342 084	236 621
Vérification de la qualité des services des laboratoires	777 636	773 826
Octroi de permis aux laboratoires	232 010	231 410
Octroi de permis aux centres de dépôt de spécimens	72 420	71 370
Droits d'examen des transporteurs ambalanciers	18 268	13 774
Quote-part des usagers des services d'ambulance	9 056	8 989
Autres	6 565	6 535
	24 554 657	22 671 693
VENTES ET LOCATIONS		
Atelier de formation professionnelle	1 303 558	1 368 834
Repas	924 956	885 315
Buanderie	233 227	227 848
Véhicules automobiles	132 650	245 693
Transports	51 417	39 686
Logement	11 127	25 926
Autres	97 452	101 114
	2 754 387	2 894 416
PRIMES		
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	1 621 705 344	1 586 179 890
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions aux hôpitaux	1 184 645	
Laboratoires privés	879 122	483 714
Compte de la pharmacie du gouvernement	534 856	1 097 082
Bourses	153 114	112 441
Redressements de factures	120 934	76 949
Régime de médicaments de l'Ontario	114 329	24 665
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé	104 739	17 299
Accidents de véhicules automobiles	41 782	50 113
Autres	78 489	5 795
	3 212 010	1 868 058

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTE BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
DIVERS		
Chèques en circulation du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario virés de la réserve	473 251	359 937
Intérêts — bourses	41 802	35 853
Intérêts — banque	40 793	45 344
Service de juré	16 028	10 987
Autres	81 693	86 882
	653 567	539 003
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	1 700 483 647	1 659 463 814

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Prêts à des hôpitaux publics	10 861 563	15 262 043
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	10 861 563	15 262 043

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Réserve pour chèques en circulation	913 303	1 212 987
Fonds de recherche Terry Fox	91 177	100 680
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 004 480	1 313 667

SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE 4-334

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-334

SOMMAIRE 4-333

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-336

SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
1 430 016	Secrétariat à l'administration de la justice	1 377 714	457 207
1 430 016	**Total pour le ministère**	1 377 714*	457 207
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 430 016	Total des dépenses budgétaires	1 377 714	457 207

*Comprend un mandat spécial de 350 000 $.

Le Secrétariat provincial à l'administration de la justice a été dissous le 26 juin 1985.

SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**	
1	1 374 500		1 374 500	Justice	453 867
	1 374 500		1 374 500		453 867
L	3 214		3 214	Traitement versé au ministre en vertu de la loi sur le Conseil exécutif	3 340
	1 377 714*		1 377 714	TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	457 207

Description du programme :

Ce comité du cabinet, présidé par le secrétaire provincial à la Justice, est responsable de l'élaboration et de la coordination de recommandations relatives à la politique générale à suivre dans le domaine de la justice.

*Comprend un mandat spécial de 350 000 $.

SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE — Fin

PROGRAMME DE LA JUSTICE — CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Justice (Poste 1)	$
Traitements et salaires	239 129
Avantages sociaux	131 023
Transports et communications	18 282
Services	20 112
Fournitures et matériel	2 836
Paiements de transfert	42 485
	453 867
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	3 340
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA JUSTICE	457 207

SECRÉTARIAT À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Protocole d'entente Échanges Canada	36 972	22 723
Accord sur les jeunes contrevenants		3 750 000
	36 972	3 772 723
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	228	215
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	37 200	3 772 938

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES 4-340

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-340

SOMMAIRE 4-339

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-342

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
7 290 661	Secrétariat aux affaires sociales	3 496 607	985 768
7 290 661	**Total pour le ministère**	3 496 607*	985 768
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 290 661	Total des dépenses budgétaires	3 496 607	985 768

*Comprend un mandat spécial de 1 800 000 $.

Le Secrétariat aux affaires sociales a été dissous le 26 juin 1985.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES**	
1	1 379 700		1 379 700	Développement social	742 668
2	721 600		721 600	Conseils du développement social	106 773
3	600 000	(477 700)	122 300	Année internationale de la jeunesse	
4	1 268 800		1 268 800	Services spéciaux de développement social	132 987
	3 970 100	(477 700)	3 492 400		982 428
L	3 214		3 214	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	3 340
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	
	3 974 307*	(477 700)**	3 496 607	TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES	985 768

Description du programme :

Le Secrétaire provincial des Affaires sociales est chargé de la coordination et de l'élaboration des politiques dans le secteur du développement social. Le Secrétaire provincial préside le Comité du Conseil des ministres sur les Affaires sociales, qui constitue le principal organe assurant la coordination de ces politiques. Le Secrétariat aux Affaires sociales appuie cet effort de coordination et fournit des services de renseignements aux handicapés physiques et aux personnes âgées par l'intermédiaire du Secrétariat aux personnes handicapées et du Secrétariat aux personnes âgées, respectivement. Les conseils consultatifs sur les handicapés physiques et les personnes âgées font rapport au gouvernement par l'intermédiaire du Secrétaire provincial des Affaires sociales. Le Secrétariat aux Affaires sociales est chargé de coordonner la participation de la province à l'année internationale de la jeunesse (1985).

*Comprend un mandat spécial de 1 800 000 $.

**Transféré au ministère de la Formation professionnelle en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES — Fin

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES — CRÉDIT 3101

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Développement social (Poste 1)	$
Traitements et salaires	426 312
Avantages sociaux	223 520
Transports et communications	31 779
Services	39 141
Fournitures et matériel	21 916
	742 668
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	3 340
Conseils du développement social (Poste 2)	
Traitements et salaires	23 568
Avantages sociaux	1 258
Transports et communications	65 584
Services	14 967
Fournitures et matériel	1 396
	106 773
Services spéciaux de développement social (Poste 4)	$
Traitements et salaires	99 671
Avantages sociaux	14 453
Transports et communications	9 353
Services	6 634
Fournitures et matériel	2 876
	132 987
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES	985 768

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES SOCIALES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	75 445	2 730
VENTES ET LOCATIONS	1 100	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		170
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	76 545	2 900

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES 4-346

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-346

SOMMAIRE 4-345

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-348

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMME	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
1 086 893	Secrétariat au développement des ressources	1 175 914	393 436
1 086 893	**Total pour le ministère**	1 175 914*	393 436
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 086 893	Total des dépenses budgétaires	1 175 914	393 436

*Comprend un mandat spécial de 1 825 000 $.

Le Secrétariat au dévelopement des ressources a été dissous le 26 juin 1985.

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES**	
1	4 067 800	(3 105 100)	962 700	Développement des ressources	390 096
2	924 100	(714 100)	210 000	Affaires autochtones	
3	1 531 700	(1 531 700)		Commission de l'escarpement du Niagara	
	6 523 600	(5 350 900)	1 172 700		390 096
L	3 214		3 214	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	3 340
	6 526 814*	(5 350 900)**	1 175 914	TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES	393 436

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer:

la fourniture de conseils et la coordination des activités à entreprendre pour donner suite aux questions de politique, actuelles et futures, dans le secteur de la mise en valeur des ressources,

l'élaboration et la coordination de la politique gouvernementale en ce qui concerne les affaires des autochtones, et fournir un appui au Comité du Cabinet sur les Affaires des autochtones,

la mise en oeuvre d'un plan d'aménagement de l'Escarpement du Niagara.

*Comprend un mandat spécial de 1 825 000 $.

**Comprend:

— 4 489 700 $ transférés au ministère des Affaires municipales en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

— 861 200 $ transférés au ministère du Procureur général en vertu d'un certificat du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario.

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES — Fin

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Développement des ressources (Poste 1)	$
Traitements et salaires	239 462
Avantages sociaux	69 773
Transports et communications	28 797
Services	39 840
Fournitures et matériel	12 224
	390 096
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	3 340
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES	393 436

SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
VENTES ET LOCATIONS	406	5 234
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	377	
DIVERS	32	49
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	815	5 283

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-352
- OPÉRATIONS 4-356
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-352
- SOMMAIRE 4-351

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-358

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-358

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
14 313 805	Administration du ministère	17 336 904	16 513 699
230 603 813	Opérations	269 344 800	266 116 902
244 917 618	**Total pour le ministère**	286 681 704*	282 630 601
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
244 917 499	Total des dépenses budgétaires	286 681 704	282 630 532
119	Total des dépenses non budgétaires		69
244 917 618		286 681 704	282 630 601

* Comprend un mandat spécial de 65 500 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 780 000	84 800	1 864 800	Bureau principal	1 754 556
2	1 258 300	111 100	1 369 400	Services financiers	1 364 859
3	1 304 700	102 000	1 406 700	Fournitures et services de bureau	1 329 721
4	1 272 600	75 200	1 347 800	Services du personnel	1 282 258
5	2 520 500	69 700	2 590 200	Formation et développement	2 545 120
6	384 200	20 800	405 000	Services d'information	361 294
7	1 749 500		1 749 500	Analyse et planification	1 432 277
8	225 600	12 800	238 400	Services juridiques	233 691
9	521 600	25 200	546 800	Services de vérification	519 191
10	2 625 000	345 100	2 970 100	Services de développement des systèmes	2 923 392
11	2 573 600	249 100	2 822 700	Commission ontarienne de libération conditionnelle	2 761 262
	16 215 600	1 095 800	17 311 400		16 507 621
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 009
L				Comptes en fiducie et comptes crées à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	69
	16 241 104*	1 095 800	17 336 904	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 513 699

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Conseil consultatif du ministre sur le traitement des délinquants et à la Commission ontarienne de libération conditionnelle.

*Comprend un mandat spécial de 3 817 700 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 222 070
Avantages sociaux	212 881
Transports et communications	110 348
Services	144 632
Fournitures et matériel	64 625
	1 754 556
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	6 009
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 033 164
Avantages sociaux	166 796
Transports et communications	15 992
Services	73 482
Fournitures et matériel	75 425
	1 364 859
Dépenses non budgétaires	
Intérêts sur les legs mobiliers	69
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	940 901
Avantages sociaux	119 778
Transports et communications	103 887
Services	62 955
Fournitures et matériel	102 200
	1 329 721

Services du personnel (Poste 4)		$
Traitements et salaires		1 248 548
Avantages sociaux		151 418
Transports et communications		52 878
Services		83 540
Fournitures et matériel		69 776
Paiements de transfert		414 305
		2 020 465
Moins : Recouvrements d'autres ministères		738 207
		1 282 258
Services généraux du personnel		
Traitements et salaires	940 778 $	
Avantages sociaux	137 925	
Transports et communications	52 878	
Services	83 344	
Fournitures et matériel	68 373	1 283 298
Expérience 1985		
Traitements et salaires	192 215 $	
Avantages sociaux	8 391	
Services	101	
	200 707	
Moins : Recouvrements	200 458	249
Brigades jeunesse Ontario		
Traitements et salaires	115 555 $	
Avantages sociaux	5 102	
Services	95	
Fournitures et matériel	1 403	
Paiements de transfert	414 305	
	536 460	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	537 749	(1 289)
		1 282 258

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Formation et développement (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 074 288
Avantages sociaux	180 279
Transports et communications	290 856
Services	770 398
Fournitures et matériel	229 299
	2 545 120

Services d'information (Poste 6)	
Traitements et salaires	220 079
Avantages sociaux	30 538
Transports et communications	8 360
Services	66 364
Fournitures et matériel	35 953
	361 294

Analyse et planification (Poste 7)	
Traitements et salaires	998 612
Avantages sociaux	129 245
Transports et communications	43 594
Services	174 763
Fournitures et matériel	86 063
	1 432 277

Services juridiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	20 326
Avantages sociaux	2 836
Transports et communications	17 043
Services	180 841
Fournitures et matériel	12 645
	233 691

Services de vérification (Poste 9)	$
Traitements et salaires	412 018
Avantages sociaux	54 143
Transports et communications	32 440
Services	6 015
Fournitures et matériel	14 575
	519 191

Services de développement des systèmes (Poste 10)	
Traitements et salaires	1 976 388
Avantages sociaux	258 502
Transports et communications	93 200
Services	441 207
Fournitures et matériel	154 095
	2 923 392

Commission ontarienne de libération conditionnelle (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 418 736
Avantages sociaux	172 357
Transports et communications	359 820
Services	735 844
Fournitures et matériel	74 505
	2 761 262

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 513 699

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1802				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	5 542 000	58 800	5 600 800	Administration du programme	5 492 533
2	3 259 000	172 700	3 431 700	Programmation des services aux contrevenants	3 425 793
3	195 429 000	16 669 400	212 098 400	Services en établissement	210 479 895
4	47 355 200	858 700	48 213 900	Services communautaires	46 718 681
	251 585 200*	17 759 600	269 344 800	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS	266 116 902

Description du programme :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux délinquants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les délinquants à s'amender. Les principaux services fournis consistent notamment à assurer le fonctionnement des prisons, centres correctionnels, centres de détention et centres de ressources communautaires; la surveillance des personnes mises en liberté surveillée et en liberté conditionnelle, la préparation de rapports présentenciels à l'intention des tribunaux et la mise en oeuvre d'autres programmes orientés vers la collectivité, tels que les programmes d'ordonnances de service communautaire.

*Comprend un mandat spécial de 61 682 300 $.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS — Fin

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 048 962
Avantages sociaux		403 959
Transports et communications		559 583
Services		828 267
Fournitures et matériel		229 042
Paiements de transfert		
Subvention à la Fondation des arts dans les prisons	9 100 $	
Association canadienne de justice pénale	26 500	
Subventions à l'Armée de l'Église anglicane du Canada	10 500	
Conseil des églises pour la justice et la criminologie	16 400	
Coalition des Centres anti-viol de l'Ontario	200 000	
Société Elizabeth Fry	62 400	
Hamilton and District Literacy Council	5 300	
John Howard Society—Ontario	90 200	
Société St-Léonard	24 900	
Armée du Salut	106 800	
Ontario Native Council on Justice	191 835	743 935
		5 813 748
Moins : Recouvrements d'autres ministères		321 215
		5 492 533

Programmation des services aux contrevenants (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 210 770
Avantages sociaux	311 964
Transports et communications	286 857
Services	378 758
Fournitures et matériel	237 444
	3 425 793

Services en établissement (Poste 3)	
Traitements et salaires	147 443 103
Avantages sociaux	21 537 161
Transports et communications	3 320 938
Services	11 346 356
Fournitures et matériel	32 077 002
Paiements de transfert	385 022
	216 109 582
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 629 687
	210 479 895

Institutions			$
Traitements et salaires		146 103 643 $	
Avantages sociaux		21 367 494	
Transports et communications		3 259 341	
Services		10 839 777	
Fournitures et matériel		30 701 211	
Paiements de transfert			
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	335 400 $		
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	49 622	385 022	
		212 656 488	
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 376 117	210 280 371
Services industriels			
Traitements et salaires		1 339 460 $	
Avantages sociaux		169 667	
Transports et communications		61 597	
Services		506 579	
Fournitures et matériel		1 375 791	
		3 453 094	
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 253 570	199 524
			210 479 895

Services communautaires (Poste 4)	
Traitements et salaires	22 528 567
Avantages sociaux	3 229 370
Transports et communications	1 552 178
Services	18 730 117
Fournitures et matériel	663 225
Paiements de transfert	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	15 224
	46 718 681
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS	266 116 902

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Participation aux dépenses des programmes en faveur des jeunes contrevenants	7 413 800	
Placement direct en pénitencier	1 632 888	778 313
Contrevenants relevant de la juridiction fédérale qui n'ont pas respecté les conditions de leur mise en liberté conditionnelle	1 486 620	911 913
Honoraires — ministère de l'Immigration	786 076	1 195 915
Allocations spéciales	86 025	70 020
	11 405 409	2 956 161
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Administrations municipales — frais d'incarcération	20 946	11 785
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de produits industriels fabriqués par les détenus	501 116	493 815
Avantages en nature	331 881	311 511
Allocations alimentaires versées aux détenus	226 248	191 607
Programme d'activités industrielles — Location de locaux	118 101	206 834
Industries artisanales	26 871	35 430
Bois à brûler	17 520	15 683
Automobiles	11 471	26 628
Frais de blanchisserie et de teinturerie	4 735	5 469
Autres	3 927	9 054
	1 241 870	1 296 031
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	215 981	146 211
DIVERS	5 242	14 739
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	12 889 448	4 424 927

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Sommes d'argent non réclamées	7 528	4 249
Legs immobiliers	69	83
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	7 597	4 332

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-362
- INSTALLATIONS 4-366
- BIENS IMMOBILIERS 4-368
- SERVICES DU MINISTÈRE 4-370
- SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES 4-372
- SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 4-374
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-362, 4-370
- SOMMAIRE 4-361

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-376

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-377

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
11 493 564	Administration du ministère	13 647 895	13 362 815
261 612 823	Installations	316 127 000	310 526 024
16 725 798	Biens immobiliers	15 692 600	10 737 458
16 609 114	Services du ministère	17 756 000	17 145 465
63 440 048	Services en ressources humaines	73 171 700	72 270 195
11 038 717	Services d'informatique et de télécommunications	12 528 000	11 868 495
380 920 064	**Total pour le ministère**	448 923 195*	435 910 452
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
380 412 889	Total des dépenses budgétaires	448 762 195	435 773 049
507 175	Total des dépenses non budgétaires	161 000	137 403
380 920 064		448 923 195	435 910 452

*Comprend un mandat spécial de 104 750 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	741 600	72 000	813 600	Bureau principal	811 560
2	2 740 000		2 740 000	Services financiers	2 684 498
3	1 242 300	10 000	1 252 300	Fournitures et matériel	1 203 567
4	234 600		234 600	Analyse et planification	233 673
5	922 000	25 000	947 000	Services juridiques	931 116
6	712 400		712 400	Services de vérification	706 992
7	1 241 200		1 241 200	Services de développement des systèmes	1 233 612
8	1 424 900	79 000	1 503 900	Services d'information	1 472 808
9	1 216 300	95 200	1 311 500	Services du personnel	1 307 789
10	279 900	2 400 000	2 679 900	Ministres sans portefeuille	2 600 562
	10 755 200	2 681 200	13 436 400		13 186 177
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	6 244
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	7 384
L	23 998		23 998	Traitements versés aux ministres sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	25 607
L	161 000		161 000	Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	137 403
	10 966 695*	2 681 200	13 647 895	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 362 815

Description du programme :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs des programmes ministériels.

*Comprend un mandat spécial de 2 560 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	517 741
Avantages sociaux	110 063
Transports et communications	54 218
Services	85 842
Fournitures et matériel	43 696
	811 560
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	6 244
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	7 384
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 816 897
Avantages sociaux	299 684
Transports et communications	32 889
Services	444 134
Fournitures et matériel	90 894
	2 684 498
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Dépôts de garantie en vertu de contrats — 4 950 $	
Compte en fiducie pour les expropriations d'Effingham Park — 62 453	
Compte en fiducie des services des biens immobiliers — 70 000	137 403
Fournitures et matériel (Poste 3)	
Traitements et salaires	591 954
Avantages sociaux	95 507
Transports et communications	310 563
Services	138 474
Fournitures et matériel	151 790
	1 288 288
Moins : Recouvrements d'autres activités	84 721
	1 203 567
Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	171 750
Avantages sociaux	21 574
Transports et communications	13 882
Services	18 916
Fournitures et matériel	7 551
	233 673

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	62 198
Avantages sociaux	3 823
Transports et communications	11 332
Services	826 426
Fournitures et matériel	27 337
	931 116
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	538 062
Avantages sociaux	75 171
Transports et communications	20 652
Services	71 239
Fournitures et matériel	1 868
	706 992
Services de développement des systèmes (Poste 7)	
Traitements et salaires	2 447 423
Avantages sociaux	354 564
Transports et communications	78 804
Services	875 365
Fournitures et matériel	194 534
	3 950 690
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 717 078
	1 233 612
Services d'information (Poste 8)	
Traitements et salaires	727 343
Avantages sociaux	115 968
Transports et communications	87 874
Services	284 095
Fournitures et matériel	257 528
	1 472 808
Services du personnel (Poste 9)	
Traitements et salaires	976 890
Avantages sociaux	129 136
Transports et communications	52 638
Services	125 379
Fournitures et matériel	23 746
	1 307 789

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Ministres sans portefeuille (Poste 10)	$
Traitements et salaires	1 136 648
Avantages sociaux	115 813
Transports et communications	462 502
Services	438 410
Fournitures et matériel	447 189
	2 600 562
Crédits législatifs	
Traitements versés aux ministres sans portefeuille	25 607
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 362 815

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME D'INSTALLATIONS**	
1	3 750 400	120 400	3 870 800	Administration du programme	3 847 403
2	1 797 000	205 000	2 002 000	Services consultatifs	1 941 200
3	49 417 500	18 424 200	67 841 700	Construction d'immeubles	67 823 849
4	5 285 700		5 285 700	Remplacement et rénovation	2 914 748
5	7 988 300		7 988 300	Location–Achat	7 736 071
6	94 329 500		94 329 500	Location	94 206 861
7	6 519 900		6 519 900	Transformations des installations	4 352 889
8	128 289 100		128 289 100	Réparations, exploitation et entretien	127 703 003
	297 377 400*	18 749 600	316 127 000	TOTAL POUR LES INSTALLATIONS	310 526 024

Description du programme :

Fournir les installations nécessaires en assurant les services de conception, de construction, de location et de gestion de propriété requis pour les locaux appartenant au gouvernement ou occupés par lui, en vue de permettre leur utilisation efficace.

*Comprend un mandat spécial de 79 925 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

PROGRAMME D'INSTALLALLIONS — CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 717 029
Avantages sociaux		425 377
Transports et communications		205 771
Services		393 488
Fournitures et matériel		105 738
		3 847 403
Services consultatifs (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 352 015
Avantages sociaux		206 908
Transports et communications		60 290
Services		280 892
Fournitures et matériel		41 095
		1 941 200
Construction d'immeubles (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 093 826
Avantages sociaux		804 975
Transports et communications		504 999
Services		6 561 087
Fournitures et matériel		994 496
Acquisition/Construction de biens matériels		
Construction de bâtiments	53 720 098 $	
Terrains à bâtir	17 769 596	71 489 694
		85 449 077
Moins : Recouvrements d'autres ministères		17 625 228
		67 823 849
Remplacement et rénovation (Poste 4)		
Traitements et salaires		284 087
Avantages sociaux		44 641
Transports et communications		19 883
Services		372 792
Fournitures et matériel		72 093
Acquisition/Construction de biens matériels		2 121 252
		2 914 748

Location–Achat (Poste 5)	$
Traitements et salaires	26 270
Avantages sociaux	4 497
Transports et communications	1 387
Services	7 694 961
Fournitures et matériel	8 956
	7 736 071
Location (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 485 146
Avantages sociaux	230 132
Transports et communications	185 182
Services	96 485 443
Fournitures et matériel	118 692
	98 504 595
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 297 734
	94 206 861
Transformations des installations (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 456 324
Avantages sociaux	243 558
Transports et communications	318 316
Services	7 961 551
Fournitures et matériel	116 160
Acquisition/Construction de biens matériels	3 423 121
	13 519 030
Moins : Recouvrements d'autres ministères	9 166 141
	4 352 889
Réparations, exploitation et entretien (Poste 8)	
Traitements et salaires	31 284 855
Avantages sociaux	5 619 347
Transports et communications	2 046 198
Services	60 903 315
Fournitures et matériel	31 978 600
	131 832 315
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 129 312
	127 703 003
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'INSTALLATIONS	310 526 024

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	418 700	35 000	453 700	Administration du programme	452 161
2	13 673 300		13 673 300	Achats de biens immobiliers	8 725 305
3	1 555 600	10 000	1 565 600	Gestion des biens immobiliers	1 559 992
	15 647 600*	45 000	15 692 600	TOTAL POUR LES BIENS IMMOBILIERS	10 737 458

Description du programme:

Acquérir, gérer provisoirement et aliéner des biens immobiliers et mettre en oeuvre le Plan de transfert des employés propriétaires de logement pour le compte des ministères du gouvernement de l'Ontario afin de les aider à répondre aux besoins de leurs programmes.

*Comprend un mandat spécial de 3 555 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS — CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	351 491
Avantages sociaux	55 407
Transports et communications	27 286
Services	4 072
Fournitures et matériel	13 905
	452 161
Achats de biens immobiliers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 103 707
Avantages sociaux	506 681
Transports et communications	293 109
Services	1 082 381
Fournitures et matériel	207 309
Acquisition/Construction de biens matériels	3 532 118
	8 725 305

Gestion des biens immobiliers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	995 222
Avantages sociaux	155 650
Transports et communications	2 638 287
Services	150 816
Fournitures et matériel	51 938
	3 991 913
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 431 921
	1 559 992
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES BIENS IMMOBILIERS	10 737 458

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
604				**PROGRAMME DES SERVICES DU MINISTÈRE**	
1	356 500		356 500	Administration du programme	328 879
2	2 451 900	56 800	2 508 700	Services d'achat	2 508 518
3	8 349 200		8 349 200	Services gouvernementaux d'information	7 730 184
4	6 212 300		6 212 300	Services divers	6 126 561
5	328 300		328 300	Services actuariels	322 796
	17 698 200	56 800	17 755 000		17 016 938
L	1 000		1 000	Compte des fournitures de bureau, Loi sur l'administration financière	128 527
	17 699 200*	56 800	17 756 000	TOTAL POUR LES SERVICES DU MINISTÈRE	17 145 465

Description du programme :

Fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans la passation des marchés publics.

*Comprend un mandat spécial de 4 440 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

PROGRAMME DES SERVICES DU MINISTÈRE — CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	233 549
Avantages sociaux	29 490
Transports et communications	8 773
Services	23 735
Fournitures et matériel	33 332
	328 879

Services d'achat (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 812 606
Avantages sociaux	574 720
Transports et communications	636 226
Services	676 007
Fournitures et matériel	7 065 218
	12 764 777
Moins : Recouvrements d'autres activités	10 256 259
	2 508 518

Crédits législatifs	
Compte des fournitures de bureau — Imprimerie	12 637 367
Moins : Recouvrements d'autres ministères	12 508 840
	128 527

Services gouvernementaux d'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 857 304
Avantages sociaux	766 520
Transports et communications	9 615 065
Services	1 597 960
Fournitures et matériel	1 671 610
	18 508 459
Moins : Recouvrements d'autres activités	10 778 275
	7 730 184

Services divers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 259 332
Avantages sociaux	371 658
Transports et communications	2 336 585
Services	605 957
Fournitures et matériel	553 029
	6 126 561

Services actuariels (Poste 5)	
Traitements et salaires	236 569
Avantages sociaux	27 178
Transports et communications	3 491
Services	50 943
Fournitures et matériel	4 615
	322 796

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU MINISTÈRE	17 145 465

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
605				**PROGRAMME DES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES**	
1	658 000		658 000	Administration du programme	586 451
2	2 547 600	75 700	2 623 300	Services consultatifs et de santé aux employés	2 578 700
3	69 890 400		69 890 400	Données et avantages sociaux des employés	69 105 044
	73 096 000*	75 700	73 171 700	TOTAL POUR LES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES	72 270 195

Description du programme :

Fournir aux employés de toute la fonction publique des services de conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres et assurer, dans le cadre du ministère, une gamme complète de services en matière de ressources humaines afin de faciliter et de promouvoir la bonne gestion des ressources humaines.

*Comprend un mandat spécial de 11 270 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

PROGRAMME DES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 605

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		415 486
Avantages sociaux		55 846
Transports et communications		26 388
Services		46 275
Fournitures et matériel		42 456
		586 451
Services consultatifs et de santé aux employés (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 985 125
Avantages sociaux		340 443
Transports et communications		81 339
Services		62 577
Fournitures et matériel		109 216
		2 578 700
Données et avantages sociaux des employés (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 616 695
Avantages sociaux		553 093
Transports et communications		140 154
Services		4 713 123
Fournitures et matériel		306 881
Paiements de transfert		
Majoration des allocations et rentes autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 43 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires.	7 052 916 $	
Majoration des allocations et rentes autorisée en vertu de l'article 11(2) de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite, en faveur de certains bénéficiaires en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires.	40 256 704	47 309 620

		$
Autres paiements		
Prestations aux employés retraités, articles de recettes, et primes d'assurance contre les accidents de voyage		12 464 909
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)		
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, article 10(1)	110 724 122 $	
Loi sur l'indexation des régimes de retraite, 1975, article 8(1)	22 756 397	
Régime de pensions du Canada	29 928 330	
Assurance-chômage	56 588 497	
Assurance-vie collective	5 429 975	
Protection du revenu à long terme	19 168 878	
Régime d'assurance-maladie de l'Ontario	40 669 659	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	17 069 802	
Régime de soins dentaires	12 097 015	
Paiement au titre de la dette non provisionnée de la Caisse de retraite des fonctionnaires	13 892 000	
Régime complémentaire d'avantages sociaux de la Sûreté de l'Ontario	3 705 606	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	4 118 758	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	1 640 000	
	337 789 039	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	337 788 470	569
		69 105 044
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN RESSOURCES HUMAINES		72 270 195

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
606				**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
1	2 100		2 100	Services d'informatique	
2	12 525 900		12 525 900	Services de télécommunications	11 868 495
	12 528 000*		12 528 000	TOTAL POUR LES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	11 868 495

Description du programme :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés financés des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

*Comprend un mandat spécial de 3 000 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX — Fin

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS — CRÉDIT 606

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services d'informatique (Poste 1)		$
Traitements et salaires		12 589 453
Avantages sociaux		1 834 756
Transports et communications		1 870 989
Services		25 094 511
Fournitures et matériel		2 320 123
		43 709 832
Moins : Recouvrements d'autres activités :		
Facturation de services fournis à divers clients	49 162 483 $	
Moins : Montants crédités au compte de recettes	5 452 651	43 709 832

Services de télécommunications (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 212 759
Avantages sociaux	221 516
Transports et communications	37 928 981
Services	543 665
Fournitures et matériel	169 517
	40 076 438
Moins : Recouvrements d'autres ministères	28 207 943
	11 868 495
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	11 868 495

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Taxe de vente fédérale	116 111	124 411
	116 111	124 411
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement des traitements et salaires des employés détachés auprès de la Société du stade de l'Ontario Limitée	58 529	
Frais liés à l'acquisition de terrains pour Ontario Hydro	51 043	52 178
	109 572	52 178
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Commissions pour		
Affidavits	210 640	221 361
Notaires	76 157	77 742
Conseiller de la Reine	200	15 900
Notaires	34 286	31 979
Copies de livrets de la Couronne	21 722	19 442
Autres	191	342
	343 196	366 766
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	11 934 128	24 449 459
Locations		
Immeubles	5 171 839	4 814 140
Stationnement	2 325 310	2 382 804
Services d'informatique	2 105 086	2 081 466
Publications du gouvernement	1 937 434	1 828 864
Services téléphoniques	715 726	921 556
Réparation et entretien des bâtiments	462 352	388 041
Services des biens immobiliers	391 849	3 653
Fournitures de bureau	366 315	306 897
Création de capital fixe	277 133	4 777
Matériaux et véhicules excédentaires	250 495	236 070
Gazette de l'Ontario — publicité et abonnement	248 091	253 236
Régime de transfert des employés propriétaires de logement	107 421	181 883
Services de réparation de véhicules et de camionnage	60 410	102 528
Cadeaux	54 734	76 143
Ristournes sur les distributions automatiques	33 889	28 290
Services d'impression en sous-traitance	33 506	45 556
Services d'expédition par la poste	24 368	51 470
Centre des registres	8 703	9 109
Annuaires téléphoniques	3 100	89 580
Cafétéria Milton	1 052	60 281
Services de traduction	884	4 425
Autres	90	2 122
	26 513 915	38 322 350

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Avantages sociaux	342 096	84 347
Réparation et entretien des bâtiments	288 824	148 366
Services immobiliers	253 365	2 609 856
Services d'impression en sous-traitance	29 340	76 391
Création de capital fixe	10 085	27 518
Services de traduction	9 063	2 527
Régime de transfert des employés propriétaires de logement	6 173	2 052
Télécommunications	4 731	21 278
Services d'informatique	2 962	7 098
Impression et fournitures de bureau	2 614	14 678
Services d'expédition par la poste		19 196
Autres	3 228	9 136
	952 481	3 022 443
DIVERS		
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires effectuées au sujet de services d'informatique	5 452 651	3 576 013
Services centraux de recouvrement	656 560	588 143
Intérêt hypothécaire	199 828	263 605
Montant adjugé par le tribunal — Sa Majesté contre Noble Scott, Canada Law Book et William Burns	75 000	
Commission sur les téléphones	72 226	61 609
Ristourne pour annulation de la police d'assurance contre la pollution soudaine et accidentelle	50 000	
Réalisation d'un dépôt versé par un soumissionnaire	27 350	925
Remboursement au titre du compte de dépôt garanti de l'employeur - La Confédération, Compagnie d'Assurance-Vie		6 239 856
Remboursement au titre du compte de dépôt garanti de l'employeur - La London Life, Compagnie d'Assurance-Vie		2 500 000
Location de surfaces à l'Atrium on Bay — encouragement aux locataires		1 293 914
Autres	18 144	19 893
	6 551 759	14 543 958
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	34 587 034	56 432 106

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	839 233	54 134
Compte en fiducie pour l'expropriation d'Effingham Park	11 139	14 550
Dépôt de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	2 400	44 225
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	852 772	112 909

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-382
- SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-386
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-382, 4-386
- SOMMAIRE 4-381

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-390

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-390

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
29 240 593	Administration du ministère	31 944 884	31 162 507
2 574 968 691	Services aux adultes et aux enfants	2 851 958 600	2 840 562 424
2 604 209 284	**Total du ministère**	2 883 903 484*	2 871 724 931
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 603 553 939	Total des dépenses budgétaires	2 871 868 484	2 862 682 657
655 345	Total des dépenses non budgétaires	12 035 000	9 042 274
2 604 209 284		2 883 903 484	2 871 724 931

*Comprend un mandat spécial de 680 000 000 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 273 100	111 200	1 384 300	Bureau principal	1 367 801
2	6 688 500	652 900	7 341 400	Services financiers	7 165 376
3	3 461 900	231 500	3 693 400	Fournitures et services de bureau	3 647 203
4	3 756 400	218 100	3 974 500	Services du personnel	3 895 865
5	1 768 800		1 768 800	Services d'information	1 606 461
6	714 400	96 700	811 100	Services juridiques	785 478
7	2 097 200	119 600	2 216 800	Services de vérification	2 148 215
8	7 425 200	982 400	8 407 600	Services de développement des systèmes	8 391 121
9	1 790 800	522 800	2 313 600	Commission de révision de l'aide sociale	2 120 301
	28 976 300	2 935 200	31 911 500		31 127 821
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la loi sur le Conseil exécutif	8 187
	29 009 684*	2 935 200	31 944 884	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 162 507

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

*Comprend un mandat spécial de 8 212 500 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		770 893
Avantages sociaux		138 802
Transports et communications		95 790
Services		106 019
Fournitures et matériel		50 797
Paiements de transfert		
Conseil canadien de développement social	66 000 $	
Conseil du développement social de l'Ontario	66 000	
Association ontarienne pour les déficients mentaux	73 500	205 500
		1 367 801
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 187
Services financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 186 285
Avantages sociaux		771 124
Transports et communications		140 613
Services		804 233
Fournitures et matériel		263 121
		7 165 376
Fournitures et services de bureau (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 428 754
Avantages sociaux		351 961
Transports et communications		379 220
Services		135 364
Fournitures et matériel		351 904
Paiements de transfert		
Programme de conservation de l'énergie et de promotion des énergies renouvelables		60 443
		3 707 646
Moins : Recouvrements d'autres ministères		60 443
		3 647 203
Services du personnel (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 140 663
Avantages sociaux		440 357
Transports et communications		151 736
Services		87 441
Fournitures et matériel		75 668
		3 895 865

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	680 520
Avantages sociaux	108 714
Transports et communications	70 112
Services	671 584
Fournitures et matériel	75 531
	1 606 461
Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	20 796
Transports et communications	13 398
Services	730 918
Fournitures et matériel	20 366
	785 478
Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 581 283
Avantages sociaux	181 559
Transports et communications	168 685
Services	168 272
Fournitures et matériel	48 416
	2 148 215
Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	3 252 385
Avantages sociaux	445 328
Transports et communications	132 297
Services	3 996 640
Fournitures et matériel	564 471
	8 391 121
Commission de révision de l'aide sociale (Poste 9)	
Traitements et salaires	605 400
Avantages sociaux	169 037
Transports et communications	501 200
Services	795 646
Fournitures et matériel	49 018
	2 120 301
Expérience 85	
Traitements et salaires	822 764
Avantages sociaux	35 729
Services	2 477
Paiements de transfert	202 467
	1 063 437
Moins : Recouvrements — création d'emplois de courte durée	1 063 437

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3401 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Brigades jeunesse Ontario	$
Traitements et salaires	818 705
Avantages sociaux	39 460
Services	3 196
Paiements de transfert	42 516
	903 877
Moins : Recouvrements — création d'emplois de courte durée	903 877
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 162 507

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	7 973 400		7 973 400	Élaboration des politiques et des programmes	7 403 920
2	8 630 100	1 854 000	10 484 100	Administration du programme	10 250 695
3	9 441 900	1 754 900	11 196 800	Administration des services régionaux	11 119 002
4	1 433 779 900	44 965 300	1 478 745 200	Maintien du revenu	1 475 215 730
5	349 566 000	1 557 200	351 123 200	Services sociaux aux adultes	349 201 019
6	519 038 800	5 352 500	524 391 300	Services sociaux à l'enfance	524 056 088
7	429 975 600	26 034 000	456 009 600	Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	454 273 696
	2 758 405 700	81 517 900	2 839 923 600		2 831 520 150
L	12 035 000		12 035 000	Paiements provenant des Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	9 042 274
	2 770 440 700*	81 517 900	2 851 958 600	TOTAL POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	2 840 562 424

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la fourniture à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les programmes de réadaptation professionnelle; les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées; les services en établissement et communautaires pour les adultes et les enfants souffrant de déficience mentale; et les services en établissement, de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis directement par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements de santé mentale pour les enfants, et autres.

*Comprend un mandat spécial de 671 787 500 $.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES — Suite

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 3402

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Élaboration des politiques et des programmes (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 536 075
Avantages sociaux	580 468
Transports et communications	262 970
Services	1 588 309
Fournitures et matériel	264 644
Paiements de transfert	
Projets de démonstration	171 454
	7 403 920

Administration du programme (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 763 899
Avantages sociaux	709 773
Transports et communications	577 744
Services	2 610 809
Fournitures et matériel	588 470
	10 250 695

Administration des services régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	7 965 674
Avantages sociaux	1 292 659
Transports et communications	798 071
Services	738 947
Fournitures et matériel	323 651
	11 119 002

Maintien du revenu (Poste 4)			
Traitements et salaires			26 723 512
Avantages sociaux			4 204 351
Transports et communications			2 609 343
Services			3 638 711
Fournitures et matériel			900 691
Paiements de transfert			
Allocations et prestations versées par la province	896 517 657 $		
Allocations et prestations versées par les municipalités	471 634 729		
Régime de médicaments de l'Ontario			
Provincial	48 476 012 $		
Municipal	20 501 324	68 977 336	
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique		1 200	
Fonds du souvenir		1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario		7 200	1 437 139 122
			1 475 215 730

Services sociaux aux adultes (Poste 5)			$
Traitements et salaires			9 507 362
Avantages sociaux			1 528 696
Transports et communications			1 193 371
Services			160 808
Fournitures et matériel			177 728
Paiements de transfert			
Subventions d'immobilisations		8 464 400 $	
Dépenses d'exploitation			
Personnes âgées		246 269 272	
Services d'appui, de counseling et services dispensés en établissements		54 661 019	
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées		27 859 271	
Royal Canadian Humane Association		500	
Subventions spéciales aux municipalités			
Ville de Little Current		7 980	
Ville de Carnarvon		1 612	
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario		6 000	
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario		33 500	
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth		4 000	
Infirmières de l'ordre de Victoria (Ontario)		25 000	
Association canadienne de gérontologie		2 500	
Association canadienne de recherche en gérontologie		2 000	
Institut canadien de religion et de gérontologie		4 000	337 341 054
			349 909 019
Moins : Recouvrements d'autres ministères			708 000
			349 201 019

Crédits législatifs

Dépenses non budgétaires	
Paiements provenant du Fonds de fiducie de la Loterie interprovinciale	9 034 758

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES — Fin

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 3402 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Services sociaux à l'enfance (Poste 6)		$
Traitements et salaires		46 252 250
Avantages sociaux		7 225 684
Transports et communications		2 958 371
Services		12 424 567
Fournitures et matériel		2 992 064
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisation	5 412 687 $	
Dépenses d'exploitation		
Groupes de coordination et de consultation pour les services à l'enfance	1 799 921	
Services d'aide à l'enfance	189 311 460	
Établissements pour enfants et adolescents	13 184 449	
Garderies	105 532 349	
Établissements communautaires de santé mentale	110 335 368	
Services correctionnels en établissement	29 831 454	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	14 150	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	455 448 538
		527 301 474
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 245 386
		524 056 088

Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale (Poste 7)		$
Traitements et salaires		166 508 039
Avantages sociaux		28 401 352
Transports et communications		3 413 845
Services		13 267 081
Fournitures et matériel		18 152 702
Acquisition/Construction de biens matériels		594 414
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisation	5 780 566 $	
Dépenses d'exploitation		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	113 977 583	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	103 892 678	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	285 436	223 936 263
		454 273 696
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Legs et bourses		7 516
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		2 840 562 424

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 033 595 924	924 954 827
Accord sur les jeunes contrevenants	31 374 629	
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	29 669 345	37 012 872
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	27 935 516	18 660 082
Accord spécial sur les jeunes contrevenants	459 723	11 883 358
Allocations familiales spéciales	361 464	346 446
Remboursements de la taxe de vente fédérale	329 867	335 393
Subventions relatives aux services en français	9 424	
Étude sur le système de maintien du revenu		540 301
	1 123 735 892	993 733 279
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Pensions alimentaires de parents ayant abandonné leurs enfants	8 716 602	8 101 626
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entretien des installations pour les déficients mentaux	1 470 200	1 684 544
Pensions	18 500	8 900
Garderies	15 646	13 680
Droits d'adoption	8 720	4 560
	1 513 066	1 711 684
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	467 523	507 043
Véhicule automobile et équipement	48 645	23 621
Repas livrés à domicile	20 499	14 790
Location de maisons	19 863	107 843
Divers	7 351	22 900
	563 881	676 197
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	427 533	325 337
Subventions d'immobilisation	121 914	76 477
Frais d'exploitation	103 262	110 738
Remboursements — bénéficiaires de pension de sécurité de la vieillesse	22 704	27 399
Autres	5 042	25
	680 455	539 976
DIVERS	75 273	80 159
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	1 135 285 169	1 004 842 921

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Legs et bourses	27 234	15 418
Fonds non réclamé	64	930
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	27 298	16 348

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-394
- SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-396
- SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE 4-398
- SÛRETÉ DE L'ONTARIO 4-400
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-394, 4-398, 4-400
- SOMMAIRE 4-393

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-402

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-402

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
7 342 856	Administration du ministère	9 243 597	9 477 409
26 016 386	Sécurité publique	27 940 800	27 718 903
10 514 461	Services de maintien de l'ordre	10 565 500	10 054 512
265 551 547	Sûreté de l'Ontario	297 515 400	292 393 001
309 425 250	**Total du ministère**	345 265 297*	339 643 825
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
309 422 546	Total des dépenses budgétaires	345 265 297	339 639 114
2 704	Total des dépenses non budgétaires		4 711
309 425 250		345 265 297	339 643 825

*Comprend un mandat spécial de 83 375 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 267 800	214 200	1 482 000	Bureau principal	1 468 018
2	2 029 200	100 900	2 130 100	Services financiers	2 117 139
3	654 100		654 100	Fournitures et services de bureau	627 468
4	1 052 400	14 600	1 067 000	Services du personnel	1 041 491
5	460 800		460 800	Services d'information	408 941
6	539 000		539 000	Analyse et planification	466 710
7	285 400		285 400	Services juridiques	259 675
8	341 700		341 700	Services de vérification	314 040
9	2 256 000		2 256 000	Services de développement des systèmes	1 729 404
	8 886 400	329 700	9 216 100		8 432 886
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 010 734
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	7 290
	8 913 897*	329 700	9 243 597	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 477 409

Description du programme :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 2 205 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	829 700
Avantages sociaux	138 819
Transports et communications	115 262
Services	274 213
Fournitures et matériel	106 024
Paiements de transfert	
Programme Parents-secours de l'Ontario Inc.	4 000
	1 468 018
Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 010 734
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	7 290
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 501 773
Avantages sociaux	271 148
Transports et communications	112 384
Services	187 846
Fournitures et matériel	43 988
	2 117 139
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	374 468
Avantages sociaux	62 200
Transports et communications	86 026
Services	20 973
Fournitures et matériel	83 801
	627 468
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 222 583
Avantages sociaux	124 049
Transports et communications	27 280
Services	26 551
Fournitures et matériel	22 371
	1 422 834
Moins : Recouvrements d'autres ministères	381 343
	1 041 491
Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	138 962
Avantages sociaux	11 954
Transports et communications	73 528
Services	32 588
Fournitures et matériel	151 909
	408 941

Analyse et planification (Poste 6)	$
Traitements et salaires	382 617
Avantages sociaux	46 374
Transports et communications	8 665
Services	14 326
Fournitures et matériel	14 728
	466 710
Services juridiques (Poste 7)	
Transports et communications	22 480
Services	230 522
Fournitures et matériel	6 673
	259 675
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	268 436
Avantages sociaux	36 234
Transports et communications	4 798
Services	2 755
Fournitures et matériel	1 817
	314 040
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	909 418
Avantages sociaux	91 058
Transports et communications	51 931
Services	172 115
Fournitures et matériel	504 882
	1 729 404
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 477 409

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	443 300		443 300	Gestion du programme	353 926
2	5 571 000	37 100	5 608 100	Centre de criminalistique	5 539 794
3	12 534 900	480 500	13 015 400	Services de prévention des incendies	13 007 082
4	8 105 600	108 500	8 214 100	Enquêtes des coroners	8 205 967
5	659 900		659 900	Pathologie légale	612 134
	27 314 700*	626 100	27 940 800	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	27 718 903

Description du programme :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

*Comprend un mandat spécial de 5 856 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE — CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Gestion du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		140 843
Avantages sociaux		18 043
Transports et communications		9 474
Services		43 883
Fournitures et matériel		23 683
Paiements de transfert		
Subvention à la Société protectrice des animaux de l'Ontario	85 000 $	
Subvention à la Société canadienne de la Croix-Rouge	33 000	118 000
		353 926

Centre de criminalistique (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 600 308
Avantages sociaux	527 976
Transports et communications	374 580
Services	97 689
Fournitures et matériel	939 241
	5 539 794

Services de prévention des incendies (Poste 3)	
Traitements et salaires	8 394 933
Avantages sociaux	1 260 883
Transports et communications	974 175
Services	713 193
Fournitures et matériel	1 413 919
Paiement de transfert	
Subventions au Programme de dégagement des victimes d'accident	249 979
	13 007 082

Enquêtes des coroners (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 626 879
Avantages sociaux	213 911
Transports et communications	143 014
Services	6 141 138
Fournitures et matériel	81 025
	8 205 967

Pathologie légale (Poste 5)	
Traitements et salaires	451 232
Avantages sociaux	42 144
Transports et communications	15 464
Services	47 298
Fournitures et matériel	55 996
	612 134

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	27 718 903

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1903				**PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE**	
1	4 693 500	83 500	4 777 000	Commission de police de l'Ontario	4 769 940
2	5 643 100		5 643 100	École de police de l'Ontario	5 134 568
3	112 100	32 300	144 400	Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario	135 728
	10 448 700	115 800	10 564 500		10 040 236
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	9 565
L				Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	4 711
	10 449 700*	115 800	10 565 500	TOTAL POUR LES SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	10 054 512

Description du programme :

Aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services de maintien de l'ordre de la province.

*Comprend un mandat spécial de 2 331 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE — CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission de police de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 555 728
Avantages sociaux		308 303
Transports et communications		383 784
Services		1 158 236
Fournitures et matériel		290 525
Paiements de transfert		
Forces de police régionales et municipales	53 364 $	
Association du Conseil d'administration de la police municipale	10 000	
Association canadienne des chefs de police	8 000	
Association des chefs de police de l'Ontario	2 000	73 364
		4 769 940
Crédits législatifs		
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police		9 565
École de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 855 450
Avantages sociaux		438 664
Transports et communications		339 000
Services		786 942
Fournitures et matériel		714 512
		5 134 568
Crédits législatifs		
Dépenses non budgétaires		
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario		4 711

Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	51 577
Avantages sociaux	5 204
Transports et communications	7 582
Services	67 941
Fournitures et matériel	3 424
	135 728
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	10 054 512

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE LA SÛRETÉ DE L'ONTARIO**	
1	1 706 800	377 000	2 083 800	Bureau du commissaire	2 002 687
2	16 577 500		16 577 500	Division de la planification et de la technologie	12 029 824
3	4 627 000	866 000	5 493 000	Division de la gestion du personnel	5 420 336
4	34 147 800	875 800	35 023 600	Division des approvisionnements	35 008 922
5	187 592 000	15 280 400	202 872 400	Division des opérations régionales	202 862 128
6	8 242 200	1 026 400	9 268 600	Division du soutien régional	9 087 365
7	8 448 900	930 000	9 378 900	Divison des enquêtes	9 199 553
8	15 171 600	1 645 000	16 816 600	Division du soutien aux enquêtes	16 775 186
	276 513 800	21 000 600	297 514 400		292 386 001
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	7 000
	276 514 800*	21 000 600	297 515 400	TOTAL POUR LA SÛRETÉ DE L'ONTARIO	292 393 001

Description du programme :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

*Comprend un mandat spécial de 72 983 000 $.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL — Fin

PROGRAMME DE LA SÛRETÉ DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau du commissaire (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 556 365
Avantages sociaux	299 628
Transports et communications	75 977
Services	24 065
Fournitures et matériel	46 652
	2 002 687
Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur la police	7 000
Division de la planification et de la technologie (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 703 900
Avantages sociaux	743 811
Transports et communications	1 400 521
Services	3 096 612
Fournitures et matériel	2 084 980
	12 029 824
Division de la gestion du personnel (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 050 268
Avantages sociaux	438 392
Transports et communications	735 866
Services	673 045
Fournitures et matériel	522 765
	5 420 336
Division des approvisionnements (Poste 4)	
Traitements et salaires	5 539 385
Avantages sociaux	966 382
Transports et communications	219 295
Services	4 429 013
Fournitures et matériel	23 854 847
	35 008 922
Division des opérations régionales (Poste 5)	
Traitements et salaires	165 248 146
Avantages sociaux	28 887 423
Transports et communications	5 955 392
Services	818 384
Fournitures et matériel	1 952 783
	202 862 128
Division du soutien régional (Poste 6)	$
Traitements et salaires	1 879 901
Avantages sociaux	316 768
Transports et communications	340 541
Services	5 060 274
Fournitures et matériel	1 489 881
	9 087 365
Division des enquêtes (Poste 7)	
Traitements et salaires	6 441 556
Avantages sociaux	1 049 030
Transports et communications	540 805
Services	1 034 962
Fournitures et matériel	133 200
	9 199 553
Division du soutien aux enquêtes (Poste 8)	
Traitements et salaires	12 967 929
Avantages sociaux	1 961 279
Transports et communications	905 943
Services	216 748
Fournitures et matériel	723 287
	16 775 186
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SÛRETÉ DE L'ONTARIO	292 393 001

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agents de police spéciaux indiens	3 211 996	3 066 761
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	1 031 071	
	4 243 067	3 066 761
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	4 050 476	2 760 547
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	259 149	253 298
Recouvrement d'avantages sociaux, traitements et frais médicaux à la suite d'accidents	130 414	64 455
Recouvrement de frais d'inscription à des cours	22 535	125 824
	4 462 574	3 204 124
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de détective privé et de gardien	533 979	483 561
Programme de restriction des armes à feu	148 839	160 876
Honoraires pour déposition ou communication de renseignements sur des événements déterminés	62 132	56 990
Autres	4 512	4 096
	749 462	705 523
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	2 097 092	2 077 935
Location de logements à des agents de police	326 470	321 384
École de police de l'Ontario — Pension et chambre	75 997	77 134
Photographies prises sur les lieux d'accidents	61 932	52 779
Histoire de la Sûreté de l'Ontario		11 419
Biens non réclamés	7 506	3 427
Autres	3 343	1 939
	2 572 340	2 546 017
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Sûreté de l'Ontario		
Dégâts aux automobiles	161 460	113 286
Autres coûts recouvrés	39 022	51 846
École de police de l'Ontario	21 670	3 916
Commission de police de l'Ontario	13 649	29 155
Autres	7 071	2 757
	242 872	200 960
DIVERS	22 318	25 038
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	12 292 633	9 748 423

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	1 292	2 674
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 292	2 674

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-406
- DÉVELOPPEMENT DU TOURISME 4-408
- PARCS ET ATTRACTIONS 4-410
- LOISIRS, SPORTS ET CONDITION PHYSIQUE 4-412
- OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES 4-414
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-406, 4-410
- SOMMAIRE 4-405

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-416

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-416

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
18 064 324	Administration du ministère	19 047 584	18 905 771
23 440 555	Développement du tourisme	22 820 500	22 667 258
55 676 197	Parcs et attractions	29 965 700	29 876 350
15 058 191	Loisirs, sports et condition physique	19 182 600	19 156 663
72 592 635	Opérations touristiques et récréatives	80 664 200	69 371 124
184 831 902	**Total pour le ministère**	171 680 584*	159 977 166
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
158 531 902	Total des dépenses budgétaires	156 680 584	144 975 716
26 300 000	Total des dépenses non budgétaires	15 000 000	15 001 450
184 831 902		171 680 584	159 977 166

*Comprend un mandat spécial de 42 400 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	985 000	565 000	1 550 000	Bureau principal	1 529 870
2	729 900	30 000	759 900	Services de planification et d'administration	741 231
3	932 200		932 200	Services d'information	828 506
4	662 100	110 000	772 100	Groupe des projets spéciaux et de la publicité	771 478
	3 309 200	705 000	4 014 200		3 871 085
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
L	15 000 000		15 000 000	Fonds de fiducie de la Loterie interprovinciale, Loi sur l'administration financière	15 000 000
	18 342 584*	705 000	19 047 584	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 905 771

Description du programme :

Ce programme assure l'admnistration générale de l'ensemble du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 975 800 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		787 722
Avantages sociaux		214 559
Transports et communications		132 743
Services		204 353
Fournitures et matériel		190 493
		1 529 870
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		8 187
Dépenses non budgétaires		
Fondation Trillium de l'Ontario		15 000 000
Services de planification et d'administration (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 179 237
Avantages sociaux		112 049
Transports et communications		62 398
Services		78 670
Fournitures et matériel		103 768
Paiements de transfert		
Subventions pour le Programme Brigades jeunesse Ontario	509 089 $	
Subventions pour le Programme Expérience	1 067 990	1 577 079
		3 113 201
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 371 970
		741 231

Services d'information (Poste 3)	$
Traitements et salaires	448 610
Avantages sociaux	47 628
Transports et communications	42 277
Services	177 995
Fournitures et matériel	111 996
	828 506
Groupe des projets spéciaux et de la publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	370 404
Avantages sociaux	56 087
Transports et communications	23 184
Services	2 114 783
Fournitures et matériel	49 823
	2 614 281
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 842 803
	771 478
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 905 771

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**	
1	1 309 000		1 309 000	Administration du programme	1 163 065
2	1 729 800	70 000	1 799 800	Expansion de l'industrie touristique	1 792 863
3	18 796 700	915 000	19 711 700	Commercialisation touristique	19 711 330
	21 835 500*	985 000	22 820 500	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	22 667 258

Description du programme :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs.

*Comprend un mandat spécial de 6 615 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME — CRÉDIT 2902

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		175 802
Avantages sociaux		100 083
Transports et communications		83 625
Services		393 066
Fournitures et matériel		100 489
Paiements de transfert		
Tourisme Ontario		
Activités	60 000 $	
Classement	175 000	
Attractions Ontario	5 000	
Association de l'Ontario des bureaux de congrès	20 000	
Institut hôtelier de l'Ontario	50 000	310 000
		1 163 065

Expansion de l'industrie touristique (Poste 2)		
Traitements et salaires		352 688
Avantages sociaux		57 422
Transports et communications		24 286
Services		354 844
Fournitures et matériel		35 955
Paiements de transfert		
Muskoka Steamship and Historical Society	75 000 $	
Projet de Pétrolia	40 000	
Entente auxiliaire pour l'Est de l'Ontario		
Subventions pour le développement du tourisme		
Niveau local	157 500	
Autres	710 168	982 668
		1 807 863
Moins : Recouvrements d'autres ministères		15 000
		1 792 863

Commercialisation touristique (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 455 189
Avantages sociaux	336 772
Transports et communications	2 527 303
Services	15 513 726
Fournitures et matériel	878 340
	21 711 330
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 000 000
	19 711 330
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	22 667 258

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2903				**PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS**	
1	1 917 500	290 000	2 207 500	Parcs historiques de la Huronie	2 207 481
2	2 206 700	290 000	2 496 700	Vieux Fort William	2 493 755
3	8 191 000		8 191 000	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	8 191 000
4	11 106 400	1 120 000	12 226 400	Commission des parcs du Saint-Laurent	12 224 846
5	791 000		791 000	Commission de la promenade Sainte-Claire	704 802
6	400 000		400 000	Thunder Bay Ski Jumps	400 000
7	709 500		709 500	Mise en valeur des lieux de villégiature	709 416
8	1 400 000		1 400 000	Centre des congrès d'Ottawa	1 400 000
9	300 000	1 243 600	1 543 600	Palais des congrès de Toronto	1 543 600
	27 022 100*	2 943 600	29 965 700		29 874 900
L				Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 450
	27 022 100	2 943 600	29 965 700	TOTAL POUR LES PARCS ET LES ATTRACTIONS	29 876 350

Description du programme :

Ce programme fournit des subventions d'exploitation et d'immobilisation à certaines attractions touristiques et installations de loisirs.

*Comprend un mandat spécial de 8 743 500 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS — CRÉDIT 2903

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Parcs historiques de la Huronie (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 319 539
Avantages sociaux	153 247
Transports et communications	72 146
Services	368 187
Fournitures et matériel	294 362
	2 207 481
Vieux Fort William (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 639 751
Avantages sociaux	192 857
Transports et communications	76 081
Services	185 087
Fournitures et matériel	399 979
	2 493 755
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subvention pour couvrir le déficit d'exploitation	2 872 000
Subvention pour le développement	5 319 000
	8 191 000
Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 895 931
Avantages sociaux	817 339
Transports et communications	252 499
Services	1 507 835
Fournitures et matériel	2 025 662
Acquisition/Construction de biens matériels	363 545
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	23 635
	12 886 446
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	661 600
	12 224 846
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Dépôts de garantie en vertu de contrat	1 450

Commission de la promenade Sainte-Claire (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Subventions à la Commission de la promenade Sainte-Claire — Administration et développement	704 802
Thunder Bay Ski Jumps (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Subvention de financement pour les activités de Thunder Bay Ski Jumps	400 000
Mise en valeur des lieux de villégiature (Poste 7)	
Traitements et salaires	67 752
Avantages sociaux	8 088
Transports et communications	11 608
Services	1 130
Fournitures et matériel	1 838
Paiements de transfert	
Subvention de financement pour les activités de Minaki Lodge	619 000
	709 416
Centre des congrès d'Ottawa (Poste 8)	
Paiements de transfert	
Subvention de financement pour les activités du Centre des congrès d'Ottawa	1 400 000
Palais des congrès de Toronto (Poste 9)	
Paiements de transfert	
Subvention de financement pour les activités du Palais des congrès du Toronto métropolitain	1 543 600
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS	29 876 350

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2904				**PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE**	
1	534 500	75 000	609 500	Administration du programme	600 623
2	2 044 100	20 000	2 064 100	Loisirs	2 057 409
3	16 509 000		16 509 000	Sports et condition physique	16 498 631
	19 087 600*	95 000	19 182 600	TOTAL POUR LES LOISIRS, LES SPORTS ET LA CONDITION PHYSIQUE	19 156 663

Description du programme :

Ce programme fournit un appui à l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'aux organismes provinciaux de loisirs et aux associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence.

*Comprend un mandat spécial de 4 713 000 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE — CRÉDIT 2904

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		199 586
Avantages sociaux		38 186
Transports et communications		91 388
Services		181 143
Fournitures et matériel		15 320
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		75 000
		600 623

Loisirs (Poste 2)		
Traitements et salaires		869 111
Avantages sociaux		119 906
Transports et communications		120 883
Services		236 999
Fournitures et matériel		196 686
Paiements de transfert		
Subventions pour les camps sans but lucratif	50 362 $	
Subventions à des organisations provinciales des loisirs	265 857	
Subventions pour le développement des loisirs	244 348	560 567
		2 104 152
Moins : Recouvrements d'autres ministères		46 743
		2 057 409

Sports et condition physique (Poste 3)		$
Traitements et salaires		1 334 940
Avantages sociaux		211 092
Transports et communications		163 751
Services		1 097 152
Fournitures et matériel		265 356
Paiements de transfert		
Subventions aux fédérations sportives	4 456 700 $	
Subventions au Centre administratif des sports de l'Ontario	2 600 000	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités et de conditionnement physique	1 759 872	
Mieux que jamais Ontario		
Niveau local	693 000	
Autres	3 706 768	
Médecine sportive	210 000	13 426 340
		16 498 631
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE		19 156 663

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2905				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES**	
1	80 664 200		80 664 200	Opérations touristiques et récréatives . . .	69 371 124
	80 664 200*		80 664 200	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES	69 371 124

Description du programme:

Accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la fourniture directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

*Comprend un mandat spécial de 21 352 700 $.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS — Fin

PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES — CRÉDIT 2905

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Opérations touristiques et récréatives (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 874 195
Avantages sociaux		707 848
Transports et communications		1 077 525
Services		768 993
Fournitures et matériel		361 772
Paiements de transfert		
Subventions pour les programmes récréatifs municipaux	5 115 155 $	
Subventions d'immobilisation pour les installations communautaires	2 842 452	
Subventions d'immobilisation financées par les loteries		
Niveau local	35 520 333	
Autres	7 435 080	
Programme de loteries		
Niveau local	3 319 398	
Autres	5 763 373	
Subventions aux associations touristiques régionales		
Subvention — Frais d'administration	420 000	
Partage des coûts de promotion	1 165 000	
Entente sur le développement rural du Nord de l'Ontario		
Subventions pour le développement du tourisme	1 502 657	63 083 448
		70 873 781
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1,502 657
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES		69 371 124

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Lotto Canada Incorporée	537 000	
Programme Échanges Canada	18 978	
Dégrèvement sur la taxe de vente fédérale	18 388	
Contribution à l'occasion du Bicentenaire		100 000
	574 366	100 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Agence de commercialisation touristique de Muskoka — Entente sur les affectations temporaires	35 091	
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée — Parcs du Saint-Laurent	2 353 625	2 252 967
Droits d'entrée — Autres	290 873	303 904
Permis touristiques	95 889	45 795
	2 740 387	2 602 666
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs	1 701 001	1 857 552
Concessions	192 043	136 154
Autres	14 776	6 491
	1 907 820	2 000 197
REDEVANCES	300	445
BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Lottario	59 000 000	67 000 000
Jeux à résultat instantané	57 000 000	26 000 000
Wintario	20 000 000	29 000 000
	136 000 000	122 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	478 683	459 427
Remboursements de fournisseurs	35 513	9 531
Commission des parcs du Saint-Laurent	32 062	35 625
Autres	3 525	10 008
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto		6 855 096
	549 783	7 369 687
DIVERS	3 683	2 995
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	141 811 430	134 075 990

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	1 850	19 600
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 850	19 600

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-420
- PLANIFICATION DES POLITIQUES ET RECHERCHE 4-422
- SÉCURITÉ ET RÉGLEMENTATION 4-424
- ROUTES PROVINCIALES 4-426
- TRANSPORTS URBAINS DE LA PROVINCE 4-428
- TRANSPORTS DE LA PROVINCE 4-430
- ROUTES MUNICIPALES 4-432
- TRANSPORTS URBAINS MUNICIPAUX 4-434
- COMMUNICATIONS 4-436
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-420
- SOMMAIRE 4-419

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-438

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
44 031 356	Administration du ministère	60 548 911	58 622 139
10 050 509	Planification des politiques et recherche	11 853 600	11 695 725
75 126 177	Sécurité et réglementation	81 155 800	81 117 894
515 633 572	Routes provinciales	542 281 200	540 148 967
88 000 000	Transports urbains de la province	102 414 000	99 414 000
7 411 295	Transports de la province	8 610 400	8 251 550
521 189 320	Routes municipales	538 549 000	537 634 638
322 710 606	Transport urbains municipaux	354 461 800	351 510 281
2 941 404	Communications	3 456 400	3 343 398
1 587 094 239	**Total pour le ministère**	1 703 331 111*	1 691 738 592
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 587 094 239	Total des dépenses budgétaires	1 703 331 111	1 691 738 592

*Comprend un mandat spécial de 471 090 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	4 850 600	1 276 100	6 126 700	Bureau principal	5 925 279
2	11 961 000	1 059 500	13 020 500	Services financiers	11 920 431
3	4 163 700	448 300	4 612 000	Services juridiques	4 601 533
4	4 304 400	1 323 200	5 627 600	Services du personnel	5 113 480
5	9 784 200	239 200	10 023 400	Fournitures et services de bureau	10 022 549
6	3 479 800	186 300	3 666 100	Services de vérification	3 665 083
7	2 610 600	90 700	2 701 300	Services d'information	2 601 762
8	12 811 400	1 931 800	14 743 200	Exposition universelle de 1986	14 742 811
	53 965 700	6 555 100	60 520 800		58 592 928
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	1 614		1 614	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 725
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	987
	53 993 811*	6 555 100	60 548 911	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	58 622 139

Description du programme :

Ce programme comprend les services des cadres administratifs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

*Comprend un mandat spécial de 16 390 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 540 665
Avantages sociaux	2 864 531
Transports et communications	107 815
Services	265 162
Fournitures et matériel	147 106
	5 925 279
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé au ministre sans portefeuille	1 725
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	987
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 392 556
Avantages sociaux	1 701 035
Transports et communications	4 702 481
Services	20 394 257
Fournitures et matériel	2 282 359
	38 472 688
Moins : Recouvrements d'autres activités	26 552 257
	11 920 431
Services juridiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	653 312
Avantages sociaux	120 549
Transports et communications	31 296
Services	3 926 395
Fournitures et matériel	27 557
	4 759 109
Moins : Recouvrements d'autres ministères	157 576
	4 601 533
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 956 460
Avantages sociaux	749 189
Transports et communications	110 922
Services	309 710
Fournitures et matériel	146 981
	5 273 262
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	159 782
	5 113 480

Fournitures et services de bureau (Poste 5)	$
Traitements et salaires	6 361 096
Avantages sociaux	1 007 619
Transports et communications	994 306
Services	242 071
Fournitures et matériel	2 382 903
	10 987 995
Moins : Recouvrements d'autres ministères	965 446
	10 022 549
Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 863 724
Avantages sociaux	475 756
Transports et communications	200 713
Services	94 513
Fournitures et matériel	30 377
	3 665 083
Services d'information (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 248 479
Avantages sociaux	229 987
Transports et communications	117 639
Services	574 473
Fournitures et matériel	432 933
	2 603 511
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 749
	2 601 762
Exposition universelle de 1986 (Poste 8)	
Traitements et salaires	499 972
Avantages sociaux	70 938
Transports et communications	213 146
Services	6 236 783
Fournitures et matériel	272 673
Acquisition/Construction de biens matériels	7 449 299
	14 742 811
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	58 622 139

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET LA RECHERCHE**	
1	3 394 400	395 900	3 790 300	Planification des politiques	3 657 555
2	4 541 300		4 541 300	Technologie et industrie des transports ..	4 516 655
3	2 653 800	868 200	3 522 000	Recherche	3 521 515
	10 589 500*	1 264 100	11 853 600	TOTAL POUR LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET LA RECHERCHE	11 695 725

Description du programme:

Faciliter l'élaboration de politiques à court et à long terme se rapportant au transport multimodal des marchandises et des voyageurs en vue d'atteindre, le plus efficacement possible, les objectifs de la province en matière de transports, ainsi que ses objectifs sociaux, économiques, technologiques et institutionnels. Ce programme appuie et encourage également les activités de planification des transports municipaux considérés sous tous leurs aspects.

Mener des travaux de recherche et de développement dans le domaine de la technologie et l'industrie des transports et des communications afin :

- d'augmenter le rendement et l'efficacité du ministère;
- d'améliorer les réseaux de transport de l'Ontario; et
- d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

Augmenter l'efficacité, le rendement et la sécurité du transport routier en effectuant des travaux de recherche et de développement sur les systèmes matériels employés dans la conception, la construction, l'entretien et l'utilisation des installations d'infrastructure.

*Comprend un mandat spécial de 2 400 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE — CRÉDIT 3002

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Planification des politiques (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 069 186
Avantages sociaux		395 569
Transports et communications		89 482
Services		555 038
Fournitures et matériel		78 355
Paiements de transfert		
Études sur les transports urbains et régionaux	532 925 $	
Institut canadien de la circulation et des transports	5 000	537 925
		3 725 555
Moins : Recouvrements d'autres ministères		68 000
		3 657 555

Technologie et industrie des transports (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 834 039
Avantages sociaux	426 642
Transports et communications	247 946
Services	2 137 442
Fournitures et matériel	687 431
	6 333 500
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 816 845
	4 516 655

Recherche (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 652 302
Avantages sociaux	242 319
Transports et communications	100 723
Services	1 264 183
Fournitures et matériel	261 988
	3 521 515
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE	11 695 725

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3003				**PRCGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION**	
1	6 849 700	339 500	7 189 200	Administration du programme	7 188 493
2	40 305 800	2 508 300	42 814 100	Permis	42 783 116
3	29 206 500	1 946 000	31 152 500	Examen, inspection et application	31 146 285
	76 362 000*	4 793 800	81 155 800	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ ET LA RÉGLEMENTATION	81 117 894

Description du programme :

En utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, relever le niveau des aptitudes et qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

*Comprend un mandat spécial de 13 200 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION — CRÉDIT 3003

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 703 215
Avantages sociaux		648 901
Transports et communications		254 097
Services		1 837 377
Fournitures et matériel		457 966
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	15 171 $	
Conseil canadien de la sécurité	10 000	
Conférence canadienne des administrateurs des transports routiers	195 451	
Ontario Safety League	30 000	
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	20 000	
Autres paiements de transfert	16 315	286 937
		7 188 493

Permis (Poste 2)	$
Traitements et salaires	15 363 344
Avantages sociaux	3 136 902
Transports et communications	3 556 354
Services	16 252 119
Fournitures et matériel	4 474 397
	42 783 116
Examen, inspection et application (Poste 3)	
Traitements et salaires	21 626 836
Avantages sociaux	3 790 132
Transports et communications	2 207 528
Services	2 930 413
Fournitures et matériel	591 376
	31 146 285
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION	81 117 894

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3004				**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	31 143 900	1 746 600	32 890 500	Administration du programme	32 889 543
2	63 859 100	4 979 600	68 838 700	Conception	68 714 201
3	202 743 000	1 235 300	203 978 300	Immobilisations et construction	201 974 611
4	213 518 000	23 055 700	236 573 700	Entretien	236 570 612
	511 264 000*	31 017 200	542 281 200	TOTAL POUR LES ROUTES PROVINCIALES	540 148 967

Description du programme :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport et de communication sûrs, fiables, efficaces, économiques et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

*Comprend un mandat spécial de 122 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES — CRÉDIT 3004

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	20 845 149
Avantages sociaux	3 278 210
Transports et communications	2 874 428
Services	4 264 119
Fournitures et matériel	1 625 872
Paiements de transfert	
Prix de Rodéo	1 765
	32 889 543

Conception (Poste 2)	
Traitements et salaires	42 724 708
Avantages sociaux	7 071 266
Transports et communications	2 644 391
Services	14 883 232
Fournitures et matériel	1 327 491
Paiements de transfert	
Études de faisabilité sur le tracé des routes	240 698
	68 891 786
Moins : Recouvrements d'autres ministères	177 585
	68 714 201

Immobilisations et construction (Poste 3)	
Traitements et salaires	27 978 363
Avantages sociaux	4 203 223
Transports et communications	3 934 694
Services	13 836 231
Fournitures et matériel	29 025 105
Acquisition/Construction de biens matériels	211 050 572
Paiements de transfert	
Autoroutes urbaines	1 761 181
	291 789 369
Moins : Recouvrements d'autres ministères	89 814 758
	201 974 611

Entretien (Poste 4)		$
Traitements et salaires		100 091 779
Avantages sociaux		13 970 007
Transports et communications		3 616 616
Services		44 300 053
Fournitures et matériel		78 706 544
Paiements de transfert		
Études d'amélioration de la circulation routière	44 125 $	
Conférence sur la circulation routière	22 000	
Amélioration des trottoirs	341 252	407 377
		241 092 376
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 521 764
		236 570 612
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES		540 148 967

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3005				**PROGRAMME DES TRANSPORTS URBAINS DE LA PROVINCE**	
1	21 400 000		21 400 000	Immobilisations et construction	18 400 000
2	46 600 000	6 500 000	53 100 000	Exploitation	53 100 000
3	27 914 000		27 914 000	Projet GO de transports en commun rapide par véhicules sur rail	27 914 000
	95 914 000*	6 500 000	102 414 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS URBAINS DE LA PROVINCE	99 414 000

Description du programme:

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto et qui permette de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire les encombrements et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

GO ALRT est un programme du gouvernement provincial faisant appel à la technologie de pointe pour améliorer les services interrégionaux de transport par chemin de fer dans la zone périphérique de la communauté urbaine de Toronto, afin de répondre aux exigences en matière de transport et de développement régional tout en créant de nouvelles possibilités d'emplois dans les secteurs de l'ingénierie, de la construction et de la fabrication de matériel de transport en commun en Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 37 000 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DES TRANSPORTS URBAINS DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3005

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	$
Immobilisations et construction (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	18 400 000
Exploitation (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	53 100 000
Projet GO de transports en commun rapide par véhicules sur rail (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	42 000 000
Demandes de règlement à la Société de développement du transport urbain	7 914 000
	49 914 000
Moins : Recouvrements d'autres ministères	22 000 000
	27 914 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS URBAINS DE LA PROVINCE	99 414 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3006				**PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE**	
1	6 590 500	681 100	7 271 600	Transport aérien	7 267 060
2	606 700	10 100	616 800	Transport ferroviaire	482 001
3	693 600	28 400	722 000	Transport maritime	502 489
	7 890 800*	719 600	8 610 400	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	8 251 550

Description du programme :

Promouvoir et coordonner les mouvements des personnes et des marchandises entre les villes par l'utilisation intégrée de tous les modes de transport utilisés en Ontario et assurer la liaison avec des points situés à l'extérieur de la province.

*Comprend un mandat spécial de 2 300 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3006

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Transport aérien (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 205 841
Avantages sociaux		398 739
Transports et communications		1 039 129
Services		1 064 737
Fournitures et matériel		2 760 248
Paiements de transfert		
Construction d'aéroports municipaux	2 950 029 $	
Entretien des aéroports municipaux	962 465	3 912 494
		11 381 188
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 114 128
		7 267 060

Transport ferroviaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	324 602
Avantages sociaux	65 409
Transports et communications	24 299
Services	62 453
Fournitures et matériel	3 511
Paiements de transfert	
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services	1 727
	482 001

Transport maritime (Poste 3)	
Traitements et salaires	229 971
Avantages sociaux	42 525
Transports et communications	36 661
Services	170 820
Fournitures et matériel	22 512
	502 489

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	8 251 550

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3007				**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**	
1	6 419 000	469 000	6 888 000	Administration du programme	6 887 901
2	531 661 000		531 661 000	Immobilisations, construction et entretien	530 746 737
	538 080 000*	469 000	538 549 000	TOTAL POUR LES ROUTES MUNICIPALES	537 634 638

Description du programme :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province.

*Comprend un mandat spécial de 171 500 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES — CRÉDIT 3007

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		5 072 907
Avantages sociaux		860 902
Transports et communications		438 396
Services		265 951
Fournitures et matériel		123 880
Paiements de transfert		
Ontario Good Roads Association	25 987 $	
Association des routes et des transports du Canada	98 805	
Études d'urbanisme	1 073	125 865
		6 887 901

Immobilisations, construction et entretien (Poste 2)		$
Traitements et salaires		1 600 612
Avantages sociaux		273 065
Transports et communications		115 635
Services		10 790 413
Fournitures et matériel		568 223
Acquisition/Construction de biens matériels		28 712
Paiements de transfert		
Subsides pour routes municipales	507 004 801 $	
Routes pour lotissements	3 336 558	
Voies de jonction	15 707 059	526 048 418
		539 425 078
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		8 678 341
		530 746 737
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES		537 634 638

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3008				**PROGRAMME DES TRANSPORTS URBAINS MUNICIPAUX**	
1	2 174 100	167 700	2 341 800	Administration du programme	2 090 281
2	210 404 000**		210 404 000	Immobilisations et construction	207 704 000
3	139 016 000**	2 700 000	141 716 000	Exploitation	141 716 000
	351 594 100*	2 867 700	354 461 800	TOTAL POUR LES TRANSPORTS URBAINS MUNICIPAUX	351 510 281

Description du programme :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées sur les plans de la mobilité et des transports.

*Comprend un mandat spécial de 105 500 000 $.

**Y compris un montant estimatif de 90 000 000 $ prévu pour procéder à un redressement extraordinaire concernant des engagements non provisionnés destinés aux transports en commun municipaux.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

PROGRAMME DES TRANSPORTS URBAINS MUNICIPAUX — CRÉDIT 3008

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 016 624
Avantages sociaux	171 247
Transports et communications	52 691
Services	462 959
Fournitures et matériel	12 932
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	373 828
	2 090 281
Immobilisations et construction (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	82 885 740
Subsides pour la construction de transports urbains rapides	97 384 413
Projets de démonstration dans le domaine des transports	27 833 847
	208 104 000*
Moins : Recouvrements d'autres ministères	400 000
	207 704 000

Exploitation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports urbains	130 050 306
Projets de démonstration dans le domaine des transports	55 332
Transport pour les handicapés	12 360 362
	142 466 000**
Moins: Recouvrements d'autres ministères	750 000
	141 716 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS URBAINS MUNICIPAUX	351 510 281

*Y compris un redressement extraordinaire de 77 500 000 $ concernant les engagements non provisionnés destinés aux transports en commun municipaux.

**Y compris un redressement extraordianaire de 12 500 000 $ concernant les engagements non provisionnés destinés aux transports en commun municipaux.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3009				**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**	
1	2 374 900	244 900	2 619 800	Administration du programme	2 506 883
2	616 200	48 400	664 600	Réglementation	664 515
3	107 000	65 000	172 000	Immobilisations et construction	172 000
	3 098 100*	358 300	3 456 400	TOTAL POUR LES COMMUNICATIONS	3 343 398

Description du programme:

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

*Comprend un mandat spécial de 800 000 $.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS — Fin

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS — CRÉDIT 3009

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 698 460
Avantages sociaux	305 672
Transports et communications	133 534
Services	274 093
Fournitures et matériel	85 124
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association canadienne de normalisation	10 000
	2 506 883

Réglementation (Poste 2)	
Traitements et salaires	394 413
Avantages sociaux	61 176
Transports et communications	53 125
Services	134 448
Fournitures et matériel	21 353
	664 515

Immobilisations et construction (Poste 3)	$
Transports et communications	5 834
Services	166 166
	172 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS	3 343 398

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursement de dépenses				
Commité des transports par chemin de fer	75 300 $		$277 624 $	
Ministère des Transports				
— Projet relatif aux ceintures de sécurité			10 749	
— Programme d'essais d'un véhicule au méthane		75 300	5 520	293 893
Autres				
Entente relative à l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de droits d'immatriculation des véhicules automobiles		1 154 738		1 200 433
		1 230 038		1 494 326
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Ententes sur les routes express		88 299		133 778
Entrepreneurs		71 223		85 155
Municipalités		5 659		44 127
Voie maritime du St-Laurent				136 927
Régie de transports en commun de la région de Toronto				34 350
Bell Canada				32 958
Chemins de fer				30 692
Autres				11 841
		165 181		509 828
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Certificat d'immatriculation et droits de transport de propriété de véhicules automobiles	365 949 704 $		338 174 210 $	
Moins : Commissions des agents	10 204 115	355 745 589	9 416 437	328 757 773
Permis de conduire et droits d'examen des conducteurs	45 013 145 $		41 536 357 $	
Moins : Commissions des agents	352 464	44 660 681		41 536 357
Droits d'immatriculation de véhicule automobile au prorata		25 537 728		16 886 900
Transporteurs publics		10 863 748		11 612 634
Permis d'utilisation de panneaux spéciaux et de transport de logement		420 469		426 815
Permis d'empiètement		110 389		80 339
Permis de construction et d'utilisation des terres		59 280		54 853
Permis d'entrée		43 565		45 065
		437 441 449		399 400 736
AMENDES ET PÉNALITÉS				
Dommages matériels		3 746 903		3 146 840
Dommages fixés d'avance par contrat et confiscations		154 140		193 990
		3 901 043		3 340 830

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	13 343 159	6 380 338
Location de centres de services	5 809 926	6 158 850
Matériel	953 110	926 439
Location de biens	932 815	837 453
Location de véhicules	532 535	364 311
Ferraille, pièces et matériaux désuets	284 726	207 790
Plans, manuels, brochures sur la circulation	90 652	122 835
Panneaux de signalisation	84 113	95 059
Cartes	41 413	30 826
Locations de Bailey Bridge	19 704	19 500
Programme Énergie pour les transports	330	7 265
Autres	65 074	18 474
	22 157 557	15 169 140
REDEVANCES	919 906	1 226 024
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services — construction et entretien	824 073	1 280 833
Exploitation d'aéroports	29 982	163 557
Autres	61 455	53 259
	915 510	1 497 649
DIVERS	299 670	167 872
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	467 030 354	422 806 405

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-444
- RELATIONS INDUSTRIELLES 4-448
- COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL 4-450
- SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-452
- NORMES D'EMPLOI 4-454
- COMMISSION ONTARIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE 4-456
- PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-458
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-444, 4-452, 4-454
- SOMMAIRE 4-443

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-460

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-461

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
12 124 983	Administration du ministère	13 220 184	12 956 832
7 114 874	Relations industrielles	7 893 500	7 478 033
4 698 505	Commission des relations de travail	5 109 000	5 107 440
37 338 051	Santé et sécurité au travail	39 050 800	38 495 948
6 922 920	Normes d'emploi	7 557 500	7 521 094
4 849 296	Commission ontarienne des droits de la personne	5 436 400	5 434 322
	Programme consultatif sur les accidents du travail	1 613 000	880 242
73 048 629	**Total pour le ministère**	79 880 384*	77 873 911
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
71 734 469	Total des dépenses budgétaires	78 680 384	76 547 279
1 314 160	Total des dépenses non budgétaires	1 200 000	1 326 632
73 048 629		79 880 384	77 873 911

*Comprend un mandat spécial de 16 500 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 485 200	559 800	3 045 000	Bureau principal	2 929 931
2	1 737 600	209 400	1 947 000	Services financiers	1 934 835
3	3 261 600	625 900	3 887 500	Fournitures et matériel	3 869 009
4	730 200	97 800	828 000	Services du personnel	820 045
5	600 200	74 200	674 400	Services d'information	645 957
6	762 800		762 800	Analyse et planification	714 949
7	464 900	158 600	623 500	Services juridiques	613 792
8	225 100		225 100	Services de vérification	200 973
9	1 087 100	106 400	1 193 500	Services de développement des systèmes	1 192 655
	11 354 700	1 832 100	13 186 800		12 922 146
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 499
L	7 880		7 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	8 187
	11 388 084*	1 832 100	13 220 184	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 956 832

Description du programme :

Ce programme vise à élaborer des politiques ministérielles efficaces et conformes à l'évolution des conditions sociales, économiques et technologiques qui influent sur les objectifs du ministère, et à fournir à celui-ci des moyens professionnels évolués et efficaces de gestion et de coordination afin d'optimiser le rendement de ses programmes.

*Comprend un mandat spécial de 3 043 600 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 525 956
Avantages sociaux		353 989
Transports et communications		166 975
Services		591 401
Fournitures et matériel		169 830
Paiements de transfert		
Indemnisation des travailleurs aveugles	4 137 $	
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi	137 643	
Subvention à l'organisation Forty Plus of Canada	25 000	166 780
		2 974 931
Moins : Recouvrements d'autres ministères		45 000
		2 929 931

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 499
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	8 187

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 248 900
Avantages sociaux	171 847
Transports et communications	362 527
Services	77 694
Fournitures et matériel	73 867
	1 934 835

Fournitures et matériel (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 887 086
Avantages sociaux	460 026
Transports et communications	44 577
Services	254 455
Fournitures et matériel	222 865
	3 869 009

Services du personnel (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 436 281
Avantages sociaux		126 632
Transports et communications		49 071
Services		62 471
Fournitures et matériel		32 213
Paiements de transfert		
Subventions pour les projets Expérience 1985		76 883
		1 783 551
Moins : Recouvrements d'autres ministères		963 506
		820 045

Services généraux du personnel		$
Traitements et salaires	617 802 $	
Avantages sociaux	90 090	
Transports et communications	30 871	
Services	50 982	
Fournitures et matériel	30 300	820 045

Expérience 85		
Traitements et salaires	818 479 $	
Avantages sociaux	36 542	
Transports et communications	18 200	
Services	11 489	
Fournitures et matériel	1 913	
Paiements de transfert		
Subventions pour les projets Expérience 1985	76 883	
	963 506	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	963 506	
		820 045

Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	330 377
Avantages sociaux	50 007
Transports et communications	12 176
Services	197 919
Fournitures et matériel	55 478
	645 957

Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	562 848
Avantages sociaux	53 386
Transports et communications	17 201
Services	38 773
Fournitures et matériel	42 741
	714 949

Services juridiques (Poste 7)	
Transports et communications	51 571
Services	489 882
Fournitures et matériel	72 339
	613 792

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2501 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	$
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	175 024
Avantages sociaux	17 757
Transports et communications	2 974
Services	843
Fournitures et matériel	4 375
	200 973
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	902 174
Avantages sociaux	154 492
Transports et communications	10 677
Services	77 716
Fournitures et matériel	47 596
	1 192 655
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 956 832

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2502				**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**	
1	838 500	81 600	920 100	Administration du programme	885 528
2	3 503 700	102 000	3 605 700	Services de conciliation et de médiation .	3 586 216
3	1 489 300	70 000	1 559 300	Bureau d'arbitrage	1 518 760
4	900 000		900 000	Qualité de la vie au travail	580 056
5	807 500	100 900	908 400	Commissions d'appel de la fonction publique	907 473
	7 539 000*	354 500	7 893 500	TOTAL POUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES	7 478 033

Description du programme :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations patronales-salariales afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

*Comprend un mandat spécial de 1 457 200 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES — CRÉDIT 2502

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	526 512
Avantages sociaux	61 514
Transports et communications	16 585
Services	266 133
Fournitures et matériel	14 784
	885 528

Services de conciliation et de médiation (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 521 037
Avantages sociaux	367 272
Transports et communications	457 392
Services	194 916
Fournitures et matériel	45 599
	3 586 216

Bureau d'arbitrage (Poste 3)	
Traitements et salaires	654 525
Avantages sociaux	88 477
Transports et communications	199 635
Services	553 278
Fournitures et matériel	22 845
	1 518 760

Qualité de la vie au travail (Poste 4)	$
Traitements et salaires	323 005
Avantages sociaux	54 948
Transports et communications	58 934
Services	82 415
Fournitures et matériel	60 754
	580 056

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 5)	
Traitements et salaires	133 039
Avantages sociaux	13 696
Transports et communications	100 319
Services	643 843
Fournitures et matériel	16 576
	907 473

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES	7 478 033

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2503				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	4 497 300	611 700	5 109 000	Commission des relations de travail	5 107 440
	4 497 300*	611 700	5 109 000	TOTAL POUR LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	5 107 440

Description du programme :

Favoriser le recours à la négociaton collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations patronales-salariales.

*Comprend un mandat spécial de 999 100 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL — CRÉDIT 2503

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission des relations de travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 419 659
Avantages sociaux	464 544
Transports et communications	500 817
Services	462 682
Fournitures et matériel	259 738
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	5 107 440

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2504				**PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	5 554 900	765 500	6 320 400	Administration du programme	6 207 982
2	4 903 800	148 500	5 052 300	Santé et sécurité dans la construction	5 027 251
3	7 565 500	442 800	8 008 300	Santé et sécurité dans l'industrie	7 971 846
4	4 317 200	275 000	4 592 200	Santé et sécurité dans les mines	4 557 727
5	8 715 900	330 900	9 046 800	Santé au travail	8 937 496
6	4 045 400		4 045 400	Études et services spéciaux	3 717 583
	35 102 700	1 962 700	37 065 400		36 419 885
L	1 200 000		1 200 000	Fonds en fiducie de la loterie interprovinciale, Loi sur l'administration financière	1 199 694
L	785 400		785 400	Formation des équipes chargées du sauvetage des mineurs, Loi sur les mines	876 369
	37 088 100*	1 962 700	39 050 800	TOTAL POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	38 495 948

Description du programme :

Favoriser l'hygiène et la sécurité au travail et contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis dans ce secteur en administrant les règlements et la Loi sur la santé et la sécurité au travail, en encourageant le patronat et les travailleurs à coopérer à la détermination et à l'élimination des risques dans ce domaine, et en élaborant des lois et programmes appropriés à cette fin.

*Comprend un mandat spécial de 8 368 300 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL — CRÉDIT 2504

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 331 051
Avantages sociaux	485 883
Transports et communications	170 328
Services	579 050
Fournitures et matériel	365 818
Paiements de transfert	
Subventions à des particuliers et organisations en vue de la promotion de méthodes améliorées permettant d'assurer la santé et la sécurité au travail	1 318 566
	6 250 696
Moins : Recouvrements d'autres ministères	42 714
	6 207 982
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Paiements sur le Fonds en fiducie de la loterie provinciale	1 199 694
Santé et sécurité dans la construction (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 652 951
Avantages sociaux	617 323
Transports et communications	442 687
Services	94 549
Fournitures et matériel	219 741
	5 027 251
Santé et sécurité dans l'industrie (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 857 876
Avantages sociaux	911 676
Transports et communications	595 917
Services	261 327
Fournitures et matériel	345 050
	7 971 846
Santé et sécurité dans les mines (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 853 822
Avantages sociaux	411 672
Transports et communications	531 619
Services	425 770
Fournitures et matériel	334 844
	4 557 727
Santé au travail (Poste 5)	
Traitements et salaires	6 097 984
Avantages sociaux	927 390
Transports et communications	595 256
Services	605 998
Fournitures et matériel	710 868
	8 937 496

Études et services spéciaux (Poste 6)	$
Traitements et salaires	2 627 542
Avantages sociaux	356 116
Transports et communications	128 315
Services	306 333
Fournitures et matériel	269 277
Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	90 000
	3 777 583
Moins : Recouvrements d'autres ministères	60 000
	3 717 583
Crédits législatifs	
Formation des équipes de sauvetage des mines	
Traitements et salaires	308 598
Avantages sociaux	44 358
Transports et communications	49 267
Services	117 850
Fournitures et matériel	336 608
Autres activités	
Activités opérationnelles	19 688
	876 369
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	38 495 948

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2505				**PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI**	
1	5 868 500	907 200	6 775 700	Normes d'emploi	6 668 492
2	781 800		781 800	Fermetures d'usine et examen de la situation des installations affectées	725 664
	6 650 300	907 200	7 557 500		7 394 156
L				Salaires non réclamés, Loi sur les normes d'emploi	126 938
	6 650 300*	907 200	7 557 500	TOTAL POUR LES NORMES D'EMPLOI	7 521 094

Description du programme :

Veiller à ce que les employés de l'Ontario soient protégés par des normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail et promouvoir activement le respect de ces normes auprès du patronat, afin de réaliser des conditions socialement souhaitables dans ce domaine.

*Comprend un mandat spécial de 1 409 800 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI — CRÉDIT 2505

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Normes d'emploi (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 047 096
Avantages sociaux	751 850
Transports et communications	642 747
Services	97 685
Fournitures et matériel	129 114
	6 668 492
Crédits législatifs	
Dépenses non budgétaires	
Normes d'emploi, salaires non réclamés	126 938

Fermetures d'usine et examen de la situation des installations affectées (Poste 2)	$
Traitements et salaires	275 861
Avantages sociaux	40 561
Transports et communications	16 790
Services	385 542
Fournitures et matériel	6 910
	725 664
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI	7 521 094

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2506				**PROGRAMME DE LA COMMISSION ONTARIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE**	
1	4 897 500	538 900	5 436 400	Commission ontarienne des droits de la personne	5 434 322
	4 897 500*	538 900	5 436 400	TOTAL POUR LA COMMISSION ONTARIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE	5 434 322

Description du programme:

Lutter contre les préjugés et protéger les habitants de l'Ontario contre les actes de discrimination réprimés par la loi. Garantir l'égalité de droits et de chances afin que chacun puisse contribuer pleinement à son propre bien-être et au développement de la province.

*Comprend un mandat spécial de 1 222 000 $.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

PROGRAMME DE LA COMMISSION ONTARIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE — CRÉDIT 2506

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 422 214
Avantages sociaux	484 803
Transports et communications	525 695
Services	738 306
Fournitures et matériel	263 304
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION ONTARIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE	5 434 322

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2507				**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL**	
1	97 000		97 000	Administration du programme	34 540
2	953 000		953 000	Bureau des conseillers des travailleurs . .	681 152
3	195 000		195 000	Bureau des conseillers du patronat	148 951
4	368 000		368 000	Groupe d'étude des normes applicables en matière de maladies industrielles	15 599
	1 613 000		1 613 000	TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	880 242

Description du programme :

Prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la Loi sur les accidents du travail. Fournir des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

MINISTÈRE DU TRAVAIL — Fin

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL— CRÉDIT 2507

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	30 670
Avantages sociaux	2 176
Services	1 573
Fournitures et matériel	121
	34 540

Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	411 394
Avantages sociaux	15 373
Transports et communications	49 920
Services	94 021
Fournitures et matériel	110 444
	681 152

Bureau des conseillers du patronat (Poste 3)	
Traitements et salaires	90 896
Avantages sociaux	8 401
Transports et communications	8 399
Services	13 230
Fournitures et matériel	28 025
	148 951

Groupe d'étude des normes applicables aux maladies industrielles (Poste 4)	$
Services	15 599
	15 599

TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL	880 242

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections et études, mines d'uranium	226 554	626 840
Programme Échanges Canada	84 964	33 596
Contrôle du sol - état d'alerte préventive	83 239	
Étude sur les mineurs de l'Ontario — Commission de contrôle de l'énergie atomique	64 819	57 613
	459 576	718 049
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission des accidents du travail de l'Ontario		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	5 710 000	5 544 000
Cliniques thoraciques du Nord	882 236	814 700
Entraînement des équipes de sauvetage des mineurs	636 784	906 279
Mise en application du projet de loi 101 — C.A.T.	164 870	
Programme consultatif sur les accidents du travail — C.A.T.	108 179	
Étude sur les mineurs de l'Ontario	64 819	57 613
Tribunal consultatif sur les accidents du travail — recouvrement de traitements	30 246	
Affectation temporaire — Institut canadien de radioprotection	3 493	8 210
Autres	12 539	10 999
	7 613 166	7 341 801
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	1 121 297	854 051
Loi sur les agences de placement	188 650	167 350
Essai de câbles	182 255	178 362
	1 492 202	1 199 763
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	49 488	68 904
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	35 238	41 264
Photocopies	33 469	35 718
Véhicules	16 600	26 175
Location de postes de secours dans les mines	5 471	4 851
Ferraille et cylindres de rebut	270	37 991
Terrain et bâtiment		56 581
	91 048	202 580
REDEVANCES		1 878
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	27 699	33 767
DIVERS		
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires au titre de fournitures en réserve	80 324	
Salaires non réclamés et chèques périmés	60 352	21 689
Salles de réunion	20 727	20 798
Intérêts bancaires	20 597	34 612
Autres	5 262	8 217
	187 262	85 316
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	9 920 441	9 652 058

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Normes d'emploi — salaires non réclamés	193 039	185 155
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	193 039	185 155

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

EXERCICE 1985-1986

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU VICE-PREMIER MINISTRE 4-466

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-468

TRÉSOR 4-470

BUDGET ET FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES 4-474

POLITIQUES ÉCONOMIQUES 4-476

CONTRÔLE DE L'INFLATION 4-478

CONSEIL ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO 4-480

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-468, 4-470

SOMMAIRE 4-465

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES 4-482

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-485

ÉTAT DES DÉPOTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-485

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

1984-1985 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1985-1986 Crédits autorisés	1985-1986 Dépenses réelles
$		$	$
442 004	Bureau du vice-premier ministre	500 000	109 671
6 085 496	Administration du ministère	7 113 797	6 786 530
3 565 657 393	Trésor	3 974 997 000	3 969 456 571
5 401 955	Budget et finances intergouvernementales	6 110 000	6 085 575
288 561 587	Politiques économiques	366 621 000	285 193 727
1 005 583	Contrôle de l'inflation	652 000	301 702
1 169 731	Conseil économique de l'Ontario	1 581 000	1 217 327
3 868 323 749	**Total pour le ministère**	4 357 574 797*	4 269 151 103
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 593 720 861	Total des dépenses budgétaires	4 078 936 797	3 985 230 225
274 602 888	Total des dépenses non budgétaires	278 638 000	283 920 878
3 868 323 749		4 357 574 797	4 269 151 103

*Comprend un mandat spécial de 81 475 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME DU BUREAU DU VICE-PREMIER MINISTRE**	
1	500 000		500 000	Bureau du vice-premier ministre	109 671
	500 000*		500 000	TOTAL POUR LE BUREAU DU VICE-PREMIER MINISTRE	109 671

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Bureau du vice-premier ministre, et de fournir les services auxiliaires dont le vice-premier ministre peut avoir besoin lorsqu'il est appelé à remplacer le premier ministre en tant que chef de gouvernement.

*Comprend un mandat spécial de 100 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME DU BUREAU DU VICE — PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau du vice-premier ministre (Poste 1)	$
Traitements et salaires	86 116
Avantages sociaux	13 102
Transports et communications	5 648
Services	1 770
Fournitures et matériel	3 035
TOTAL POUR LE BUREAU DU VICE-PREMIER MINISTRE	109 671

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 202 000		1 202 000	Bureau principal	1 032 413
2	1 086 000	447 000	1 533 000	Services financiers	1 531 768
3	1 005 000	160 100	1 165 100	Fournitures et services de bureau	1 118 496
4	669 000	128 200	797 200	Services du personnel	784 916
5	1 015 000	46 000	1 061 000	Services d'information	1 057 463
6	493 000	19 000	512 000	Analyse et planification	469 663
7	255 000	12 000	267 000	Services juridiques	266 214
8	550 000		550 000	Services de vérification	497 993
	6 275 000	812 300	7 087 300		6 758 926
L	25 504		25 504	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	26 572
L	993		993	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	1 032
	6 301 497*	812 300	7 113 797	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 786 530

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

*Comprend un mandat spécial de 1 611 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	646 810
Avantages sociaux	87 918
Transports et communications	114 022
Services	130 546
Fournitures et matériel	53 117
	1 032 413
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	26 572
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	1 032
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 069 382
Avantages sociaux	143 707
Transports et communications	20 842
Services	104 298
Fournitures et matériel	193 539
	1 531 768
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	706 918
Avantages sociaux	95 293
Transports et communications	198 910
Services	463 441
Fournitures et matériel	319 962
	1 784 524
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	666 028
	1 118 496
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	623 299
Avantages sociaux	92 443
Transports et communications	14 075
Services	45 164
Fournitures et matériel	9 935
	784 916

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	572 234
Avantages sociaux	79 627
Transports et communications	52 657
Services	187 342
Fournitures et matériel	178 543
	1 070 403
Moins : Recouvrements d'autres ministères	12 940
	1 057 463
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	367 707
Avantages sociaux	55 235
Transports et communications	7 885
Services	21 375
Fournitures et matériel	17 461
	469 663
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	5 699
Avantages sociaux	3
Transports et communications	4 271
Services	224 660
Fournitures et matériel	31 581
	266 214
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	403 418
Avantages sociaux	53 545
Transports et communications	5 779
Services	22 251
Fournitures et matériel	13 000
	497 993
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	6 786 530

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1003				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
1	4 205 000	176 000	4 381 000	Trésor	4 358 508
2	138 215 000		138 215 000	Caisse de retraite des enseignants	119 894 682
	142 420 000	176 000	142 596 000		124 253 190
L	3 280 000 000		3 280 000 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province-Loi sur l'administration financière	3 250 350 588
L	248 613 000		248 613 000	Caisse de retraite des enseignants-Loi sur les régimes de retraite des enseignants	294 022 845
L	42 150 000		42 150 000	Fonds de rajustement des pensions, Régime de retraite des enseignants, Loi sur les régimes de retraite des enseignants	43 145 180
L	166 765 000		166 765 000	Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	164 235 601
L	92 173 000		92 173 000	Fonds de pension et fonds connexes, comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales	92 970 202
L	2 700 000		2 700 000	Prêts de développement	478 965
	3 974 821 000*	176 000	3 974 997 000	TOTAL POUR LE TRÉSOR	3 969 456 571

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et l'orientation des systèmes d'information et de contrôle financiers ainsi que des politiques comptables appliquées par la province; il établit la marche à suivre pour la présentation des rapports à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public sur la situation financière de la province; il fournit des recommandations au Trésorier sur la gestion et l'orientation des opérations d'emprunt et d'investissement de la province; et il définit les fonctions assurées par le ministère en tant que dépositaire et agent financier chargé des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes.

Ce programme sert également à effectuer les paiements dûs à la Caisse de retraite des enseignants et au Fonds de rajustement des pensions — Régime de retraite des enseignants au titre des contributions gouvernementales, de la dette non provisionnée et de la provision constituée pour augmenter les prestations annuelles versées à certains bénéficiaires.

*Comprend un mandat spécial de 26 101 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 1003

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Trésor (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 911 210
Avantages sociaux		417 197
Transports et communications		78 429
Services		651 097
Fournitures et matériel		303 085
		4 361 018
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 510
		4 358 508
Caisse de retraite des enseignants (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Paiements au titre de la dette non provisionnée de la Caisse de retraite des enseignants		39 098 000
Provision constituée pour augmenter, le cas échéant, les prestations annuelles versées en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants		11 337 933
Paiements effectués comme suppléments de pension et de rente en vertu de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite, à certains bénéficiaires admissibles en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants		69 458 749
		119 894 682
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		
Intérêts sur les titres de l'Ontario		
À des fins générales		166 823 588
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 441 776 046 $	
Caisse de retraite des enseignants	872 046 453	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 250 593	
Autres	30 551 215	2 461 624 307
Intérêts sur la Caisse de retraite des fonctionnaires		403 010 258
Intérêts sur le Fonds de rajustement des pensions		146 077 458
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		48 543 409
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		24 271 568
		3 250 350 588

Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignants		$
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi sur les régimes de retraite des enseignants	277 497 448 $	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 134 564	276 362 884
Provision constituée en vue de l'augmentation, le cas échéant, des pensions annuelles versées en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants	2 201 207 $	
Paiements effectués comme suppléments de pension et de rente en vertu de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite, à certains bénéficiaires admissibles en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des enseignants	15 458 754	17 659 961
		294 022 845
Crédits législatifs **Fonds de rajustement des pensions — Régime de retraite des enseignants**		
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi sur l'indexation des régimes de retraite		43 336 328
Moins : Recouvrements d'autres ministères		191 148
		43 145 180

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 1003 — Suite

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		$
Crédits législatifs Caisse de retraite des fonctionnaires		
Dépenses non budgétaires		
Paiements provenant de la Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	211 545 221 $	
Moins : Recouvrements provenant du ministère des Services gouvernementaux	47 309 620	164 235 601
Crédits législatifs Fonds de pension et fonds connexes, comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales		
Dépenses non budgétaires		
Paiements provenant du Fonds de rajustement des pensions, Loi sur l'indexation des régimes de retraite:		
Régime de retraite des enseignants	43 896 333 $	
Régime de retraite des fonctionnaires	37 531 417	
Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson	135 724	
Régime de retraite des employés des caucus	55 229	81 618 703
Paiements provenant du Fonds de la Sûreté de l'Ontario, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires		5 215 755
Paiements provenant de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, Loi sur les tribunaux judiciaires		3 138 489
Paiements provenant du Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative		1 761 952
Autres		1 235 303
		92 970 202

	$
Crédits législatifs Prêts de développement	
Dépenses non budgétaires	
Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	478 965
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	3 969 456 571

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1004				**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	5 829 000	281 000	6 110 000	Budget et finances intergouvernementales	6 085 575
	5 829 000*	281 000	6 110 000	TOTAL POUR LE BUDGET ET LES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES . .	6 085 575

Description du programme :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, financières et apparentées, à fournir des conseils et une aide au Trésorier et au gouvernement lors de la formulation de politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des priorités en matère de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats.

*Comprend un mandat spécial de 1 457 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 1004

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Budget et finances intergouvernementales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 940 356
Avantages sociaux	575 769
Transports et communications	189 629
Services	813 421
Fournitures et matériel	570 094
	6 089 269
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 694
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	6 085 575

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1005				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**	
1	6 421 000	2 500 000	8 921 000	Politiques économiques	8 247 865
2	357 700 000		357 700 000	Fonds de leadership et de développement industriels	276 945 862
	364 121 000*	2 500 000	366 621 000	TOTAL POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	285 193 727

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'instaurer et de coordonner les politiques économiques et les stratégies de développement de la province, et de conseiller et d'aider le Trésorier et le gouvernement en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et structurales de l'économie, ainsi que l'élaboration et la coordination de politiques de développement visant à promouvoir l'économie de la province.

Ce programme coordonne en outre les activités statistiques et de diffusion des données au sein des ministères du gouvernement; il conseille le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la Loi sur la statistique de l'Ontario et entretient une étroite collaboration avec Statistique Canada.

Le 11 juillet 1985, le mandat du Conseil de leadership et de développement industriels est arrivé à expiration. Les fonds qui lui étaient affectés sont utilisés pour exécuter les engagements assumés par le conseil précédent.

*Comprend un mandat spécial de 51 648 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES — CRÉDIT 1005

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Politiques économiques (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 670 018
Avantages sociaux		713 967
Transports et communications		153 894
Services		682 086
Fournitures et matériel		345 264
Paiements de transfert		
Développement économique régional	1 586 176 $	
Conference Board du Canada	108 000	
Niagara Institute	10 000	1 704 176
		8 269 405
Moins : Recouvrements d'autres ministères		21 540
		8 247 865

Fonds de leadership et de développement industriels (Poste 2) (Paiements effectués en exécution d'engagements assumés par le conseil précédent)	$
Services	41 876 528
Acquisition/Construction de biens matériels	29 479 568
Paiements de transfert	177 962 339
Autres opérations — Garanties d'emprunt	1 391 317
	250 709 752
Dépenses non budgétaires	
Fonds de leadership et de développement industriels	26 236 110
	276 945 862
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	285 193 727

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1006				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'INFLATION**	
1	652 000		652 000	Commission de contrôle de l'inflation . . .	301 702
	652 000*		652 000	TOTAL POUR LE CONTRÔLE DE L'INFLATION	301 702

Description du programme :

Ce programme administre :

(i) la Loi sur le contrôle de l'inflation, en réglementant les augmentations de rémunération des employés du secteur public et parapublic, en surveillant les modifications des prix et des salaires dans le secteur public en Ontario, et en aidant le public à mieux comprendre le processus d'inflation.

(ii) la Loi sur la révision de la rémunération et des prix dans le secteur public, en examinant les modifications apportées à la rémunération des employés du secteur public; en faisant rapport au Trésorier sur les modifications apportées à la rémunération compte tenu des critères établis par lui; en recommandant au Trésorier les mesures supplémentaires à prendre lorsque les augmentations de la rémunération s'avèrent incompatibles avec ces critères; en faisant mieux comprendre les effets des modifications apportées à la rémunération et en exécutant des enquêtes et en présentant des rapports sur les augmentations de prix administrées qui sont soumises à la Commission de contrôle de l'inflation par le ministre de la Consommation et du Commerce.

*Comprend un mandat spécial de 163 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'INFLATION — CRÉDIT 1006

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Commission de contrôle de l'inflation (Poste 1)	$
Traitements et salaires	214 853
Avantages sociaux	24 792
Transports et communications	11 287
Services	50 036
Fournitures et matériel	734
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'INFLATION	301 702

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Suite

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

CRÉDIT et Poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1007				**PROGRAMME DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO**	
1	1 581 000		1 581 000	Conseil économique de l'Ontario	1 217 327
	1 581 000*		1 581 000	TOTAL POUR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO . .	1 217 327

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner des conseils et de faire des recommandations au Conseil exécutif, ou à toute personne qui en fait partie, sur les méthodes permettant de favoriser la mise en valeur des ressources humaines et matérielles de la province, et de créer les conditions requises pour permettre à ses habitants d'atteindre un niveau de vie plus élevé.

*Comprend un mandat spécial de 395 000 $.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE — Fin

PROGRAMME DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1007

Détail des dépenses par activité et selon la classification comptable type pour l'exercice clos le 31 mars 1986

Conseil économique de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	464 172
Avantages sociaux	29 003
Transports et communications	75 330
Services	588 744
Fournitures et matériel	60 078
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DE L'ONTARIO	1 217 327

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Expansion économique et régionale				
MEER — Est de l'Ontario				
Accord accessoire	3 654 281 $		2 730 043 $	
MEER — Mise en valeur des ressources communautaires et rurales				
Infrastructure de Pembroke	1 418 883		4 456 672	
Reboisement de l'Est de l'Ontario	14 578		14 091	
Prolongation du programme de culture de peupliers hybrides			89 250	
Kirkland Lake Levés géoscientifiques			62 446	
Vallée du Haut-Ottawa			26 804	
Cotisation au régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale	242 327		102 316	
Remboursement de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	152 027		243 240	
Programme Canada-Ontario de développement de l'emploi	82 500		823 212	
Programme Échanges Canada		5 564 596	25 362	8 573 436
Autres				
Financement des programmes établis				
Contributions en espèces	2 752 096 500 $		2 771 862 000 $	
Assurance-maladie complémentaire	384 753 000		358 609 000	
Subvention annuelle par personne, Loi sur l'Amérique du Nord britannique 1907	5 675 065		5 675 065	
Subvention annuelle, L.A.N.B. 1907	240 000		240 000	
Subvention annuelle (défalcation pour dettes)	142 414		142 414	
Intérêts sur le Fonds des écoles communes	76 662	3 142 983 641	76 662	3 136 605 141
		3 148 548 237		3 145 178 577
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Ontario Hydro, frais d'administration		87 113		491 405
Autres		308		
		87 421		491 405
VENTES ET LOCATIONS				
Publications		5 077		8 224
Autres		1 035		11 358
		6 112		19 582
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES				
Recouvrement de subventions		108 886		14 724
Autres		6 070		14 721
		114 956		29 445

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Suite

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

		1986 $		1985 $
DIVERS				
Intérêts capitalisés sur les prêts du ministère de l'Environnement		457 965		
Réserve pour le transfert des chèques en circulation		302 872		297 932
Dons à la Couronne		160 100		4 000
Société de logement de l'Ontario — Moss Park				63 674
Autres		211 668		208 257
		1 132 605		573 863
REDEVANCES		887		1 639
INTÉRÊT DES PRÊTS ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS				
Placements temporaires et titres négociables				
Placements temporaires				
Dépôts à terme	16 044 043 $		14 909 785 $	
Autres	187 512 316	203 556 359	188 471 819	203 381 604
Titres négociables				
Intérêts	2 507 207 $		3 367 134 $	
Gain sur la vente de placements	167		1 781	
Escompte sur des débentures de l'Ontario achetées en vue du remboursement de dettes		2 507 374	140 693	3 509 608
		206 063 733		206 891 212
Sociétés, conseils et commissions				
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités	49 180 906 $		50 719 214 $	
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires	47 265 133		65 457 397	
Société foncière de l'Ontario	41 843 200		49 404 982	
Société de logement de l'Ontario	6 904 863		13 337 403	
Société de développement de l'Ontario	6 621 504		8 002 203	
Société de développement du Nord de l'Ontario	4 504 383		5 768 069	
Société de développement de l'Est de de l'Ontario	4 097 150		5 958 484	
Société ontarienne d'aménagement municipal	3 688 583		3 903 635	
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	2 400 470		2 628 115	
Commission des transports du Nord de l'Ontario	759 413		2 098 125	
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	260 141		2 422 957	
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	117 976			
Office de foresterie de l'Algonquin	40 649		58 972	
Commission de protection financière des producteurs de céréales	20 712			
Office de mise en marché des produits de fruits tendres de l'Ontario	16 574	167 721 657	25 958	209 785 519
Investissement dans des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		9 077 274		7 235 857

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES — Fin

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $		1985 $
INTÉRÊT DES PRÊTS ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS — Suite			
Prêts aux municipalités			
Prêts au titre de l'éducation	7 481 528 $	8 197 344 $	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	2 581 734	2 818 540	
Débentures municipales — municipalité de la communauté urbaine de Toronto	1 587 314	1 711 281	
Loi sur le financement des travaux municipaux	1 192 448	1 491 622	
Prêts pour la création d'emploi fédéraux-provinciaux	634 158	690 487	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	444 267	458 311	
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	110 885	123 588	
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	110 488	142 200	
Ville de Kapuskasing	43 651	49 386	
Loi sur les prêts aux coopératives agricoles	16 120	18 810	
Conseil de développement de Moosonee	4 960	5 600	
Canton d'Elliot Lake		14 207 553	494 15 707 663
Autres prêts et placements			
International Bridge Authority of Michigan — débentures	1 139 970 $	1 459 864 $	
Prêts provinciaux d'aide aux étudiants	4	1 139 974	31 1 459 895
Autres			
Programme de drainage agricole, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	17 097 684 $	17 186 656 $	
Programme Opération Logement, ministère des Affaires municipales et du Logement	7 789 556	8 642 597	
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	7 385 560	12 542 248	
Prêts aux universités, ministère des Collèges et Universités	24 731 799	57 004 599	25 673 935 64 045 436
		455 214 790	505 125 577
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES		3 605 105 008	3 651 420 088

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Avances et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions		
Société foncière de l'Ontario	85 629 339	75 116 233
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux conseils scolaires	78 892 800	89 044 634
Société ontarienne de subventions d'immobilisation aux universités	25 732 283	23 376 034
Société de développement de l'Ontario	29 414 796	23 454 511
Société de développement de l'Est de l'Ontario	17 104 725	9 734 836
Commission des transports du Nord de l'Ontario	13 000 000	9 500 000
Société de développement du Nord de l'Ontario	10 158 799	7 866 156
Société ontarienne d'aménagement municipal	3 675 488	3 439 811
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	3 494 046	3 495 339
Société de logement de l'Ontario	23 888	12 158 699
	279 253 400	257 186 253
Prêts aux administrations locales		
Au titre de l'éducation	11 852 395	9 196 366
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 435 000	2 313 000
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	134 000	706 000
Ville de Kapuskasing	88 618	83 041
Conseil de développement de Moosonee	8 000	8 000
Canton d'Elliot Lake		7 900
	14 518 013	12 314 307
Autres		
Ministère des Collèges et Universités	12 127 236	12 033 320
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	293 771 413	281 533 880

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET AUX COMPTES EN FIDUCIE ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1986

	1986 $	1985 $
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des fonctionnaires	640 869 471	565 347 859
Fonds de rajustement des pensions	282 766 564	247 989 146
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	9 222 289	25 533 456
Compte de garanties supplémentaires de la Sûreté de l'Ontario	6 953 133	647 381
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	4 292 284	3 803 959
Compte de garanties supplémentaires des sous-ministres	1 765 311	
	945 869 052	843 321 801
Comptes en fiducie et comptes créés à des fins spéciales		
Fonds de fiducie de la loterie interprovinciale	181 000 000	128 000 000
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario (montant net)	61 614 337	(31 145 682)
Déductions salariales (montant net)	2 071 387	9 291 494
Réserve pour chèques en circulation	819 680	1 299 477
Fonds des producteurs de lait et de crème	162 632	188 773
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	59 403	66 021
Divers	242	18 093
	245 727 681	107 718 176
TOTAL	1 191 596 733	951 039 977

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

A

Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la Loi ... 4-99
Administration des écoles provinciales ... 4-175
Affaires civiques et culturelles, Ministère ... 4-5
Affaires intergouvernementales, Ministère ... 4-21
Affaires municipales, Ministère ... 4-29
Agence des loteries de l'Ontario et institutions à caractère multiculturel ... 4-11, 4-13
Agriculture et Alimentation, Ministère ... 4-43
Aide à la réinsertion sociale des détenus ... 4-357
Aide au logement versée aux administrations locales ... 4-35
Aide aux entreprises victimes de sinistres naturels 4-221
Aide aux organismes publics chargés de secours aux sinistrés ... 4-39
Aide aux sinistrés ... 4-39
Aide aux ventes à l'exportation ... 4-51
Aide internationale aux sinistrés ... 4-27
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent ... 4-357
Allocations aux juges de la Cour suprême ... 4-271
Allocations et prestations versées par la province . 4-387
Allocations et prestations versées par les municipalités ... 4-387
Allocations pour circonstances exceptionnelles .. 4-263
Ambulance et services d'urgence connexes ... 4-321
Amélioration des lieux d'enfouissement des déchets ... 4-201
Amélioration des trottoirs ... 4-427
Amélioration du rendement des installations industrielles ... 4-187
Amélioration du sol et des récoltes ... 4-53
Aménagement rural et développement agricole, Taxes municipales ... 4-55
Aménagement des ports de plaisance ... 4-303
Aménagement des ports de plaisance et d'installations connexes ... 4-39
American Association of Motor Vehicle Administrators ... 4-425
American Water Works Association (Ontario) .. 4-203
Appareils et prothèses ... 4-325
Appels en matière fiscale ... 4-283
Arboretum de l'Université de Guelph ... 4-305
Archives publiques ... 4-11
Armée de l'Église anglicane du Canada ... 4-357
Armée du Salut ... 4-357
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel ... 4-143
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires ... 4-37
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation du fret ... 4-303
Assistance temporaire, Agriculture ... 4-57
Associated Beef Breeds of Ontario ... 4-51
Association Bruce Trail ... 4-303
Association canadienne d'éducation ... 4-167
Association canadienne de gérontologie ... 4-387
Association canadienne de justice pénale ... 4-357
Association canadienne de normalisation ... 4-437
Association canadienne de recherche en gérontologie ... 4-387
Association canadienne des chefs de police ... 4-399
Association canadienne des consommateurs ... 4-139

Page

Association canadienne du diabète-Division de l'Ontario ... 4-325
Association canadienne du gaz ... 4-141
Association de l'Ontario des bureaux de congrès . 4-409
Association de l'éducation de l'Ontario-Fonds de prêts pour les enseignants d'écoles élémentaires 4-167
Association des sociétés agricoles de l'Ontario ... 4-47
Association des arpenteurs de l'Ontario ... 4-301
Association des arpenteurs-géomètres de l'Ontario 4-145
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario ... 4-387
Association des chefs de police de l'Ontario ... 4-399
Association des éleveurs d'animaux à fourrure de l'Ontario ... 4-47
Association des éleveurs de moutons de l'Ontario 4-47
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario .. 4-47
Association des juristes d'expression française de l'Ontario ... 4-261
Association des municipalités de l'Ontario ... 4-39
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario ... 4-387
Association des procureurs de la Couronne ... 4-267
Association des producteurs d'arbres de Noël ... 4-305
Association des producteurs de bétail du Sud-Ouest de l'Ontario ... 4-47
Association des producteurs de fromage du centre de l'Ontario ... 4-47
Association des routes et des transports du Canada 4-433
Association des secrétaires et trésoriers de l'Ontario ... 4-39
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario ... 4-387
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario ... 4-389
Association du Conseil d'administration de la police municipale ... 4-399
Association forestière de l'Ontario ... 4-297
Association horticole de l'Ontario ... 4-47
Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario ... 4-39
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants ... 4-389
Association ontarienne pour les déficients mentaux 4-383
Association parlementaire ... 4-65
Association pour l'éducation des petits, Ontario . 4-389
Associations touristiques régionales ... 4-415
Assurance-maladie et prestations ... 4-327
Assurance-vie collective ... 4-373
Attractions Ontario ... 4-409
Audiences sur la décharge de Tricil et projet d'énergie de 3M Canada ... 4-203
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police . 4-399
Autoroutes urbaines ... 4-427
Avances à la Société de logement de l'Ontario ... 4-245
Avances à la Société foncière de l'Ontario ... 4-241

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative ... 4-67
Bibliothèque des juges ... 4-271
Bibliothèques de droit de comté et de district ... 4-271
Bibliothèques publiques ... 4-17
Bourse Pauline McGibbon ... 4-27
Bourse du Procureur général pour l'option "Le droit en français" ... 4-263
Bourse du Procureur général pour le perfectionnement des juristes ... 4-263

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Bourse du Procureur général pour le programme de common law en français	4-263
Bourses d'échange Ontario-Québec	4-115
Bourses d'études supérieures	4-115
Bourses de la reine Elizabeth II	4-115
Bourses de perfectionnement Sir John A. Macdonald	4-115
Bourses pour élèves-enseignants	4-171
Brigades Jeunesse Ontario	4-39, 4-183, 4-407
Bureau d'arbitrage	4-449
Bureau de l'Assemblée législative	4-61
Bureau de l'ombudsman	4-89
Bureau du Conseil des ministres	4-69
Bureau du commissaire	4-401
Bureau du commissaire aux plaintes du public	4-273
Bureau du conseiller des travailleurs	4-459
Bureau du conseiller du patronat	4-459
Bureau du directeur général des élections	4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur	4-83
Bureau du vérificateur provincial	4-95
Bureau du vice-premier ministre	4-467

C

Cabinet du premier ministre	4-101
Caisse d'accroissement des compétences professionnelles	4-215
Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	4-57
Caisse d'épargne de l'Ontario	4-289
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4-53
Caisse de retraite des enseignants	4-471
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	4-373, 4-473
Camps sans but lucratif	4-413
Canadian Great Lakes Casualty and Surety	4-139
Canadian League for Educational Exchange	4-167
Canadian Waste Exchange	4-201
Centre administratif des sports de l'Ontario	4-413
Centre de criminalistique	4-397
Centre de désintoxication	4-323
Centre de données fiscales	4-283
Centre de ressources Leslie M. Frost	4-307
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton-Opérations	4-223
Centre des congrès d'Ottawa	4-411
Centre des sciences de Sudbury	4-13
Centre des sciences de l'Ontario	4-13
Centre des télécommunications de Brantford	4-11
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	4-167
Centres de technologie de l'Ontario-Alimentaire	4-229
Centres de technologie de l'Ontario-CAO/FAO et robotique	4-229
Centres de technologie de l'Ontario-Centre d'innovation	4-229
Centres de technologie de l'Ontario-Formation aux méthodes de diffusion des technologies	4-229
Centres de technologie de l'Ontario-Microélectronique	4-229
Centres de technologie de l'Ontario-Minière et forestière	4-229
Centres de technologie de l'Ontario-Pièces automobiles	4-229
Chiefs of Ontario	4-15, 4-303
Coalition canadienne sur les pluies acides	4-203
Coalition des Centres anti-viol de l'Ontario	4-357
Collection McMichael d'art canadien	4-13
Collège "Royals"	4-47
Collèges de technologie agricole-Enseignement et recherche	4-53
Collèges et Universités, Ministère	4-107
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	4-235
Commissaire des salles de cinéma, des loteries et des sports professionnels	4-143
Commission d'appel de la fonction publique	4-129
Commission d'appel des enregistrements commerciaux et commission d'appel des permis de vente d'alcool	4-139
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario	4-399
Commission d'évaluation de l'environnement	4-205
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4-273
Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Ontario	4-67
Commission de l'énergie de l'Ontario	4-189
Commission de la promenade Sainte-Claire	4-411
Commission de location résidentielle	4-249
Commission de négociation	4-273
Commission de police de l'Ontario	4-399
Commission de protection financière des producteurs de céréales	4-51
Commission de révision de l'aide sociale	4-383
Commission de révision de l'évaluation foncière	4-273
Commission des affaires municipales de l'Ontario	4-273
Commission des langues d'enseignement	4-175
Commission des parcs du St-Laurent	4-411
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	4-147
Commission des relations de travail	4-451
Commission des relations de travail dans les collèges	4-113
Commission des relations de travail en éducation	4-175
Commission des transports du Nord de l'Ontario	4-159
Commission ontarienne de libération conditionnelle	4-355
Commission ontarienne des droits de la personne	4-457
Commission sur la gestion des déchets industriels	4-203
Commission sur les contributions et les dépenses électorales	4-67
Commissions d'appel de la fonction publique	4-449
Commissions royales	4-261
Commission de l'escarpement du Niagara	4-41
Compagnie d'indemnisation environnementale	4-205
Compagnies pour la construction des routes	4-301
Comptable de la Cour suprême	4-265
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	4-67
Compte des fournitures de bureau-Imprimerie	4-371
Compte en fiducie Thomas Foster	4-303
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	4-363
Compte en fiducie pour les expropriations d'Effingham Park	4-363
Concours international de labourage	4-47
Conference Board du Canada	4-477
Conférence canadienne des administrateurs des transports routiers	4-425
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	4-303
Conférence sur la circulation routière	4-427
Conférences sur l'environnement	4-197
Congrès international d'acoustique	4-207
Conseil canadien d'horticulture	4-47
Conseil canadien d'information juridique	4-263
Conseil canadien de développement social	4-383

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Conseil canadien de géoscience	4-305
Conseil canadien de la sécurité	4-425
Conseil canadien des cercles 4-H	4-47
Conseil canadien des ministres responsables des ressources et de l'environnement	4-297
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	4-255
Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario	4-119
Conseil de l'éducation franco-ontarienne	4-175
Conseil de la zone de développement de Moosonee	4-39
Conseil de recyclage de l'Ontario	4-201
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	4-317
Conseil des affaires franco-ontariennes	4-75
Conseil des arts de l'Ontario	4-13
Conseil des clubs d'éleveurs de lapins de l'Ontario	4-47
Conseil des églises pour la justice et la criminologie	4-357
Conseil des gouverneurs des collèges de l'Ontario	4-113
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	4-167
Conseil du développement social de l'Ontario	4-383
Conseil économique de l'Ontario	4-481
Conseil ontarien de la pêche commerciale	4-303
Conseil ontarien de préservation de la nature	4-303
Conseil ontarien des affaires universitaires	4-111
Conseil ontarien du maïs-grain	4-51
Conseils du développement social	4-341
Conseils régionaux de santé	4-325
Consommation et Commerce, Ministère	4-133
Construction d'aéroports municipaux	4-431
Construction de logements locatifs de l'Ontario	4-243
Coopers et Lybrand pour la mise en séquestre de Player	4-139
Coordination des affaires francophones	4-75
Cour suprême de l'Ontario	4-271
Cours de langue et d'orientation aux nouveaux Ontariens	4-15
Cours provinciales (Division civile)	4-271
Cours provinciales (Division criminelle et division de la famille)	4-271
Coûts de fonctionnement des collèges	4-113
Coûts de fonctionnement des universités	4-111
Curateur public	4-265
Custom Gold Milling	4-305
Débentures et prêts pour installations de drainage	4-55
Débentures-Versements échelonnés au titre du principal et intérêt-Collèges	4-113
Débentures-Versements échelonnés au titre du principal et intérêt-Universités	4-111
Déchéance de cautionnement	4-139
Démonstration dans le domaine des transports	4-435
Dépenses d'exploitation, Ateliers protégés, services de protection et autres	4-389
Dépenses d'exploitation, Ateliers, formation et services de réadaptation pour handicapés	4-387
Dépenses d'exploitation, Établissement pour enfants et adolescents	4-389
Dépenses d'exploitation, Établissements communautaires de santé mentale	4-389
Dépenses d'exploitation, Garderies	4-389
Dépenses d'exploitation, Groupes de coordination et de consultation pour les services à l'enfance	4-389
Dépenses d'exploitation, Personnes âgées	4-387
Dépenses d'exploitation, Services correctionnels en établissement	4-389
Dépenses d'exploitation, Services en établissement et centres de ressources	4-389
Dépenses d'exploitation, Services sociaux à l'enfance	4-389
Dépôts de garantie en vertu de contrat, Taxe de vente au détail	4-283
Dette non provisionnée de la Caisse de retraite des fonctionnaires	4-373
Développement communautaire	4-161
Développement de l'industrie cinématographique de l'Ontario	4-13
Développement de la production d'énergie	4-187
Développement de la production de la viande rouge	4-55
Développement des loisirs	4-413
Développement des ressources	4-157
Développement du Nord et des Mines, Ministère	4-151
Développement économique régional	4-477
Développement industriel	4-157
Développement international, Agriculture et alimentation	4-55
Développement rural de l'Est de l'Ontario	4-53
Développement rural du Nord de l'Ontario	4-53
Devran Petroleum Limited	4-305
Direction générale de la condition féminine	4-255

E

École de police de l'Ontario	4-399
École pour les aides-infirmiers	4-113
Écoles d'aveugles, de sourds et internats pour enfants en difficulté	4-171
Éducation, Ministère	4-163
Élaboration des politiques-Affaires autochtones	4-261
Énergie, Ministère	4-179
Enquêtes des coroners	4-397
Enseignement clinique	4-319
Entente Canada/Ontario sur le traitement des eaux usées	4-207
Entente auxiliaire pour l'Est de l'Ontario, Développement du tourisme	4-409
Entente subsidiaire sur l'Est de l'Ontario	4-227
Entente sur la transformation économique des collectivités	4-39
Entente sur le développement rural du Nord de l'Ontario	4-53
Entente sur le développement rural du Nord de l'Ontario, développement du tourisme	4-415
Entretien des aéroports municipaux	4-431
Environnement, Ministère	4-193
Épidémies	4-325
Études d'amélioration de la circulation routière	4-427
Études d'urbanisme	4-433
Études de faisabilité sur le tracé des routes	4-427
Études sur les plages	4-201
Études sur les transports urbains	4-435
Études sur les transports urbains et régionaux	4-423
Expérience 1985	4-19, 4-301, 4-353, 4-407, 4-445
Exploitation des établissements connexes, Santé	4-319
Exploitation des hôpitaux	4-319
Exposition agricole de l'Ouest canadien	4-47
Exposition universelle de 1986	4-421

F

Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario	4-39
Fédération des naturalistes de l'Ontario	4-203
Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	4-197
Fédérations sportives	4-413
Fermetures d'usine et examen de la situation des installations affectées	4-455
Festivals de films et de théâtre	4-13

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Fiducie horticole Richard Blake Palmer	4-53
Foire d'hiver d'Ottawa	4-47
Foire royale d'hiver, Toronto	4-47
Fondation Asie-Pacifique	4-27
Fondation Pollution Probe	4-201
Fondation Trillium de l'Ontario	4-407
Fondation canadienne de la fibrose kystique	4-27
Fondation canadienne de recherche du droit de l'environnement	4-199
Fondation de recherche sur la toxicomanie	4-323
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	4-425
Fondation de recherche sur les oiseaux d'eau	4-303
Fondation de recherches de l'Ontario	4-229
Fondation des arts dans les prisons	4-357
Fondation du patrimoine ontarien	4-11
Fondation ontarienne de la santé mentale	4-323
Fonds d'aide aux exportations	4-225
Fonds d'aide juridique	4-263
Fonds d'amortissement en vue de recouvrement du coût des biens en immobilisations	4-207
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	4-261
Fonds d'encouragement à l'organisation de conférences	4-223
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	4-139
Fonds de développement des bibliothèques	4-17
Fonds de développement des exportations	4-225
Fonds de développement des technologies d'exploration	4-305
Fonds de fiducie de la bibliothèque de l'École de police de l'Ontario	4-399
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	4-203
Fonds de formation professionnelle de l'Ontario	4-215
Fonds de l'escarpement du Niagara	4-37
Fonds de la Sûreté de l'Ontario	4-473
Fonds de leadership et de développement industriels	4-477
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	4-373
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	4-207
Fonds du coquelicot-Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique	4-387
Fonds du souvenir	4-387
Fonds pour l'exploitation des innovations techniques	4-125
Forces de police régionales et municipales	4-399
Formation des équipes chargées du sauvetage des mineurs	4-453
Formation professionnelle, Ministère	4-211
Formation professionnelle, adultes et apprentissage	4-215
Forty Plus of Canada	4-445
Foyers de soins spéciaux	4-323
Frais de transports à des fins médicales aux habitants du Nord	4-327
Frontier College	4-167

G

Garderie du Labortoire de Dorset	4-197
Géoscience, subvention de recherche	4-305
Good Roads Association	4-433
Groupe d'étude des normes applicables aux maladies industrielles	4-459
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	4-13

H

Hamilton and District Literacy Council	4-357
Hansard	4-65
Hôpitaux de formation et établissement connexes	4-319
Hôpitaux et établissements connexes	4-319
Hôpitaux ne dispensant aucune formation et autres établissements de santé, immobilisations	4-319
Horizons jeunesse Ontario	4-215

I

Imposition des compagnies et autres taxes	4-283
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par les locataires	4-39
Indemnisation des dégâts causés par les orages	4-57
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	4-57
Indemnisation des victimes d'actes criminels	4-273
Industrie, Commerce et Technologie, Ministère	4-217
Infirmières de l'ordre de Victoria (Ontario)	4-387
Infirmières visiteuses Ste-Elizabeth	4-387
Information du public en matière d'énergie	4-187
Infrastructure communautaire	4-161
Infrastructure ferroviaire et études de faisabilité sur les services	4-431
Initiatives de conservation	4-187
Installations communautaires	4-415
Installations de traitements des eaux et contrôle des déchets	4-207
Institut canadien de la circulation et des transports	4-423
Institut canadien de la fourrure	4-303
Institut canadien de radioprotection	4-453
Institut canadien de religion et de gérontologie	4-387
Institut d'administration publique	4-123
Institut d'étude des systèmes à hydrogène	4-187
Institut d'études environnementales	4-201
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	4-167
Institut de recherche sur la politique gouvernementale	4-131
Institut des évaluateurs municipaux	4-287
Institut hôtelier de l'Ontario	4-409
Institut ontarien de recherche agricole	4-53
Instituts des relations intergouvernementales	4-27
Intégration des nouveaux ontariens	4-15
Intérêts sur la dette publique de l'Ontario	4-471
Introduction et développement de certaines cultures	4-57
Investissements dans la Société de l'énergie de l'Ontario	4-191

J

Jack Miner Migratory Bird Foundation	4-303
Jamborée des scouts	4-301
Jardins botaniques royaux	4-13
Jeunes forestiers	4-307
Jeunes voyageurs de l'Ontario	4-171
John Howard Society-Ontario	4-357
Juge en chef de l'Ontario-Conférences et colloques	4-271

L

Langues officielles	4-171
Leader parlementaire	4-73

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Logement, Ministère ... 4-231
Logements pour les travailleurs saisonniers ... 4-57
Loi de 1981 de la taxe sur les carburants ... 4-283
Loi électorale ... 4-81
Loi sur l'indexation des régimes de retraite, 1975, article 8(1) ... 4-373
Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal ... 4-473
Loi sur la protection de l'environnement, Partie VII ... 4-203
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, article 10(1) ... 4-373
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires ... 4-473
Loi sur les actions contre la Couronne ... 4-267
Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises ... 4-283
Loi sur les puits d'extraction et les carrières ... 4-305
Loi sur les subventions destinées à la création de parcs ... 4-303
Loteries de l'Ontario ... 4-11, 4-17, 4-19
Loteries de l'Ontario-Campagne de remise en état et d'amélioration des immeubles ... 4-11
Loteries de l'Ontario-Subventions aux administrations municipales ... 4-11
Loyers subventionnés, Logement à but non lucratif 4-243
Lutte contre les maladies vénériennes ... 4-325
Lutte contre les termites ... 4-203

M

Médecine sportive ... 4-413
Mieux que jamais Ontario ... 4-413
Minaki Lodge ... 4-411
Minéraux industriels ... 4-305
Mouvement de la Baie georgienne contre les pluies acides ... 4-203
Municipalités et offices de protection de la nature ... 4-301, 4-305
Musée des beaux-arts de l'Ontario ... 4-13
Musée royal de l'Ontario ... 4-11
Muskoka Steamship and Historical Society ... 4-409

N

Niagara Institute ... 4-477

O

Office de la condition féminine ... 4-251
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario ... 4-13, 4-167
Office de mise en marché des produits de fruits tendres ... 4-51
Ontario Association of Property Standards Officers 4-243
Ontario Beef Cattle Performance Association ... 4-47
Ontario Federation of Indian Friendship Centres . 4-15
Ontario Federation of School Athletic Associations ... 4-167
Ontario Freezer Meat Association ... 4-47
Ontario Metis and Non-Status Indian Association 4-167
Ontario Municipal Management Development Board ... 4-39
Ontario Native Council on Justice ... 4-357
Ontario Native Women's Association ... 4-15
Ontario Safety League ... 4-425
Ontario Seed Growers' Association ... 4-47
Ontario Soil and Crop Improvement Association . 4-47
Ontario Swine Breeders' Association ... 4-47

Page

Organisations provinciales des loisirs ... 4-413
Organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi ... 4-445
Organismes officiels locaux responsables de la santé ... 4-325
Outreach Ontario-Organismes participants ... 4-13
Owl Rehabilitation Research Foundation ... 4-303

P

Paiement du billet de la Sun Company ... 4-191
Paiement en vertu de la Loi sur l'annexion d'Innisfil à Barrie ... 4-39
Paiement en vertu de la Loi sur l'annexion de Brant à Brandford ... 4-39
Paiement en vertu de la Loi sur l'annexion de Vespra à Barrie ... 4-39
Paiement pour la formation dans le domaine de l'administration municipale ... 4-39
Paiements au compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative ... 4-473
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens ... 4-327
Paiements effectués pour la vérification de la qualité des services des laboratoires ... 4-321
Paiements en vertu de la Loi sur la police ... 4-401
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités ... 4-39
Paiements au titre de drainage par exutoires municipaux ... 4-53
Paiements au titre de drainage par exutoires municipaux dans l'Est de l'Ontario ... 4-53
Paiements provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accident d'automobile ... 4-139
Palais des congrès de Toronto ... 4-411
Parcs historiques de la Huronie ... 4-411
Part provinciale du programme d'immobilisation en faveur du logement rural ... 4-245
Pathologie légale ... 4-397
Pèlerinage de l'Association du Régiment écossais de Toronto ... 4-27
Plan Canada-Ontario de développement du marché des logements locatifs ... 4-243
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé ... 4-317
Planification familiale ... 4-325
Planteurs d'arbres ... 4-305
Politique de la conservation des terres agricoles ... 4-57
Pollution Control Association of Ontario ... 4-203
Préservation du sol et protection de l'environnement ... 4-53
Prestations d'assurance-maladie pour soins prolongés ... 4-325
Prêts accordés pour les logements sans but lucratif des municipalités ... 4-245
Prêts bancaires aux agriculteurs ... 4-57
Prêts pour la conversion des immeubles locatifs non résidentiels ... 4-245
Prévention de la tuberculose ... 4-325
Priorités régionales ... 4-207
Prix Prince de Galles ... 4-47
Prix de Rodeo ... 4-427
Prix de référence du nouveau pétrole ... 4-305
Procureur général, Ministère ... 4-257
Programme Action municipale 1985 ... 4-39
Programme Agri-Nord ... 4-55
Programme Emploi jeunesse Ontario ... 4-39

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Programme consultatif sur les accidents de travail	4-459
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	4-57
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	4-57
Programme d'aide aux producteurs de crème	4-51
Programme d'aide aux producteurs de petit-lait	4-51
Programme d'aide aux propriétaires riverains	4-39
Programme d'alphabétisation	4-17
Programme d'amélioration des quartiers de l'Ontario	4-35
Programme d'assurance-maladie	4-327
Programme d'emploi pour les jeunes de l'Ontario	4-39
Programme d'encouragement à la culture des asperges	4-51
Programme d'exploration minière de l'Ontario	4-305
Programme d'indemnisation contre la rage	4-57
Programme de carrières pour les jeunes de l'Ontario	4-39
Programme de centres d'aide aux chômeurs	4-39
Programme de conservation de l'énergie et de promotion des énergies renouvelables	4-383
Programme de dégagement des victimes d'accident	4-397
Programme de l'avocat de la Couronne	4-261
Programme de loteries	4-13, 4-415
Programme de plantation d'arbres à fruits tendres	4-51
Programme de plantation de pommiers	4-51
Programme de recettes et de subventions fiscales	4-283
Programme de recherche sur les ressources renouvelables	4-297
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	4-57
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	4-243
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	4-35
Programme de retrait de la production de raisin excédentaire	4-51
Programme de revitalisation des centres-villes de l'Ontario	4-35
Programme de services communautaires pour l'amélioration des quartiers	4-35
Programme de stages de l'Assemblée législative	4-65
Programme de stimulation pour la rentabilité de l'énergie des serres	4-57
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	4-263
Programme de vérification énergétique municipale	4-39
Programme de contremesures sur l'ivresse au volant	4-261
Programme des routes provinciales	4-427
Programme des services en français du gouvernment	4-75
Programme des transports de la province	4-431
Programme des transports urbains de la province	4-429
Programme municipal d'action positive	4-39
Programme ontarien d'aide à l'emballage et à l'entreposage	4-51
Programme ontarien de l'amélioration du troupeau laitier	4-53
Programme ontarien de prêts pour la construction de logements locatifs	4-241
Programme parents-secours de l'Ontario Inc.	4-395
Programme relatif aux régions insuffisamment desservies, Santé	4-325
Programmes communautaires de santé mentale	4-323
Programmes d'échanges éducatifs	4-171
Programmes de bourses de l'Ontario	4-171
Programmes de langue seconde	4-115
Programmes de logopédie et d'audiologie	4-325
Programmes récréatifs municipaux	4-415
Programmes spéciaux d'activités et de conditionnement physique	4-413
Projet GO de transports en commun rapide par véhicule sur rail	4-429
Projet de Pétrolia	4-409
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	4-53
Projets entrepris dans le domaine de l'énergie	4-19
Projets spéciaux	4-215
Promotion des terres agricoles ontariennes	4-51
Protection du revenu à long terme	4-373

R

Rabais HALFBACK	4-13
Radiation de prêts au titre de l'aide aux étudiants	4-167
Rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	4-273
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	4-261
Recherche sur les pesticides	4-203
Recherche, Loisirs et Recréation	4-413
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	4-317
Recherches sur l'énergie	4-187
Recherches sur la fusion	4-187
Réduction d'impôts au titre de la gestion forestière	4-305
Réduction des loyers	4-243
Réduction des taux d'intérêt pour les fermes familiales	4-57
Régie des transports en commun de la région de Toronto	4-429
Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario	4-115
Régime de retraite des employés des caucus	4-473
Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson	4-473
Régime de retraite des fonctionnaires	4-473
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	4-373
Régime des médicaments de l'Ontario	4-321, 4-387
Registraire général	4-145
Réglementation des courses de chevaux	4-143
Règlements à l'amiable	4-271
Relations civiques	4-15
Relations fédérales-provinciales	4-27
Relations intergouvernementales et coordination des normes sur les polluants dangereux	4-203
Relations internationales-Bureaux à l'étranger	4-27
Relations internationales-Politique et activités	4-27
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9	4-301
Réseau environnemental de l'Ontario	4-197
Restructuration des services publics municipaux	4-185
Revenu, Ministère	4-277
Richesses naturelles, Ministère	4-293
Routes d'accès aux parcs	4-303
Routes pour lotissements	4-433
Royal Canadian Humane Association	4-387
Royal Visit Children Fund	4-27

S

Santé et sécurité au travail	4-453
Santé, Ministère	4-311
Secrétariat au développement des ressources	4-343
Secrétariat à l'administration de la justice	4-331
Secrétariat aux affaires sociales	4-337

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	4-27
Secteur de l'éducation-Autres programmes	4-173
Série d'études historiques sur l'Ontario	4-11
Service d'orientation des familles de Frontenac	4-271
Service aux contribuables	4-283
Services correctionnels, Ministère	4-349
Services d'ambulance municipaux	4-321
Services d'appui, de counselling et services dispensés en établissement	4-387
Services d'ingénierie	4-207
Services de chemins de fer et de traversiers	4-159
Services de coordination pour le placement	4-325
Services de santé d'urgence, de laboratoire et de médicaments	4-321
Services du bâtiment de l'Ontario	4-237
Services et élaboration de programmes pour les femmes	4-255
Services gouvernementaux, Ministère	4-359
Services multiculturels	4-15
Services municipaux en français	4-39
Services sociaux et communautaires, Ministère	4-379
Société CJRT-FM	4-13
Société IDEA-Activités	4-229
Société Saint-Léonard du Canada	4-357
Société canadienne de la Croix-Rouge	4-397
Société d'arthrite-Division de l'Ontario	4-325
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	4-411
Société de développement de l'Est de l'Ontario	4-227
Société de développement de l'Ontario	4-227
Société de développement du Nord de l'Ontario	4-227
Société de l'énergie de l'Ontario	4-191
Société de logement de l'Ontario	2-243
Société entomologique	4-47
Société foncière de l'Ontario	4-241
Société historique multiculturelle de l'Ontario	4-11
Société internationale de l'Ontario	4-225
Société ontarienne de gestion des déchets	4-207
Société ontarienne pour enfants autistiques	4-389
Société protectrice des animaux de l'Ontario	4-397
Société Elizabeth Fry	4-357
Sociétés agricoles	4-53
Sociétés historiques et achat de plaques	4-11
Sociétés horticoles	4-53
Soins à domicile	4-325
Solliciteur général, Ministère	4-391
Sous-procureur général	4-261
Soutien au patrimoine	4-11
Soutien aux négociations entre les gouvernements et les groupes autochtones	4-261
Soutien culturel-immobilisations	4-19
Stabilisation des revenus agricoles	4-57
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	4-435
Subsides pour l'exploitation des transports urbains	4-435
Subsides pour la construction de transports urbains rapides	4-435
Subsides pour la publication de manuels	4-13
Subsides pour routes municipales	4-433
Subvention aux comtés pour la lutte contre l'orgyie	4-305
Subvention versée à la Ville de Toronto pour les logements sans but lucratif	4-243
Subventions aux municipalités pour les programmes ordinaires	4-207
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	4-57
Subventions aux musées locaux	4-11
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques	4-17
Subventions aux organisations rurales	4-53
Subventions aux organismes participants-Information communautaire	4-17
Subventions d'encouragement pour les logements sans but lucratif des municipalités	4-243
Subventions d'immobilisation financées par les loteries	4-415
Subventions d'immobilisation-Éducation	4-173
Subventions d'immobilisation-Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	4-389
Subventions d'immobilisation-Services sociaux à l'enfance	4-389
Subventions d'immobilisation-Services sociaux aux adultes	4-387
Subventions de l'Ontario non assorties de conditions aux municipalités	4-39
Subventions et subsides pour le bétail	4-57
Subventions législatives générales	4-173
Subventions pour des projets et services spéciaux	4-15
Subventions pour impôt foncier, taxe de vente et chauffage	4-285
Subventions pour les économies	4-185
Subventions pour les projets d'immobilisations-Collèges	4-113
Subventions pour les projets d'immobilisations-Universités	4-111
Subventions remboursables accordées au Fonds d'aide aux exportations	4-225
Subventions spéciales aux municipalités — Ville de Little Current	4-387
Subventions spéciales aux municipalités — Ville de Carnarvon	4-387
Subventions versées aux municipalités pour la planification en cas d'imprévus	4-185
Subventions versées en compensation des taxes municipales — Collèges	4-113
Subventions versées en compensation des taxes municipales — Universités	4-111
Subventions versées en compensation des taxes municipales — Hôpitaux psychiatriques	4-323
Subventions versées en compensation des taxes municipales — Hôpitaux publics	4-319
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	4-357
Sûreté de l'Ontario	4-401
Sûreté de l'Ontario, Régime complémentaire d'avantages sociaux	4-373
Systèmes privés	4-207

T

Thunder Bay Ski Jumps	4-411
Tourisme Ontario	4-409
Tourisme et Loisirs, Ministère	4-403
Transport pour les handicapés	4-435
Transports et Communications, Ministère	4-417
Travail, Ministère	4-441
Trésor et Économie, Ministère	4-463
Tri à la source	4-201
Tuteur public	4-265

U

Underwriters' Laboratories of Canada	4-141
Union culturelle des franco-ontariennes	4-47
United World Colleges	4-167

INDEX GÉNÉRAL

DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Université de Guelph-Enseignement portant sur l'agriculture	4-53
Université de Guelph-Formation clinique vétérinaire	4-53
Université de Guelph-Services	4-53

V

	Page
Vendeurs de grains-projet McKinlay	4-51
Versements d'intérêts à la Société canadienne d'hypothèques et de logement	4-243
Vieux Fort William	4-411
Voies de jonction	4-433